

PATRICE DUHAMEL  
JACQUES SANTAMARIA

# LES FLINGUEURS

**Anthologie  
des cruautés politiques**



Par les auteurs  
du best-seller  
*L'Élysée*

PLON

Patrice Duhamel  
Jacques Santamaria

# Les flingueurs

*Anthologie des cruautés politiques*



PLON  
[www.plon.fr](http://www.plon.fr)

# DES MÊMES AUTEURS

L'Elysée. Coulisses et secrets d'un palais, Plon, 2012.

Patrice Duhamel

Cartes sur table : entretiens avec Renaud Revel, Plon, 2010 (avec Alain Duhamel).

Jacques Santamaria

Un cœur oublié (scénario du film), Florent Massot, 2002.  
La Reine et le Cardinal : les amours secrètes de Mazarin et Anne d'Autriche (avec Emmanuel Haymann), Michel Lafon, 2008.

à Nathalie  
à Melchior

à Sylvestre  
à Marcellin

« Je hais cruellement la cruauté. »

Michel de MONTAIGNE

« Je ne dois être cruel que pour être humain. »

William SHAKESPEARE, Hamlet, III, IV

« La décision est souvent l'art d'être cruel à temps. »

Henry BECQUE

« Tout railleur que j'ai été à tous les âges de ma vie, je ne me suis moqué de personne aussi cruellement que de moi-même, ni avec autant de délectation. »

Anatole FRANCE

# Avant-propos

Nous sommes en 1799. Le Directoire a vécu. Le Consulat s'installe. Tout le monde connaît le Premier consul. Il s'appelle Bonaparte et entend faire fructifier son prestige. Le deuxième, Cambacérès, est moins célèbre, encore que député et surtout juriste de talent (le code civil lui devra beaucoup). C'est un personnage brillant qui ne cache pas son homosexualité. Le troisième consul, député lui aussi, se distingue, si l'on peut dire, par son absence d'envergure et l'indigence de ses idées. Il s'appelle Lebrun. Sollicité pour donner son avis sur le trio, Talleyrand a recours... au latin. Il désigne les trois consuls en utilisant les trois formes latines, masculin, féminin et neutre. Ainsi Bonaparte est-il Hic (celui-ci), Cambacérès Haec (celle-là), et Lebrun Hoc (ça)... Un modèle de cruauté.

Cette rude impertinence n'a toutefois pas été prononcée devant les intéressés. Pour le face-à-face, deux spécialistes s'imposent : Clemenceau et de Gaulle. En 1908, un préfet ayant eu vent de sa prochaine révocation, et dans un sursaut de courage, s'adressa directement au président du Conseil et ministre de l'Intérieur Georges Clemenceau :

— Que me reproche-t-on, monsieur le Président ? D'être une fripouille, ou un imbécile ?

— On vous reproche de cumuler, répondit le Tigre.

De tout temps, le propos politique s'est nourri de cruauté. « Jamais de bonté en politique, notait François Mauriac. Nous sommes chez les insectes, et on ne saurait même plus parler d'instinct. Il s'agit des lois d'un monde féroce où le cadavre d'un ennemi a toujours senti bon. » Nous avons rassemblé quelques-uns de

ces moments particuliers, où les mots et les attitudes visent à écorcher, et même à écorcher vif. Pourquoi est-on cruel en politique ? Volonté de déstabiliser, de rabaisser, voire d'éliminer celui à qui l'on s'adresse ? Désir de vengeance, besoin de revanche ? Simple plaisir du mot cinglant, du trait coupant, de la réplique qui tue ? Tout cela à la fois, et bien plus encore. En politique plus qu'ailleurs, le verbe est l'arme absolue. Mais quand est-il cruel ? Première question que nous nous sommes posée. De la réponse est venue, sinon une définition, du moins un cadre au thème de cette anthologie. La cruauté est une constante de la vie politique française. Elle va du sobriquet au discours, en passant par la célèbre « petite phrase » tant recherchée des chroniqueurs. Quand l'humour l'emporte, c'est la comédie du pouvoir. Quand la violence gagne, c'est sa tragédie. La cruauté « idéale » mêle sans doute, et habilement, la férocité, l'esprit, la drôlerie, une pointe de cynisme, le tout en une formule concise et brillante, pour atteindre un double but : faire mal à celui qu'elle vise et faire rire ceux qui en sont témoins. C'est la vacherie modèle, qui a toutes les chances de passer à la postérité. Qu'elle soit injuste, irriguée de la plus parfaite mauvaise foi, qu'elle soit implacable dans sa dureté, ou au contraire lucide, tout empreinte de vérité, ne change rien au fond. C'est une flèche qui atteint sa cible en créant chez nous une sorte de jubilation. Le nier relève de l'hypocrisie. Quand François Mitterrand, à propos de Michel Rocard, se demande d'un ton patelin : « Il a du talent, mais a-t-il des qualités ? », il s'inscrit dans une tradition de flingage feutré qui nous offre une bonne approche de ce qui doit constituer la matière première de ce livre. Quand, le 22 février 1969, le général de Gaulle s'entretient avec l'écrivain Philippe de Saint-

Robert, que ce dernier s'interroge sur le lien entre le destin de Georges Pompidou et celui de la France, que de Gaulle le coupe en laissant tomber : « Il est mince », le propos a beau être injuste, ne pas forcément prêter à sourire, il a sa place ici. Quand Léon Daudet, d'un style flamboyant, décrit Aristide Briand comme un être chez qui « tout sue la vadrouille et le désordre de la chambre meublée, où le maquereau passe son habit taché et sa chemise souillée », que Clemenceau s'emporte, toujours au sujet de Briand, « J'aurais un pied dans la tombe qu'il m'en resterait un pour botter le cul de ce voyou », nous abordons aux rivages de l'insulte, mais nous ne nous éloignons pas de notre sujet. En revanche, quand le même Léon Daudet, député d'extrême droite, antisémite et antigermaniste, interrompt un discours de Léon Blum en 1923 en criant : « A Jérusalem ! », nous quittons la cruauté pour l'ignominie. Et quand Jean-Marie Le Pen prononce des phrases nauséabondes, qui lui valent autant de condamnations, sur la Seconde Guerre mondiale, ce n'est pas cruel mais abject. Ce sont là les frontières de cet ouvrage. Au-delà des territoires de la férocité commencent ceux de l'infamie. Nous ne les arpenterons pas.

Pas question pour autant de glisser vers la leçon de morale. Nous sommes et tenons à rester spectateurs de ce théâtre politique toujours en représentation, qui fournit une matière si abondante que la grande difficulté est celle du choix. Une anthologie n'a rien d'exhaustif, par définition, mais, comme en cuisine, les bons dosages sont affaire délicate. Il nous est arrivé de retenir une expression rugueuse et peu subtile plutôt qu'un mot où rivalisent le goût et l'esprit, simplement parce qu'elle était représentative d'une personnalité, d'une époque, voire des deux. A cet égard, la III<sup>e</sup> République apparaît

comme une période insurpassable dans l'invective et le plaisir de déchiqeter. Soixante-dix années où les pamphlétaires, nombreux et de tous poils, alimentaient en formules sanglantes des combats difficiles à imaginer aujourd'hui. Car si la cruauté n'a pas disparu des joutes politiques, elle porte d'autres masques, destinés à tromper la loi qui reconnaît la diffamation, punit le racisme, l'antisémitisme et les discriminations. Cet ouvrage veut donc aussi rappeler qu'en d'autres temps la parole s'autorisait tous les excès, tous les débordements. Il ne faut toutefois pas en conclure que nous vivons dans un monde de tiédeurs et de conformismes. La cruauté politique a trouvé dans les réseaux sociaux et l'impitoyable compétition médiatique les terrains de jeux qui signent l'époque. Quant à savoir si de nouveaux Talleyrand, Clemenceau, de Gaulle ou Mitterrand en surgiront, c'est là une autre histoire...

Patrice DUHAMEL  
Jacques SANTAMARIA  
Mai 2014

## Acérées et cruelles (plumes)

Le 5 mai 1981, au cours du débat qui l'oppose à François Mitterrand avant le second tour de l'élection présidentielle, Valéry Giscard d'Estaing justifie son action de président face à celui qui n'a jamais exercé la fonction. La phrase qu'il lance alors est d'une splendide cruauté : « C'est un terrible avantage que de n'avoir rien fait, mais il ne faut pas en abuser. » Giscard cite l'auteur : le comte de Rivarol. Né en 1753, Rivarol, qui s'était lui-même gratifié d'une particule et d'un titre de noblesse, doit sa renommée à son Discours sur l'universalité de la langue française. Esprit caustique, polémiste redouté, adversaire acharné de la Révolution française, distributeur d'étincelantes férocités, Rivarol publie en 1790 Le Petit Almanach de nos grands hommes, somme de jugements impertinents qui lui assure d'inébranlables inimitiés. En 1790, son Petit Dictionnaire des grands hommes de la Révolution parachève son entreprise dans de célèbres pages polémiques : « Monsieur le comte de Mirabeau a senti de bonne heure que la moindre vertu pouvait l'arrêter sur le chemin de la gloire, et jusqu'à ce jour il ne s'en est permis aucune. » Plus tard : « Mirabeau est capable de tout pour de l'argent, même d'une bonne action. » Rivarol s'en prend aussi à Necker, le ministre des Finances de Louis XVI : « M. Necker est un charlatan si impudent que ses promesses finissent par persuader même ceux qui n'y croient pas. » Et quand le politique

se fait moraliste : « Un roi honnête homme et qui n'est que cela n'est qu'un pauvre homme de roi. La bonté ne convient qu'à la puissance. Les vertus de Louis XVI le rendent étranger à son peuple. » On retiendra encore ce portrait acide de Bonaparte : « La fortune fait des hommes extraordinaires ; le génie seul et la conduite politique et morale font les grands hommes. Bonaparte a laissé concevoir des espérances ; mais on ne peut exiger qu'il ait une idée plus haute que sa place. » Rivarol, enfin, peint avec une cruauté gourmande ce faiseur et défaisseur de régimes qu'était Talleyrand : « Cet illustre prélat a prouvé que, dans une révolution, c'est l'ingratitude qui fournit les plus grands hommes, qui tient les petits esprits en haleine, et qui sert de courage aux ambitieux. » N'ayant jamais renié ses convictions royalistes et contre-révolutionnaires, Rivarol meurt en 1801 à Berlin où l'avait conduit l'exil, ce qui lui avait inspiré cette formule pour lui-même cruelle : « Nous sommes des papillons devenus chenilles. »

A chacune des occasions – fréquentes – où il s'en prenait à la presse, le général de Gaulle ne manquait pas de regretter les journalistes pamphlétaires du XIX<sup>e</sup> siècle, que l'on prenait plaisir à lire quand bien même on n'épousait pas leurs idées, avant tout pour le bonheur du style. De Gaulle évoquait La Lanterne, journal républicain fondé en 1868 par Henri Rochefort, qui attaquait ouvertement Napoléon III et le régime. Rochefort livrait des articles où le bon mot, l'ironie, voire la farce étaient chez eux. Le premier numéro de La Lanterne donnait le ton : « La France contient, d'après l'Almanach impérial, trente-six millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement. » Dans un article de 1869, Rochefort explique avec le plus grand sérieux que l'évasion de Louis-Napoléon du fort de Ham

en 1846, sous les vêtements d'un maçon, est une légende. En fait, le maçon s'était ravisé, avait repris ses vêtements et tordu le cou à Louis-Napoléon. C'était donc lui qui régnait maintenant sous le nom de Napoléon III, après avoir « échangé sa truelle contre le sceptre ». Dès lors, pour Rochefort, tout devenait clair : « Ces bâtisses continuelles, ces expropriations inutiles, ce palais des Tuileries qu'on abat pour le reconstruire et qu'on reconstruit pour l'abattre de nouveau, cette intolérable manie de tout gâcher, ce plâtre dont l'Impératrice se recrépit tous les matins la figure indiquent assez que les destinées de la France sont dans les mains d'un maçon. » Ça ne pouvait plus durer. La Lanterne cesse de paraître. Napoléon III – « le mauvais numéro », « impair et manque », « le vautour déplumé », surnoms dont l'affublait Rochefort – aura été le maître. Et Henri Rochefort finira mal, en choisissant de rejoindre le funeste camp des boulangistes antidreyfusards. Ceux que Clemenceau appelait « la Boulangerie antisémite ».

Georges Clemenceau, lui, applaudissait aux emportements de Laurent Tailhade, qui ne pouvaient que lui rappeler les siens. Né en 1854, Tailhade fut ce poète, écrivain, polémiste anarchiste, ami de Sacha Guitry, qui en dresse un portrait touchant dans Si j'ai bonne mémoire. A la mort de Tailhade en 1919, Guitry écrit : « Il aura déchiqueté ses contemporains. » Rien n'est plus vrai. Laurent Tailhade publie en 1900 Imbéciles et Gredins. On y trouve ces lignes sans appel sur l'antisémite Edouard Drumont, sinistre auteur de La France juive : « Petit employé de l'Hôtel de Ville en 1867, Drumont a gardé la crasse insaponifiable des bureaux. Il exerce l'imposture historique et la provocation à l'homicide, pour un sou par jour, au grand contentement des béates de province et des curés

inquisitifs. » Dans le même ouvrage, un portrait de Maurice Barrès, qui venait une nouvelle fois d'échouer à se faire élire (il retrouvera un siège de député nationaliste de la Seine en 1906) : « Barrès, avec son dos circonflexe, sa voix dure et sèche d'eunuque, sa jaunisse d'envieux ; Barrès avec ses dents à pivots, son air emprunté de cuistre. [...] Comme d'autres ont un eczéma ou l'haleine fétide, Barrès traîne partout avec soi la concupiscence de la députation. C'est une dartre vive, une gale mordicante, un prurit désespéré que ses mains d'avare grattent avec des ongles d'or. » Tailhade écrivait également dans plusieurs journaux, Le Libertaire ou L'Echo de Paris, où il commenta à sa manière la mort insolite de Félix Faure : « Le lendemain de ses obsèques, Félix Faure sera plus oublié que les pharaons d'Egypte, que les Incas du Pérou. [...] Et ce ne sera qu'un goujat de plus dans la tombe. » On comprend que Clemenceau ait si vivement apprécié Tailhade.

## Balladur (Edouard)

« Je vous demande de vous arrêter » : c'est sans doute la phrase que l'on retiendra de la vie politique de l'ancien Premier ministre. Injuste peut-être, cruel sûrement pour l'intéressé, mais incontournable. Si cette phrase colle autant à Edouard Balladur, c'est qu'elle est révélatrice d'une image, d'une personnalité, d'un comportement, d'un parcours politique. Et qu'elle rappelle le moment le plus difficile de la carrière de l'ancien chef du gouvernement : sa défaite, le 23 avril 1995, au premier tour de l'élection présidentielle face à Jacques Chirac, son ancien « ami de trente ans ». 20,8 % pour Chirac, 18,6 % pour Balladur. Environ sept cent mille voix d'écart. Ce soir-là, donc, Balladur se rallie la mort dans l'âme et demande maladroitement à ses partisans de ne pas manifester leur mécontentement. Dès lors, il disparaîtra du premier rang de la scène politique. Certes, il soutient activement son ami Sarkozy, remplit quelques missions officieuses ou officielles, comme la présidence du Comité constitutionnel, en 2007. Il donne des conseils et s'efforce, sans grand succès, de tempérer son ancien ministre du Budget devenu président. Mais les développements judiciaires et politiques de l'affaire Karachi et les enquêtes sur le financement de sa campagne présidentielle de 1995 rendent désormais inaudible sa parole politique. Néanmoins, à chaque occasion, il continue de ferrailer contre son plus vieil ennemi, Jacques Chirac.

Entre les deux, à partir de 1993, l'amitié s'est transformée en incompréhension, puis en véritable haine (voir : [Chirac Jacques](#)). Balladur a toujours méprisé Chirac. Même lorsque Georges Pompidou, alors secrétaire général de l'Élysée, faisait du jeune loup de Corrèze son dauphin. Même lorsque, Premier ministre en 1986, le maire de Paris lui donnait pratiquement les pleins pouvoirs au ministère de l'Économie et des Finances. Même lorsque Chirac, préférant rester dans son donjon de l'Hôtel de Ville, le propulsait à Matignon en 1993. Chirac, de son côté, a la rancune tenace. La candidature de Balladur, en 1995, est reçue comme une déclaration de guerre. Pendant ses douze années de présidence, Chirac ne pardonnera pas. Féroce avec Balladur dans ses Mémoires, il n'oubliera jamais. En face, Balladur rumine et attaque, d'abord à mots couverts puis publiquement. Dans La Tragédie du pouvoir, en octobre 2013, il continue, vingt ans après, de régler ses comptes. Il décrit un Jacques Chirac opportuniste, successivement « dirigiste, social-démocrate, libéral, antieuropéen, proeuropéen... antiaméricain, proaméricain... apôtre des droits de l'homme, ami des despotes d'Afrique ou d'Asie à la réputation sulfureuse ». Il lui reproche d'avoir utilisé « ceux qui lui sont supérieurs, mais leur tient rigueur et les jalouse ». Il le décrit « sans imagination, faisant aisément siennes les idées des autres, venues d'ici ou de là, et en changeant tout aussitôt quand il l'estimait utile ». « Cet ambitieux extrême, ajoute Balladur, doute de lui, mais est habité par un désir de possession tel qu'il le pousse, quand il y voit avantage, à s'emparer de tout ce qui est à sa portée. » Autoportrait de leur relation orageuse ? Sûrement. Et d'autant plus cruel qu'à cette époque, déjà très affaibli par l'âge et la maladie, l'ancien

Président n'est plus en mesure de répondre.

Chirac n'est pas, loin de là, la seule cible de l'ancien Premier ministre. Dans son camp, deux autres personnalités politiques sont dans le collimateur balladurien, Chaban et Giscard. Chaban-Delmas, d'abord. Un peu condescendant, Balladur le décrit avec une certaine férocité dans *La Tragédie du pouvoir*, lorsque Georges Pompidou est à l'Élysée et Chaban à Matignon : « Peu porté aux discussions de fond, mais fort agile dans les négociations politiques et bien introduit auprès de la presse, [...] il était d'un utile concours. » C'est sur un ton patelin, presque détaché, que Balladur frappe et cogne. Il dénonce chez Chaban une « légèreté, une confiance excessive dans sa bonne étoile, comme si le bonheur d'être lui-même pouvait lui tenir lieu de tout effort ». Et l'estocade finale, brutale : « Chaban n'avait pas compris ce qu'est la Cinquième République [...]. Peu travailleur, ennuyé par la technique, il se contentait souvent de formules toutes faites. [...] Ses interventions laissaient une impression telle qu'il ne parvenait pas à masquer son incompetence ; celle-ci éclatait au grand jour lors des Conseils [des ministres] au cours desquels Pompidou, non sans quelque cruauté, ne se dispensait pas de lui faire la leçon. » Vis-à-vis de Giscard, Balladur est, dans ce même livre, tout aussi critique, mais moins dur sur la forme : « Il lui arrivait, aveuglé par son ambition ou son ressentiment, de manquer de jugement. [...] Il manquait de naturel, cela se retourna contre lui. »

Le style Balladur, avec cette distance courtoise, parfois affectée, et ce phrasé précieux, fait de lui un objet permanent de caricature. Le plus mordant, c'est sans doute Plantu qui, dans *Le Monde*, le dessine juché sur une chaise à porteur, comme s'il appartenait à un

autre siècle. L'ancien Premier ministre, très populaire dans l'opinion pendant l'essentiel de son passage à Matignon, provoque dans le monde politique, et dans la société civile, des réactions vives, souvent franchement polémiques. C'est André Rousselet qui, en 1994, après sa démission de la présidence de Canal+, signe dans Le Monde un violent réquisitoire titré à la hache « Balladur m'a tuer ». C'est, tout récemment, Bernard Tapie qui, dans un ouvrage publié en 2013, étrille littéralement l'ancien candidat à la présidentielle. « On l'imagine le ventre barré par une chaîne de montre. Replet, rassurant, onctueux. [...] Il est dans l'autoéloge permanent [...] et promène un visage de grand dignitaire, légèrement enflé de lui-même [...], la caricature du grand bourgeois. » En réalité, de 1986 à 1995, de la rue de Rivoli à l'hôtel Matignon, Balladur n'a laissé personne indifférent. Ses ministres, séduits par ses capacités de gestionnaire, l'ont soutenu à une écrasante majorité pendant sa campagne présidentielle perdue. Ses adversaires, Mitterrand comme Jospin et Chirac, l'ont dépeint en autocrate éloigné des réalités du pays. Les médias l'ont encensé avant de le brocarder. Une personnalité singulière, un itinéraire chahuté, un échec cruel à la présidentielle, une semi-retraite rythmée par les affaires. Pour beaucoup d'acteurs et d'observateurs de la vie politique, Balladur restera une énigme.

## Barre (Raymond)

« Je n'en peux plus. » Pendant cinq ans, depuis sa nomination, fin août 1976, jusqu'à son départ de

Matignon, au printemps 1981, Raymond Barre a duré et enduré. Il l'a fait à sa manière, directe, rugueuse, parfois brutale, sans concessions ni compromissions. Souvent lassé de la guérilla permanente qu'il devait mener au Parlement contre une partie de sa propre majorité, le Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing choisit de faire face, de ne pas baisser les bras. Et de rendre coup pour coup, face aux syndicats et à deux adversaires politiques, à sa gauche les socialistes et les communistes, à sa droite les troupes du RPR dévouées à Jacques Chirac et soucieuses d'en découdre matin, midi et soir, pour affirmer leur indépendance et préparer la reconquête du pouvoir. La cruauté politique, qu'il n'était pas vraiment préparé à affronter, il l'a subie pendant cinq longues années, de 1976 à 1981, avec des moments de combativité et d'autres de grande lassitude.

« Il y a des moments dans la vie où il faut être économe de son mépris vu le grand nombre de nécessaires » : cette phrase de Chateaubriand en forme de maxime, c'était la citation préférée de Raymond Barre. Grand admirateur de Richelieu, il jetait un regard critique sur le « microcosme » politique, expression qu'il avait popularisée et répétait à chaque occasion. Indépendant, ce que Giscard n'avait pas vraiment anticipé, sourcilleux sur son autonomie et sa liberté de manœuvre, le « meilleur économiste de France » symbolisait l'effort, la rigueur, une forme de lucidité, beaucoup de recul par rapport à l'événement. Ambitieux, plutôt orgueilleux, et même vaniteux, il aimait à rappeler que le général de Gaulle en personne l'avait nommé commissaire européen à Bruxelles. Vice-président de la Commission en charge de l'économie et des finances, il séduisit grâce à son pragmatisme et à sa capacité de travail. Il se méfiait des partis politiques, qui le lui rendent

bien. Des relations tout juste cordiales avec Jacques Chirac, une certaine estime pour François Mitterrand au-delà de leurs divergences politiques profondes, des rapports finalement assez ambigus avec VGE. Au printemps 1981, il vit très mal cette campagne présidentielle au couteau et la guerre Giscard-Chirac. Au lendemain de l'élection de François Mitterrand, il s'en prend, un rien grandiloquent, et visant le RPR, à « une fraction de la majorité qui n'a pas hésité, au moment décisif, à jouer à quitte ou double le sort de la Ve République. Rien ne saurait faire oublier leur immense responsabilité ». Quelques mois plus tard, Valéry Giscard d'Estaing, battu, comprendra vite que son ancien Premier ministre est décidé à jouer sa carte personnelle. En 1988, après une campagne âpre, il est devancé de trois points par Chirac et se range loyalement derrière lui pour le second tour. Même s'il demeure maire de Lyon, sa carrière politique, courte et atypique, se termine. Il reste une vraie référence pour tous ceux qui assument et revendiquent le sérieux et l'intérêt général.

Attachant, drôle et courtois dans le privé, Barre se renfrogne dès qu'en public les égoïsmes et les lobbies se découvrent et se libèrent. « Esprit carré dans un corps rond », comme il se définit lui-même, il sort alors ses griffes. « Je préfère être impopulaire qu'irresponsable. » « Les fonctionnaires sont des nantis. » « Chômeurs, vous devriez créer votre entreprise » : autant de phrases cultes, de formules ciselées. Il aimait choquer. Il surfait avec délice sur l'impopularité. Il riait aux éclats devant ses proches en évoquant sa faible cote de popularité. Il ironisait sur les réactions outrées des « bien-pensants ». Il dénonçait « le chœur des pleureuses », « les porteurs de

pancartes », « le cortège des beaux esprits ». Parfois, pour le plaisir, il en rajoutait, franchement provocateur et conscient de l'être. « La meilleure façon de combattre le chômage, c'est de travailler. » En petit comité, ses amis l'alertaient sur son profil de « père la rigueur ». Il s'en délectait, et en rajoutait sur les affirmations péremptives, des « raffarinades » avant l'heure. « Il faut mettre un frein à l'immobilisme. » Une personnalité complexe. Il n'appréciait pas la brutalité du monde politique. Mais il ne se privait pas d'y répondre avec une férocité parfois gourmande.

## **Bashing**

Frapper, cogner, taper, cabosser, critiquer, tabasser, enfoncer, esquinter : c'est la traduction, selon plusieurs dictionnaires, du verbe to bash et de sa déclinaison, le bashing. Un nouvel exercice, dans les médias comme dans le milieu politique. Une manière nouvelle d'exercer le droit à la critique, mais de façon musclée, parfois justifiée, parfois excessive. Le bashing, c'est aussi une mode importée des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. Une mode durable, une tendance lourde, qui modifie les habitudes, casse certains codes, pèse sur le climat politique. C'est un véritable rouleau compresseur. Nourri par la compétition entre les médias et parfois par la surenchère, le bashing vise a priori tous les acteurs de la vie publique, dirigeants, chefs d'entreprise, artistes, sportifs. Mais il a une cible privilégiée, les présidents de la République. Notamment les deux derniers, Nicolas Sarkozy et François Hollande. Pour des raisons différentes, presque diamétralement opposées. Le

« Sarkozy bashing » visait surtout l'homme, la personnalité, le comportement, les méthodes. Le « Hollande bashing » met en cause la stratégie économique et sociale, l'exercice incertain de l'autorité présidentielle, l'insuffisante solidarité gouvernementale.

Fin 2007. Sept mois après son élection, Sarkozy est déjà dans la tempête. Sa campagne a été brillante, ses débuts pour le moins controversés. La soirée et la nuit au Fouquet's, la virée sur le yacht de Vincent Bolloré, la rupture et le divorce avec Cécilia, la rencontre avec Carla chez le publicitaire Jacques Séguéla, le passage à Disneyland, les vacances bling-bling à Louxor, la conférence de presse du 8 janvier à l'Élysée et le fameux « Avec Carla, c'est du sérieux » : le bashing va commencer. Des incidents à répétition comme le célèbre « cass'toi pauv'con », des pressions permanentes sur les médias, des sondages en berne. Des unes dévastatrices, « Cet homme est-il dangereux ? » ; « Le voyou de la République ». C'est l'escalade. Sarkozy fait connaître son mécontentement, les médias en rajoutent. Le 5 juin 2008, le patron du Point, Franz-Olivier Giesbert, est pris à partie à L'Élysée après la publication par son journal d'un dossier sur « Sarko et les psys ». « Bravo pour ton numéro. Demain, tu pourras faire "Sarko et les psychiatres". Après, ce sera "Sarko et les sexologues". Alors, c'est ça que tu crois, hein, que je suis fou ? Dis-moi franchement, je suis fou ? » Et le Président poursuivra Giesbert de sa vindicte personnelle jusqu'à la fin de son mandat, et même au-delà. Le bashing lui était insupportable. Mais ses interventions incessantes, directes et indirectes, dans la presse écrite et audiovisuelle aggravaient plutôt la situation. Un sérieux handicap dans sa course à la réélection.

Le « Hollande bashing » démarre réellement à la

rentrée 2012. Son mandat a commencé depuis moins de quatre mois. Pas d'état de grâce. Certains politiques et quelques médias lui reprochent des vacances trop longues et une activité insuffisante pendant l'été. « On se réveille ? », titre Le Point. En même temps, le chômage s'envole, le gouvernement flotte, Mélenchon tape de plus en plus fort, le doute s'empare de la majorité, et l'opposition mobilise. L'offensive est donc déclenchée : « Sont-ils si nuls ? » ; « La débâcle » ; « Fini de rire » ; « Monsieur Faible » ; « Pépère est-il à la hauteur ? » ; « La gauche, l'implosion » ; « Sommes-nous en 1789 ? » ; « C'était les années 30... Sont-elles de retour ? » puis : « Faut-il désespérer de Hollande ? » Le premier anniversaire de son élection est, pour François Hollande, un mauvais moment à passer. Et, après quelques semaines de répit, le bashing reprend. « Peut-il tenir ? » est l'un des plus tendres. A la rentrée, c'est « L'inspecteur Gadget » ou « L'Incapable ». Un peu plus tard, après l'épisode controversé de l'affaire Leonarda, de nombreux couacs à l'intérieur du gouvernement, la crise de l'écotaxe et la confusion sur la stratégie fiscale du gouvernement, le bashing recommence : « Le naufrage » ; « Au bord du chaos » ; « La grande jacquerie » ; « Ce qui ne peut plus durer » ; « Le plus mauvais président de la Ve République » ; « Sa dernière chance » ; « Et s'il se réveillait (enfin) ? ». Puis « Le discrédit » après les révélations de Closer sur sa liaison supposée avec la comédienne Julie Gayet. Un peu plus tard, après de nouveaux incidents à l'intérieur du gouvernement, « Les sous-doués au pouvoir », avec une photo de Jean-Marc Ayrault. Et, à la lumière des résultats des élections municipales de mars 2014, « La punition » ou « La raclée, c'est maintenant ». Comme son prédécesseur, le Président lit tout et sait à peu près

tout. Mais il préfère ne pas trop réagir, même s'il dénonce en privé certains excès. Et il donne pour instruction à son entourage de ne pas intervenir. En attendant éventuellement des jours meilleurs...

Jusqu'à présent, on connaissait le célèbre « lécher, lâcher et lyncher » propre à certains médias. Les dirigeants, au plus haut niveau de l'Etat, doivent donc apprendre à vivre avec le bashing. Leurs conseillers les y préparent et s'efforcent d'anticiper. Leurs spin doctors, quand ils en ont, peaufinent les éléments de langage et travaillent les projets de « plans média ». Mais la mode est lancée. Elle ne s'arrêtera pas. Savoir affronter le bashing sera désormais l'une des qualités nécessaires pour parvenir au sommet.

## Bonaparte (famille)

De la famille Bonaparte, on connaît avant tout, et essentiellement, l'empereur Napoléon 1<sup>er</sup>, lequel s'est rarement distingué par des mots cruels, et encore moins spirituels. Son tempérament le portait davantage à ignorer toute forme de bienséance ou de courtoisie. Une brutalité verbale censée marquer la supériorité du personnage, qui convenait mieux au chef militaire qu'au chef d'Etat. On connaît le final de sa diatribe publique à l'adresse de Talleyrand le 28 janvier 1809, au moment de le destituer de sa charge de grand chambellan – Talleyrand n'était déjà plus ministre des Relations extérieures –, mais l'emportement impérial dans sa quasi-intégralité vaut d'être rappelé : « Vous êtes un voleur, un lâche, un homme sans foi. Vous avez toute votre vie manqué à tous vos devoirs. Vous avez trahi,

trompé tout le monde. Il n'y a rien pour vous de sacré, vous vendriez votre père ! Je vous ai comblé de biens, et il n'y a rien dont vous ne soyez capable contre moi ! [...] Quels sont vos projets ? Que voulez-vous ? Qu'espérez-vous ? Osez le dire ! Vous mériteriez que je vous brisasse comme un verre ! J'en ai le pouvoir, mais je vous méprise trop pour en prendre la peine ! Apprenez que, s'il survient une révolution nouvelle, quelque part que vous y eussiez prise, elle vous écraserait les premiers. Pourquoi ne vous ai-je pas fait pendre aux grilles du Carrousel ? Mais il est bien temps encore ! Tenez, vous êtes de la merde dans un bas de soie !<sup>1</sup> » Même ton vis-à-vis de Fouché, en mai 1815, à la fin des Cent-Jours : « Je vous méprise, vous ne pesez pas une once dans une balance. »

On sait tout le mal que le comte de Rivarol pensait de Bonaparte et comment il en prophétisa l'irrésistible ascension : « Il serait plaisant de voir un jour les philosophes et les apostats suivre Bonaparte à la messe en grinçant des dents, et les républicains se courber devant lui... » (voir : [Acérées et cruelles, plumes](#)). On a peut-être oublié le pamphlet publié en 1814 par Chateaubriand, intitulé De Buonaparte et des Bourbons. Le portrait, on s'en doute, n'a rien de flatteur : « Sous le masque de César et d'Alexandre, on aperçoit l'homme de peu, et l'enfant de petite famille. Il méprise souverainement les hommes, parce qu'il les juge d'après lui. [...] Son grand plaisir est de déshonorer la vertu, de souiller les réputations. Il ne vous touche que pour vous flétrir. » L'auteur des Mémoires d'outre-tombe écrira encore : « Napoléon n'a rien de français, ni dans ses mœurs ni dans le caractère. » Les relations de Chateaubriand avec l'Empereur étaient complexes, un curieux mélange, selon les périodes et les

circonstances, d'estime et d'exaspération. Avec des moments de franche hostilité : « C'était dans le sang que Bonaparte était accoutumé à laver le linge des Français » ; ou encore : « Sans courage, on ne peut régner ; avec le courage seul, on ne règne plus. Bonaparte a tué l'autorité de la victoire. » De son côté, Napoléon, volontairement humiliant, ne se privait pas de répondre virilement : « Mon embarras n'est pas d'acheter M. de Chateaubriand, c'est de le payer le prix qu'il estime. »

Parfait conspirateur, plus fin politique qu'on ne le croit généralement, Napoléon III, quant à lui, fut pourtant un timide distributeur de cruautés. En revanche, il en reçut beaucoup. Emile Ollivier, Premier ministre en 1870, le croquait d'une phrase : « C'est l'entêtement dans l'indécision. » Un écho à la réflexion que fit Bismarck après sa rencontre avec Napoléon III en 1865 à Biarritz : « C'est une grande incapacité méconnue. » Victor Hugo et le journaliste Henri Rochefort se sont chargés (voir : [Hugo Victor](#) et [Acérées et cruelles, plumes](#)) de bombarder le neveu de Napoléon I<sup>er</sup> de formules assassines. Mais à la foudre hugolienne, Rochefort préférait l'humour vachard. Ainsi, lorsque Napoléon III avait publié une Histoire de Jules César à laquelle son ministre Victor Duruy avait plus que largement contribué, Rochefort s'était fait cruel dans La Lanterne : « L'immense succès de la Vie de César s'affirme tous les jours. Deux exemplaires de ce bel ouvrage viennent d'être demandés par les élèves de l'école des jeunes aveugles. » Sans jamais citer l'Empereur, Rochefort s'en était pris également aux manœuvres militaires qui, en 1868, causaient de graves dégâts en Lorraine : « Les propriétaires reçoivent dans leurs vignes et ailleurs des balles, des boulets et des obus qui transforment leurs

jardins en parcs d'artillerie. Pour peu qu'un enfant aille jouer dans les champs, on le retrouve en morceaux à quelques pas de là. Quand il revient seulement avec un bras en moins, c'est une fête dans la famille. »

Auprès de Napoléon III, outre le duc de Morny, existait un personnage d'une redoutable intelligence politique, doué d'un sens aigu de la repartie : une Bonaparte aussi, la princesse Mathilde (1820-1904), fille de Jérôme, nièce de Napoléon I<sup>er</sup> et donc cousine de l'empereur Napoléon III, à qui elle fut un temps fiancée, et qui était la véritable maîtresse de maison à l'Élysée pendant le célibat de son cousin. Elle l'aida dans la conquête du pouvoir et lui fit épouser Eugénie de Montijo. La princesse Mathilde recevait artistes et politiques, comme le député puis sénateur La Guéronnière, dont les hésitations, voire l'opportunisme, l'agaçaient : « Vous êtes de toutes les opinions, sauf la vôtre. » Au même La Guéronnière, qui se demandait s'il allait voter une loi qui arrivait devant le Sénat, elle répondit : « Vous avez trente mille raisons de la voter. » La Guéronnière percevait un traitement de trente mille francs... Mais c'est envers Félix Faure que la princesse Mathilde s'est montrée la plus délicieusement insolente. En 1896, à l'occasion de la visite en France du tsar Nicolas II, elle reçut de l'Élysée une invitation à la cérémonie prévue aux Invalides, lieu de sépulture de Napoléon et Jérôme Bonaparte, oncle et père de la princesse. Mathilde retourna le courrier à Félix Faure avec cette annotation : « Votre invitation aux Invalides m'est inutile. J'en possède les clés depuis cinquante-six ans » (1840, retour des cendres de l'Empereur).

1 Talleyrand subit, impassible, la colère de l'Empereur, laissa glisser sur

lui les mots blessants et attendit que Napoléon eût quitté la pièce pour prononcer la phrase qui n'était pas moins cruelle que celles qu'il venait d'entendre : « Quel dommage qu'un si grand homme soit aussi mal élevé. »

## Calembours

Avec sa juste dose de méchanceté, un calembour peut faire vaciller un adversaire politique plus sûrement qu'une diatribe. Il peut aussi révéler le véritable état d'esprit de son auteur lorsque celui qui est visé appartient au même camp.

Petit florilège de jeux de mots plus ou moins réussis, plus ou moins efficaces, glanés au hasard des époques :

A peine élu président de la République en 1899 après la mort insolite de Félix Faure (voir : [Troisième République, présidents de la](#)), Emile Loubet, dont la carrière politique est aussi longue que terne, découvre que la presse, se souvenant qu'il est né près de Montélimar, l'appelle « le Nougâteux ».

En 1919, alors que la perspective du traité de paix avec l'Allemagne lui apparaît comme le pire des dangers, Léon Daudet débaptise Clemenceau. Le « Père la Victoire » devient le « Perd la Victoire ».

Six ans plus tard, Clemenceau, attribuant à la syphilis la mort de René Viviani, président du Conseil en 1914, se lance dans une mise en garde devant ses amis politiques : « Messieurs, on ne saura jamais ce que le tréponème a fait de mal à la République ! Il semble même avoir une attirance particulière pour notre parti radical, qui risque de devenir, en quelque sorte, un parti de chancre gauche. »

Clemenceau encore. Il ne tenait pas le maréchal

Joffre en grande estime. Ce dernier s'assoupissait fréquemment en public. Le Tigre l'avait surnommé « le sommeil d'Austerlitz ».

Clemenceau toujours. Il détestait Edouard Herriot, natif de Lyon, dont la carrière politique s'accommodait de tous les changements. Il l'appela « le discrédit lyonnais ».

Le même Edouard Herriot, fumeur de pipe au tour de taille remarquable, était devenu pour la presse « Pipendum ».

1941. L'Occupation. L'écrivain, journaliste, académicien français Abel Bonnard, qui sera nommé en 1942 ministre de l'Instruction publique de Pétain et créera à la Sorbonne une chaire d'« études raciales » ouvertement antisémite, est un chantre des plus zélés de la collaboration. C'est aussi un homosexuel notoire. Le chroniqueur Jean Galtier-Boissière, puis Pierre Dac à la radio de Londres, le surnomment « Gestapette ». De Bonnard, Maurice Schumann dira : « Ce n'est qu'un esthète de fin de soirée, un habit vert de fin de série, un penseur de fin de saison. »

En 1951, au plus fort du conflit entre les deux Corée, le président du Conseil Henri Queuille (élu radical de la Corrèze) est interrompu par un député qui le traite de « Corrézien du Nord » !

Lorsque, en 1962, Georges Pompidou succède à Michel Debré au poste de Premier ministre, la presse satirique ne voit plus dans ce dernier que « l'amer Michel... ». Marcel Jullian rapporte que le général de Gaulle – avec un brin de cruauté ? – s'amusa beaucoup du calembour.

Georges Pompidou fut, de son côté, victime d'un jeu de mots assez rosse de la part de De Gaulle. Nous sommes à la fin de l'année 1968, l'affaire Markovic vient

d'éclater, et le Général estime que la vie mondaine de son ancien Premier ministre a donné prise à toutes les rumeurs. Il conclut : « En somme, c'est le Borgia gentilhomme ! »

Difficile, dans cette rubrique, de ne pas rendre hommage aux titres que Le Canard enchaîné délivre chaque semaine sous forme de jeux de mots tricotés par l'actualité politique. Un seul exemple, datant de... 1953 ! Joseph Laniel, député du Calvados, devient président du Conseil. Dans son Bloc-notes, Mauriac le compare à un bœuf, et, le mercredi suivant la nomination de Laniel, Le Canard titre : « Quel bovin vous amène ? »

En 1956, la presse d'extrême droite s'en prend au député communiste Marcel Cachin, à ses yeux inconsolable stalinien, et le qualifie de « Chien-chien à son pépère des peuples... ».

Michel Charasse, ancien ministre socialiste du Budget, était sénateur lorsque le maire de Bègles, Noël Mamère, célébra en 2004 un mariage homosexuel, alors qu'aucune loi ne l'autorisait encore. « Ça pourrait faire un film, commenta Charasse. J'ai même le titre : Mamère Noël est une ordure. »

A l'orée de l'année 2005, un proche de Jacques Chirac, conseiller à l'Élysée, affuble le remuant Nicolas Sarkozy d'un sobriquet que le Président ne désapprouve pas... « Bonainparte ».

Avant l'élection présidentielle de 2012 ont fleuri quelques appellations peu encourageantes pour les candidats. C'est une tradition dans ces périodes, mais qui prend une saveur particulière lorsqu'elles viennent du propre camp du candidat. Les Verts imaginèrent pour Eva Joly ce calembour – assez pauvre – en forme de défaite annoncée : « Eva dans le mur. » Heureusement, le surnom donné à François Hollande par l'entourage de

Laurent Fabius, « Guimauve le Conquérant », releva (encore que...) le niveau dans la catégorie « petites vacheries entre amis ».

## Campagne (électorale)

« Je suis une tueuse » : cet aveu de Nathalie Kosciusko-Morizet, au milieu de l'été 2013, surprend les acteurs et les observateurs politiques. Non que NKM soit connue pour son angélisme ou pour sa bienveillance. Mais parce que cet étonnant outing n'est pas fréquent dans le petit monde politique où la langue de bois est si courante. En réalité, la candidate de la droite à la mairie de Paris veut marquer les esprits. Il ne s'agit ni d'une gaffe ni d'un propos lâché par hasard. A huit mois des élections municipales, dans cette période d'avant-campagne, NKM pose des repères. Elle sait qu'elle souffre d'un déficit d'image. Son positionnement de « bobo de droite » est insuffisant. Sa personnalité est floue. Ce coup d'éclat, espère-t-elle, lui apportera la dose de fermeté et de détermination qui lui fait défaut. NKM, finalement battue le 30 mars par la socialiste Anne Hidalgo, regrette peut-être aujourd'hui cette déclaration tonitruante. D'abord sobre et assez discrète, puis, dans un second temps, offensive et agressive, sa campagne n'aura pas vraiment marqué les esprits, même si sa défaite est arithmétiquement honorable. Et chacun se souviendra de sa bourde, très malheureuse, sur le métro parisien, ce « lieu de charme » où l'on connaît « des moments de grâce » et où l'on fait « des rencontres incroyables ». Féroces, ses adversaires, et les Guignols de Canal+, le lui rappelleront durant toute la campagne.

La « tueuse » a déçu. Elle n'a pas réussi à déclencher une vraie dynamique.

Dans chaque campagne électorale, il y a ainsi, lâchée au hasard ou soigneusement préparée par les candidats eux-mêmes, ou avec le spin doctor du moment, une phrase clé, une déclaration qui fait mouche, une affirmation qui frappe l'opinion. Parfois, volontairement ou non, une vraie cruauté. Une campagne politique, c'est aussi, assez souvent, un défouloir. Pour tous les candidats, le rendez-vous à ne pas manquer, l'occasion de percer pour les espoirs, de confirmer pour les politiques expérimentés. Avec un principe : éviter le couac, l'erreur qui va plomber toute la campagne. Taper et cogner sur l'adversaire, certes, mais sans tomber dans l'excès, sans provoquer la polémique de trop, sans donner le sentiment de perdre ses nerfs, ou son sang-froid. A ce jeu-là, quelques candidats ont laissé des plumes lors des principales campagnes de la Ve République. On se souvient par exemple de Lionel Jospin, pendant celle de 2002, dans l'avion qui le ramène de l'île de la Réunion, expliquant aux journalistes que Chirac « a perdu beaucoup de son énergie et sa force... Il est fatigué, vieilli, victime d'une certaine usure du pouvoir, marqué par une certaine passivité ». « Peu convenable... délit de sale gueule », réplique aussitôt le Président sortant. « Ça ne me ressemble pas », précise le candidat socialiste qui, c'est vrai, n'a pas l'habitude de lancer ce type de polémique et préfère débattre du fond. Du coup, la fin de sa campagne sera plutôt atone, sobre, tout en retenue et en pédagogie. Et l'on connaît la suite...

« Je vais me battre... On va cogner, cogner dur. Tu sais ce qu'ils veulent, les Français ? Ils viennent voir un match de boxe, ils veulent entendre le bruit des coups. »

C'est Nicolas Sarkozy qui s'exprime ainsi, fin septembre 2011, devant Bruno Le Maire qui le raconte dans Jours de pouvoir. Et en effet, la dernière campagne présidentielle en date sera tendue, musclée, nerveuse, à fleur de peau. Et souvent féroce. « Vous n'allez pas être trop méchants ? Il n'y aura pas de choses trop cruelles ? », demande, en novembre 2011, Valérie Trierweiler à Roselyne Bachelot. Cet échange, que l'ancienne ministre de la Santé relate dans A feu et à sang, est révélateur. Il y aura bien, ici et là, dans cette campagne présidentielle comme à chaque grand rendez-vous électoral, des dérapages et des peaux de banane. Les petites phrases assassines ne manqueront pas. Avec quelques perles. « Je l'emmerde », répondra la candidate des Verts, Eva Joly, à Corinne Lepage qui l'accuse d'avoir « déserté la promesse écologique ». « Le déconomètre fonctionne à plein tube », lancera François Bayrou après l'annonce de la fameuse taxe à 75 %. Jean-Luc Mélenchon traitera Marine Le Pen de « semi-démence ». « Mélenchon, c'est le nouveau Bernard Tapie... le gros bourgeois qui joue le populaire », répondra la candidate du Front national. Jusqu'au bout, la fatigue aidant, avec des sondages quotidiens, des médias à l'affût et des journalistes régulièrement mis en cause par tel ou tel candidat, notamment Nicolas Sarkozy, le climat sera électrique. Il le restera pendant la campagne des législatives avec, en point d'orgue, le cruel épisode de La Rochelle. Un tweet vengeur (voir : [Twitter et réseaux sociaux](#)), une ambiance de règlement de comptes mi-politique mi-personnel, des socialistes embarrassés, et une Ségolène Royal effondrée, qui citera Victor Hugo le soir de sa défaite : « Le jour vient où les traîtres sont odieux même à ceux qui profitent de la trahison. »

« La politique, ce ne peut pas être une sorte de “ fight club ” où le seul objectif, c’est de traîner l’adversaire dans la poussière, lui faire rendre gorge, l’humilier, le détruire, ça doit être de porter un projet » : fin novembre 2013, au moment où démarre la précampagne pour les élections municipales de mars 2014, l’écologiste Dominique Voynet explique ainsi sa décision de renoncer à se représenter à la mairie de Montreuil. Ses déclarations font grand bruit. Elles traduisent un désenchantement, une désillusion, un ras-le-bol. En évoquant une atmosphère politique « irrespirable », l’ancienne ministre de l’Environnement de Lionel Jospin espère sans doute contribuer à calmer le jeu. Elle ne sera guère entendue. La campagne municipale qui suit sera aussi agitée, aussi tumultueuse que les précédentes. Les sujets de fond seront certes abordés. Mais ils seront relégués au second plan, derrière les polémiques et les querelles partisans.

A Paris, le choc entre Anne Hidalgo et NKM sera dominé par les péripéties habituelles dans la capitale. Dissidences, trahisons, vrais-faux ralliements et coups tordus à droite. Compétition brutale et frontale avec les écologistes et le Parti de gauche côté majorité. Echanges musclés entre les deux candidates. Le face-à-face radiotélévisé entre les deux femmes se déroule le 26 mars, entre les deux tours, sur i>Télé et RTL, dans un climat de grande agressivité. Un duel âpre, sec, dur, nerveux, confus, pénible à suivre, parfois franchement inaudible, entre deux candidates qui, c’est clair, se détestent cordialement. NKM traite Anne Hidalgo de « menteuse » à de très nombreuses reprises. Elle dénonce ses alliances de l’entre-deux-tours avec les Verts, « ce n’est pas un mariage, mais un enterrement ». De son côté, la candidate socialiste pilonne sur le bilan

de son adversaire, « ministre du diesel et de l'enfumage » dans le gouvernement Sarkozy-Fillon. Et elle met violemment en cause l'accord électoral entre NKM et Dominique Tiberi, le fils de l'ancien maire de Paris : « C'est revenir au déshonneur de Paris. » Mais globalement, au-delà de la victoire d'Anne Hidalgo, la première femme maire de Paris, la campagne, plutôt morne et décevante, aura manqué singulièrement de souffle. Même chose à Marseille, où le duel à trois entre Gaudin, Mennucci et le Front national ne tiendra pas ses promesses. Pendant des semaines, les équipes de Gaudin et de Mennucci se livrent une bataille stérile de tweets vengeurs et agressifs, avec des attaques personnelles vraiment inutiles. Le maire sortant traite le chef de file des socialistes de « grossier... méchant... impertinent ». Son adversaire dénonce « l'immobilisme » d'un maire sortant « qui dort dans son bureau ». A l'arrivée, Jean-Claude Gaudin est largement réélu pour un quatrième mandat, le candidat socialiste est laminé au premier tour, où il se retrouve même en troisième position derrière le FN, puis très nettement battu au second. A Marseille comme partout ailleurs, l'enjeu national a littéralement balayé les sujets locaux. La défaite des socialistes tourne à la Bérézina (voir : [Echec électoral](#)). Cruelle campagne pour la gauche.

Il arrive parfois, dans ce monde politique où la violence domine, que certains hésitent, au moment d'une campagne électorale, à envenimer et à empoisonner le climat. En novembre 1965, en pleine préparation de la présidentielle, plusieurs ministres gaullistes du premier cercle suggèrent au général de Gaulle d'utiliser contre son principal adversaire, François Mitterrand, une photo alors tenue secrète. Le cliché, pris le 14 octobre 1942, figurera en 1994 sur la couverture

d'Une jeunesse française, le livre que le journaliste Pierre Péan consacra au parcours chaotique de François Mitterrand pendant la guerre. Sur cette photo, désormais célèbre, on voit Mitterrand reçu par Pétain à Vichy. Un symbole du passé controversé du leader socialiste, que nombre d'historiens qualifient de « vichysto-résistant ». Ce jour de novembre 1965, donc, de Gaulle écoute ses interlocuteurs, réfléchit et tranche. Il refuse la proposition et s'explique. « Non, je ne ferai pas la politique des boules puantes... Il ne faudrait pas porter atteinte à la fonction au cas où il viendrait à l'occuper. » Prémonitoire... La scène est racontée par Alain Peyrefitte dans C'était de Gaulle. Si la réponse avait été différente, nul doute que cette campagne de 1965, déjà tendue et virile, avec un général de Gaulle mis en ballottage, aurait connu une autre dimension. Plus polémique, et plus houleuse encore.

## Cardinaux

Dans ses Mémoires, Voltaire attribue au comte d'Argenson, ministre de la Guerre de Louis XV, une cinglante réplique adressée à un polémiste qui avait insulté l'auteur de Zadig. Mais certains historiens font du cardinal de Richelieu le premier auteur de cette férocité. Nous serions assez enclins à les suivre, tant la personnalité du Cardinal, trop fin politique pour considérer qu'une cruauté est inutile, transparaît dans cette réplique. Principal ministre de Louis XIII, Richelieu avait écarté de la Cour, en les renvoyant sur leurs terres, bon nombre de ceux en qui il voyait un danger pour le pouvoir, c'est-à-dire et avant tout pour lui-même. Un de

ces courtisans était venu se plaindre au Cardinal d'être contraint à cet exil sans même une pension.

— Votre Excellence, il faut pourtant bien que je vive.

— Je n'en vois pas la nécessité, aurait répondu Richelieu en tournant les talons.

Les lettres, les Mémoires, le Testament politique du Cardinal regorgent de formules et maximes montrant et démontrant que l'homme d'Etat se doit d'être implacable. Principes dont on peut aujourd'hui encore tirer de fructueux enseignements. « Quand une fois j'ai pris ma résolution, je vais droit au but et je renverse tout de ma robe rouge. » Corollaire : « Les rois n'ont pas de pied pour marcher en arrière. » Les aveux sont explicites, les conseils clairs : « Pour tromper un rival, l'artifice est permis. On peut tout employer contre ses ennemis », et l'art de gouverner s'exonère de toute morale : « Avec deux lignes de l'écriture d'un homme, on peut faire le procès du plus innocent. » Quant à Louis XIII, dont les faiblesses servaient la puissance de Richelieu, on peut douter qu'il ait entendu ce précepte : « Savoir dissimuler est le savoir des rois. »

Le successeur de Richelieu poursuit dans la même voie. Mais la méthode change. Mazarin est affable, rusé, il préfère les détours à la ligne droite. Rien d'agressif face à ses ennemis. Pour lui, ce n'est pas la meilleure façon d'amadouer. « Croyez tout le monde honnête, et vivez avec tous comme avec des fripons », note-t-il. Aimable mais lucide. Et jusque dans les pires moments, une arme absolue : le sourire. Le meilleur bouclier contre la cruauté, en même temps que son expression suprême. Il conseillait ainsi de manifester satisfaction et reconnaissance lorsqu'on quittait de force une fonction ou une charge... « afin qu'à la disgrâce ne s'ajoute le sarcasme ».

L'un des meilleurs ennemis de Mazarin fut le cardinal de Retz. Une intelligence politique toute comparable, un recours fréquent au cynisme et à la méchanceté. « Il est plus difficile qu'on ne le croit de dissimuler avec ceux qu'on méprise », écrit-il dans ses Mémoires, sommet du style et de la pensée. Les principes, et même les secrets que distille ce grand manœuvrier, émule de Machiavel, sont à méditer par tous ceux appelés à la conduite des affaires, publiques ou non. « Les scrupules et la grandeur ont été de tout temps incompatibles », écrit-il encore. Dans ce domaine, on voit à quel point Richelieu, Mazarin et Retz ont chacun condamné l'hésitation et la crainte de décider : « Les esprits irrésolus ne suivent presque jamais ni leur vue ni leur sentiment, tant qu'il leur reste une excuse pour ne pas se déterminer. » Un des lecteurs les plus attentifs du cardinal de Retz fut François Mitterrand, qui avait confié – et prouvé... – qu'il appréciait particulièrement cette pensée : « On ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment. »

On pourra s'étonner de trouver dans cette rubrique quelques lignes sur le cardinal de Bernis (1715-1794). Car si quelqu'un s'est abstenu de cruauté envers autrui, c'est bien lui. Son souhait avait toujours été de « ne blesser aucune bienséance ». Mais s'il est quelqu'un qui fut la cible des jalousies et coups bas de toutes sortes, c'est lui aussi. Grand diplomate – il fut ambassadeur à Venise, ministre, puis de nouveau ambassadeur près le Vatican –, Bernis mit au service de son ambition entregent, esprit, charme, et même bonté. La disgrâce royale le surprit en pleine gloire. Que n'avait-il prêté attention à l'avertissement de Retz : « On est plus souvent dupé par la confiance que par la défiance », lorsque Choiseul, ministre des Affaires étrangères, et quelques autres, qui tous se prétendaient amis de

Bernis, convainquirent Louis XV de le déchoir de ses fonctions ? Quelle solitude, soudain, pour cet homme que tout le monde ou presque abandonne à sa poussiéreuse conception de l'honneur. « Daignez vous ressouvenir de moi dans la petite église des honnêtes gens », écrit-il de son exil. Ses Mémoires prouveront plus tard que Bernis, souvent désobligé mais n'ayant cherché ni querelle ni vengeance, a perdu ses illusions sur la nature humaine. Evoquant le temps difficile de sa disgrâce, due à ceux en qui il avait placé sa confiance, il écrira : « Pour un ambitieux, le plus court chemin de l'amitié à la réussite, c'est la trahison. »

## Cheval (de retour)

Le « vieux cheval de retour » est, en politique, une espèce particulièrement répandue. Désignant les longues carrières, effectuées au gré des bonheurs et déboires électoraux, l'expression a été de tout temps la plus utilisée, tous bords confondus, pour désigner ceux qu'on aurait aimé ne plus revoir. Quel tribun n'a jamais eu recours à cette appellation, la plus commune du bestiaire politique ? Nous retiendrons ici l'application originale qu'en fit Jack Lang au cours de la campagne présidentielle de 1988, à l'instant d'évoquer les adversaires de François Mitterrand : « Ecoutez-les aboyer, ces vieux chevaux de retour ! » Ce qui inspira à l'humoriste Jean Amadou ce rassurant commentaire : « Je ne suis qu'un citadin qui ne connaît rien aux mystères ruraux, mais je sais quand même que, lorsque les chevaux se mettent à aboyer, l'Apocalypse n'est pas loin. »

# Chevènement (Jean-Pierre)

« Un ministre, ça ferme sa gueule ou, si ça veut l'ouvrir, ça démissionne ! » Combien de responsables politiques a-t-il ensuite embarrassés, Jean-Pierre Chevènement, avec cette phrase définitive ? Et combien de présidents et de Premiers ministres, François Hollande et Jean-Marc Ayrault les derniers en date avec Delphine Batho au printemps 2013, ont mis en œuvre cette doctrine ? Jean-Pierre Chevènement a eu au moins le mérite de se l'appliquer à lui-même. A deux reprises, il a quitté avec fracas le gouvernement pour retrouver sa liberté de parole. Et chaque fois, ses propos, féroces et directs, ont trouvé un écho particulier dans l'opinion.

Mars 1983. Le débat sur la stratégie économique et sociale fait rage à l'Elysée, au gouvernement, au Parlement et chez les experts de tout poil. Jean-Pierre Chevènement est ministre d'Etat, chargé de la Recherche et de la Technologie. En désaccord avec ce qu'il considère comme « une parenthèse libérale », il démissionne brutalement. Et il s'explique clairement et franchement : « Il y a trop de mou dans ce qui est dur et trop de dur dans ce qui est mou. » Illustratif et lapidaire. François Mitterrand n'a rien fait pour le retenir. Mais, conscient des exigences de l'équilibre politique de son équipe et du poids des courants internes au PS, il ne lui en tiendra pas rigueur. Chevènement reviendra au gouvernement en juillet 1984 avec le portefeuille de l'Education nationale. Et le ministre, fidèle à sa théorie, respectera assez scrupuleusement la solidarité gouvernementale.

Août 2000. Cette fois, c'est sur le dossier corse, explosif, que Chevènement claque la porte. En

désaccord avec une politique qu'il juge trop laxiste vis-à-vis des autonomistes, il préfère s'en aller... et préparer sa candidature à l'élection présidentielle de 2002. Décidément partisan des ruptures et des coups d'éclat, il a quitté le PS au moment de la campagne pour le référendum de Maastricht et créé le Mouvement des citoyens. Dès lors, il est à la fois dedans et dehors, membre de la majorité plurielle de Lionel Jospin mais toujours désireux de garder, voire de renforcer, son indépendance. Le statut d'électron libre lui convient à merveille. Sa campagne présidentielle sera étonnante. Coqueluche des médias pendant des semaines, troisième homme dans les sondages derrière Chirac et Jospin, il terminera avec un score de plus de 5 %. Accusé par nombre de socialistes d'avoir ainsi contribué, tout comme Christiane Taubira, à l'élimination de Jospin dès le premier tour, il ne cessera de s'en défendre. Orgueilleux, talentueux, attachant, Chevènement est un cas à part dans le paysage politique. Républicain, attaché à l'autorité de l'Etat, il est, avant Manuel Valls, soucieux de réconcilier la gauche et la sécurité. Susceptible, travailleur, aussi individualiste que non conformiste, il aura traversé plus de trente ans de notre histoire politique en multipliant les coups d'éclat. Le coma de huit jours consécutif à un grave accident médical contribuera, en 1998, à nourrir sa légende. Guy Bedos balance alors une vacherie inspirée des commentaires reprochant à Chevènement de faire le jeu de la droite : « Chevènement est sorti du coma. Tant mieux. Il paraît qu'il reconnaît ses proches. Moi j'attends qu'il reconnaisse ses torts ! » En tout cas, le « Che », devenu « le Miraculé », poursuit son itinéraire singulier et tourmenté. Il pourfend férocement toute tentative poussée d'intégration européenne, vote non aux

référendums de 1992 et 2005, écrit d'une plume assassine Le Bêtisier de Maastricht. En 2013, au plus fort de la crise syrienne, après l'utilisation des armes chimiques par Bachar el-Assad, il s'oppose fermement à François Hollande et Laurent Fabius lorsqu'ils envisagent avec Barack Obama le recours à la force et des frappes ponctuelles et ciblées. Tant qu'il sera membre du PS, il en sera l'un des plus actifs. Ici et là, avec son tempérament de batailleur sympathique, il donnera des coups de griffe. A Michel Rocard qui lui suggérait un jour d'organiser avec lui des Assises du parti socialiste, Jean-Pierre Chevènement lâcha avec drôlerie : « Pourquoi des Assises ? Pour le PS, la correctionnelle suffira ! »

## Chirac (Jacques)

« Un faux gentil, un vrai méchant, le plus rancunier de tous. » En privé, sans trop se cacher, c'est le jugement acerbe porté par Nicolas Sarkozy sur son prédécesseur. Un jugement abrupt, mais controversé, tant la personnalité complexe de Jacques Chirac donne lieu à des analyses, à des commentaires, à des réactions pour le moins divergentes. Chirac, c'est l'eau et le feu, la carpe et le lapin, un mélange de bonapartisme et de social-démocratie. C'est la séduction et la brutalité, la gentillesse et la menace, la fidélité en amitié et le cynisme à l'état pur. Une somme de contradictions. Un sacré animal politique, un président curieusement peu rassembleur dans ses différents gouvernements, en 1995 comme en 2002, un radical corrézien, simultanément pourfendeur de la fracture sociale et de

l'immigration clandestine. Un chef d'Etat singulier, dont l'histoire retiendra l'admirable discours du Vél' d'Hiv' et le niet courageux à l'intervention américaine en Irak. Un responsable qui a nourri les haines, en particulier dans son camp. Prêt à tout, féroce (« Giscard, c'était Louis XV, Mitterrand le XIX<sup>e</sup> siècle »), parfois même sectaire et vraiment revanchard. Une ambition politique qui, des années 1970 jusqu'à son départ de l'Elysée, en 2007, se forgera et se construira contre un petit nombre d'adversaires bien choisis. Chaban, Giscard (voir : [Chirac-Giscard](#)), Balladur, Sarkozy : c'est, par ordre chronologique, le carré des vrais ennemis. Ceux qu'il va combattre, ceux qui l'accusent ou qu'il accuse de trahison, ceux contre lesquels il va ferrailer et batailler pendant des années. Ceux à propos desquels il employait fréquemment son expression préférée, son injure suprême : « Ce n'est pas convenable. » Celles et ceux, sur la scène internationale, contre lesquels il décidait, un temps, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, de lancer l'offensive. Ah ! ce « Qu'est-ce qu'elle veut de plus, la ménagère ? Mes couilles sur un plateau ? », lancé contre Margaret Thatcher lors de la suspension de séance d'une longue et dure négociation européenne. Les diplomates présents, les Français plus que les Anglais, en rient encore.

Le premier de ces adversaires emblématiques, Jacques Chaban-Delmas, est follement sympathique et assurément séducteur. Une Résistance courageuse et flamboyante, des brevets de gaullisme, des succès sportifs et une ascension rapide. Ministre sous la IV<sup>e</sup> République, maire visionnaire de Bordeaux dès 1947, président de l'Assemblée nationale, Premier ministre en 1969, après l'élection de Georges Pompidou à la présidentielle. C'est là qu'il commence à trouver Chirac

sur son chemin. Proche du président en exercice, qu'il considère comme son père, cornaqué par Pierre Juillet et Marie-France Garaud, Chirac conteste la « nouvelle société » du maire de Bordeaux, critique son entourage, Jacques Delors notamment, et fustige la tentative de libéralisation de l'information télévisée. Chaban remplacé par Messmer, Pompidou usé et épuisé par la maladie qui s'aggrave, la succession se prépare. Chaban est soutenu par les barons gaullistes. Chirac, sous l'influence de Garaud et Juillet, qui veulent le placer sur orbite, choisit d'aider Giscard. A son initiative, quarante-trois parlementaires et ministres gaullistes penchent pour le ministre de l'Economie et des Finances. Un soutien déterminant. Giscard élu, Chirac devient Premier ministre. Sept mois plus tard, contre l'avis de Chaban et des barons gaullistes, le nouveau Premier ministre prend d'assaut, à la hussarde, l'UDR. « C'est un 18 Brumaire ou un 1<sup>er</sup> avril ? », demandera ce jour-là, à sa manière, le plus fort en gueule des députés gaullistes, le baroudeur Robert-André Vivien. Cet épisode aggravera encore la tension entre Chirac et le maire de Bordeaux. « Un bandit de grand chemin [...], qui ne croit à rien », murmure Chaban, qui n'oubliera ni la trahison ni la méthode. « Chirac ne se pardonnera jamais de m'avoir trahi. Et moi, je ne lui pardonnerai jamais d'avoir trahi le gaullisme », confiera-t-il à Jean Mauriac, qui le relate dans L'Après-de Gaulle. Révélatrice de cette haine, une scène surréaliste : en 1980, à quelques mois de la présidentielle, Giscard raccompagne Chaban, alors président de l'Assemblée, à l'issue d'un entretien au palais de l'Élysée. Récit de l'ancien président dans ses Mémoires, Le Pouvoir et la Vie : « Chaban commence à s'éloigner. Puis, après quelques pas, il se retourne d'un mouvement brusque,

et revient vers moi, le visage transfiguré. Il esquisse un geste, en levant le bras, et en me disant seulement : “Et pour Jacques Chirac !”, il achève son geste qui est celui d’un bras levé et d’un poing serré qui s’abattrait en tenant un poignard. » Chaban-Chirac, ou le récit d’un affrontement personnel et politique qui ne s’arrêtera vraiment que le 10 novembre 2000, à la mort du maire de Bordeaux.

Balladur-Chirac, c’est plutôt l’histoire d’une amitié de trente ans qui va, en quelques mois, devenir un enfer politique. Ils se côtoient, se découvrent et apprennent à se connaître dans l’ombre de Georges Pompidou, à Matignon puis à l’Elysée. Ils assistent ensemble, secrètement et douloureusement, au calvaire de leur mentor. Balladur quitte la scène politique à l’élection de Giscard et revient quelques années plus tard, en 1979. Conseiller de l’ombre de Jacques Chirac d’abord, avant de devenir indispensable et incontournable. Une sorte de lune de miel. 1986 : le maire de Paris est à Matignon pour la première cohabitation, théorisée trois ans auparavant par Balladur, qui s’installe au ministère des Finances, rue de Rivoli. 1988 : seconde défaite face à Mitterrand. Gros coup de déprime. « Les Français n’aiment pas mon mari », murmure, féroce, Bernadette. Balladur va l’aider à tenir bon. L’entente parfaite continue jusqu’en 1993. Avec l’accord de Chirac, Balladur devient Premier ministre. Y a-t-il eu un pacte, Balladur étant nommé à Matignon afin de laisser le maire de Paris préparer la présidentielle de 1995 ? Les avis divergent chez les deux protagonistes. Chirac l’affirme, Balladur le conteste. Mais, à compter de ce moment, dès les premières semaines, l’harmonie est rompue. Agacé, Chirac révèle qu’il a appris la composition de l’équipe gouvernementale par la

télévision. Balladur est exaspéré par les coups de fil incessants de Chirac. Ses ministres, Simone Veil, Charles Pasqua, Nicolas Sarkozy et François Léotard notamment, vont soutenir la candidature de Balladur pour 1995. Le futur président ne l'oubliera pas. Il le comprend le 11 septembre 1993, à l'issue d'un tête-à-tête avec son « ami » Edouard à Matignon. Récit de Chirac dans ses Mémoires : « Je suis déjà en train de descendre les marches après que nous nous sommes salués, quand Edouard Balladur me rappelle : “Jacques... Ne vous y trompez pas. Je ne serai jamais votre Premier ministre”... J'en suis stupéfait, mais le message a le mérite d'être clair. A partir de ce jour-là, j'aurai de plus en plus de mal à accrocher le regard d'Edouard Balladur. » Le Premier ministre, de son côté, reproche au maire de Paris de ne pas l'avoir soutenu, ni d'avoir même réagi, quand l'ombrageux et talentueux Philippe Séguin a parlé, peu de temps avant, de « Munich social ». « Je n'étais pas depuis trois mois à Matignon que Chirac redoutait en moi un rival, il ferait tout pour que je trébuche et ne puisse entrer en compétition avec lui », écrira plus tard Balladur dans *Le pouvoir ne se partage pas*. Le divorce est consommé. Il va vite s'aggraver pour laisser place à la détestation, puis à la haine. La campagne de 1995 sera terrible, avec ses coups bas et ses trahisons. Chirac est lâché par la plupart de ses amis, à l'exception, notable, de Juppé, Debré et Séguin. Il va prendre tout le monde à contrepied avec son combat contre la « fracture sociale ». Balladur est sûr de sa victoire. Sarkozy va même jusqu'à prévoir publiquement un succès... dès le premier tour. Les courbes se croisent début 1995. Chirac devance Balladur de plus de deux points au soir du premier tour. Son rival le soutient sans état d'âme

apparent avant le second tour contre Jospin. Mais la haine est telle que le nouveau président, à peine élu, commettra l'erreur de composer un gouvernement chiraco-chiraquien. Ce sera, très vite, avec un Balladur revanchard et goguenard qui ne fera rien pour l'aider, la crise sociale, l'effondrement dans les sondages, la dissolution ratée et la cohabitation. Chirac-Balladur, ou la chronique d'une amitié balayée par la jalousie rentrée, la rivalité politique et le choc des personnalités.

Chirac-Sarkozy, c'est le récit d'une guerre annoncée. Vingt ans de lune de miel, d'amitié, presque d'affection et de fidélité. Sarkozy fait partie des rares responsables politiques reçus dans la famille Chirac. On est dans l'intimité. Mais l'ambition est trop forte, l'appétit trop visible, les divergences politiques trop évidentes. Le duo ne résistera pas au premier coup de vent, en l'occurrence le soutien affiché, et très vite militant, de Sarkozy à Balladur en 1994 et 1995. Et, de chaque côté (voir : [Sarkozy Nicolas](#)), l'amitié se transforme en haine. Profonde, durable, presque physique. Jacques Chirac croyait vraiment à la sincérité du jeune maire de Neuilly. Premier portrait de Sarkozy brossé par Chirac dans ses Mémoires : « Nerveux, impétueux, débordant d'ambition, ne doutant de rien et surtout pas de lui-même. » Après le choc du 21 avril 2002, Chirac écarte l'idée d'une nomination de son futur successeur à Matignon : « Le risque serait de me trouver très vite confronté à un chef de gouvernement prompt à affirmer son autonomie, voire à me disputer mes propres prérogatives, sans s'interdire de paraître déjà briguer ma succession. » Et Chirac évoque « trop de zones d'ombre et de malentendus » et ajoute que les deux hommes ne partagent « probablement pas la même vision de la France ». Dur à lire, difficile à entendre pour Sarkozy. D'autant que le

réquisitoire n'est pas terminé. « Il est atlantiste, je ne le suis pas. Il est beaucoup plus libéral que moi sur le plan économique. Il est pour la discrimination positive et j'y suis radicalement opposé », écrira Chirac, qui mettra aussi en avant d'autres divergences lourdes, en particulier sur le modèle social français et l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Le contentieux s'alourdit. Il s'enrichit encore avec des critiques sévères sur le comportement de Sarkozy au gouvernement, ces « petites phrases provocantes décochées contre moi par un ministre en exercice qui s'exprime à sa guise, sans jamais se soucier de ménager le chef de l'Etat. » Voilà théorisées les raisons qui pousseront Jacques Chirac à écarter catégoriquement l'idée d'un Sarkozy Premier ministre en 2004 ou en 2005, malgré les pressions de certains, Bernadette dans son cercle familial, nombre de ministres et de parlementaires dans son entourage politique. « Nicolas Sarkozy ne sera pas élu tout simplement parce qu'il n'a pas les qualités pour ça », note Chirac début janvier 2006 lors d'une réunion avec Villepin, raconte Bruno Le Maire, alors conseiller puis directeur de cabinet du Premier ministre, dans son livre Des hommes d'Etat. Edifiant, et révélateur de l'ampleur des désaccords. Mais le plus cruel, le plus émouvant aussi, c'est l'aveu de Chirac lorsqu'il fait le récit de sa soirée élyséenne le jour de l'élection de son successeur. Autour de lui, au palais présidentiel, Bernadette, son petit-fils Martin et ses collaborateurs. « Chacun de nous écoute avec la plus grande attention chaque phrase, chaque mot qu'il [Sarkozy] prononce, guettant secrètement le moment où il citera sans doute le nom de celui auquel il s'apprête à succéder, ou même le remerciera du soutien qu'il lui a apporté. Mais ce moment ne viendra jamais. Pour ma part, je m'abstiens

de manifester la moindre réaction. Mais, au fond de moi, je suis touché, et je sais désormais à quoi m'en tenir. » Fermez le ban. Chirac-Sarkozy, ou l'histoire d'une haine irrémédiable.

A côté de ces affrontements personnels et politiques, les conflits entre Chirac et d'autres leaders passent pour des escarmouches. Incompatibilité d'humeur avec Jean-Jacques Servan-Schreiber, qu'il qualifie de « turlupin ». Divergences lourdes avec Raymond Barre, qui dira de Chirac : « Son éloquence procède du menton. » Rapports tumultueux, mais très affectifs, avec Philippe Séguin. Relations cyclothymiques avec un François Mitterrand qu'il combat d'abord ardemment (« un homme qui dit beaucoup de choses et qui en fait souvent d'autres ») avant de lancer un sonore « Salut l'artiste » à propos de la cohabitation 1986-1988, de bénéficier de sa bienveillance en 1995 et de manifester « une profonde tristesse et une réelle émotion » le jour de sa disparition. Jacques Chirac a soigneusement choisi ses ennemis. Ses quelques dérapages sont passés à la postérité, comme « le bruit et l'odeur » de 1991 à propos de l'immigration. Et il a réussi à transformer ses fautes politiques en erreurs de jeunesse. Ainsi, ce célèbre appel de Cochin de 1979, la référence à « l'inféodation [...], l'abaissement de la France », l'évocation d'un « parti de l'étranger à l'œuvre avec sa voix paisible et rassurante », dont il a rejeté la responsabilité sur ses vrais auteurs, Pierre Juillet et Marie-France Garaud. Brutal, Chirac ? Rancunier, dur et souvent approximatif avec la vérité ? Sans doute, mais aussi humain, convivial, un peu rustique et très fidèle en amitié. Autant de raisons pour lesquelles, au hit-parade de la cruauté politique, il ne figure sans doute pas, aux yeux des Français, dans les toutes premières places.

# Chirac-Giscard

C'est à coup sûr le combat politique et personnel le plus agressif, le plus fondateur et le plus violent de l'histoire politique contemporaine. Un duel fratricide qui marquera plusieurs générations de la droite française. Giscard et Chirac ont peu en commun, sauf l'ambition de parvenir au sommet. Des personnalités aux antipodes, une vision divergente de la société, une approche différente de l'action politique et de l'exercice du pouvoir, des entourages en guerre permanente : le tandem ne peut pas fonctionner. Très vite, on passe de l'harmonie au malentendu, du malentendu au conflit, du conflit à l'affrontement, de l'affrontement à la haine. Ce duel ne connaîtra aucune trêve réelle. Il dominera pendant près de trente ans l'histoire de la droite. Ou plutôt des droites.

Dès le printemps 1974, dès le lendemain de la victoire de Giscard et de la nomination de Chirac à Matignon, les désaccords apparaissent. Le président élu a toujours pensé à lui pour le poste de Premier ministre. Le jour de son élection, déjeunant dans son fief de Chamalières avec quelques journalistes, il dresse un portrait-robot du futur chef de gouvernement qui ne laisse guère de doute. Mais nombre de ses amis, Michel Poniatowski notamment, lui déconseillent ce choix. D'autres noms seront lancés, ou plus ou moins sérieusement envisagés. Surtout des gaullistes, Olivier Guichard en premier lieu, mais aussi Jacques Chaban-Delmas, le battu du premier tour, Robert Boulin... et même Pierre Juillet, le mentor de Jacques Chirac, qui a organisé avec Marie-France Garaud et Charles Pasqua le soutien de quarante-trois parlementaires et ministres gaullistes à Giscard. Mais le nouveau président veut rajeunir. Ce

sera donc Chirac, qui hésite quelques heures avant d'accepter. Le décor est planté. Les escarmouches vont commencer.

Les deux hommes se connaissent depuis quelques années, depuis qu'en 1969 Georges Pompidou fraîchement élu a nommé son « bulldozer » secrétaire d'Etat au Budget auprès de Giscard de retour rue de Rivoli. Le premier contact est plutôt bon. « Actif et rapide », juge VGE qui loue « les grandes qualités de décision, la rapidité du jugement politique, l'incroyable activité » de Chirac, tout en le qualifiant de « nigaud » en privé. Celui-ci vante, de son côté, « l'intelligence et la stature exceptionnelles » du futur président. Même si les relations se compliquent un peu à la fin du mandat, brutalement interrompu, de Pompidou, les deux hommes semblent s'apprécier. En ce printemps 1974, l'avenir s'offre à eux. Le président Giscard d'Estaing a quarante-huit ans, son Premier ministre à peine quarante-deux. Pourtant, la lune de miel ne durera que quelques jours.

Le récit de cette bataille féroce figure dans les livres de Mémoires écrits longtemps après par les deux protagonistes. Des versions bien différentes, mais très éclairantes. Peu après sa nomination, Jacques Chirac vient proposer à l'Elysée la liste de son gouvernement. VGE a déjà la sienne. Premier accrochage sérieux. « A peine consulté », écrira-t-il plus tard, le Premier ministre enregistre sans sourciller, et sans contester, les nominations de Poniatoski et de D'Ornano, les plus proches de Giscard. Il tique en revanche au nom de Jean-Jacques Servan-Schreiber, le patron de L'Express. Et il s'oppose franchement à l'entrée de la journaliste Françoise Giroud. Elle intégrera l'équipe gouvernementale un peu plus tard, après la démission

de JJSS, qui s'est élevé contre la reprise des essais nucléaires. Lors de ce même entretien, Chirac obtient la nomination de Simone Veil à la Santé.

Le 5 juin, devant les caméras de la télévision, c'est le début du deuxième Conseil des ministres du septennat. Giscard fait son entrée dans le salon Murat, salue chacun des ministres, arrive devant Chirac qui lui tend la main... et ne la serre pas. « Je venais de passer une heure avec lui, je n'allais pas lui dire bonjour une seconde fois », expliquera plus tard le Président. Et le Premier ministre ne semble pas, sur le coup, particulièrement troublé. Mais, à son retour à Matignon, Pierre Juillet et Marie-France Garaud tempêtent et parlent d'« humiliation ». L'affaire en restera là. Les médias s'en feront très peu l'écho. Néanmoins aujourd'hui, quarante ans plus tard, l'image reste étonnante. Nouvel incident lorsque Giscard fait savoir à Chirac qu'il envisage d'interrompre le projet de construction du Centre Pompidou. Le Premier ministre menace de démissionner. Il obtiendra gain de cause. Pourtant le Président n'apprécie pas. Cette fois, le différend laisse vraiment des traces. D'autant qu'en privé, et parfois en public, les chiraquiens dénoncent le style présidentiel, parlent de « gadgets médiatiques » à propos du petit déjeuner avec les éboueurs ou des dîners chez les Français. Mais, surtout, ils condamnent les réformes de société engagées par l'Elysée, le droit de vote à dix-huit ans, l'assouplissement du divorce, l'IVG. A l'automne 1974, c'est le début du grand débat sur la légalisation de l'avortement. Eblouissante, Simone Veil subit les assauts d'une bonne partie de la droite. Giscard a voulu cette réforme. Chirac soutient sa ministre. Mais il regrettera « le silence de l'Elysée au plus dur du débat à l'Assemblée [...] en dépit du soutien

officiel affiché par le Président ». Juste avant Noël 1974, le Premier ministre s'empare à la hussarde de la direction de l'UDR. Il veut asseoir son autorité, barrer la route à Olivier Guichard, dont la personnalité fait quasiment l'unanimité, et tenter de renverser le rapport de force avec l'Élysée. Ce succès aura un effet rapide. Dès le début de 1975, dans le plus grand secret, les proches de Giscard commencent à mettre au point la riposte, le regroupement des centristes, des libéraux et des radicaux dans un parti unique qui pourra peser face aux néogaullistes. Les discussions, discrètes, dureront près d'un an. Début 1976, le plan est prêt. Il doit être déclenché à l'automne, en deux temps : la publication du livre *Démocratie française*, signé Giscard, puis, dans la foulée, la création de l'UDF. La démission de Chirac et quelques fuites repousseront le projet à plus tard, février 1978, juste avant les législatives. Mais Chirac et son entourage connaissent désormais la menace. Pendant ces grandes manœuvres, et en réalité dès 1974, les incidents se multiplient. Le plus souvent dans la coulisse, comme ce coup de sang des chiraquiens lorsqu'ils apprennent que Giscard sera absent, le 18 juin 1975, aux cérémonies traditionnelles du Mont-Valérien. Au même moment, le Président se trouve en voyage officiel en Pologne et prononce au camp d'Auschwitz un discours solennel à la mémoire des victimes du nazisme. Depuis quelque temps, et dans chacun des deux camps, toutes les occasions sont bonnes pour aggraver les tensions et faire monter la pression. C'est l'époque des coups tordus, des erreurs psychologiques, des fautes politiques et des procès d'intention. Les petites phrases pleuvent dans les entourages. La lecture des *Mémoires des deux hommes* en est, longtemps après, l'illustration éclatante.

Chirac : « J'ai très vite compris que, dans son échelle des valeurs, il y avait lui-même tout en haut, puis plus rien, et enfin moi très en dessous. [...] C'est un homme d'étiquette et de préséances [...]. Il était doté d'une propension naturelle à tout contrôler, à exercer son pouvoir jusque dans les moindres détails. » Giscard : « Chirac me parle de partir sur le même ton qu'un locataire prenant congé d'une agence immobilière. » Son ambition ? « Famélique ». Et, en privé, à partir de 1976, l'ancien président parle de lui comme de « l'agité ». Les autres épisodes de ce duel au couteau donneront lieu à des commentaires aussi divergents que polémiques. Ainsi, à propos du célèbre week-end de la Pentecôte, début juin 1976, au fort de Brégançon, quand Giscard parle d'un moment « sympathique », Chirac évoque un président « imbu de ses prérogatives » qui traite ses hôtes « avec une désinvolture de monarque ». Il fera savoir que le couple présidentiel occupait deux fauteuils quand ses invités ne se voyaient offrir que de simples chaises. Et il ironisera sur la présence, lors du dîner, du moniteur de ski de VGE et de son épouse. Le 12 juillet suivant, le Président assiste au large de Nice à une grande revue navale et accorde à cette occasion une interview en direct à la télévision sur la politique de défense. La scène se déroule sur la passerelle de commandement du porte-avion Clemenceau, en présence de Chirac. Quelques instants plus tôt, un sérieux accrochage a eu lieu entre les deux hommes. Le Premier ministre a sa tête des très mauvais jours. Son agacement est tel qu'il utilise nerveusement ses jumelles... mais à l'envers ! L'image est saisissante. Les récits respectifs du dernier tête-à-tête à l'Élysée, le 25 août 1976, à l'issue du Conseil des ministres qui a enregistré la démission du

gouvernement, sont tout aussi révélateurs. Quand Chirac se souvient d'un simple échange « sur un ton presque détendu », Giscard écrira que son Premier ministre lui a confié : « Je ne sais pas encore ce que je vais faire. J'hésite entre plusieurs possibilités. L'une serait d'ouvrir une galerie de peinture... En tout cas une chose est sûre, vous n'entendrez plus parler de moi !... Je souhaite n'avoir plus aucun contact avec le milieu politique. » A cet instant, la guerre est déclarée. Une guerre totale.

« Je ne dispose pas des moyens que j'estime aujourd'hui nécessaires pour assumer efficacement mes fonctions de Premier ministre. Et, dans ces conditions, j'ai décidé d'y mettre fin. » La démission de Chirac claque comme un coup de fouet. Jamais, depuis 1958, le Premier ministre n'a quitté ses fonctions de cette manière. En 1962, le remplacement de Michel Debré par Georges Pompidou s'est déroulé sans problème. En 1968, le général de Gaulle a hésité avant de nommer Maurice Couve de Murville à la place d'un Pompidou auréolé par la gestion de Mai 68 et le succès de la droite aux législatives qui ont suivi. On a bien entendu quelques grincements de dents, mais discrètement, dans la coulisse. Cette fois, le 25 août 1976, l'affrontement est public. Les deux camps mobilisent. Les médias s'enflamment. Le duel fratricide sera sans merci.

Premier acte : la création du RPR, le 5 décembre suivant. Chirac dispose désormais d'une force politique entièrement à sa main. La fusée est placée sur orbite. Deuxième acte : les municipales de mars 1977. A l'automne 1976, Simone Veil fait savoir à Giscard que Paris l'intéresse et que, disposant de l'appui, ou de la neutralité, de Chirac, elle peut représenter l'ensemble

de la majorité. Curieusement, l'opération s'arrêtera là. Incrédulité du Président ? Volonté d'aller à la primaire dans la capitale ? C'est finalement, et sans enthousiasme particulier, Michel d'Ornano qui portera les couleurs giscardiennes. Chirac choisit de défier Giscard, et se porte candidat. Il remporte la bataille. Dès lors, depuis son donjon de l'Hôtel de Ville, il disposera d'une puissance de feu considérable. La victoire imprévue de la majorité aux législatives de mars 1978 ne modifiera guère le paysage. Troisième acte : l'appel de Cochin. Immobilisé par un accident de voiture, le président du RPR signe le 6 décembre 1978 un texte d'une violence inédite sur l'Europe, à quelques mois des premières élections du Parlement de Strasbourg au suffrage universel. Tollé général. Les giscardiens répliquent. Les gaullistes historiques, comme Olivier Guichard et Alain Peyrefitte, condamnent. L'opposition de gauche ironise. Plus tard, dans ses Mémoires, Chirac regrette, confesse qu'il a signé cet appel, rédigé par ses conseillers Pierre Juillet et Marie-France Garaud, « en toute confiance et de guerre lasse ». L'épisode laissera des traces profondes. En juin 1979, lors des premières élections du Parlement européen au suffrage universel, la liste Simone Veil l'emporte largement devant celle de Jacques Chirac. Quatrième acte : la campagne présidentielle. Dès 1980, le conflit est permanent. « Factieux », dit en privé Giscard de Chirac. « Usurpateur », répond le maire de Paris. Ambiance. En mai 1980, quelques mois après l'intervention soviétique en Afghanistan, Giscard va rencontrer Brejnev à Varsovie. Qui est le plus cruel de Mitterrand ou de Chirac, les deux principaux opposants ? Là où le leader socialiste ironise sur « le petit télégraphiste de Moscou », le maire de Paris tape plus fort encore,

affirmant que « l'esprit de Munich flottait sur Varsovie ». En janvier 1981, Giscard demande à Chirac de passer le voir à l'Élysée. L'ancien Premier ministre accepte à la condition que le tête-à-tête reste confidentiel. « Vous serez battu », lance-t-il à Giscard qui essaie de connaître ses intentions. Rien ne sortira de ce dialogue de sourds. En off, Chirac révèle à qui veut l'entendre que Giscard, déprimé, suit activement une psychanalyse. La machine infernale est irrémédiablement lancée. Elle ne s'arrêtera plus. Un premier tour au couteau, aucune consigne de vote de Chirac pour le second tour, tout juste un vote pour Giscard « à titre personnel ». Et le président du RPR refuse d'assister au grand meeting d'entre deux tours, à la porte de Pantin. Absence « honteuse et injustifiable », écrira Giscard. C'est le 10 mai, la victoire de Mitterrand, la gauche triomphante, le droit d'inventaire contre le président sortant, Chirac patron de l'opposition. Giscard ne reviendra jamais. Mais son duel avec Chirac ne cessera pas pour autant. Toujours aussi agressif.

En 1995, Giscard soutient pourtant son ancien Premier ministre au premier tour de la présidentielle contre Edouard Balladur. Signe d'un rapprochement ? « Au nom du principe de la dernière haine, Giscard concentrait désormais sur Edouard Balladur une animosité dont il m'avait jusqu'alors réservé le privilège », écrira Chirac. L'aversion est trop forte. Rien ne peut plus rapprocher les deux hommes. Personne ne se risque d'ailleurs à jouer les intermédiaires. Au Conseil constitutionnel, dont ils sont tous deux membres de droit, c'est une succession de mesquineries dans la vie quotidienne. Ils sont rarement d'accord. Et, dès qu'une occasion se présente, le conflit se rallume publiquement, comme lorsque Giscard accuse son

ennemi préféré d'avoir fait financer sa campagne présidentielle de 1981 par l'ancien président gabonais Omar Bongo.

Dans leur si féroce, et dévastatrice, bataille de trente ans, un mystère reste entier à ce jour. Leur adversaire commun, François Mitterrand, a-t-il réellement – et dans quels termes – raconté dans le détail à Giscard le célèbre dîner d'octobre 1980 avec Chirac, au domicile d'Edith Cresson ? Giscard en fait le récit dans une annexe de ses Mémoires. Il évoque avec beaucoup de précision et de détails un rendez-vous au dernier domicile de Mitterrand, rue Frédéric-Le-Play, près de l'École militaire, le 15 décembre 1995, quelques semaines avant la mort du premier président socialiste. « Il faut nous débarrasser de Giscard [...]. C'est un danger pour la France » : voilà, selon les confidences de Mitterrand rapportées par Giscard, ce que Chirac aurait dit lors de ce dîner. Démenti immédiat de l'ancien maire de Paris, « indigné » par les propos qui lui sont attribués. Et Chirac parle d'un simple échange « courtois et détendu [...], sans réel intérêt ». Personne ne pourra les départager, sauf François Mitterrand lui-même s'il a laissé une trace écrite de ce rendez-vous. Mitterrand, arbitre posthume du dernier épisode du duel Chirac-Giscard ? Belle pirouette de l'histoire.

## Clearstream

« Le salopard qui a inventé et monté cette affaire, il finira sur un croc de boucher. » En juillet 2004, lorsque éclate l'affaire Clearstream, Nicolas Sarkozy est clair, net et tranchant. C'est une déclaration de guerre. La cible,

celui qui est accusé d'avoir manipulé tout et tout le monde, c'est Dominique de Villepin. Le duel politico-judiciaire commence. Un duel au couteau, violent, cruel. A ce moment, les deux hommes se détestent déjà. Ils vont bientôt se haïr.

Le dossier Clearstream, censé éclabousser, voire abattre, nombre de responsables politiques, est à la fois simple et compliqué. Simple parce que l'objectif de l'opération est limpide, presque primaire : utiliser des faux listings, prétendument top secrets, pour mettre en cause quelques personnalités, dont Nicolas Sarkozy, accusées à tort de disposer de comptes confidentiels dans cet établissement financier, et même, pour certains, d'y faire transiter des commissions occultes liées à la ténébreuse affaire des frégates de Taiwan. Compliqué car les circuits financiers internationaux sont suffisamment opaques et protégés pour que la découverte de la vérité soit généralement difficile à démontrer et à établir en peu de temps. En l'occurrence, dans cette affaire, la ficelle est trop grosse, la liste de noms trop étrange. On voit très vite que l'affaire relève davantage des Pieds Nickelés que d'une organisation structurée. Nicolas Sarkozy, avec d'autres, est clairement victime d'un montage. Dès lors, tout est fait pour que la polémique se déchaîne. En quelques jours, l'affaire Clearstream devient l'affaire Villepin-Sarkozy. Elle va durer plus de cinq longues, interminables, années.

En juillet 2004, quand cette vraie-fausse affaire est rendue publique, les deux hommes sont déjà deux ennemis. Début 1995, au moment où démarrent la campagne présidentielle et le duel Balladur-Chirac, un incident fait le tour des rédactions, alimenté par des indiscretions calculées. Villepin, alors directeur de

cabinet du ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, et soutien de Chirac, aurait accusé en privé le ministre du Budget Nicolas Sarkozy, qui a choisi Balladur, d'avoir volontairement déclenché un contrôle fiscal sur son père, Xavier de Villepin, sénateur représentant les Français de l'étranger. Sarkozy et Villepin auraient eu, à ce sujet, un sérieux accrochage au téléphone. Ces deux-là, tout les rapproche et tout les distingue. Ils ont beaucoup de points communs : la passion de la politique, l'ambition, la brutalité, l'impatience, la rapidité d'exécution, la volonté de domination. Mais leurs parcours ont divergé. L'ENA, la carrière diplomatique et les cabinets ministériels pour Villepin, qui n'a jamais voulu se frotter au suffrage universel. Le droit puis, très vite, la vie politique active pour Sarkozy. Villepin est plus cultivé, Sarkozy plus intuitif. Leurs caractères, volcaniques, sont si semblables que leur duel ne peut être qu'explosif. Et il le sera. Après une légère accalmie au lendemain de la dissolution ratée de 1997, à un moment où la droite doit impérativement se serrer les coudes, la bataille fratricide va reprendre, et s'amplifier. Le fameux discours de l'ONU sur l'Irak prononcé par Villepin, devenu ministre des Affaires étrangères, en février 2003, l'a propulsé sur le devant de la scène. Ils deviennent concurrents. L'affaire Clearstream mettra le feu aux poudres.

« On le tient, le nain ! Il ne survivra pas. Il est mort ! » En juillet 2004, dans son langage fleuri, Villepin sonne la charge en privé dès que l'affaire éclate. Sarkozy, qui a rejoint Bercy, ne tarde pas à répliquer sur le même ton. C'est le fameux « croc de boucher ». Les coups tordus vont se succéder. Sarkozy, première cible de l'opération, s'efforce de jouer de son statut de victime et fait de Villepin, son « collègue » du Quai d'Orsay, le grand

manipulateur. L'intéressé s'en défend avec vigueur. Déjà politique et personnel, le duel devient judiciaire. Sarkozy se porte partie civile. Villepin sera mis en examen et renvoyé en correctionnelle pour « complicité de dénonciation calomnieuse ». Il fera des audiences au tribunal, en première instance comme en appel, une véritable scène de théâtre politique. « Je suis ici par l'acharnement d'un homme », lance-t-il à son arrivée au Palais de justice, entouré de sa famille, à l'américaine. Deux fois relaxé, il gagne son combat judiciaire. Nicolas Sarkozy, installé à l'Élysée, commet une vraie et grosse erreur. En septembre 2009, à New York, à l'occasion d'une interview télévisée pour TF1 et France 2, et au moment où le procès en appel s'engage, il affirme que « deux juges indépendants ont estimé que les coupables devaient être traduits devant le tribunal correctionnel ». « Coupables », c'est le mot de trop, surtout dans la bouche d'un président de la République, garant de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la justice. Tollé général. Nouveau rebondissement politique et médiatique. Nouvel épisode explosif. Entre les deux adversaires, toute tentative de réconciliation semble décidément vouée à l'échec.

Le duel fratricide est désormais trop violent. Rien ni personne ne peut éviter qu'il se poursuive, inexorablement. « Deux gosses qui se chamaillent », pour reprendre l'expression de Sarkozy lui-même. Des mots, des images. Un affrontement, ou plutôt un feuilleton de plus de quinze ans, comme on en voit peu. Avec des temps forts, comme, en 2005, ce petit déjeuner surréaliste sur la terrasse d'un grand hôtel de La Baule alors que l'on vient d'apprendre que le président Chirac a été victime d'un AVC. Quelques minutes plus tôt, Villepin est sorti de l'eau, bronzé et

musclé, comme Ursula Andress dans James Bond 007 contre Dr. No, devant une meute de photographes, de micros et de caméras. De quoi exaspérer Sarkozy. C'est l'époque où les noms d'oiseaux fusent des deux côtés. Villepin méprise son ennemi intime, et le fait savoir à sa façon, crûment. Cinq ans durant, pendant tout le mandat, il éreinterait le successeur de Jacques Chirac, avec la bénédiction de ce dernier. En 2011, il tentera un petit tour de précampagne. En vain. Le soir du 6 mai 2012, en privé, il esquissera un léger sourire en apprenant la défaite du président sortant. Entre ces deux-là, au-delà d'éventuelles réconciliations de façade, le combat ne s'arrêtera sans doute jamais...

## Clemenceau (Georges)

Raymond Poincaré ? « Il a le lyrisme du Larousse... Il sait tout mais ne comprend rien. » Aristide Briand ? « Un imbécile... Il est capable de mentir même quand c'est inutile. » Paul Deschanel ? « Un mannequin, [...] un menteur et un lâche. » Ferdinand Sarrien, un pilier du radicalisme nommé président du Conseil en mars 1906 ? « Ça, rien ? Mais c'est tout un programme ! » Liautey ? « Un homme admirable, courageux, qui a toujours eu des couilles au cul même quand ce n'étaient pas les siennes. » Mac Mahon ? « Un honnête débile mental. » Gambetta ? « Il ne savait pas où il allait, mais il y allait avec flamme. » Jaurès ? « Un dangereux imbécile... Ses discours ne sont constitués que de mots sonores qu'il lance à la foule avec un fort accent du Tarn. » Le général Boulanger ? « Il mourut comme il avait vécu : en sous-lieutenant. » Joffre ? « Il ne suffit

pas d'un képi galonné pour transformer un imbécile en homme intelligent. » Gaston Doumergue, président de la République entre 1924 et 1931 ? « On croirait qu'il joue au théâtre, qu'il vient saluer à la chute du rideau. » Au palmarès de la cruauté politique, Georges Clemenceau, que Léon Daudet comparait à « une tête de mort sculptée dans un calcul biliaire », figure en bonne place. Ses ennemis sont légion, ses victimes innombrables, ses coups de gueule mémorables, ses vacheries légendaires. Le Tigre, souvent injuste dans ses bons mots et ses petites phrases, paiera très cher ces polémiques permanentes. En 1920, salué et adulé après la victoire éclatante qu'il a remportée dans les tranchées deux ans plus tôt, il pense, à soixante-dix-neuf ans, atteindre son dernier objectif : devenir président de la République. C'est compter sans ses adversaires. Les parlementaires, Aristide Briand en tête, lui préféreront Deschanel, celui-là même qui, vingt-cinq ans auparavant, l'avait accusé, à tort, d'être mêlé au scandale de Panama. Plus qu'une défaite, une humiliation. « Le suffrage restreint écartera toujours Clemenceau au profit de Deschanel », dira un peu plus de quarante ans après, commentant sa décision de faire élire le président de la République au suffrage universel, le général de Gaulle. Une jolie consolation posthume.

Des accusations mensongères, Clemenceau n'a cessé d'en subir tout au long de sa vie politique. Mêlé à l'affaire de Panama, soupçonné d'être un agent britannique, accusé de tout et de rien. Rien n'était vrai dans ces mises en cause pour corruption ou trahison. Jamais la moindre preuve. Pas le premier indice. Mais le « Père la Victoire » s'était fait trop d'ennemis. Une Ligue anticlemenciste verra même le jour. Il s'en désole et s'en amuse à la fois. A chaque occasion, il choisit de

ferrailler, de bousculer, de monter au front. Avec lucidité et courage, en connaissance de cause, souvent à contre-courant. Il prend résolument la défense du capitaine Dreyfus, ouvre les colonnes de L'Aurore à Zola et lui suggère de titrer « J'accuse » la lettre qui, le 13 janvier 1898, marquera le grand tournant de cette affaire. Il s'engage avec détermination dans le combat pour la séparation des Eglises et de l'Etat. Il pourfend la politique coloniale de Jules Ferry. Et en 1917, nommé président du Conseil par un Poincaré qui n'a plus d'autre solution que de faire appel à cet adversaire politique, il écarte les pacifistes et tourne le dos à tous ceux qui l'incitent à la négociation. La guerre, il la proclame, la théorise, la porte en étendard malgré les difficultés des premiers mois. Le vrai Clemenceau, c'est bien celui de 1917-1918.

La légendaire cruauté politique du Tigre est sans doute le fruit de son tempérament. Explosif, volcanique. Un physique robuste, une grosse moustache désormais célèbre, des couvre-chefs improbables, une canne qu'il brandit volontiers dans les tranchées en direction de l'ennemi, au grand bonheur des poilus. Clemenceau est un républicain militant, passionné, rageur. Impitoyable lorsqu'on essaie de lui barrer la route. Provocateur aussi, insolent et anticonformiste. N'hésitant jamais à lancer un bon mot, pas toujours drôle, souvent blessant. Même les proches de Clemenceau sont parfois choqués par ses excès verbaux. L'intéressé n'en a cure. Il polémique, il vitupère, il bataille en permanence. Jusqu'à provoquer en duel, au pistolet, le nationaliste Paul Déroulède le 23 décembre 1892, et à l'épée le futur président de la République Paul Deschanel le 27 juillet 1894 (voir : [Duels](#)). Sans compter les joutes oratoires, les plus célèbres restant les échanges avec Jean Jaurès

à la tribune de la Chambre des députés, notamment ceux de juin 1906. En cette rentrée parlementaire, après la victoire des radicaux aux législatives, la crise sociale est aiguë et violente. La grande catastrophe minière de Courrières a provoqué la colère et embrasé le pays. Les deux plus grands orateurs du moment s'affrontent. Jaurès, lyrique : « Il y a des heures dans l'histoire où les hommes sont obligés de prendre parti. » Clemenceau, alors ministre de l'Intérieur : « Vous n'êtes pas le socialisme à vous tout seul, vous n'êtes pas le bon Dieu. » Jaurès : « Vous, monsieur le ministre, vous n'êtes même pas le diable. » Clemenceau : « Vous n'en savez rien ! » A la tribune, la bataille va durer plusieurs jours. Plus qu'une passe d'armes, c'est le face-à-face tant attendu entre deux grands fauves de la politique. Un duel brutal et brillant, qui fera date.

Anticommuniste viscéral, anticlérical, dénonçant pêle-mêle « les couvents cléricaux et les casernes socialistes », c'est dans les tranchées que Clemenceau bâtit sa légende. « On vous aura, salopards ! », aurait-il lancé aux soldats allemands un jour de visite aux troupes françaises qui l'ovationnaient à chacun de ses passages. « Je me battraï devant Paris, dans Paris et derrière Paris », promet-il encore, alors salué de toutes parts. L'opinion publique et les journalistes raffolent de ses petites phrases assassines. « Ne craignez jamais de vous faire des ennemis. Si vous n'en avez pas, c'est que vous n'avez rien fait. » « En politique, on succède toujours à des imbéciles et on est toujours remplacé par des incapables. » « Il y a deux choses dont on peut très bien se passer : la présidence de la République et la prostate. » « La France est un pays extrêmement fertile : on y plante des fonctionnaires, et il y pousse des impôts. » « On ne ment jamais tant qu'avant les

élections, pendant la guerre et après la chasse. » « La justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique. » « Pour mes obsèques, je veux le strict nécessaire, c'est-à-dire moi. » Son ami le plus proche, le peintre Claude Monet, ne cessera de vanter sa rigueur, sa vision, sa lucidité, son sens de l'Etat et de l'intérêt général. Mais le plus bel hommage vient sans doute d'un expert incontestable de la cruauté politique, très avare en compliments, Winston Churchill. Clemenceau ? « Un personnage extraordinaire, écrira Churchill à sa femme en 1918. [...] Son allant et son énergie sont indomptables. » « Dans la mesure où un simple mortel peut incarner un grand pays, Georges Clemenceau a été la France », ajoutera-t-il plus tard. Le compliment est rare. Il est vrai qu'après sa mort Clemenceau a eu, d'un coup, beaucoup plus d'admirateurs que d'ennemis...

## De Gaulle (Charles)

Avec Talleyrand, Clemenceau et Mitterrand, de Gaulle se situe indiscutablement au premier rang des donneurs et receveurs de coups. Tantôt épée, tantôt cible, dans des proportions équitablement réparties. Le Général s'est souvent montré généreux dans la distribution des piques et vacheries. Très peu nombreux sont ceux qui y ont échappé, y compris parmi ses fidèles. Le degré de cruauté variait selon les circonstances et les interlocuteurs, ainsi que le taux d'improvisation, ou, à l'inverse, de minutieuse préparation. Le ton pouvait être badin et la phrase remplie d'humour, mais il fallait surtout s'attendre à un couperet, au terme d'une colère froide et rentrée. Ou alors c'était la foudre. Dans ces cas-là, le Général « tonnait ». De Gaulle ne détestait pas recourir à un vocabulaire un peu dru, d'aucuns diront militaire, y compris pendant les dix ans qu'il passa à l'Élysée. « Foutez-moi la paix avec ce con<sup>1</sup> ! » a été une des phrases les plus régulièrement entendues par certains ministres et collaborateurs directs du Général.

De Gaulle avait des cibles favorites. En premier lieu les partis politiques et les politiciens, qu'il a de tout temps exécrés. Avant son « retour aux affaires » en 1958, il confie au gaulliste de gauche Louis Vallon : « Nous avons un gouvernement de fantoches. Je dis de politiciens... De polis-petits-chiens. » Dans cette même période, où il effectue sa « traversée du désert », de Gaulle trouve chaque jour une expression différente

pour stigmatiser le « régime exclusif des partis » qui paralyse la IV<sup>e</sup> République. « Les trotte-menu de la décadence » précèdent « les chevrotants de l'abandon », eux-mêmes suivis par « les débrouillards de la déchéance », « les cloportes de marécages » et autres « coureurs de maroquins », tous « voraces qui se mangent la laine sur le dos les uns des autres ». Rapportées par Jean-Raymond Tournoux, ces expressions ont la même tonalité que celle du discours que le Général prononce le 5 octobre 1947 à l'hippodrome de Vincennes devant près de un million de personnes : « Les partis, qui ont bâti sur eux-mêmes le régime sous lequel nous vivons, s'efforcent de prolonger le système selon lequel chacun cuit sa petite soupe, à petit feu, dans son petit coin. » En Mai 68, de Gaulle apprend qu'un gouvernement provisoire est en cours de constitution, et que Mitterrand en prendra la tête. Prêts à se rallier : Félix Gaillard, Antoine Pinay, Jean Lecanuet, Max Lejeune... Le Général explose : « Des traîtres ! Des hannetons qui tournent en rond ! Ce sont des nains ! Des gnomes hideux et sans génie ! Ils feraient réchauffer leur ragoût n'importe où ! Même sur un volcan ! » (propos rapportés par Jacques Foccart).

Jusqu'à son dernier souffle, de Gaulle jugera avec une cinglante ironie ceux qui auront croisé son chemin. Au hasard du kaléidoscope, Antoine Pinay : « Je n'ai pas sauvé la France pour la confier à Pinay » ; Edouard Herriot : « Il a eu la bonne idée de mourir avant que je revienne aux affaires, ça m'a évité d'avoir à décider sur ses funérailles nationales » ; le chanoine Kir (maire de Dijon et député) : « Ce n'est pas un homme d'Eglise, c'est un homme de cirque » ; Valéry Giscard d'Estaing : « Son problème, c'est le peuple » ; son adversaire à l'élection de 1965 Jean Lecanuet : « C'est l'enfant de

chœur qui a bu le vin des burettes et qui s'en est enivré ». Quant à Mendès France<sup>2</sup>, Mitterrand et quelques autres, souvenons-nous qu'il les qualifia de « politiciens au rancart » dans son discours du 30 mai 1968. C'est peu dire que la fondation du RPF, en 1947, bien que le mouvement lui soit entièrement dévoué, ne le satisfait pas pleinement. Pessimiste – ou trop lucide – sur la nature humaine, quand vingt-six députés quittent le RPF en 1952, de Gaulle s'épanche auprès d'Olivier Guichard : « Ils entrent au RPF pour avoir des voix, ils en sortent pour avoir des places. »

S'il n'aime pas les politiciens, de Gaulle n'a pas non plus une grande considération pour les diplomates, qu'il appelle « diplopotames », et qu'il voit « trop à l'aise dans leur vase ». En 1920 déjà – il n'avait que trente ans – il notait dans un de ses Carnets : « La diplomatie est l'art de faire durer indéfiniment les carreaux fêlés. » Les diplomates ont largement rendu à de Gaulle le peu d'estime où il tenait la plupart d'entre eux. Qu'on songe à Paul Morand, Alexis Léger, ou le Belge Paul-Henri Spaak, secrétaire général de l'OTAN, qui avait critiqué les positions antiatlantistes de De Gaulle et s'était attiré ce simple commentaire : « Tout ça n'a aucune valeur, aucune vigueur. »

On voit qu'au niveau international aussi le Général n'était pas un interlocuteur facile (voir : [De Gaulle-Churchill](#) et [De Gaulle-Roosevelt](#)). Une confidence à Claude Mauriac résume parfaitement les causes et les effets de son attitude : « Il fallait que la France ne cédât jamais sur la question de son indépendance, en quelque occasion qu'elle fût posée. Un pays qui fait la moindre concession sur ce point est perdu. C'est pourquoi, aussi cher que cela nous ait coûté, aussi pénible que cela m'eût été, j'ai toujours répondu par une

gifle aux gifles que me donnaient Roosevelt ou Churchill. » Peu de tendresse dans ses jugements sur les présidents américains : « Eisenhower ? Une espèce de saint-cyrien. Truman, c'était le néant, Kennedy un collégien... Johnson, c'est un cow-boy radical-socialiste ! »

Dans les jugements saignants sur les uns et les autres, on trouve bien des points communs, jusqu'au vocabulaire, entre de Gaulle et... Clemenceau. Politiciens, diplomates – « Pour être ambassadeur, il ne suffit pas d'être con, il faut aussi être poli », avait tranché Clemenceau –, et aussi militaires... A la célèbre formule du Tigre « La guerre est une chose trop grave pour la confier à des militaires », le Général avait fait écho dans un moment d'autodérision : « La pire calamité après un général bête, c'est un général intelligent. »

Les saillies cruelles de De Gaulle sont aussi tombées sur la presse et les journalistes. Autrement dit « tout ce qui grouille, grenouille et scribouille », pour reprendre une de ses célèbres expressions (née à Montréal le 26 juillet 1967). Il faut dire que les rapports entre de Gaulle, les journaux et ceux qui les écrivent n'ont jamais été simples. Dans ses Mémoires d'espoir, le Général reprochait aux journalistes de « décrire des échecs plutôt que des réussites », et de n'être à l'aise que dans le « bruyant concert du doute, de la critique et du persiflage ». Devant son aide de camp Jean d'Escricenne, il allait plus loin encore : « Pour presque tous les journalistes, l'opinion publique est sacro-sainte ! Il faut caresser ses instincts les moins nobles, parfois les plus bas, et, surtout, ne pas la heurter pour ne pas l'avoir contre soi. En cela la majorité des journalistes ressemble à la majorité des politiciens. » Le Général en rajoutait dans la mauvaise foi. Il avait quelques

adversaires irréductibles, au premier rang desquels Hubert Beuve-Méry, le directeur du Monde, dont les éditoriaux, signés Sirius, étaient fort sévères pour le pouvoir gaulliste. Ce qui permit au Général de lancer un jour : « Vous comprenez, ce que ne me pardonne pas Beuve-Méry, c'est de lui avoir donné Le Monde à la Libération. » Il avait aussi de réels soutiens, dont le patron du puissant France-Soir de l'époque, Pierre Lazareff. Mais de Gaulle préférait ne voir que des ennemis dans l'ensemble de la presse écrite, ce qui lui permettait, au passage, de faire exercer un strict contrôle sur l'information à la radio et à la télévision publiques. Il revenait fréquemment, par des formules acérées, sur ces journaux dont il pensait qu'ils lui étaient unanimement hostiles. Claude Dulong raconte, dans son excellente Vie quotidienne à l'Elysée sous Charles de Gaulle, un déjeuner où un invité parla de « la presse d'opposition ». Le Général coupa net son interlocuteur : « Il n'y en a pas d'autre. »

Autre cible : ceux qui ont trahi de Gaulle ou lui ont manqué. La palette est large, qui va des absents de Londres en 1940 aux ennemis politiques qui se sont déchaînés contre lui à l'une ou l'autre de ces étapes qu'il jugeait capitales pour le pays. Evoquant 1940, il dénonçait « l'équipe mixte du défaitisme et de la trahison s'emparant du pouvoir dans un pronunciamiento de panique ». On ne peut nier que de Gaulle possédait au plus haut point le sens de la formule. La suite le confirme : « Une clique de politiciens tarés, d'affairistes sans honneur, de fonctionnaires arrivistes et de mauvais généraux se ruaient à l'usurpation en même temps qu'à la servitude. Un vieillard de quatre-vingt-quatre ans, triste enveloppe d'une gloire passée, était hissé sur le pavois de la

défaite pour endosser la capitulation et tromper le peuple stupéfait. » Tout en flétrissant l'attitude collaborationniste, de Gaulle réglait ses derniers comptes avec le maréchal Pétain. S'il s'incline devant le héros de Verdun, il n'oublie pas le contentieux qui l'a opposé à celui-ci depuis 1927, lorsque le capitaine de Gaulle avait rédigé *La France et son armée*, que Pétain entendait signer de son seul nom pour favoriser sa candidature à l'Académie française. En 1938, alors que le Maréchal ordonne à de Gaulle de lui rendre les épreuves du livre, ce dernier répond : « Monsieur le Maréchal, vous avez des ordres à me donner en matière militaire. Pas sur le plan littéraire. » L'évocation de juin 1940, et du dernier gouvernement régulier auquel de Gaulle participa en tant que sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, avait inspiré à François Mitterrand cette réplique acide lors de la campagne présidentielle de 1965 : « Il faudra choisir entre le ministre de la IV<sup>e</sup> République que je fus à trente ans et le ministre de la III<sup>e</sup> République que fut le général de Gaulle dans le gouvernement de la débâcle. »

François Mitterrand, précisément, fut sans doute l'un des meilleurs ennemis de Charles de Gaulle. Le Général parlait de son adversaire comme du « Rastignac de la Nièvre » et confiait à Alain Peyrefitte : « Que Mitterrand soit un arriviste et un impudent, je ne vous ai pas attendu pour le penser. C'est une arsouille. » Peyrefitte rapporte aussi que, en mai 1968, lorsque François Mitterrand souhaite publiquement le départ de De Gaulle et l'installation d'un gouvernement provisoire, avant une élection présidentielle où il serait candidat, le Général – qui ne peut s'abaisser à la polémique – conseille à Robert Poujade, secrétaire général du parti gaulliste, de répliquer par une formule

qui fait mal, celle de Pétain en 1940 : « Ainsi M. Mitterrand fait à la France le don de sa personne... » Naturellement, et contrairement à la plupart des Français à l'époque, de Gaulle n'ignorait rien du passé de Mitterrand à Vichy. « Mitterrand et Bousquet, ce sont les fantômes qui reviennent. Le fantôme de l'antigaullisme issu du plus profond de la collaboration », confie-t-il à Alain Peyrefitte avant l'élection présidentielle de 1965. Le Général a été, dès son retour au pouvoir en 1958, la cible préférée de François Mitterrand. Le 1<sup>er</sup> juin de cette année, devant les députés s'apprêtant à voter l'investiture du Général, il s'écrie : « Lorsque, en septembre 1944, le général de Gaulle s'est présenté devant l'Assemblée consultative issue des combats et de la Résistance, il avait auprès de lui deux compagnons qui s'appelaient l'honneur et la patrie. [...] Aujourd'hui ils se nomment le coup de force et la sédition. » Le Général répondra à sa manière, en décembre 1965, après le premier tour de l'élection présidentielle où, face à Mitterrand, il recueille moins de 45 % des suffrages : « La preuve est faite, s'il en était encore besoin, que nous sommes bien en démocratie. Est-ce que l'on met un dictateur en ballottage ? »

Au fond, la seule cible permanente des flèches que décoche le Général, c'est la cohorte infinie de ceux qui lui reprochent, non d'être un dictateur comme le faisait Mitterrand, mais de se situer au-dessus des autres hommes, d'être prisonnier de son orgueil, de se croire en toutes choses visionnaire, de n'être épris que de « grandeur », accessoirement de parler de lui à la troisième personne. « La politique de la France n'appartient plus à la nation mais à un seul homme, et pis, à un homme seul », écrivait François Mitterrand dans *Le Coup d'Etat permanent* (voir : [Mitterrand](#)

[François](#)). Il est assez vrai que les commentaires de De Gaulle s'inspiraient le plus souvent de l'opinion qu'il avait de son rôle et de son personnage, laquelle ne faisait que prolonger l'immuable conscience qu'il avait eue très tôt de son destin. Un destin qui consistait ni plus ni moins qu'à incarner la France. En septembre 1958, il reçoit à Matignon une délégation syndicale dont le porte-parole a la fâcheuse idée de commencer sa déclaration par « Mon général, comme nous l'avons maintes fois exposé à vos prédécesseurs... ». Le malheureux sera brisé net dans son élan. « Vous vous trompez. De Gaulle n'a pas de prédécesseurs. » Quelques années auparavant, lors de la fondation du RPF, il avait lancé à Jacques Soustelle, alors secrétaire général du mouvement : « Vous voyez de Gaulle mettre son petit chapeau dans sa petite armoire au vestiaire du Palais-Bourbon, et demander à Edouard Herriot la permission de prendre la parole ? » En 1958, alors que pleuvent de partout les accusations de coup d'Etat, il s'emporte : « Coup d'Etat ! Coup d'Etat ! Ou était-il, l'Etat ?! Et vous voyez de Gaulle faire seulement un coup ?! » Pendant la traversée du désert, un des multiples gouvernements de la IV<sup>e</sup> République songe à lui remettre la médaille militaire. Le Général refuse en faisant référence à sa stature historique. « Je n'ai pas sauvé la France pour une décoration. De Gaulle n'est pas gardien de square. » Refus tout aussi clair pour les mêmes motifs, lorsqu'il quitte le pouvoir en 1969 et que son aide de camp, Jean d'Escrienne, l'exhorte à accepter, outre la pension accordée aux anciens présidents de la République, les avantages qui y sont liés : « Vous voyez de Gaulle accepter un bureau de tabac ?! » Pendant la guerre d'Algérie, il ne ménage ni ses collaborateurs ni ses visiteurs. Même s'il pense que

l'opinion publique le soutient, il se sent incompris. A Chaban-Delmas, venu lui dire que les Européens d'Algérie souffrent terriblement de la situation, il lance : « Et de Gaulle ? Vous croyez qu'il a été créé et mis au monde pour lâcher l'Algérie ? Vous croyez qu'il ne souffre pas, de Gaulle ? » En 1960, il reçoit un député qu'il avait connu au temps du RPF et qui est proche d'Antoine Pinay. « Mon général, au nom de mes amis, je vous supplie de garder l'Algérie française et de changer de politique. » La réponse n'appellera pas de discussion : « Et moi, au nom de ma politique, je vous conseille de changer d'amis. » Le 22 avril 1961, c'est le célèbre « quarteron de généraux en retraite ». De Gaulle désigne ainsi Salan, Challe, Jouhaud et Zeller, les piteux putschistes d'Alger, auteurs d'une tentative ratée de coup d'Etat militaire pour protester contre la politique algérienne de la France. Plus tard, il les ménagera moins encore, parlant de « ces crétins de généraux qui jouent au ballon dans la prison de Tulle », ou passant un savon au ministre de l'Intérieur Roger Frey après l'arrestation du général Jouhaud : « Alors, Frey, il vous a fallu un an pour arrêter un chef de l'OAS ?! Et, pour comble, vous m'arrêtez le plus con et le plus difficile à fusiller ?! » En 1968, au plus fort des événements et des manifestations d'étudiants, alors que proposition est faite d'autoriser les forces de police à tirer si nécessaire, de Gaulle convoque de nouveau l'Histoire : « Je n'ai pas fait tirer sur Challe, je n'ai pas fait tirer sur Jouhaud, je n'ai pas fait tirer sur Salan, tous plus cons les uns que les autres ! Je ne ferai pas tirer sur mon petit-fils, qui, lui, n'est pas bête. »

Mais il est aussi permis de se demander si, tout compte fait, les propos les plus incisifs tenus par de Gaulle n'étaient pas destinés à ceux qui, en dehors des

membres de sa famille, lui étaient les plus proches. Preuve, sans doute, qu'il lui était difficile d'accorder sa confiance. Pompidou l'avait dit à Peyrefitte en 1968 : « Ne parlez pas au Général de la confiance qu'il doit vous faire. Il n'en fait à personne. Cela fait partie de ses théories. La notion de confiance est une notion sentimentale qui n'entre pas du tout dans son univers. » Dès lors, comment s'étonner qu'au cours de sa conférence de presse du 15 mai 1962, interrogé sur l'après-de Gaulle, il se délecte de sa réponse soigneusement préparée, qui a toute l'apparence d'une boutade mais qui sonne cruellement aux oreilles de ses fidèles : « Ce qui est à redouter, ce n'est pas le vide politique, c'est plutôt le trop-plein. » ? Le seul à ne pas se sentir immédiatement visé est peut-être le nouveau Premier ministre, Georges Pompidou, installé à Matignon depuis un mois. Son tour viendra pourtant (voir : [De Gaulle-Pompidou](#)). Dans C'était de Gaulle, Alain Peyrefitte dit avoir deviné, depuis 1964, que le Général était décidé à ne pas laisser Pompidou se présenter à la présidence de la République. On peut en conclure que, s'il refusait l'idée d'avoir eu des prédécesseurs, le général de Gaulle ne pouvait se faire à celle d'avoir un jour un successeur. Cette attitude fut à la source de bien des propos sévères, voire humiliants, notamment à l'égard de Georges Pompidou. L'une des plus cinglantes remarques est rapportée par Christian Fouchet dans Les lauriers sont coupés, en 1973. Ministre de l'Intérieur en 1968, fidèle parmi les fidèles du Général, Fouchet est reçu par de Gaulle à l'Élysée le 21 février 1969, en pleine préparation du référendum d'avril. L'ancien ministre revient sur les événements de Mai 68, notamment sur la décision de Georges Pompidou de faire rouvrir la Sorbonne. De Gaulle manifeste de

l'humeur. Il était hostile à cette initiative, que Pompidou lui a imposée. Le Général rumine cette faiblesse et ce signe d'abandon. Fouchet entendra alors une formule terrible, blessante et injuste : « La réouverture de la Sorbonne, ce n'était pas du de Gaulle, c'était du Pétain. »

Terminons par un petit florilège où le sens de la répartie qui habitait au plus haut point le Général se teinte, selon les cas, de muflerie, d'amusement, de cynisme ou d'humour macabre. A Jackie Kennedy, qui, lors de la célèbre visite à l'Élysée en 1961, lui confie : « Ma famille, Général, a des origines françaises », il répond : « La mienne aussi, madame. » En 1945 à Toulouse, il passe en revue quelques FFI ayant accompli de belles actions de Résistance, et qui se sont eux-mêmes récompensés en s'attribuant des grades de colonel et de commandant. Les galons, tout neufs sur les vieilles vareuses, en témoignent. Le Général avise un homme dont le modeste grade de sergent-chef détonne au milieu de l'aréopage. Malicieusement, de Gaulle lui glisse : « Alors ? Vous ne savez pas coudre ? » Au début des années 1960, ont raconté l'écrivain Georges Conchon et Marcel Jullian dans son *De Gaulle : pensées, répliques et anecdotes*, le Général reçoit le nouvel ambassadeur de France en Côte-d'Ivoire, qui évoque devant lui le triste sort du sénateur Biaka Boda, assassiné en pleine brousse, sans doute par un Français, en 1950. L'ambassadeur précise que, pour respecter le rite destiné à sauver l'âme du défunt, et selon la légende locale, le corps du malheureux aurait été mangé par les habitants de son village. De Gaulle est profondément choqué. Et puis, se souvenant du peu de soutiens qu'il compte au Sénat, il laisse tomber : « Eh bien... voilà une fonction toute trouvée pour le

Sénat, qui se plaint toujours de ne servir à rien... Lutter contre la faim dans le monde. »

Dernière saillie, pendant les événements de Mai 68, celle d'un homme las, usé, désabusé, qui n'a compris ni la nature, ni les ressorts, ni les enjeux profonds des manifestations étudiantes. « Où est-il, le peuple ? Les Français sont des veaux ! Les veaux, c'est fait pour être bouffé ! Qu'est-ce que je fais à la tête des veaux ? Je ferais mieux de rentrer chez moi pour écrire mes Mémoires ! » Certes, après son aller-retour à Baden-Baden, après son allocution du 30 mai, après la gigantesque manifestation de soutien sur les Champs-Élysées, de Gaulle reprend la main. Mais la révolte étudiante de ce mois de mai 1968 restera sans doute le souvenir le plus douloureux de ses dix années de présidence.

## De Gaulle-Churchill

« Il ressemble à un lama femelle qu'on aurait surpris dans son bain ! » : il est à la fois vachard et affectueux, cruel et tendre, ce jugement très physique, et très personnel, de Winston Churchill sur Charles de Gaulle. Un peu à l'image des relations hors du commun que ces deux hommes d'exception ont entretenues tout au long de la Seconde Guerre mondiale, et même après le conflit. Des rapports cyclothymiques, tantôt explosifs, tantôt lumineux. En analysant attentivement leurs Mémoires, à la lecture des travaux d'historiens, en premier lieu l'œuvre de François Kersaudy, avec son remarquable De Gaulle et Churchill, le duel entre les deux hommes, c'est un choc quasi permanent, un

curieux mélange d'estime et de jalousie, de fascination et d'hostilité, de réelle amitié et d'authentique méfiance. Peu à voir avec l'antipathie palpable qui n'a jamais cessé d'exister entre le Général et le président américain (voir : [De Gaulle-Roosevelt](#)). Une franchise brutale, par moments, de part et d'autre. Mais peut-être justifiée dans une période de tension maximum où le destin de leurs pays se jouait à chaque instant, où chaque mot pouvait compter.

Début juin 1940, Londres. Les premiers contacts entre Churchill et de Gaulle, « le connétable de France », sont assez bons. De Gaulle est plutôt séduit. « Je le trouvai bien assis à sa place de guide et de chef », écrira le Général dans ses Mémoires de guerre. Et il souligne ses qualités de « lutteur ». Avec ce commentaire : « En politique éprouvé, il jouait de ce don angélique et diabolique pour remuer la lourde pâte anglaise aussi bien que pour frapper l'esprit des étrangers. » Le décor est ainsi planté. Mais on en est plutôt au round d'observation entre deux redoutables combattants.

« Qu'aurais-je pu faire sans le concours de Winston Churchill ? », se demandera plus tard le Général. A Londres, de Gaulle est bien accueilli. La BBC lui ouvre ses portes et ses studios. Il rencontre fréquemment le dirigeant britannique, ses ministres et son état-major. Churchill apprend à connaître ce général dont le caractère orageux est déjà légendaire. Il apprécie à leur juste valeur l'appel du 18 Juin et les interventions radiodiffusées qui vont suivre. Il le reconnaît très vite comme le seul chef légitime de la France libre. Pas trop de frictions pendant un an. Mais la situation changera assez radicalement à l'été 1941.

« Personne ne doit voir le général de Gaulle » : fin

août 1941, c'est l'étonnante directive que Winston Churchill adresse à son Administration. L'heure est au durcissement entre le Premier Ministre britannique et l'homme du 18 Juin. Le Général s'estime globalement tenu trop souvent à l'écart. Il regrette amèrement de n'être pas suffisamment écouté ni entendu. Et il y a aussi, jour après jour, en fonction de l'évolution des événements, des impatiences, des malentendus, des susceptibilités, des attitudes et des déclarations du Général très mal reçues par le gouvernement britannique. Le passionnant ouvrage de François Malye et Kathryn Hadley, Dans le secret des archives britanniques, permet de mesurer, côté anglais, l'ampleur et la gravité de cette crise. Aujourd'hui, avec le recul, grâce à l'ouverture de ces archives, grâce à des recherches d'historiens comme François Kersaudy, on en connaît beaucoup plus sur cette période très particulière. C'est donc le Premier Ministre britannique qui demande de couper provisoirement les ponts avec le Général. Anthony Eden, alors secrétaire au Foreign Office, va jusqu'à écrire : « Il est possible que nous découvriions que de Gaulle est fou. Si c'est le cas, il faudra s'en occuper en conséquence. » Un autre diplomate britannique note, de son côté : « Je peux bien comprendre que sa mégalomanie grandissante lui donne des tendances fascistes. » Churchill et de Gaulle s'ignorent et s'évitent pendant plusieurs semaines. Ils finissent par s'expliquer. Le rendez-vous s'annonce difficile. « Il finira bien après avoir mal commencé », commentera de Gaulle. Sur ces moments de très forte tension, le Général s'expliquera plus tard dans le premier tome de ses Mémoires de guerre : « Churchill ne pouvait, au fond de lui-même, se résoudre à admettre l'indépendance de la France libre [...]. Il faisait

de notre désaccord comme une affaire personnelle. Il en était blessé et chagriné à proportion de l'amitié qui nous liait l'un à l'autre. Ces dispositions de l'esprit et du sentiment, jointes aux recettes de sa tactique politique, le jetaient dans des crises de colère qui secouaient rudement nos rapports. »

En réalité, il y a trop d'estime entre les deux hommes pour que les incidents soient durables. Mais leurs caractères sont à la fois très proches et très différents. Même orgueil démesuré, même comportement hautain, même vanité, même arrogance, même humour vachard et ravageur, même cruauté, parfois gratuite, même sentiment de faire l'histoire, même volonté de domination et de leadership. Et, parallèlement, des itinéraires et des personnalités aux antipodes. Churchill aime le jeu politique et les joutes parlementaires. Il apprécie la France et parle correctement sa langue. Face à lui, de Gaulle, un militaire pur et dur, qui déteste et méprise les calculs politiques et n'a aucun atome crochu avec les Anglais, qu'il juge trop proches des Américains. A priori, le choc est inévitable. En réalité, cinq années durant, les deux géants se trouveront et se perdront alternativement. De vraies disputes en fausses réconciliations, ce combat singulier est fascinant. Par sa vigueur, sa brutalité et sa dimension historique. Plus tard, dans le tome 1 de ses Mémoires, Winston Churchill brosera un portrait très réaliste du Général : « De Gaulle jugeait essentiel à sa position aux yeux du peuple français de conserver une attitude fière et hautaine envers la "perfide Albion", bien qu'il fût en exil, qu'il vécût parmi nous et dépendît de notre protection. Pour prouver aux Français qu'il n'était pas une marionnette entre les mains des Britanniques, il lui fallait se montrer arrogant envers eux. » Et encore, dans le

tome 2, cette fois : « J'eus avec de Gaulle des heurts violents et des difficultés incessantes. [...] Je comprenais et j'admirais son comportement arrogant, même si j'en éprouvais du ressentiment. » Tout est dit, avec le recul, mais assez férocement, avec la franchise à la fois compréhensive et virile qui caractérisait les relations entre les deux hommes.

L'épisode le plus révélateur de ce face-à-face Churchill-de Gaulle est sans doute le célèbre rendez-vous du 4 juin 1944, à deux jours du déclenchement du débarquement allié sur les côtes normandes. Ce jour-là, Churchill est installé avec son état-major dans un train, près de la gare de Portsmouth. De Gaulle balance à l'évidence entre l'espoir de la Libération et le mécontentement de n'avoir pas été réellement informé précisément des préparatifs de l'opération Overlord. Cette réunion du 4 juin, qui se déroule dans une atmosphère plutôt électrique, constitue une véritable page d'histoire. Le détail, qui figure au mot près dans le remarquable *De Gaulle et Churchill* de François Kersaudy, est saisissant. Le Général racontera la scène dans le deuxième tome de ses *Mémoires de guerre*. Un récit palpitant. Du de Gaulle dans le texte, tel qu'en lui-même. « Le gouvernement français existe, se souvient-il d'avoir dit à Churchill. Je n'ai rien à demander dans ce domaine aux Etats-Unis d'Amérique, non plus qu'à la Grande-Bretagne. [...] Je m'attends à ce que, demain, le général Eisenhower, sur instruction du président des Etats-Unis et d'accord avec vous-même, proclame qu'il prend la France sous son autorité. Comment voulez-vous que nous traitions sur ces bases ? » La réponse du Premier Ministre britannique est aujourd'hui encore connue des diplomates et des historiens du monde entier. La voici, racontée à sa manière par le Général à

Alain Peyrefitte, en 1963 : « Churchill m'a crié de toute la force de ses poumons : "De Gaulle, dites-vous bien que, quand j'aurai à choisir entre vous et Roosevelt, je préférerai toujours Roosevelt ! Quand nous aurons à choisir entre les Français et les Américains, nous préférerons toujours les Américains ! Quand nous aurons à choisir entre le continent et le grand large, nous choisirons toujours le grand large." » Dans ce même tête-à-tête avec Alain Peyrefitte, l'un de ceux qui nourriront C'était de Gaulle, le Général évoque longuement ce rendez-vous historique du 4 juin 1944 et, plus généralement, ses rapports avec Churchill. Et il le fait en des termes particulièrement vigoureux. « La France a été traitée comme un paillason. Churchill [...] m'a fait venir dans un train, où il avait établi son quartier général, comme un châtelain sonne son maître d'hôtel [...]. Nous nous sommes affrontés rudement [...]. Le débarquement du 6 juin, ç'a été l'affaire des Anglo-Saxons, d'où la France a été exclue. Ils étaient bien décidés à s'installer en France comme en territoire ennemi ! [...] Ils se seraient conduits en pays conquis. » Longtemps après, de Gaulle poursuit son combat. Avec rage.

Les lendemains du débarquement vont d'abord calmer les esprits. Même si de Gaulle n'est pas de nature à vivre des moments d'euphorie, l'avancée des troupes alliées, la libération de Paris et la perspective d'une victoire globale repoussent au second plan les désaccords. A l'occasion du 11 novembre 1944, Churchill est accueilli avec faste à Paris. Mais la trêve sera de courte durée. Début janvier 1945, de Gaulle apprend qu'une rencontre au sommet Roosevelt-Churchill-Staline se prépare et qu'elle aura lieu, sans lui, à Yalta. Même s'il a bien compris qu'il doit

essentiellement au président américain de ne pas être invité (voir : [De Gaulle-Roosevelt](#)), même si le dirigeant britannique s'efforce plutôt pendant ce sommet de ne pas trop isoler la France, même si les conclusions de Yalta sont jugées acceptables à Paris, le climat reste tendu. « Inadmissible », écrira le Général dans ses Mémoires en évoquant l'absence de la France. Un mélange d'estime et de méfiance : à la fin de la guerre, les relations entre Churchill et de Gaulle demeurent pour le moins contrastées.

Certes, les hommages publics ne manquent pas. Mais, derrière les compliments de circonstance, que d'amertume, que de reproches refoulés ! Churchill sur de Gaulle, dans le second tome de ses Mémoires : « On disait pour s'en moquer qu'il se considérait comme l'incarnation vivante de Jeanne d'Arc, dont un de ses aïeux aurait été un fidèle compagnon. Je trouvais cela moins absurde qu'il n'y paraissait. Clemenceau, auquel on disait qu'il se comparait également, était un homme d'Etat bien plus avisé et plus expérimenté ; mais tous deux apparaissaient comme des Français indomptables. » Et de Gaulle sur Churchill, plus féroce encore : « Dès que Winston Churchill a vu que j'étais réellement la France, il m'a combattu », dit-il un jour à Claude Guy, son aide de camp, qui le raconte dans son livre *En écoutant de Gaulle*. « Quand j'ai vu que Churchill faisait un discours aimable pour la France, je me suis demandé quelle vilénie il préparait », confie-t-il à Georges Pompidou, ce que l'on peut lire dans les Lettres, notes et portraits de l'ancien président. Et devant Alain Peyrefitte : « Churchill [...] n'admettait pas qu'on ne plie pas. Au lieu de trouver des gens de caractère qui lui auraient tenu tête, il s'entourait de gens qui étaient couchés par terre. [...] Il piquait [sic] une

lèche éhontée à Roosevelt. » Et, en point d'orgue, cet aveu du Général à un proche, longtemps après la guerre : « J'ai cru avoir compris pourquoi nous nous sommes affrontés si souvent. Cela tient à un trait du caractère de Churchill qui le poussait à se mettre en colère lorsqu'il avait tort et à un trait du mien qui me portait à me mettre en colère lorsque j'avais raison. » Et si cette relation étrange et singulière entre les deux hommes ne tenait finalement qu'à cette dernière observation ? Si le choc, souvent brutal, parfois feutré, entre ces deux géants relevait davantage d'une guerre d'ego, d'un combat entre deux caractères volcaniques que de conflits politiques et diplomatiques ? Soixante-dix ans après, la question se pose toujours.

## De Gaulle-Pompidou

La scène se passe à La Boisserie, la propriété familiale du général de Gaulle. Nous sommes en juillet 1969, quelques semaines après la démission du Général. De Gaulle est plutôt en forme, reposé et revigoré par ses vacances en Irlande. Son visiteur du jour, l'éditeur Marcel Jullian, qui vient à Colombey faire le point avec l'ancien président sur la rédaction de ses Mémoires, évoque le grand discours que le Général, avant son départ de l'Élysée, avait prévu de prononcer le 15 août suivant dans la cour d'honneur des Invalides à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Napoléon. « Aviez-vous déjà réfléchi à ce que vous alliez dire ? lui demande Marcel Jullian. — Oui, répond le Général. J'aurais dit que lui et moi avons été trahis par les mêmes félons que nous avons engraisés... Et que,

tous les deux, nous avons eu le même successeur : Louis XVIII. » Injuste, très injuste, et vraiment cruel pour Georges Pompidou. De Gaulle le sait. Mais, par moments, et notamment lorsqu'il se sent en confiance avec son interlocuteur, il ne peut s'empêcher de lancer des saillies d'une férocité sans pareille. A cette époque, et malgré les demandes répétées de nombreux intermédiaires qui viennent à Colombey plaider la cause de son ancien Premier ministre devenu président de la République, le Général refuse tout contact avec son successeur. Il ne cache pas son irritation et considère que Pompidou a bien vite tourné la page, que le nouveau style présidentiel, plus décontracté, plus proche des Français, tranche trop avec ses dix années passées à l'Élysée et l'idée qu'il se fait de la fonction suprême. De son côté, Georges Pompidou s'agace des critiques qui lui reviennent régulièrement de Colombey. Le nouveau président veut s'affranchir. Il supporte difficilement le silence courroucé de la statue du commandeur. D'autant que le conflit existe depuis assez longtemps. La crise de Mai 68 a creusé le fossé entre les deux hommes. L'affaire Markovic a encore aggravé leur contentieux. Et dans les mois qui ont suivi, de manière discrète d'abord, plus visible ensuite, le choc est devenu frontal.

Avec le recul du temps en effet, avec la multiplication des témoignages et des révélations, le rapport de Gaulle-Pompidou apparaît franchement conflictuel. Bien sûr, le Pompidou « Raminagrobis » décrit par François Mauriac, celui que ses adversaires surnomment « Bougnaparte » en raison de ses origines auvergnates, ne cache pas son admiration pour l'homme du 18 Juin. « En définitive, je lui dois tout. [...] Devant l'événement, je n'ai certes pas connu d'homme aussi exceptionnel,

[...] sa faculté de prévision, de vue sur l'avenir était vraiment géniale », écrit-il en 1973. Mais derrière l'hommage, sincère, perce d'évidence un certain agacement, voire une critique parfois féroce. Il y a d'abord le caractère du Général. « Avec l'âge, l'égoïsme était devenu si fort qu'il étouffait toute manifestation sentimentale », notera Georges Pompidou dans son livre posthume, Pour rétablir une vérité. Mais, surtout, il y a, crescendo, à partir de 1962, toute une série de désaccords qui vont provoquer un vrai malaise et déboucher sur un conflit feutré mais vigoureux : divergence sur l'exécution de Jouhaud, l'un des généraux du putsch raté de 1961, dont Pompidou obtiendra la grâce en menaçant de démissionner ; malentendu en 1965 sur le secret et les conditions de la candidature du Général à l'élection présidentielle ; opposition virile sur la gestion des événements de Mai 68, notamment sur l'opportunité de la réouverture, contestée par le Général, de la Sorbonne occupée par les étudiants ; incompréhension de Pompidou lorsque de Gaulle disparaît à Baden-Baden sans l'avoir informé de sa destination.

Sur Mai 68, qui aggravera les divergences, et sur l'attitude de Georges Pompidou durant cette période, le Général livrera à Alain Peyrefitte une version musclée et des commentaires au bazooka. « Pompidou a tout laissé filer. Il a tout lâché. Il a lâché en ouvrant la Sorbonne sans conditions, il a lâché à Grenelle en acceptant que le SMIC soit remonté de 25 % sans même demander que ça se fasse par étapes. Il a porté un coup terrible à l'économie, aux finances, à la monnaie. Oui, Pompidou est resté bien souvent passif. Ce n'est pas la première fois. C'est dans son caractère. C'est un arrangeur. Il faisait baisser les tensions. Tandis que Debré provoquait

des tensions permanentes : il avait le tracassin. » De son côté, Pompidou donnera sa version, notamment dans son ouvrage Pour rétablir une vérité. « Le Général saisissait mal les événements [...]. Il était lassé et même découragé [...]. Il m'avait laissé diriger la manœuvre, parler seul aux Français, mener les négociations, se contentant de me dire avant Grenelle : "Concluez à n'importe quel prix." » Et, à propos de la disparition en Allemagne pendant quelques heures, cette analyse critique : « Je trouvais peu admissible que le chef de l'Etat, non seulement se déplaçât, mais quittât le territoire national sans en informer le Premier ministre. » Ces deux versions, ces deux regards, ces deux analyses sont clairement irréconciliables. Et l'on n'est pas encore au plus fort de la crise...

Le choc entre de Gaulle et Pompidou va prendre en effet le 30 mai une autre ampleur. Alors que, de retour de Colombey après le passage à Baden-Baden, de Gaulle se prépare à annoncer qu'il ne dissout pas l'Assemblée nationale, Georges Pompidou durcit le ton et, sentant que l'opinion se retourne en leur faveur, demande au Président de dissoudre et met sa démission dans la balance. Il obtient assez aisément gain de cause. La dissolution sera annoncée quelques heures plus tard. Triple humiliation pour le Général : son Premier ministre lui a résisté ; la dissolution lui est imposée ; et l'opération, dont il ne voulait pas au départ, sera réussie, avec le véritable raz-de-marée électoral, la vague bleue qui va suivre. Au lendemain des législatives gagnées, et malgré ce très large succès, la défiance s'est donc installée entre l'Élysée et Matignon. Et c'est dans la confusion que Maurice Couve de Murville est nommé, en juillet, Premier ministre (voir : [Remaniement](#)). Après plusieurs jours de cache-cache

avec la présidence de la République, Georges Pompidou quitte l'hôtel Matignon très amer. Cinq mois plus tard, fin 1968, il ne cachera pas sa déception, son irritation, et même sa colère, face à l'attitude du Général dans l'incroyable affaire Markovic. Pompidou se sent trahi. Une vraie cassure affective. Du coup, à Rome, le 17 janvier 1969, puis à Genève, il laisse clairement entendre qu'il se portera candidat à la succession du Général, provoquant une réaction publique outrée de l'hôte de l'Élysée. Cet épisode douloureux sera sans doute politiquement déterminant. Car les Français, consultés par référendum, iront voter le 27 avril 1969 en sachant que Georges Pompidou est prêt à prendre immédiatement la relève. Leur réponse négative sera donc sans risque. Après l'échec du Général, sa démission et l'élection de Pompidou, les deux hommes ne se reverront jamais. Certes, ils s'échangeront des lettres plutôt convenues et assez protocolaires. Mais leurs relations sont désormais pour le moins médiocres et, selon certains témoins directs, franchement détestables. « Pompidou ne me reverra que sur mon lit de mort », confiera même de Gaulle à l'un de ses visiteurs. Et, à l'Élysée, le nouveau président supporte de plus en plus difficilement la présence tutélaire et les confidences soigneusement distillées par l'homme du 18 Juin qui poursuit la rédaction de ses Mémoires d'espoir à La Boisserie. Dans ces textes, le Général n'épargne pas son ancien Premier ministre. Au-delà des compliments d'usage, il brosse le portrait d'un homme « porté par la nature à considérer surtout le côté pratique des choses » et qui « incline vers les attitudes prudentes et les démarches réservées ». Sous la plume gaullienne, et vitupérienne, la critique, claire et nette, est franchement sévère et traduit un ressentiment réel et

profond. Le 11 novembre 1970, au lendemain de la mort du Général, Georges Pompidou se rend à Colombey pour s'incliner devant la dépouille de l'homme du 18 Juin. Il ne le verra pas. Le cercueil a été fermé avant son arrivée.

## De Gaulle-Roosevelt

De Gaulle ? Selon Franklin Delano Roosevelt, volontairement plus féroce que drôle, il se prenait alternativement pour Jeanne d'Arc et pour Clemenceau. La remarque est célèbre. Elle est aussi et surtout révélatrice. Car Roosevelt appréciait peu, c'est un euphémisme, le caractère et la personnalité de l'homme du 18 Juin. Et de Gaulle le lui rendait bien. Autant le Général et Churchill avaient fini par trouver, au fil des ans, et après des joutes verbales homériques et des débats houleux (voir : [De Gaulle-Churchill](#)), une forme de complicité conflictuelle, autant la relation entre ces deux géants ne fut jamais, tous les historiens le confirment, apaisée. La lecture des Mémoires de guerre du Général et, plus tard, de ses entretiens avec Alain Peyrefitte (C'était de Gaulle), est à cet égard, s'agissant de chacun des épisodes majeurs du conflit, très éloquente.

Il est vrai que Roosevelt n'a rien fait pour instaurer un climat favorable ni même pour créer le moindre lien personnel avec le Général avant d'y être contraint par les événements. Quant à de Gaulle, méfiant par nature vis-à-vis des Etats-Unis, défenseur sourcilleux, et pour le moins susceptible, de l'indépendance nationale, il n'a jamais caché son hostilité, voire son antipathie pour le

président américain. Tous les faits le démontrent à partir de juin 1940. Pendant plus de trente mois, jusqu'à leur première rencontre, le 23 janvier 1943, de Gaulle et Roosevelt iront de malentendu en malentendu. Le Général ne pardonne pas au président américain de feindre d'ignorer, dans les premières années du conflit, l'appel du 18 Juin et celui qui l'a lancé. Il n'accepte pas que Roosevelt puisse entretenir des relations suivies avec Vichy, l'amiral Darlan et le général Giraud. Quant au dirigeant américain, il a du mal à supporter le caractère du Français, son intransigeance et l'idée qu'il se fait de la France. De Gaulle « se prépare à établir une dictature en France [sic]... Je ne peux imaginer un homme en qui j'aurais moins confiance. Tout son mouvement de la France libre est truffé d'espions policiers – il a des agents espionnant ses propres gens. Pour lui, la liberté de parole consiste à être libre de toute critique le concernant. Pourquoi, dans ces conditions, devrait-on faire complètement confiance aux forces qui soutiennent de Gaulle ? », confiera Roosevelt à son fils, qui fera le récit complet de cette période dans Mon père m'a dit. Peut-on être plus agressif ?

De Gaulle, Roosevelt : deux vrais tempéraments, deux caractères volcaniques, à la fois semblables et si lointains. Proches par leur sensibilité, leur susceptibilité à fleur de peau. Différents par leur parcours, leurs idées, leur culture, la nature de leurs ambitions. Un combat de géants avec ses moments d'anthologie, ses crises et ses brouilles. Dans son brillant ouvrage de référence, De Gaulle et Roosevelt, un duel au sommet, François Kersaudy évoque « les relations si agitées de ces deux hommes d'exception, que cinq années d'une guerre impitoyable obligent constamment à coopérer et conduisent fréquemment à s'affronter ». Difficile de

mieux décrire, en une phrase, la complexité de ce choc de personnalités. Entre les deux hommes, les mots les plus durs fusent en permanence. Ils décrivent, selon les périodes, les versions, les sources et les interlocuteurs, un Roosevelt « méchant et hypocrite », « un peu mystique », et un de Gaulle « illuminé », « un apprenti dictateur ». La relation de Gaulle-Roosevelt, c'est une série d'occasions manquées, une vraie bataille politique, un condensé d'hostilité et de détestation. Leurs rares rencontres sont un parfait résumé de ce conflit nourri d'arrière-pensées et de procès d'intention.

Janvier 1943, Anfa, Maroc. C'est le premier face-à-face. Trois mois et demi plus tôt, en octobre 1942, de Gaulle a écrit à Roosevelt un long courrier pour tenter de le convaincre de se rapprocher clairement et résolument de la France libre. On peut lire intégralement ce texte, franc et direct, dans les annexes du deuxième tome des Mémoires de guerre. « Croyez-vous que ce soit en ignorant les Français qui combattent, en les laissant se décourager dans l'isolement, que vous attirerez les autres dans le combat ? [...] Le peuple français, dans sa situation terrible, voit naturellement très simple. Pour lui, il n'y a de choix qu'entre le combat et la capitulation. [...] je vous demande d'accepter l'idée d'un examen général et direct des relations entre les Etats-Unis et la France combattante. » Derrière le ton, plutôt mesuré et diplomatique, on devine l'irritation gaullienne. Roosevelt ne répondra pas directement. En cette fin janvier, au Maroc, le contact est donc froid. Trois rencontres n'y changeront rien. Le climat reste courtois, mais les désaccords sont profonds. Dans ses Mémoires de guerre, de Gaulle parlera d'une atmosphère « étrange ». Il soulignera « l'intelligence, le savoir, l'audace » du

président américain. Mais il notera que Roosevelt, « politiquement, n'éprouvait pas d'inclinaison » à son égard. « Roosevelt voulait m'obliger à me soumettre à Giraud. Je l'ai envoyé se faire foutre, poliment mais fermement », précisera quelques années plus tard, en des termes plus vifs encore, le Général à Alain Peyrefitte, qui le racontera dans C'était de Gaulle. Avec ces commentaires, virils et terribles : « Roosevelt était un type qui voulait dominer l'univers et, bien entendu, décider du sort de la France. Alors, de Gaulle, ça l'embêtait ; il ne le trouvait pas assez souple. Roosevelt pensait que le jour où les Américains auraient débarqué en France, si Pétain était encore là, il n'aurait rien à leur refuser ; ce qui était bien vrai. Ensuite, Vichy étant devenu vraiment impossible, il a laissé tomber Vichy. Il a essayé de se rattraper sur Giraud [...]. Roosevelt, il ne traitait qu'avec des gens qui étaient mes ennemis. » Tout est dit. Fermement. Vigoureusement.

6 juillet 1944, Washington. Un mois jour pour jour après le débarquement allié en Normandie, de Gaulle est officiellement reçu par le président américain. Le Général est satisfait de cette reconnaissance. Mais il sait aussi que Roosevelt l'a fait contraint et forcé. Churchill et Eisenhower, alors commandant en chef des forces alliées en Europe, ont convaincu le dirigeant américain de se rapprocher d'un de Gaulle désormais incontournable. Le Général se souvient aussi qu'il a été écarté jusqu'au dernier moment de la préparation et de l'organisation du débarquement. Il arrive donc à Washington avec méfiance. Le récit qu'il en fait dans ses Mémoires traduit ce sentiment contrasté. « J'écoute Roosevelt me décrire ses projets. Comme cela est humain, l'idéalisme y habille la volonté de puissance. [...] Il est difficile de contredire catégoriquement cet

artiste, ce séducteur. » On sent que le Général balance entre le scepticisme et une certaine admiration. Roosevelt fait des efforts, essaie de convaincre de sa bonne foi et de son souci de dialogue le chef du Gouvernement provisoire. Il lui offre même une photographie accompagnée de ces mots : « Au général de Gaulle, qui est mon ami. » La photo, avec sa dédicace, sera soigneusement conservée à Colombey. Mais en réalité, à la lecture des Mémoires de guerre, dans lesquelles l'homme du 18 Juin ne ménage pas le président américain, on sent bien que, décidément, le courant n'est jamais vraiment passé entre les deux dirigeants.

1945. C'est la dernière page que de Gaulle et Roosevelt vont écrire, sinon ensemble, du moins en même temps. Nous sommes toujours dans le dialogue de sourds. Arrive Yalta. D'un coup, le climat politique va se durcir. Le 15 janvier, vingt jours avant la réunion au sommet entre Roosevelt, Churchill et Staline, le Général, furieux d'être écarté et même, selon ses proches, franchement humilié, hausse le ton. Sous la forme, certes très diplomatique, d'un mémorandum du gouvernement provisoire de la République française, il ne cache pas son amertume. Le texte figure in extenso dans les annexes des Mémoires de guerre. « Le gouvernement provisoire de la République française ne saurait évidemment se considérer comme engagé par aucune des décisions prises en dehors de lui [...] et, de ce fait, ces décisions perdent de leur valeur. » A cet instant, de Gaulle sait que Roosevelt est très largement responsable de l'absence de la France à Yalta. Tous les témoignages concordent : il ne lui pardonnera jamais. Dans ses Mémoires, il parle « d'exclusion », note que, parmi les dirigeants présents à Yalta, « un seul

s'opposait à la présence française ». « Je ne pouvais douter que le refus explicite vînt du président Roosevelt », ajoute-t-il. Et, rageur, il évoquera « les trois » dirigeants sans toujours les citer. Au lendemain de Yalta, Roosevelt propose au Général de le rencontrer à bord de son navire, sur son chemin de retour, à Alger. La réaction, très « gaullienne », est vive. De Gaulle se sent humilié. « Si c'était pour le bon motif que Roosevelt souhaitait voir de Gaulle, que ne l'avait-il laissé venir en Crimée ? écrira le Général dans ses Mémoires. Et puis, poursuit-il, à quel titre le président américain invitait-il le président français à lui faire visite en France ? [...] Comment accepterais-je d'être convoqué en un point du territoire national par un chef d'Etat étranger ? [...] La souveraineté, la dignité, d'une grande nation doivent être intangibles. J'étais en charge de celles de la France. » Les deux hommes ne se reverront plus. Roosevelt disparaît le 12 avril suivant. « Il fut de son premier jusqu'à son dernier jour l'ami de la France. La France l'aimait et l'admirait », déclare ce jour-là Charles de Gaulle. Mais il ne se rendra pas aux obsèques. C'est peu dire qu'il avait la rancune tenace.

## Debré (Jean-Louis et Michel)

Toute la famille s'identifie à la V<sup>e</sup> République. Robert Debré, d'abord, le père de Michel, le créateur des CHU, l'un des plus grands médecins français du xx<sup>e</sup> siècle, proche du général de Gaulle puis de Georges Pompidou. Michel, ensuite, l'inspirateur et l'auteur de l'actuelle Constitution, le grognard du Général, un homme politique atypique. Volcanique, toujours prêt à

se battre pour des idées, ombrageux et exigeant. Offensif contre ses adversaires, fidèle et affectueux avec ses amis. Un vrai tempérament. Les fils jumeaux qui ont tous les deux choisi la politique, Bernard et Jean-Louis, ont hérité de ce caractère. Jean-Louis notamment, une personnalité attachante, un parcours très institutionnel qui le mène jusqu'à la présidence du Conseil constitutionnel après le ministère de l'Intérieur et le « perchoir ». Comme son père, qu'il vénère, c'est un combattant, aussi fidèle à Jacques Chirac que Michel l'était au général de Gaulle. Comme son père, il aime ferrailer et batailler. Comme lui, il est aussi cruel avec ses ennemis, de gauche ou de droite, qu'indulgent avec ses amis. Michel et Jean-Louis, deux caractères bouillants, deux personnalités, deux politiques en colère.

C'est précisément *Le Courrier de la colère* qui, de novembre 1957 à juin 1958, permet à Michel Debré de mener le combat contre la IV<sup>e</sup> République finissante. Dans cette publication, ses articles vengeurs n'épargnent rien ni personne. Alors sénateur d'Indre-et-Loire, il a deux cibles privilégiées : les institutions chancelantes de la IV<sup>e</sup> et les projets d'intégration européenne. Il dénonce pêle-mêle le régime des partis, le « gâchis » institutionnel, l'instabilité gouvernementale, la Communauté européenne de défense. Tout naturellement, il est au premier rang lors du retour du général de Gaulle. Rédacteur de la nouvelle Constitution, d'abord garde des Sceaux auprès du Général, il devient Premier ministre en janvier 1959. Trois ans durant, il met en œuvre loyalement le gaullisme de gouvernement. Pour le moins réservé sur l'indépendance de l'Algérie, il cède sans regret sa place à Georges Pompidou moins d'un mois après la

signature des accords d'Evian. A partir de 1969, il prendra ses distances, même s'il reste, sous Pompidou, ministre de la Défense nationale. Ses relations avec le successeur du Général sont compliquées et tumultueuses. « Sa mauvaise humeur est imputable à l'aigreur, au désir d'être de tout », dit de lui le nouveau président à Edouard Balladur, qui le rapporte dans La Tragédie du pouvoir. Selon le futur Premier ministre, Pompidou a « une profonde méfiance vis-à-vis de son absolutisme intellectuel et de ses emportements ». A la mort du Président, en 1974, Michel Debré entre quasiment dans l'opposition. Jusqu'à se présenter en 1981 à l'élection présidentielle contre Giscard et le patron du RPR, Jacques Chirac. Féroce, il avait notamment dénoncé « une constante dégradation des affaires publiques » pendant le septennat de VGE. Sa campagne sera violente, enflammée, combative. Mais Michel Debré « n'imprime » pas. L'opinion publique n'adhère ni à ses idées ni à sa personnalité, sans doute trop liée à une période révolue de l'histoire politique. Douze ans après le départ du Général, le gaullisme n'est plus à la mode. Le score est médiocre : 1,66 %. Michel Debré se replie sur sa mairie d'Amboise, quitte la scène politique et se consacre pour l'essentiel aux cinq tomes de ses Mémoires, Trois Républiques pour une France. Il y évoque ses combats, ses engagements, et critique vigoureusement la démagogie et la politique-spectacle. Ses coups de colère et ses cris du cœur, ses avertissements solennels et ses brutales mises en garde ne seront désormais ni entendus ni même écoutés.

Son fils Jean-Louis hérite de son père les emportements et la fidélité. Avec, en plus, une bonne dose d'humour vache qu'il réserve à ses amis. Ainsi ce récit qu'il fait à Frédéric Mitterrand, qui le relate dans La

Récréation, des relations entre Chirac et Giscard : « Quand les deux anciens présidents siègent ensemble aux réunions du Conseil constitutionnel, je me contente de passer les plats ; la vengeance est un plat qui se mange froid, mais elle est servie en abondance à chaque changement de couverts. » Le héros de Jean-Louis Debré, c'est Jacques Chirac. Il lui doit à peu près tout, ses succès électoraux dans l'Eure, son arrivée au ministère de l'Intérieur entre 1995 et 1997, son élection au perchoir de l'Assemblée nationale et, bien sûr, sa nomination à la présidence du Conseil constitutionnel en mars 2007, quelques semaines avant son départ de l'Elysée. Jean-Louis Debré a un caractère entier. Il aime ou il déteste. Dans les deux cas avec excès. Son adversaire, un ennemi plus qu'un rival, c'est sans conteste Nicolas Sarkozy. Le point de rupture, l'événement qui crée une fracture définitive entre les deux hommes, c'est le soutien apporté par le maire de Neuilly à Edouard Balladur face à Jacques Chirac en 1995. Jean-Louis ne lui pardonnera jamais. La guerre sera totale. Sarkozy méprise Debré. Debré le lui rend bien. Et ne perd pas une occasion de faire savoir, plus discrètement depuis qu'il préside le Conseil constitutionnel, tout le mal qu'il pense de lui, de sa trahison en 1995, de son comportement à l'Elysée, de ses positions « droitières », de sa personnalité « clivante ». En 2012, en pleine campagne présidentielle, il n'apprécie pas que Nicolas Sarkozy cherche à « récupérer » politiquement la mémoire de son père, et donc des gaullistes, lors d'une cérémonie à Amboise. De son côté, Sarkozy rend Jean-Louis Debré responsable de toutes les difficultés qu'il rencontre avec les Sages du Conseil constitutionnel. Des textes de loi sont retoqués, à l'exemple de la taxe carbone ? Les

comptes de la campagne de 2012 sont rejetés ? Pour Nicolas Sarkozy, le seul responsable, le seul coupable, c'est Debré, et personne d'autre. Hors des situations protocolaires, les deux hommes se saluent à peine lorsqu'ils se croisent. Une haine frontale, glaciale, palpable. Une antipathie réciproque qui se nourrit en permanence de petites phrases humiliantes. Un duel politique et personnel, viril et violent.

## Dialoguistes

« L'armée, chaussée d'illusions et commandée par des fantômes sans conviction, crevait d'ennui, de dégoût et de désœuvrement dans des cantonnements de hasard. On rencontrait même, dans les plaines du Nord, de pauvres bougres, la tête coiffée d'un képi bleu sans horizon, qui chantaient sur un air de marche funèbre une "Madelon" mélancolique. Cette armée de clochards, c'était l'armée française. » Ces lignes sur l'incurie de l'état-major militaire datent d'octobre 1940. Son auteur : Henri Jeanson. Trente ans plus tard, un certain Michel Audiard poursuit sur le même mode : « La guerre n'est supportable que sur le ton de la dérision. Seuls les militaires sont assez cons pour la prendre encore au sérieux, je parle des colonels bien entendu. Le griveton, lui, ne pense plus à rien depuis Bouvines. On lui a "brisé son violon parce qu'il avait l'âme française"... On lui a fait croire un beau jour qu'il avait "tout perdu fors l'honneur"... Sur les gaies rives de la Marne, on lui a ordonné "de mourir sur place plutôt que de reculer"... On l'a un petit peu fusillé en 1871... On l'a refusillé en 1916 parce qu'il avait levé la crosse... On l'a fait défiler

sous l'Arc... On a même trouvé qu'il faisait tellement joli dans ce paysage qu'on l'y a enterré. »

Ainsi, Jeanson et Audiard ne se sont pas contentés d'écrire les plus brillantes répliques du cinéma français. Ont aussi jailli de leur plume formules assassines, portraits à l'acide, plaidoyers antimilitaristes, anticléricaux, antigouvernementaux toutes tendances confondues. En un mot « antitout ».

Henri Jeanson, né en 1900, est le dialoguiste de chefs- d'œuvre comme Pépé le Moko, Entrée des artistes, La Vache et le Prisonnier, Fanfan la Tulipe, et bien sûr Hôtel du Nord, dont Arletty immortalisa l'atmosphère. Son activité de journaliste, entre autres au Merle blanc ou au Canard enchaîné, a valu aux lecteurs des moments d'intense jubilation et à son auteur des ennuis aussi sérieux que réguliers – plaintes, procès et peines de prison<sup>3</sup>. En 1940, Jeanson prend la défense des pacifistes : « Le premier soin de M. Edouard Daladier [président du Conseil], lorsqu'il eut, en abusant des pleins pouvoirs, du Pernod à haute tension et de la démagogie à 90 degrés, déclaré à l'Allemagne une guerre imbécile, fut de se débarrasser de ces témoins gênants, de ces empêcheurs du tuer en long en large et en travers, de ces faiseurs d'embarras qu'étaient les pacifistes. Secondé par M. Sarraut [Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur], cette autre lumière, il organisa une répression impeccable. » En 1952, Jeanson s'en prend au président de l'Assemblée nationale : « Quand M. Edouard Herriot, après soixante ans de longs et déloyaux services, mourra définitivement, ce sera une grande perte pour le pays légal. Autant dire pour personne. » En 1963, Jeanson s'élève contre la censure cinématographique : « Nous vivons sous un régime très particulier : le régime de la chaussette à clous, des

fonds secrets, de la trique, du chantage, du sabre, du goupillon et de la tante Yvonne. Bref, nous sommes gouvernés. Mais... Massu de Gaulle n'aime pas les fortes têtes, ni que le cinéma donne à penser. Alors Massu de Gaulle fait donner l'argousin de service. Est-ce Frey ? Est-ce Terrenoire ? Est-ce Peyreflic ? » C'est peu dire que Jeanson ne portait pas de Gaulle dans son cœur. Au plus chaud de Mai 68, il lui préfère François Mitterrand... avec quelques réserves : « On aimerait bien faire un bout de chemin avec M. Mitterrand. Dommage qu'il ne puisse sortir sans sa bonne, je veux dire M. Waldeck Rochet [secrétaire général du Parti communiste français]. » En 1968 toujours, il s'agace de ce que le Général ne réagisse pas : « On pensait que certain personnage, fort épris de soi-même et qui, dans certaines circonstances que, le plus souvent, il fabrique artificiellement, adore se montrer devant quinze millions de téléspectateurs conditionnés, on pensait que ce haut parleur en profiterait pour donner signe de vie, pour faire entendre la voix de sa prétendue France. Mais non. Il a préféré s'enfermer dans un mépris de fer à repasser. Qu'on sonne Fouchet et que Peyrefitte se débrouille, en attendant que Pompidou tire les marrons du feu. »

Michel Audiard, de vingt ans le cadet de Jeanson, dialoguiste des Tontons flingueurs, de Mélodie en sous-sol, de Garde à vue, a lui aussi commenté à sa façon Mai 68, voyant dans les événements des ressemblances avec ceux qu'il avait vécus lors de la libération de Paris : « L'insurrection de 44 fait partie, comme celle de 68, de ces psychodrames épisodiques dans lesquels les Français retrouvent une conscience et la France un pucelage. Mai 68 a permis de passer de La Carmagnole à La Marseillaise sans passer par la Révolution. Fallait le faire ! Mais ce n'est qu'un exercice d'amateurs à côté du

grand one-man show de juin 44 qui avait permis de sauter du passé à l'avenir sans avoir besoin du présent, et de passer de la défaite à la victoire sans passer par la guerre. »

Chez Audiard comme chez Jeanson, la cible privilégiée s'appelle donc de Gaulle. Audiard va même jusqu'à semer quelques piques au détour de certains de ses dialogues, comme dans Poisson d'avril :

« Il habite rue du Général-de-Gaulle...

— Je vois pas...

— Un grand... militaire... Avec une drôle de voix. »

Ce que Michel Audiard ne prévoit pas, c'est cette réponse du berger à la bergère du 9 septembre 1968. Au cours d'une conférence de presse, le Général, revenant sur les événements du mois de mai, rend un subtil hommage au film le plus récent d'Audiard : « Grâce à l'étrange illusion qui faisait croire à beaucoup que l'arrêt stérile de la vie pouvait devenir fécond, que le néant allait, tout à coup, engendrer le renouveau, et que les canards sauvages étaient les enfants du bon Dieu... » Cinq jours plus tard, Audiard répond dans Paris-Presse : « Il est bien évident que le Général m'a fait gagner des millions de spectateurs. Mais, du même coup, il m'a fait perdre mon meilleur sujet de conversation. Mon numéro d'antigaulliste était, sans me vanter, un des plus au point de la place de Paris. Il faisait la joie des dîners en ville. Je l'avais patiemment rodé, truffé d'anecdotes bidons, saupoudré de calomnies généralement assez basses, uniquement dictées par la volonté de nuire. Genre où j'excelle. Que faire désormais ? » Fort heureusement, le naturel revient au galop, et, en 1973, dans son pamphlet Vive la France, Audiard s'attaque à l'écrivain Charles de Gaulle : « Une des grandes loufoqueries littéraires, il y a

quelques années, à la sortie des Mémoires de guerre, a été de faire semblant de prendre le grand ran-tan-plan pour le nouveau sorcier du style, l'écrivain mahousse. Ce n'était que le carnet de route d'un griveton un peu moins ahuri que les autres. Simplement plus nocif que Les Gaietés de l'escadron. »

En cinquante ans d'écriture (1935-1985), il n'est pas un personnage, un parti politique – droite, gauche et extrêmes confondus –, une institution, un événement que Jeanson et Audiard auront épargnés. Deux derniers exemples. En 1953, Jeanson se souvient de 1940 et de ce qu'il appelle « Le Pie XII gang ». Il y voit la naissance anonyme de ce qui deviendra la « Cinquième colonne du Vatican ». Il en profite pour déchiqueter à belles dents « la III<sup>e</sup> République, qui a crevé sur son fumier, huée par quarante millions de vaincus indignés », et ne fait pas meilleur cas de « la IV<sup>e</sup>, celle des poissons morts, qui est en train de se vendre, de se solder comme une pauvre fille, pour quelques dollars, aux barbares de la Maison Blanche. Bonne nuit, salope ». Trente ans plus tard, Michel Audiard s'en prend à Ronald Reagan, « vieille guimbarde éreintée par des années d'échec, hallucinée d'avoir mordu la poussière, levant en signe de victoire des bras que d'autres auraient baissés depuis longtemps. Marathonien de la médiocrité ». Rafales d'insolence assaisonnée de mauvaise foi, laquelle était par ailleurs hautement revendiquée par l'un comme par l'autre. Vilipendés de tous les bords politiques, accusés de toutes les dérives et de toutes les tares, Henri Jeanson et Michel Audiard n'en ont pas moins poursuivi leurs jeux de massacre. « Je suis l'esclave de ma liberté. Et elle fait partie de mon bonheur », avait écrit Jeanson.

# Droit (et devoir) d'inventaire

Il existe officiellement, et formellement, depuis 1995. Depuis qu'à la fin, crépusculaire, du second septennat de François Mitterrand, Lionel Jospin, le candidat désigné pour la présidentielle, et quelques autres dirigeants socialistes décident de dresser le bilan des quatorze années passées à l'Élysée par le premier président socialiste de la Ve République. Une initiative très diversement appréciée à l'époque par les mitterrandistes historiques. Même si, en privé, nombre d'éléphants de la rue de Solférino se montrent acerbes et sévères, le débat public reste cependant modéré et plutôt diplomatique, à l'exception de la vive condamnation, de Jospin à Rocard en passant par Attali, à propos des liens personnels de l'ancien Président avec René Bousquet. Mais l'expression fera florès...

En réalité, et bien avant 1995, plusieurs prédécesseurs de Mitterrand ont fait les frais de ce droit d'inventaire. Avec hauteur et distance par de Gaulle, enfermé à Colombey et assenant des petites phrases cinglantes devant les rares fidèles reçus à La Boisserie. Sa défaite au référendum et la victoire de son ancien Premier ministre ont encore assombri des relations déjà fortement détériorées par l'affaire Markovic. Georges Pompidou est installé à l'Élysée. Par petites touches, sans en rajouter, mais suffisamment pour heurter le Général, il fait bouger quelques lignes politiques, sur les relations avec les États-Unis et la construction européenne en particulier. En privé, presque en chuchotant, quelques pompidoliens osent exprimer des réserves, voire émettre des critiques, sur les dix ans de règne gaulliste. C'est le timide début du droit d'inventaire. En 1981, la défaite de Giscard donne lieu,

pour la première fois, à une remise en cause publique de son bilan à l'intérieur de son propre camp. Du côté des chiraquiens bien sûr, qui ont largement contribué à sa défaite et qui entendent dominer la nouvelle opposition à François Mitterrand et au gouvernement Mauroy, mais aussi, plus discrètement, chez certains giscardiens, qui dénoncent, en privé d'abord, puis à haute voix, l'exercice du pouvoir dans les dernières années du septennat. Après Mitterrand, c'est Jacques Chirac qui devra essuyer quelques critiques, en particulier sur le maigre bilan de son second mandat. Son successeur sera le plus virulent (voir : [Sarkozy Nicolas](#)).

Depuis quelque temps, c'est d'abord par écrit que le droit d'inventaire s'exerce. François Hollande y consacra même un livre-bilan, Droit d'inventaires, sur ses onze années rue de Solférino, à la tête du PS. Le phénomène prendra de l'ampleur après l'échec de Nicolas Sarkozy le 6 mai 2012. Assez vite, l'insuffisance des réformes structurelles pendant le quinquennat et la stratégie par trop droitière de la campagne sont publiquement pointées. Des libéraux et des centristes prennent rapidement leurs distances. Jean-Pierre Raffarin dénonce cinq erreurs stratégiques, dont « le cadeau » du Sénat à la gauche et un débat d'entre deux tours raté en raison « du peu de respect pour son adversaire et du peu de considération » pour ses arguments. Quelques mois plus tard, l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac note « qu'il faut corriger la stratégie du clivage » et critique une concentration du pouvoir « excessive ». Le centriste Pierre Méhaignerie, de son côté, quitte l'UMP, ne reconnaissant dans ce mouvement « ni sa culture, ni ses convictions, ni ses valeurs ». En réalité, ils sont de plus en plus nombreux

à critiquer la dérive de la fin du quinquennat et de la campagne, le discours ultra-sécuritaire de Grenoble, le 31 juillet 2010, et l'omniprésence de Patrick Buisson. C'est à ce conseiller passé par l'extrême droite que s'en prend par exemple Nathalie Kosciusko-Morizet. L'ancienne porte-parole de Nicolas Sarkozy dénonce chez cet homme de l'ombre qui a joué un rôle considérable pendant cinq ans auprès de Nicolas Sarkozy, et dont on sait maintenant qu'il enregistrait soigneusement et méticuleusement des centaines d'heures d'entretiens et de réunions au palais, une démarche plus idéologique que politique. Son objectif réel, ajoute-t-elle, était « de faire gagner Charles Maurras ».

Mais c'est surtout une succession d'ouvrages sur le quinquennat et la campagne présidentielle qui permet de sonner la charge. Comme s'il était plus facile d'utiliser la plume que le verbe. Les auteurs savent que l'électorat de droite est nostalgique du président sortant, dont la cote de popularité reste très élevée. Le réquisitoire est donc plus ou moins feutré, plus ou moins cruel, plus ou moins brutal. Féroce avec Roselyne Bachelot, qui taille en pièces le trio Claude Guéant-Patrick Buisson-Emmanuelle Mignon coupable d'avoir introduit les thèses de l'extrême droite dans le débat. « Une faute sur le fond, une erreur sur la forme », écrit dans *A feu et à sang* l'ancienne ministre, qui évoque une stratégie « désespérée et désespérante ». « Pourquoi diable Sarkozy a-t-il renié Sarkozy ? », s'interroge-t-elle. Cet ouvrage est « d'une vulgarité effrayante », lui rétorque l'ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, Henri Guaino. Dans son *Journal de crise*, François Baroin plante aussi quelques banderilles, et prend clairement ses distances avec le style Sarkozy.

Avec Bruno Le Maire et son *Jours de pouvoir*, le ton est différent. L'ancien ministre de l'Agriculture, au-delà du bilan plutôt positif qu'il dresse du quinquennat sarkozyste, brosse avec une précision presque clinique un étonnant portrait de l'ancien président. A la fois sensible et critique, tant Le Maire a observé dans toute sa complexité la vraie personnalité de Sarkozy. Déçu mais pas vraiment surpris quand l'ancien président lui annonce sa nomination à Bercy, à la succession de Christine Lagarde, avant de changer d'avis quelques heures plus tard et de nommer François Baroin. Amusé, mais lucide et sévère, quand il assiste aux innombrables coups de gueule, coups de griffe et coups de sang de Sarkozy contre... tout le monde, ses ministres, ses conseillers ou les parlementaires de sa majorité. « On peut pas dire que ça les étouffe, la reconnaissance. » Le Maire a tout compris, ou presque, du président battu : son envie de séduire et d'être aimé, sa volonté farouche d'intervenir sur tous les dossiers, son énergie, son goût pour le conflit et la provocation, son souci permanent de leadership, quels que soient le sujet, l'objet, le lieu et l'occasion. Dès lors, cet ouvrage devient peu à peu le premier symbole talentueux du droit d'inventaire de la séquence 2007-2012. Et l'appel de l'ancien ministre de l'Agriculture à un *aggiornamento* sonne comme le signe fort que la page du quinquennat Sarkozy doit se tourner.

Un peu plus tard, François Fillon enfonce le clou et prend ses distances avec l'ancien président dans un discours soigneusement préparé, et prononcé devant ses partisans réunis à la Mutualité. « Nos lauriers sont à terre, il n'y a plus ni préséance ni hiérarchie », lance l'ancien Premier ministre (voir : [Fillon-Sarkozy](#)). Le voile se déchire. La campagne présidentielle de 2017 se

prépare déjà. Certes, l'ancien président, bien placé dans les sondages, s'efforce, dans la coulisse, de verrouiller ce débat sur le droit d'inventaire. Mais, pendant l'été 2013, les critiques se multiplient. L'ancien secrétaire d'Etat Hervé Novelli évoque des « demi-mesures » et décrit Sarkozy comme « un réformateur frileux ». Dans Le Point, Laurent Wauquiez dénonce des « réformettes », juge « incompréhensible » que les trente-cinq heures n'aient pas été remises en cause et théorise sur le devoir d'inventaire. Fin août 2013, Copé doit donc accepter, sous la pression, d'ouvrir le débat sur la présidence Sarkozy, au grand dam des partisans de l'ancien chef de l'Etat. Dans la foulée, chacun fait entendre sa petite musique. « Nous avons été souvent faibles et parfois lâches », note le centriste Hervé Morin. Valérie Pécresse parle d'« occasions manquées », conteste le bien-fondé du bouclier fiscal et regrette elle aussi que Sarkozy n'ait pas abandonné les trente-cinq heures. Il aura donc fallu plus d'un an pour que la discussion sur le bilan du quinquennat et l'orientation de la campagne de 2012 soit réellement engagée. D'abord dans le désordre, puis, progressivement, de manière plus ordonnée. « Ceux qui veulent faire l'inventaire, je ne les ai pas entendus pendant mon mandat », s'exaspère l'ancien président, qui multiplie en privé les mises en garde. Mais rien n'y fait. Désormais, et même si la convention organisée sur ce thème le 17 octobre 2013 par l'UMP en l'absence de la plupart des ténors tourne court, le processus semble incontournable et irréversible. Et s'il revient dans la course pour 2017, Nicolas Sarkozy devra sans doute, lui aussi, revisiter son quinquennat et en pointer les erreurs et les insuffisances. Au lendemain de chaque élection présidentielle, le droit d'inventaire sera désormais un

devoir politique.

## Duels

Lorsque le débat politique dérape, lorsque l'injure ou l'insulte l'emportent sur la bataille des idées, les responsables politiques vont parfois devant les tribunaux. Avant-hier, et hier, ils allaient encore sur le pré. Jusqu'à la fin des années 1960, le duel était une arme fatale. Le moyen de laver son honneur, de rendre coup pour coup, de montrer son courage, de soigner son image. Quelques-uns de ces duels, jusqu'au dernier, en 1967, sont restés dans l'histoire.

22 décembre 1892. Clemenceau, on le sait, avait le sang chaud (voir : [Clemenceau Georges](#)). Au point qu'il adorait les duels. Il se battra une douzaine de fois avec, à chaque reprise, un mélange d'énergie et d'ironie. Ce jour de 1892, il affronte à Saint-Ouen le député nationaliste de Charente, porte-parole et président de la Ligue des patriotes, Paul Déroulède. Celui-ci l'a accusé, à tort, de corruption dans le scandale de Panama (voir : [Parlement](#)). « Mensonge », éructe et fulmine le futur « Tigre », alors député du Var. Ce sera un duel au pistolet. Six balles chacun. Les deux hommes sont à vingt-cinq pas de distance. Aucun n'est touché. L'honneur est sauf. Le même Clemenceau se battra en 1894 contre Paul Deschanel, qui sera très légèrement blessé au front, et, en février 1898, en pleine affaire Dreyfus, un mois après le courageux « J'accuse » d'Emile Zola, contre le « théoricien » obsessionnel de l'antisémitisme Edouard Drumont.

Le dernier duel de l'histoire politique est organisé le

20 avril 1967. « Taisez-vous, abruti ! », a lancé en séance, à l'Assemblée nationale, le député socialiste Gaston Defferre au député gaulliste René Ribière. Ce dernier demande réparation par les armes. Une initiative qui provoque à l'époque un mélange de rires et de stupéfaction. Defferre est un bagarreur. S'estimant victime d'une campagne de presse, il a déjà combattu en duel, vingt ans plus tôt, au pistolet, le radical Paul Bastid, député et directeur politique du journal L'Aurore. Cette fois, en 1967, les duellistes choisissent l'épée. Rendez-vous est pris dans un hôtel particulier de Neuilly. Defferre l'emporte, Ribière étant très légèrement blessé, deux minuscules estafilades. Dans son excellent ouvrage *Le Duel. Une passion française*, l'historien Jean-Noël Jeanneney évoque le récit croustillant de Gaston Defferre, plusieurs années après. Son objectif, expliqua-t-il dans l'émission culte de France Inter *L'Oreille en coin*, était de viser les parties génitales de son adversaire... qui devait se marier le lendemain ! En réalité, ce dernier duel relève plus d'un spectacle d'opérette. On est loin de ces combats que menait Clemenceau en son temps.

1 L'expression « Foutez-moi la paix ! » revenait fréquemment dans les propos de De Gaulle. Elle permettait au Général de bloquer toute tentative de discussion sur des sujets qui lui semblaient sans intérêt. Ainsi en 1967, lorsque le ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, Raymond Marcellin, évoque le projet de donner à Paris un nouveau statut et d'y élire un maire. De Gaulle tranche aussitôt : « Foutez-moi la paix avec le maire de Paris ! Le maire de Paris, c'est moi ! »

2 De Gaulle portait toutefois une certaine estime à Pierre Mendès France, tout en lui reprochant de s'être laissé dominer par les « politiciens ». « J'ai connu Mendès aviateur, disait-il. Très courageux, d'ailleurs. Mais enfin, sa spécialité, c'est le rase-mottes... »

3 De ses souvenirs de prison, Henri Jeanson rapporta cette exquise

vacherie : « A la Santé où j'ai vécu sans snobisme quelques mois de ma vie, je me suis condamné à lire ou à relire tout Paul Claudel. Cette aggravation de peine m'a laissé de la prison un souvenir atroce. »

## Echec (électoral)

Qu'y a-t-il de plus cruel pour un dirigeant politique qu'un échec électoral ? Rien, sans doute. Et que dire de ces interminables soirées qui suivent la défaite, de ces lendemains douloureux, lorsque les médias commentent, analysent et décortiquent les raisons de la défaite, lorsque les « amis » prennent leurs distances, lorsque les adversaires enfoncent le clou ? Les exemples sont nombreux de ces journées, longues et tristes, pendant lesquelles les opportunistes commencent à retourner leur veste.

5 décembre 1965. A Colombey, en cet après-midi d'hiver, le Général est de très mauvaise humeur. Il a voté le matin, en maugréant, pour le premier tour de l'élection présidentielle. Depuis deux semaines, il sait, par les sondages d'opinion et les Renseignements généraux, que son élection au premier tour est improbable. Mais il espère toujours un sursaut des Français. Son épouse, Yvonne, ne souhaitait pas qu'il se représente. Il a soixante-quinze ans et commence à montrer des signes de fatigue. Elle avait même osé faire connaître son sentiment à quelques proches de son mari. Sans effet. Vers 19 heures, au téléphone, l'un de ses collaborateurs à la présidence, Bernard Tricot, lui donne les premiers chiffres. Pas plus de 45 % des suffrages. Il devra se soumettre à un second tour face à François Mitterrand, celui qu'il qualifie d'« arsouille ». Le Général réagit mal. A ses premiers interlocuteurs, il

laisse entendre qu'il va jeter l'éponge. A 21 h 30, son Premier ministre, Georges Pompidou, l'appelle. Louis Joxe et Alain Peyrefitte, respectivement ministres des Réformes et de l'Information, sont à ses côtés. Pompidou analyse les résultats, lui communique les chiffres définitifs, 44,6 % environ, et s'efforce de le convaincre que le second tour sera sans problème. Silence au téléphone. Joxe puis Peyrefitte essaient, eux aussi, de le convaincre. Sans grand succès. Le Général boude. « Je ne vois pas comment les 56 % qui ont voté contre moi vont pouvoir se déjuger », dit-il au ministre de l'Information, qui le relatera dans C'était de Gaulle. Plus tard dans la soirée, Etienne Burin des Rozières, secrétaire général de l'Élysée, l'a de nouveau en ligne. Toujours mutique, toujours bougon, toujours déprimé. C'est le lendemain matin qu'à son retour à l'Élysée il fait part de sa détermination. On connaît la suite. Les fameuses interviews télévisées du journaliste gaulliste Michel Droit entre les deux tours, une vraie campagne et le succès du 19 décembre avec 55,2 % des voix contre François Mitterrand. Cette soirée du 5 décembre marquera les esprits. De Gaulle est descendu de son Olympe. Et il a connu un réel moment de découragement comme, deux ans et demi plus tard, lorsque, le 29 mai 1968, il quittera la France en pleine tempête pour rejoindre Massu et les troupes françaises basées en Allemagne, à Baden-Baden.

27 avril 1969, toujours à Colombey. Le décor est à la fois semblable et différent. Les Français ont voté toute la journée oui ou non, en réalité pour ou contre de Gaulle et son référendum incompris. Pénible, cette soirée l'est à coup sûr pour le Général, et pour ses lieutenants réunis à Paris. Mais, cette fois, il n'y a plus de recours. La messe est dite, définitivement : 52,41 % pour le non.

Deux jours plus tôt, de Gaulle a quitté l'Élysée. Hasard, coïncidence ou volonté affichée à dimension historique ? Il a demandé à son chauffeur d'emprunter, dans le parc du Palais, le court chemin choisi par l'empereur Napoléon I<sup>er</sup> le 22 juin 1815 après la signature de l'acte d'abdication. Arrivé devant la porte qui donne sur l'avenue de Marigny, le Général s'est arrêté pour saluer le commandant militaire de la présidence. Il savait déjà. Il connaissait les sondages qui donnaient le non largement vainqueur. Il avait rédigé le communiqué qui sera rendu public dans la nuit du 27 au 28 avril, très précisément le 28 à 0 h 11. De Gaulle est amer. Il rumine et fulmine. Il en veut à tout le monde, à ses amis qui ne se sont pas suffisamment battus pendant la campagne du référendum, à Georges Pompidou qui a eu l'outrecuidance d'évoquer sa candidature au cas où... le Général quitterait le pouvoir. Ce soir-là, il n'accepte de parler qu'avec les vrais et rares fidèles, les grognards de la première et de la dernière heure. Parmi eux, Michel Debré. « On ne peut pas gagner toutes les batailles. Nous avons vaincu Vichy, nous avons vaincu l'OAS, nous avons vaincu la chienlit de 1968, mais nous n'avons pas réussi à rendre les bourgeois nationaux », dit-il à son ancien Premier ministre. A Colombey, l'ambiance est lugubre. A Paris, une page politique et historique se tourne.

19 mars 1978. Sur les plateaux télévisés, les socialistes font grise mine. Quelques minutes plus tôt, les résultats sont tombés. 1962, 1967, 1968, 1973, 1978 : pour la cinquième fois depuis 1959, la gauche a perdu les élections législatives. Socialistes, radicaux de gauche et communistes espéraient pourtant la victoire. Les sondages ne l'excluaient pas. Et ils tombent de haut. Giscard à l'Élysée, Barre à Matignon et Chirac à la

tête du RPR ont plutôt réussi leur campagne, malgré les divisions, les arrière-pensées et la compétition acharnée à l'intérieur de la majorité. Au PS, la soirée semble d'autant plus rude qu'un homme, Michel Rocard, va bientôt saisir l'occasion pour lancer l'offensive. Porté par les sondages, chouchou des médias, il pense déjà à la présidentielle de 1981. Son ambition est connue. Tenant de la « deuxième gauche », il veut moderniser le PS. Le programme commun négocié par Mitterrand et Marchais ne l'enthousiasme pas, c'est un euphémisme. « La gauche vient de manquer un nouveau rendez-vous avec l'histoire... Est-ce une fatalité ? Non. » Et Rocard balance le mot qui tue, ou plutôt qui doit tuer : « Archaïsme ». La flèche vise évidemment François Mitterrand. L'intéressé réagit très mal en privé, mais, publiquement, comme si rien ne s'était passé. L'offensive rocardienne fera long feu. Elle devait être dévastatrice, modifier le paysage politique. Elle ne changera rien, ou peu de choses. Trois ans plus tard, Mitterrand sera président. Rocard devra attendre 1988, et sa nomination à Matignon, pour accéder aux plus hautes responsabilités. La soirée du 19 mars devait changer la donne. Il n'en sera rien. Pas si difficile finalement, avec le recul, pour les vaincus du jour...

10 mai 1981. La Varvasse, Chanonat, Puy-de-Dôme. Giscard sait. Depuis longtemps, il connaît la fiabilité des sondages. Ceux des derniers jours ne laissent guère de place au doute. Sauf surprise, ou plutôt sauf miracle, il est battu par Mitterrand. La veille, vers la fin de l'après-midi, en se promenant dans le parc de la demeure familiale, il a vu un hélicoptère se poser à quelques kilomètres de Chanonat. Renseignements pris, il s'agissait de... François Mitterrand, venu retrouver Anne Pinget dans sa propriété familiale proche de Clermont-

Ferrand. Mélange d'amusement et d'agacement. Le dimanche matin, Giscard a voté à la mairie du village. Après le déjeuner en compagnie de ses parents, il s'est assoupi. Le verdict est tombé à 18 h 15. « Autour de 52-48 », lui dit-on à Paris. Moments terribles où tout bascule. D'un coup. Giscard est sonné. Premier président sortant de la Ve République à être battu, il refuse de parler devant les micros et les caméras et se contente d'un communiqué sibyllin. « Je continuerai bien entendu à défendre les intérêts essentiels de notre pays. » Rien de plus. Ce soir-là, Giscard ne regarde pas la télévision. Il n'écoute pas la radio. Il refuse d'intervenir dans les médias. Silence total. Le lendemain, de retour à l'Élysée, il publiera un communiqué vengeur et fustigera les « trahisons préméditées ». Le projet de texte se contentait d'évoquer des « trahisons ». C'est lui qui, à la main, ajoutera l'adjectif « préméditées ». La grande explication avec Chirac va s'engager. Elle durera plus de vingt ans (voir : [Chirac-Giscard](#)).

16 mars 1986. Tout est inédit ce jour-là. Le scrutin à la proportionnelle intégrale, l'entrée de l'extrême droite à l'Assemblée nationale et, bien sûr, la première cohabitation. L'opposition RPR-UDF l'emporte et obtient la majorité absolue. Mais la gauche ne s'effondre pas, et trente-cinq députés du Front national arrivent au Palais-Bourbon. A l'Élysée, c'est un Mitterrand goguenard qui prépare déjà la suite, la nomination de Chirac comme Premier ministre et une bataille de tous les instants pendant deux ans. A Matignon, le jeune Premier ministre Laurent Fabius observe que la gauche a plutôt limité les dégâts. Et, à l'Hôtel de Ville, Jacques Chirac constitue son gouvernement. Une équipe de combat. Soirée de dupes. Deux années plus tard, la revanche sera totale.

8 mai 1988. Sans appel. La victoire de François Mitterrand est claire et nette. Plus de 54 % des voix, un écart de deux millions et demi avec le Premier ministre sortant. Presque une élection de maréchal. Le thème de la France unie a fonctionné à plein. En face, la campagne de Chirac a patiné. A l'Hôtel de Ville, le maire de Paris est effondré. « Les Français n'aiment pas mon mari », ira jusqu'à dire Bernadette. Soirée terrible pour la droite. Divisée, sans projet, un leader diminué, des querelles de personnes. Tout est à refaire.

28 mars 1993. En cinq ans, le paysage a changé. C'est la plus lourde défaite électorale de la gauche depuis... 1968. Un raz-de-marée. Une Bérézina. La crise, le chômage, les affaires, l'usure du Président : tout a joué en faveur de l'opposition. Chirac, dans son donjon de l'Hôtel de Ville, va laisser la place de Premier ministre à Balladur. A Matignon, le chef du gouvernement sortant, Pierre Bérégovoy, est prostré. Il culpabilise, convaincu, à tort ou à raison, que son affaire de prêt a lourdement pesé sur le scrutin. Trente-trois jours plus tard, il mettra fin à ses jours. Un dimanche éprouvant. Une date à oublier, ou à méditer, chez les socialistes.

7 mai 1995. C'est surtout pour Edouard Balladur et ses amis, Nicolas Sarkozy notamment, que cette soirée est douloureuse. Battu par le maire de Paris lors du duel fratricide du premier tour, l'ancien Premier ministre devine que le nouveau président ne sera guère magnanime. Balladur sait qu'il va connaître des moments pénibles. Certes, il jouera le jeu en soutenant clairement Chirac entre les deux tours. Mais il imagine déjà que la vengeance du nouveau président sera rapide et brutale. Dès la formation du gouvernement Juppé, chacun comprend que seuls les chiraquiens sont

récompensés. Balladur ne reviendra jamais sur le devant de la scène. Un échec sans appel.

1<sup>er</sup> juin 1997. Dans son bureau de l'Élysée, Chirac tempête. Il a joué gros, et perdu. Il s'en veut d'avoir trop écouté les éminences grises et les visiteurs du soir qui, pendant des semaines, anticipant une prochaine aggravation de la situation économique et une forte progression du chômage, lui conseillaient de dissoudre l'Assemblée nationale. Son secrétaire général, Dominique de Villepin, était à la manœuvre. A Matignon, Juppé approuvait sans enthousiasme. Seule, ou presque, avec le fidèle Jean-Louis Debré, Bernadette mettait en garde. Trop tard. La machine était partie. Et, à l'arrivée, une catastrophe politique et électorale. Jospin et sa gauche plurielle l'emportent haut la main après une campagne réussie. Pour la première fois sous la Ve République, la dissolution se retourne, tel un boomerang, contre son auteur. La troisième cohabitation va commencer. Autour de Jospin, Aubry, Védrine et DSK s'installent aux manettes. Presque humiliant pour un président après deux petites années de mandat.

13 juin 1999, élections européennes. C'est la première vraie défaite personnelle de Nicolas Sarkozy. Chef de file de la droite parlementaire après la défection de Philippe Séguin, son score est désastreux. 12,8 %. Loin derrière Hollande et sa liste socialiste. Mais, surtout, devancé par la liste Pasqua-Villiers. Et suivi de peu par Bayrou et les centristes. Le coup est rude. Les électeurs lui font notamment payer la trahison de 1995, son choix de Balladur. A l'Élysée, Chirac compte les points et ne cache pas, malgré l'étalage de la division de son camp, une discrète satisfaction. Sa haine pour le maire de Neuilly est trop forte.

21 avril 2002. La pire des soirées pour Lionel Jospin.

Battu par Jean-Marie Le Pen ! Absent du second tour ! Le verdict des urnes est terrifiant. Le Premier ministre sortant est K-O debout. Autour de lui, c'est la stupéfaction puis la colère. L'heure des règlements de comptes viendra plus tard. Digne et émouvant, Jospin annonce qu'il quitte la vie politique. Clap de fin. A la même heure, au QG de Le Pen, les militants explosent de joie. Mais le candidat d'extrême droite, même s'il s'en défendra toujours, n'est pas euphorique. Il est réellement surpris de son score et de sa qualification au second tour. Surtout, il sait que son objectif prioritaire ne sera pas atteint : faire battre Chirac. Il voulait sa défaite. Il sait que la victoire du président sortant sera écrasante. De son côté, Chirac est abasourdi. Incrédule lorsque les premières estimations ont été connues, il ne comprend pas. Déjà réélu, il ne savoure pourtant pas. L'histoire politique retiendra que ce 21 avril 2002 sonne comme un désaveu pour tous les responsables politiques républicains, à droite comme à gauche. Rude soirée pour tout le monde...

29 mai 2005, référendum sur la Constitution européenne. Soirée lugubre pour Jacques Chirac et les nombreux tenants du oui, à droite comme à gauche. Le non l'emporte largement, avec 54,7 % des suffrages. La campagne, terne, a été animée par les partisans du non. Le Président est affaibli. Son Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, va être remplacé deux jours plus tard par Dominique de Villepin. La construction européenne est freinée. Le paysage politique chamboulé. Beaucoup de lignes ont bougé. Chirac amorce avec amertume la dernière ligne droite de son second mandat.

6 mai 2007. La plus belle et la plus triste des journées pour Nicolas Sarkozy. Aboutissement d'une ambition affichée et assumée et d'une carrière menée au pas de

charge, il est élu confortablement président de la République face à Ségolène Royal. Le même jour, sa vie personnelle est bouleversée. Il comprend ce 6 mai que Cécilia lui échappe. Elle n'est même pas allée voter. Et il a fallu toute la diplomatie de quelques amis proches pour qu'elle le rejoigne au Fouquet's et qu'elle l'accompagne sur la place de la Concorde. Journée de victoire politique et d'échec privé. Joie et peine mélangées. Une soirée inédite dans l'histoire de la Ve République. Un triomphe politique et une défaite personnelle. Le mandat s'engage dans la tourmente...

22 avril 2012. Le verdict est tombé. Pour la première fois depuis 1959, un président sortant n'est pas en tête le soir du premier tour. 27,2 % contre 28,6 % pour François Hollande. Au fond de lui, même s'il s'en défend, Sarkozy sait qu'il a sans doute perdu. Devant ses conseillers, et dans ses interventions publiques, il donne le change, mobilise ses troupes et précise sa stratégie. Pour récupérer les voix du Front national, les près de 18 % de Marine Le Pen, il prend le risque de droitiser sa campagne sous la houlette de Patrick Buisson, un ancien d'extrême droite. Il joue avec le feu. Et se prépare au face-à-face télévisé du 2 mai avec Hollande. C'est déjà un soir de semi-défaite.

6 mai 2012. Blême, Sarkozy est sous le choc. Depuis 18 heures, il connaît les chiffres. Il a perdu. Son virage « à droite toute » a été jugé trop tardif pour les partisans de la ligne dure, totalement contre-productif pour d'autres, plus nombreux, dans son entourage. Ce soir-là, c'est le bal des hypocrites. On le félicite pour son énergie et son courage. On lui dit qu'avec une ou deux semaines de plus il aurait renversé la vapeur, que sa seule erreur a été de partir trop tard. Dans le salon Vert qui jouxte son bureau, il réunit ses conseillers et certains

de ses ministres. Il est digne, ce 6 mai, et ne fuit pas ses responsabilités. Un bon discours devant ses militants rassemblés salle Pleyel, une petite amorce d'autocritique, quelques mots de félicitations pour le vainqueur. Une sortie saluée par les observateurs. En réalité, il s'en moque. Sûr de l'emporter au début de sa campagne, il a largement sous-estimé son adversaire et présumé de ses propres forces. Il n'a pas mesuré l'ampleur du rejet personnel que son comportement de président a provoqué pendant cinq ans dans le pays. Il annonce à demi-mot son retrait de la vie politique... et prépare déjà sa revanche. Dans sa tête, c'est un dimanche de rage et de fureur.

23 et 30 mars 2014. François Hollande est surpris, et même stupéfait. Il s'attendait à une défaite. Comme ses prédécesseurs, Mitterrand en 1983, Chirac en 1995, Sarkozy en 2008, il avait anticipé l'échec de sa majorité aux élections municipales. Mais il n'avait pas prévu une déferlante aussi cruelle. Une déroute au premier tour, une débâcle au second. Un mouvement de balancier sans précédent depuis 1947 et la vague politique du RPF de Charles de Gaulle. Le socialisme municipal que l'ancien premier secrétaire du PS avait patiemment bâti semble s'effacer. Cent cinquante-cinq villes de plus de neuf mille habitants basculent de gauche à droite, dont trente-quatre de plus de trente mille habitants. Des fiefs socialistes tombent d'un coup : Limoges, Toulouse, Saint-Etienne, Reims, Nevers, Angers, Tours, Belfort, Niort, Ajaccio. Le Front national remporte onze villes, un record. Avec 38%, l'abstention du second tour est la plus importante de toute l'histoire de la Ve République. Le chef de l'Etat est un fin connaisseur de la carte électorale. Deux informations ne lui ont pas échappé : la gauche de sa majorité, celle qui tempête depuis dix-huit

mois et qui demande un changement de cap, résiste mieux ; et certaines villes de gauche, comme Montpellier et Dunkerque, ont été remportées par des dissidents socialistes. Les victoires du PS à Paris, Strasbourg et Metz, la conquête d'Avignon à la faveur d'une triangulaire, sont une bien maigre consolation. Le Président en est conscient. Au premier comme au second tour, il passe la soirée au palais avec ses conseillers. Ses amis n'essaient même pas de relativiser le résultat. L'heure est plutôt à la lucidité. D'autant qu'entre les deux tours les mauvaises nouvelles se sont accumulées : hausse importante du chômage en février, censure de la très symbolique loi Florange par le Conseil constitutionnel... Et l'appel présidentiel, au Conseil des ministres, sur le thème « le gouvernement doit entendre les Français... il faut tirer les leçons du scrutin » n'a pas mobilisé les électeurs. Depuis le 21 avril 2002 et l'élimination de Lionel Jospin au premier tour de la présidentielle, jamais François Hollande n'a donc passé d'aussi mauvaises soirées électorales. Sa majorité est fragile. Son Premier ministre a plutôt raté ses deux interventions télévisées, au premier comme au second tour. C'est l'heure des choix décisifs. Dès le lendemain, le 31 mars, il annonce à Jean-Marc Ayrault son remplacement par Manuel Valls. La journée sera inédite sous la Ve République. Le Premier ministre ne remet pas lui-même au chef de l'Etat sa lettre de démission et annonce cette décision présidentielle dans un communiqué sibyllin. Et ses services confirment aux médias la nomination du successeur. Le soir, à la télévision, François Hollande parle d'un gouvernement « de combat », enrichit le pacte de responsabilité d'un pacte de solidarité et promet une baisse des cotisations sociales pour les salariés puis, d'ici à 2017, une

diminution des impôts. Le chef de l'Etat joue désormais cartes sur table, le dos au mur. Avait-il réellement le choix après ce dimanche cruel ?

## Face-à-face (télévisé)

C'est désormais le must en matière d'émissions politiques. Un exercice musclé, viril et difficile, que très peu de dirigeants réussissent du premier coup. Une opération vérité, car les débatteurs sont seuls, même si leurs conseillers, coaches ou spin doctors divers et variés les ont longuement et soigneusement préparés. Ces face-à-face sont aussi politiquement risqués, car les matchs nuls sont rarissimes. Il y a presque toujours un vainqueur et un vaincu. De tous ceux qui ont ponctué l'histoire de la Ve République depuis le début des années 1970, des plus attendus aux plus explosifs, la mémoire collective retient les « moments cultes ». Ceux où, d'un coup, tout bascule irrémédiablement. Le moment du K-O. Ou le moment de grâce, lorsque les deux débatteurs recherchent et trouvent le ton juste, les formules adaptées, le bon équilibre entre la courtoisie républicaine et la nécessité d'opposer avec conviction des arguments. Le meilleur exemple, c'est le fameux duel du 3 septembre 1992, à la Sorbonne, entre François Mitterrand et Philippe Séguin sur le référendum de Maastricht (voir : [Séguin Philippe](#)). Un débat digne, de haut niveau. Un face-à-face qui contraste avec la plupart des empoignades politiques de ces quarante dernières années.

Février 1970. Après des années de glaciation de l'information télévisée, l'ORTF se lance dans un cycle de débats mettant face à face la majorité, l'opposition, mais

aussi les leaders syndicaux et patronaux et, parfois, des intellectuels. Ce seront les célèbres A armes égales. Nouveau, presque révolutionnaire, deux ans après Mai 68. L'opération de libéralisation de la télévision initiée par le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas et le journaliste Pierre Desgraupes, et malgré l'hostilité affichée des éminences grises du président Pompidou, Pierre Juillet et Marie-France Garaud, a permis de franchir les obstacles. Une trentaine de débats au total, à un rythme mensuel. Michel Debré/Jacques Duclos (numéro 1 du PC), Gaston Defferre/Edgar Faure, Jean Royer/Maurice Clavel, Valéry Giscard d'Estaing/Jean-Jacques Servan-Schreiber... Ces débats font date. Ceux qui sont mal préparés, Edgar Faure par exemple, sont laminés. D'autres sont propulsés sur l'avant-scène politique, comme VGE. Le talentueux et atypique intellectuel Maurice Clavel, opposé au maire de Tours, le conservateur ombrageux Jean Royer, fait sensation en quittant le plateau sur un « Messieurs les censeurs, bonsoir ! » retentissant. Aujourd'hui, cet extrait aurait tourné en boucle dans toutes les émissions de « zapping ». Et puis, en septembre 1971, un duel musclé retient l'attention. Il met aux prises un espoir du pompidolisme, Jacques Chirac, alors chargé au gouvernement des relations avec le Parlement, et l'étoile montante du parti communiste, Georges Marchais, futur secrétaire général du parti. C'est plus un ring de boxe qu'un plateau de télévision. A ce jeu, Chirac, mal à l'aise et trop sûr de lui, est nettement battu. Et Marchais commence ce jour-là sa longue carrière de vedette de la télévision. L'émission gêne décidément le pouvoir. Elle s'interrompra peu de temps avant la disparition de Georges Pompidou.

Dans la foulée de l'élection de Giscard, en 1974, avec

le durcissement du choc frontal, presque idéologique, majorité-opposition, les face-à-face politiques vont reprendre. Plus ou moins régulièrement, plus ou moins pugnaces, mais bénéficiant toujours d'audiences records. Quelques-uns de ces matchs des années 1970 restent dans les mémoires. Par exemple, ce Barre/Mitterrand en 1977 : un débat technique, presque aride, portant essentiellement sur les questions économiques et sociales. Raymond Barre s'y affirme. Le leader socialiste commence à maîtriser l'outil télévisé. Un bon moment de l'histoire politique audiovisuelle. Le Premier ministre l'emporte aux points. Mais le chef de l'opposition, le futur président, a plutôt bien résisté.

Mars 1980. L'événement, imprévu, se déroule sur le plateau du JT de 13 heures d'Antenne 2. Un an avant la présidentielle, Mitterrand vient faire le point sur les relations, qui s'enveniment, entre socialistes et communistes. Un autre invité est là, en embuscade. Jeune, intuitif, efficace, toujours en quête d'un bon et beau combat à mener : le chanteur Daniel Balavoine. Sa colère contre les politiques va frapper l'opinion. « La jeunesse se désespère, elle ne croit plus à la politique », lance l'artiste devant un Mitterrand médusé. La scène est presque surréaliste. Le futur président est stupéfait. Il s'efforce de répondre, sans vraiment savoir comment. Avec le recul, ses proches affirmeront que cet échange inhabituel l'a aidé, qu'il s'est finalement révélé plus utile que néfaste. Un grand moment de sincérité.

En octobre 1985, le débat politique traditionnel est de retour. C'est un nouveau duel-événement entre le chef du gouvernement, Laurent Fabius, et le patron de l'opposition du moment, Jacques Chirac. Fabius est trop sûr de lui. Fatigué, plombé par le décalage horaire, car il rentre juste de Mururoa, il est surclassé du début à la

fin. Chirac s'est préparé avec soin. C'est le fameux échange entre un Fabius agressif et un Chirac patelin. Chirac : « Cessez de me couper, d'intervenir incessamment, un peu comme un roquet. » Fabius : « Je vous en prie, vous parlez au Premier ministre de la France. » Pénible épreuve pour le jeune socialiste, qui portera longtemps sur ses épaules cette défaite sans appel devant des millions de téléspectateurs. Peut-être faut-il trouver là, avec la très injuste affaire du sang contaminé, l'une des origines de l'étonnant et long divorce entre l'opinion et ce socialiste brillant, moderne, expérimenté, protégé, distingué et soutenu par François Mitterrand.

Quatre années plus tard, en décembre 1989, changement total de décor, d'ambiance et de contexte pour un face-à-face explosif. Le Pen/Tapie : deux bateleurs, deux tempéraments, deux boxeurs qui n'hésitent devant rien et ne renoncent à aucun argument. Les noms d'oiseaux volent bas. D'un côté : « grande gueule », « vous dites n'importe quoi », « je n'ai pas peur de vous ». C'est Tapie. De l'autre : « vous êtes sorti des bas-fonds », « pitre », « matamore », « tartarin », « grotesque ». C'est Le Pen. Tapie surprend le leader du Front national. Il le prend à la gorge et ne le lâche pas. Contre toute attente, il l'emporte assez largement.

En juin 2009, à la veille des élections européennes, c'est un curieux affrontement entre Bayrou et Cohn-Bendit. Malaise, embarras. Le téléspectateur est presque gêné d'être là, devant ce spectacle. Deux européens convaincus, deux personnalités attachantes, deux hommes responsables, cultivés, militants du parler-vrai et de l'engagement sincère : ces deux politiques chevronnés, respectables et respectés, vont

s'étriper à un niveau proche de zéro. Bayrou reproche à Cohn-Bendit d'être allé déjeuner trois fois à l'Élysée avec Nicolas Sarkozy. Et le centriste ressort un livre de... 1975 dans lequel le leader des Verts évoquait son ancienne expérience d'éducateur. « Ignominie », « ignoble », « minable, trop minable. Jamais tu ne seras président, mon pote », réplique Cohn-Bendit. Le duel dérape. Les mots utilisés, les arguments mis en avant ne ressemblent à aucun des deux protagonistes devenus, dans cet A vous de juger sur France 2, deux catcheurs sans boussoles ni principes. L'exemple même, ou plutôt le contre-exemple, de ce qu'un face-à-face passionné peut provoquer. Les deux candidats, François Bayrou d'abord, en sortiront affaiblis. Un révélateur de ce qu'il ne faut pas faire sur un plateau de télévision. Carton rouge.

Et puis il y a bien sûr ces face-à-face désormais si attendus de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle. Le sommet de la campagne, le dernier col de première catégorie à franchir avant le second tour. Six face-à-face depuis 1974. Organisés non sans difficulté, puisque, en 1974, les journalistes promoteurs de cette innovation, Michel Bassi et Alain Duhamel, ont dû, pour les convaincre plus facilement, faire croire à chacun des deux finalistes, Giscard et Mitterrand, que l'autre avait déjà donné son accord. Affaire conclue. Rendez-vous cultissime, suivi en moyenne par plus de vingt millions de téléspectateurs-électeurs, devenu le moment clé de la campagne... sauf en 2002, Chirac ayant à juste titre refusé de débattre avec Le Pen. Chacun de ces six duels a eu son vainqueur. Parfois incontesté, parfois serré. Avec des phrases chocs, des échanges qui font tout simplement partie intégrante de notre histoire politique.

1974. Ce 10 mai, Giscard et Mitterrand s'affrontent durement devant vingt-cinq millions de téléspectateurs. Une première, et déjà un record d'audience. Mitterrand n'a pas assez travaillé, et le comprendra très vite. Giscard se montre simple, moderne et brillant. Mitterrand, « homme du passé », et surtout le célèbre « vous n'avez pas le monopole du cœur » : les deux formules, lancées au bon moment, font mouche. Giscard l'emporte largement. Cruel pour le candidat socialiste, qui a peut-être perdu l'élection ce jour-là, quatre cent vingt mille voix seulement les séparant à l'arrivée, au soir du second tour.

Sept ans plus tard, le résultat est inversé. Ce 5 mai 1981, lorsque le face-à-face commence, la dynamique est du côté de François Mitterrand. Il a tiré les leçons de 1974. Ses amis et ses conseillers, parmi lesquels Robert Badinter, Jacques Attali et Serge Moati, ont regardé beaucoup de débats, notamment entre les candidats à l'élection présidentielle américaine, du fameux Kennedy/Nixon d'octobre 1960 au dernier Carter/Reagan de l'automne 1980. Très à l'aise, Mitterrand prend vite le dessus. Curieusement, Giscard se place dans la perspective d'une victoire socialiste en pilonnant son adversaire de questions précises sur ce scénario. Il donne ainsi le maximum de crédibilité à cette hypothèse. Et, cette fois, les formules chocs sont du côté du leader socialiste. Giscard est taxé d'« homme du passif ». Et quand, maladroitement, il interroge Mitterrand sur le cours du mark allemand en ce 5 mai, il s'attire une réponse cinglante : « Je n'aime pas beaucoup ces manières. Je ne suis pas votre élève, vous n'êtes pas ici le président de la République. » La saillie est efficace. En petit comité, le futur président confiera à l'issue du débat qu'il était à deux doigts de demander à Giscard le

cours du... diamant, allusion à l'affaire qui a marqué la campagne et affaibli le sortant. La messe est dite ce soir-là. Le sortant est battu. Pas loin du K-O, pour la première fois de sa carrière.

Les face-à-face de 1988 et 1995 seront sans doute moins décisifs. Avec des vainqueurs assez nets, Mitterrand en 1988, Chirac sept ans plus tard. En 1988, la réélection du président sortant est déjà dans les urnes au soir du premier tour. Le débat du 28 avril confirme la tendance. Un débat rude, tendu, nerveux, à fleur de peau, qui oppose pour la première fois sous la Ve République le président sortant et son Premier ministre. Avec cet échange au laser sur l'affaire Gordji (voir : [Mensonges](#)) et le morceau de bravoure qui fera date. Chirac : « Ce soir, je ne suis pas le Premier ministre, vous n'êtes pas le président de la République. Nous sommes deux candidats, à égalité, et qui se soumettent au jugement des Français, le seul qui compte. Vous me permettez donc de vous appeler monsieur Mitterrand. » Réplique ironique : « Vous avez tout à fait raison, monsieur le Premier ministre. » Du grand art. Résultat sans surprise : Mitterrand prend clairement le dessus, comme il le fera au soir du second tour. Chirac savourera sa revanche en 1995. Le 2 mai, face à un Lionel Jospin assez peu combatif, il confirme son avance dans les sondages. Après le générique de fin, les propos des deux débatteurs, a priori confidentiels, sont enregistrés et seront diffusés quelques années plus tard. Jospin comme Chirac se félicitent de la courtoisie et de la tenue de leurs échanges. Mais, à ce jeu, c'est Chirac qui gagne. Jospin a manqué de pugnacité. Il n'y aura pas de match retour, le dirigeant socialiste étant éliminé au premier tour le 21 avril 2002.

2007, 2012. C'est l'histoire de deux face-à-face en sens contraire, et à front renversé. C'est le récit, à cinq ans d'intervalle, d'une descente aux enfers. Sarkozy dominateur et triomphant le 2 mai 2007, passif et comme sonné le 2 mai 2012 face à un Hollande motivé et puncheur. En 2007, le patron de l'UMP a choisi sa stratégie. On le dit nerveux, bagarreur, impulsif. Il sera calme, patient, attentif. A contre-image. Et très efficace. Ségolène Royal, en retard au premier tour et dans les sondages, se montre parfois, de son côté, trop offensive, comme en témoigne sa colère, légitime mais excessive et trop agressive, sur le dossier des handicapés. Le résultat est sans appel. Sarkozy l'emporte. Le 2 mai 2012, recto-verso. Sarkozy ne maîtrise ni le tempo du débat ni la bataille, âpre, des arguments. Il plante quelques banderilles sans pour autant marquer des points. En face, Hollande déroule, sans véritable opposition. Jusqu'à cette longue anaphore finale « Moi, président » que le président sortant encaisse sans réagir. Une scène ahurissante quand on connaît la vraie nature de Sarkozy. Les sondages et les médias donnent le candidat socialiste vainqueur. Sarkozy sait qu'il a perdu. Le savait-il déjà avant le face-à-face ? Certains de ses proches amis l'affirment. Le verdict est clair et net. Le rideau tombe. Sans aucun doute, quoi qu'il en dise, l'épisode le plus douloureux de sa vie politique.

## Faure (Edgar)

« Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent. » Cette petite phrase poursuivra Edgar Faure jusqu'au bout de sa longue carrière politique. Une saillie comme il

les aimait, un humour corrosif qu'il s'appliquait souvent, ce qui est rare, à lui-même. Deux fois président du Conseil sous la IV<sup>e</sup> République, un mois en 1952, un an en 1955, président de l'Assemblée nationale de 1973 à 1978, ministre de l'Education nationale après Mai 68, ministre d'Etat chargé des Affaires sociales sous Messmer et Pompidou, Edgar Faure est un cas à part dans le paysage politique contemporain. Avocat surdoué, orateur brillant, tacticien efficace, trop peut-être, opportuniste et calculateur, ambitieux mais souvent dilettante, plus connu pour sa drôlerie, sa férocité et sa culture, encyclopédique, que pour la vigueur de ses convictions. Edgar Faure est sans doute passé à côté d'un vrai destin politique. A deux reprises, en 1969 après la démission du général de Gaulle, et en 1974 à la mort de Georges Pompidou, il est approché et sollicité pour présenter sa candidature à l'Élysée. Chaque fois, il hésite, consulte, s'interroge... avant de renoncer. Velléitaire, il pèse en permanence le pour et le contre. Avec le recul, il apparaît comme un premier rôle qui n'aura jamais connu la consécration que son intelligence, son expérience et sa culture auraient justifiée.

Plus cynique que cruel ? Sûrement. Ses discours, brillants, et ses improvisations, talentueuses, regorgent de phrases assassines et de propos quelque peu blasés. « Le peuple français est le plus intelligent de la Terre. Voilà pourquoi, sans doute, il ne réfléchit pas. » « L'immobilisme est en marche, rien ne pourra l'arrêter. » « Il est indispensable de distiller un peu de vérité pour faire passer un gros mensonge. » Et cette ironie très immodeste : « Vous me demandez qui sont les quatre plus grands tribuns politiques ? Laissez-moi chercher les trois autres. » Edgar Faure avait trop

d'ennemis pour arriver au sommet. De Gaulle s'en méfiait, Pompidou ne l'appréciait guère, Giscard le redoutait. Trop indépendant, trop solitaire, trop virtuose, trop sûr de lui, trop attaché à l'écriture, qui le mène à l'Académie française, et à la musique. Et surtout, handicap majeur sous la Ve République, trop marqué par la IVe. Entre deux régimes, entre deux eaux, il a laissé passer sa chance. Une figure incontournable, une personnalité attachante, un esprit hors du commun. Il n'avait peut-être pas l'ambition, l'appétit et l'énergie nécessaires pour conquérir le pouvoir.

## Fauteuils

Un fauteuil à l'Académie française est un honneur des plus convoités, et pas seulement par les écrivains. Voltaire, déjà, n'était pas dupe : « L'Académie est un corps où l'on reçoit des gens titrés, des hommes en place, des prélats, des gens de robe, des médecins, des géomètres, et même parfois des gens de lettres. » Ces « hommes en place » dont parle Voltaire, nous les appelons aujourd'hui des politiques. Comment en serait-il autrement pour une compagnie créée en 1635 par le plus politique de tous, le cardinal de Richelieu ? Affrontements idéologiques, antipathies, haines personnelles, guerres de clans rythment depuis toujours la vie de l'Académie, surtout quand se profile l'élection d'un nouveau membre. Car toute élection sous la Coupole, et avant cela toute candidature, est éminemment politique, quel que soit le domaine dans lequel s'est illustré celui ou celle qui brigue un fauteuil. Il est alors bien rare d'échapper au déchaînement de

saillies, vacheries et autres formules vipérines que suscite l'événement<sup>1</sup>.

Mais comment échapper au caractère politique d'une élection à l'Académie dès lors que son protecteur est le président de la République, comme l'était avant lui le roi de France ? Cela signifie que le protecteur a son mot à dire sur chaque nouveau candidat. Sur ce point, le règlement datant de 1752 est précis : l'élection d'un nouveau membre est considérée comme nulle si l'approbation et le consentement du roi ne confirment pas l'élection. Louis XV s'opposa ainsi à l'élection du poète Alexis Piron, lequel se vengea par une cruelle remarque : « Ils sont là quarante qui ont de l'esprit comme quatre. »

Au gré des régimes en place, l'histoire de l'Académie compte ainsi de spectaculaires exclusions, de retentissants veto du protecteur et de bruyantes démissions – en principe, on ne démissionne pas de l'Académie, mais on peut ne plus assister aux séances. Ce fut le cas de l'écrivain Pierre Benoît en 1959, qui entendait protester contre le veto du général de Gaulle à l'encontre de Paul Morand<sup>2</sup>. Il fallut attendre 1968 pour que le Général acceptât de « lever la prohibition » qui laissait Morand aux portes de l'Académie. Avec toutefois une ultime humiliation à l'égard de celui qui ne l'avait pas rejoint à Londres en 1940. De Gaulle refusa de se plier à l'usage qui veut qu'un nouvel élu soit reçu par le président de la République. Le Général eut un entretien avec Jean Mistler, directeur en exercice de l'Académie, au terme duquel tomba une formule glaçante : « Considérons que j'ai reçu Paul Morand. » De Gaulle exerça son droit de veto une seconde fois, à l'encontre du poète Saint-John Perse (pseudonyme du diplomate Alexis Léger), qui, lui, n'avait pas choisi Vichy, mais

Roosevelt, ce qui, aux yeux du Général, n'était pas moins impardonnable (Voir : [De Gaulle-Roosevelt](#)).

Le plus célèbre absent de l'Académie est certainement Georges Clemenceau, pourtant élu à l'unanimité (23 voix sur 23) en 1918 à l'issue de la Première Guerre mondiale, bien qu'il ne fût pas candidat. Ses amis l'avaient pourtant poussé, dès 1916, à se présenter au fauteuil de Jules Lemaître. Le Tigre n'avait pas débordé d'enthousiasme. « Vous me voyez dans cette assemblée de pions ? Et coiffé d'un bicorne comme un garçon de recettes ? » En 1918, pour sa réception sous la Coupole, il avait conçu un discours hostile au président de la République Raymond Poincaré (déjà académicien depuis 1914), un de ses meilleurs ennemis. On l'en dissuada, et Clemenceau, qui disait de Poincaré « Cet homme-là était fait pour fabriquer des dictionnaires », ne mit jamais les pieds sous la Coupole. Il n'en flingua qu'avec plus de vigueur l'illustre compagnie, et son « Donnez-moi quarante trous du cul, et je vous fais une Académie française » clôtura le débat. Il pouvait toutefois marquer du respect pour l'institution, tout en s'indignant crûment de la présence de certains, comme par exemple Pierre Loti : « Que fait cette poupée à l'Académie française ? J'imagine la tête de Richelieu recevant ce personnage<sup>3</sup>... »

Flétrir l'Académie faisait partie des exercices auxquels se livraient avec délectation ces deux hommes fort dissemblables qu'étaient Clemenceau et Léon Daudet. Ce dernier refusait en outre d'admettre que l'Académie fût le refuge des politiques. « A toutes les époques, il est bien entendu que la brigue et l'intrigue ont fait pénétrer en elle des médiocrités, écrit-il en 1922. Mais c'est au courant du stupide XIX<sup>e</sup> siècle, et notamment de sa seconde moitié, que l'Académie française a

commencé à devenir un conservatoire de politiciens. On sait qu'en général les hommes politiques, qui donnent ou vendent les décorations, n'acceptent pas de décoration. Celle-ci est remplacée pour eux par un fauteuil à l'Académie. » En 1931, s'en prenant violemment à Louis Barthou, président du Conseil en 1913, académicien depuis 1918, connu pour ses mœurs déviantes et surnommé par la presse « Barthoutou » (il se faisait donner du martinet dans une maison close et remerciait sa maîtresse en aboyant), Daudet écrit : « L'effondrement de l'Académie française s'accélère. Après la candidature unique et la réussite scandaleuse du seul Chaumeix, cobra de salon, au fauteuil du grand Clemenceau, voici Barthou directeur de l'Académie, et, comme tel, désigné pour prononcer solennellement l'éloge de la vertu en novembre prochain. On s'arrachera les places pour cette séance d'une ironie supérieure. Mais dès à présent, la rigolade doit être énorme dans tous les endroits de la capitale où Médor-Barthou et son martinet jouissent d'une réputation si solidement établie. » Une brutalité pamphlétaire qui, bien entendu, ne franchirait pas aujourd'hui la barrière, légitime, de la législation sur l'atteinte à la vie privée...

C'est peu dire que Napoléon, protecteur de l'institution en sa qualité de chef d'Etat, n'aimait guère les académiciens. Il s'opposa à ce que Chateaubriand, pourtant élu, fût reçu, au motif que son discours lui déplaisait. Napoléon III voulut, lui, faire partie de l'illustre compagnie, et fit rédiger une Histoire de César – ouvrage publié sous son seul nom – par son ministre Victor Duruy. L'Académie fit savoir, non sans cruauté, que, s'agissant du « fait du prince », elle admettrait l'Empereur sans qu'aucun vote ait lieu. Napoléon III préféra renoncer.

Pourquoi le général de Gaulle et François Mitterrand, écrivains l'un et l'autre, ne sont-ils pas devenus académiciens ? La réponse du premier date de 1944 et fait suite à la proposition du secrétaire perpétuel Georges Duhamel : « De Gaulle ne saurait appartenir à aucune catégorie ni recevoir aucune distinction. » Quant à François Mitterrand, à qui on conseillait en 1988 de se présenter à l'Académie plutôt que de solliciter un second mandat, il ne put retenir une petite saillie rapportée par Michel Charasse : « Ça leur ferait trop plaisir... Et puis j'y suis allé, à l'Académie... Ils sont vraiment très vieux ! »

D'autres chefs d'Etat furent en revanche académiciens : le maréchal Pétain (élu en 1929, radié en 1945), Adolphe Thiers, Raymond Poincaré, Paul Deschanel. Le dernier en date à avoir été reçu sous la Coupole est Valéry Giscard d'Estaing, qui eut ce mot un brin cruel pour lui-même : « A mon âge l'immortalité est devenue une valeur refuge. » Les présidents du Conseil et les Premiers ministres furent plus nombreux, les ministres davantage encore. On retiendra parmi eux Charles de Freycinet, ministre de la Guerre au moment de l'affaire Dreyfus, dont Clemenceau salua ainsi l'élection : « Sauf la sincérité, M. de Freycinet a tous les dons. »

## Fillon-Sarkozy

« Ce n'est pas la peine de lui en parler, ça ne sert à rien puisqu'il ne sert à rien » : ainsi s'exprime, en novembre 2007, dans son bureau élyséen, le président Sarkozy devant l'un de ses ministres qui souhaite

informer François Fillon des décisions qui viennent d'être prises. Cinq années durant, Sarkozy n'aura de cesse de tailler cruellement en pièces un Premier ministre qu'il qualifie officiellement de « collaborateur ». Il n'y aura jamais de lune de miel ou d'état de grâce entre les deux hommes, plutôt un partenariat politique d'assez courte durée. Le 21 septembre 2007, quatre mois après sa nomination à Matignon, Fillon affirme lors d'un déplacement en Corse qu'il est « à la tête d'un Etat en faillite ». Colère du Président. Ou plutôt trois colères successives, crescendo, au téléphone. Nicolas Sarkozy n'accepte pas que François Fillon ait évoqué la « faillite » du pays. Il supporte encore moins que son « collaborateur » ait osé affirmer qu'il était « à la tête » du pays. Il le dit et le répète au téléphone à Fillon, et demande à ses conseillers de faire connaître sa colère aux médias. A chaque appel présidentiel, le Premier ministre propose sa démission. Quelques jours plus tard, réunion dans le salon Vert de l'Élysée, qui jouxte le bureau présidentiel. La scène est racontée par le centriste Dominique Paillé, un ancien conseiller du Président, dans son livre Sarkozy. Retour perdant. « Cette dyarchie à la tête de l'Etat est insupportable et ingérable », dit Sarkozy. Réponse de Fillon : « Tu sais que tu as ma lettre de démission signée dans ton bureau. » En privé, Sarkozy lâche alors à certains de ses conseillers qu'il aimerait accepter cette démission, mais qu'il est trop tôt.

Jamais, en réalité, pendant ces cinq ans, le duo de l'exécutif ne travaillera dans la sérénité. Les témoignages sont quasi quotidiens. Un exemple parmi tant d'autres : dans son livre Jours de pouvoir, l'ancien ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire cite cette phrase de l'ancien président : « Fillon, vous voulez que je lui

dise de se remuer plus ? Je lui dirai pour la milliardième fois, et ça ne changera rien... On change pas les rayures d'un zèbre. » La présidentielle terminée, après quelques désaccords affichés pendant la campagne, sur la stratégie « à droite toute » et le rôle, pour le moins controversé, du conseiller Patrick Buisson, le duel se profile, puis se précise. Fillon ne cache plus ses ambitions présidentielles. A Tokyo, lors d'un déplacement officiel, le 9 mai 2013, il confirme qu'il sera candidat aux primaires ouvertes « quoi qu'il arrive ». Et, le 6 juin suivant, sur France 2, cette émancipation se confirme. En coulisse, Sarkozy trépigne, s'impatiente. Il ironise sur la candidature « pathétique » de ce « pire des traîtres », ce « fourbe », ce « loser », ce « petit notable », ce « con », cette « ordure », tout simplement. « C'est un bloc de haine », confie un visiteur de Sarkozy, stupéfait de la violence des propos qu'il vient d'entendre. Son ancien Premier ministre qui, selon les jours et les interlocuteurs, le compare désormais au « lapin Duracell » ou à un « pitbull », évoque de son côté des divergences « irréconciliables » à propos du Front national : « Sarkozy pense que le FN est à combattre parce qu'il affaiblit la droite. Moi, je pense qu'il est à combattre parce qu'il est hors des limites du pacte républicain », confie-t-il le 8 mai sur France 3 à Franz-Olivier Giesbert. A la même période, il dit à un ami proche : « Les Français que je vois et que je croise n'attendent pas Sarkozy comme Zorro. » Le choc frontal est dès lors inévitable.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2013, le Conseil constitutionnel décide, semble-t-il à une très large majorité, d'invalider les comptes de campagne du président sortant. L'UMP doit très vite trouver les onze millions d'euros que l'Etat ne remboursera pas. La crise financière du principal parti

de l'opposition se transforme aussitôt en crise aiguë entre les deux hommes. Le « show » Sarkozy organisé le 8 juillet par ses amis pousse Fillon, qui parle de « catéchisme », à l'offensive. Les adversaires de l'ancien président à l'UMP parlent de « brutalité », de « provocation », de « volonté d'humilier ». Sarkozy fustige ceux qui pensent déjà à la présidentielle de 2017 ? Il se pose, malgré son échec, en patron incontournable de la droite ? Il ironise sur les ambitions et les ambitieux ? Trois jours après, Fillon dégoupille lors d'un meeting à La Grande-Motte. Et il le fait, pour la première fois, en des termes vraiment musclés. La décision du Conseil constitutionnel « crée une situation grave et inédite », dit Sarkozy ? « Il faut appliquer la loi républicaine », répond Fillon. « Quand je reviendrai, je vous préviendrai », lance le président battu ? « L'UMP ne peut pas vivre immobile, congelée, au garde-à-vous, dans l'attente d'un homme providentiel », réplique son ancien Premier ministre. En référence au célèbre terme de « collaborateur », Sarkozy, dominateur et quelque peu condescendant, remercie « ceux qui ont travaillé » avec lui ? « Il faut avoir la lucidité de peser le pour et le contre de notre bilan », s'agace le député de Paris. A l'été 2013, la guerre est bel et bien déclarée. Et, le 8 septembre, coup de théâtre. Sur Europe 1, puis dans un discours vigoureux à Nice, l'ancien Premier ministre change de ligne sur le Front national. Prenant le contrepied de ses positions précédentes, il prend un vrai risque politique. En paraissant rejeter la doctrine officielle de l'UMP, le « ni-ni », ni PS ni FN, dans l'hypothèse d'un duel entre les candidats de ces deux formations, il trouble ses partisans. Fillon estime que les électeurs de l'UMP, confrontés à un second tour PS-FN, devraient voter « pour le moins sectaire ». Sur le papier,

il n'exclut donc pas un vote pour le Front national. Après coup, en privé, il regrette ces propos. Mais les réactions sont violentes. Les proches de Sarkozy évoquent la « stupéfaction » de l'ancien président. « Obscène... indigne... de la prostitution », commente le fidèle sarkozyste Guaino. La droite, tirée à hue et à dia, s'embrase. Les centristes Bayrou et Borloo signent l'arrêt de mort d'une UMP regroupant la droite et une partie du centre, née en 2002 au lendemain du traumatisme du 21 avril. Les socialistes tempêtent. Les observateurs, d'abord incrédules, s'interrogent. Dans les mois qui suivent, Fillon va donc s'efforcer de clarifier son discours. Au soir du premier tour des élections municipales, il écarte toute idée de désistement ou d'alliance avec le Front national. Mais, même s'il partage ainsi de nouveau la doctrine officielle de l'UMP, chacun sait qu'il n'a désormais qu'un seul objectif tactique : préparer la compétition avec l'ancien président.

De son côté, à partir de l'automne 2013, Sarkozy multiplie les déplacements privés et les propos lourds de sens et de sous-entendus. « La politique, c'est fini, mais la France, c'est autre chose », confie-t-il fréquemment. Silencieux et bruyant à la fois. C'est la stratégie dite des « cartes postales », envoyées régulièrement aux Français, pour bien leur signifier qu'il prépare son retour, discrètement mais activement. A l'UMP, certains s'agacent. Fillon, de son côté, enfonce le clou. Ainsi, en octobre 2013 dans Valeurs actuelles, il s'estime « le mieux placé pour l'emporter en 2017 ». Et, surtout, il fustige le comportement et la stratégie de l'ancien président : « Quand on perd une élection, on est obligé de se remettre en cause, sinon c'est un bras d'honneur aux Français... Quand on perd une élection, il est impossible de dire qu'on a fait une bonne

campagne. » Un vrai tir de barrage, de la grosse artillerie. Réaction virile, et lucide, d'Alain Juppé : « Sommes-nous devenus fous ? La survie de l'UMP est en jeu. » A ce moment-là, la rupture semble consommée. Le moment est cruel pour la droite républicaine. Sans doute le premier signe, ravageur, de la campagne pour la primaire de l'automne 2016.

Fillon-Sarkozy, c'est évidemment, un choc frontal. Loin de les rapprocher, le souvenir et la simple évocation de leur cohabitation de cinq ans alourdit le contentieux. Aujourd'hui, tout semble les éloigner. Des tempéraments désormais irréconciliables, une incompatibilité d'humeur qui tourne à la haine personnelle, des entourages combatifs et prêts à en découdre à tout moment, des divergences réelles et profondes sur les grands choix de société, une revanche à prendre l'un contre l'autre. Le décor est planté. C'est le sombre remake du duel fratricide Chirac-Giscard qui a marqué et dominé l'histoire de la droite française pendant plus de vingt ans.

1 Exemple de ces cruautés fleurissant à chaque élection. Lorsque le journaliste gaulliste Michel Droit fut élu en 1980, le même jour que Marguerite Yourcenar, on prête à un futur académicien ce commentaire : « Ils ont élu une femme, ils peuvent bien élire un con. » Franchement méchante et clairement misogyne, cette phrase fait partie de celles que la légende rapporte régulièrement lorsqu'il s'agit de tailler en pièces un académicien, actuel ou futur, mais plutôt controversé.

2 « Morand m'a manqué », confiera plus tard de Gaulle à Peyrefitte. Le Général n'avait pas pardonné que Morand se fût précipité dans le giron de Pétain en juin 1940, au lieu de rester en poste à Londres, où il faisait partie de la représentation diplomatique française. « Un homme comme lui, très introduit dans la société anglaise, aurait pu apporter beaucoup à la France libre. » La nomination par Vichy de Paul Morand comme ambassadeur de France en Roumanie en 1943 n'avait évidemment rien arrangé.

**3** L'allure efféminée, les tenues vestimentaires et les maquillages de Pierre Loti avaient peu de chance de plaire à Clemenceau, qui n'hésita pas, croisant l'académicien, à lui demander : « Comment va votre mari ? »

## Garaud (Marie-France) et Juillet (Pierre)

C'est le « couple infernal » de la Ve République, le duo de l'ombre qui tirait les ficelles, les deux éminences grises qui faisaient et défaisaient les carrières et les gouvernements. Marie-France Garaud et Pierre Juillet, les « conseillers de la nuit », disait Michel Jobert, ont véritablement régné ensemble, dans la coulisse, pendant une douzaine d'années, de 1967 à 1979. Sept ans environ avec Georges Pompidou, à Matignon, dans sa courte traversée du désert puis à l'Elysée, de 1969 à 1974. Et cinq ans auprès de Jacques Chirac, d'abord Premier ministre avant la rupture avec Giscard, la création du RPR et la conquête de la mairie de Paris.

Garaud et Juillet ne font pas dans la dentelle. Ils préparent les coups, ils manœuvrent en permanence, ils jouent alternativement au bridge, aux échecs et au poker. Souvent détestés, parfois haïs, toujours redoutés. Féroces, blessants, sans pitié pour ceux qui osent les affronter, méprisants pour ceux qui obéissent. A leur tableau de chasse figurent en bonne place deux cibles de choix : Chaban Premier ministre et sa nouvelle société, qu'ils rejettent sans un regard, Giscard président et son libéralisme avancé dont ils ne comprennent ni les ressorts ni le contenu. Exit donc Chaban, deux fois exécuté. La première fois en 1972 lorsqu'il est remplacé à Matignon par un Pierre Messmer imposé à un président qui aurait préféré nommer Olivier Guichard, mais qui est déjà sous influence, très affaibli

par la maladie. La seconde fois quand il est lâché au début de la campagne présidentielle de 1974 par quarante-trois ministres et parlementaires gaullistes gérés en direct, via Chirac, par les deux conseillers, orphelins d'un Pompidou tout juste disparu, mais toujours aussi puissants. Et un peu plus tard, dès le début du septennat, haro sur Giscard. Ceux-là même qui, à travers Chirac, avaient facilité l'élection du nouveau président vont s'employer à le combattre. Ils n'approuvent pas, c'est un euphémisme, les premières réformes de société engagées dès 1974, droit de vote à dix-huit ans, légalisation de l'avortement, assouplissement du divorce. Ils condamnent le nouveau style présidentiel, et le font savoir. Ils pousseront très vite, dès les premières semaines à Matignon, Jacques Chirac à prendre ses distances, puis à rompre, avant de prendre son envol.

Ces deux conseillers omniprésents et omnipotents sont à la fois singuliers, semblables et différents. Des personnages romanesques. Leurs points communs, c'est la référence permanente au gaullisme, l'attachement aux valeurs traditionnelles, un conservatisme bien ancré, une hostilité à la construction européenne, une méfiance particulière à l'égard des réformes de société. Pierre Juillet, davantage que Marie-France Garaud, tient notamment des propos très sévères sur l'IVG. Ils ont la confiance totale de Georges Pompidou, qui a pu compter sur leur fidélité et leur efficacité pendant l'in vraisemblable affaire Markovic, qui verra Marie-France Garaud, admirable dans ces circonstances, défendre bec et ongles son patron. A l'Elysée, ils seront les courroies de transmission permanentes avec le gouvernement et le Parlement avant de passer, avec la maladie présidentielle, d'un

statut d'inspireurs à un vrai rôle opérationnel de premier plan. A la mort du Président, ils sont à la manœuvre, déstabilisent Chaban, poussent Chirac à soutenir Giscard. Dans la foulée, ils conservent et consolident leur position à Matignon, auprès du nouveau Premier ministre. Avec une priorité : mettre Chirac en orbite, organiser le divorce avec Giscard, mettre la main sur le mouvement gaulliste. Opération réussie.

Les deux conseillers de l'ombre gardent pourtant – et de quelle manière ! – leur liberté de parole et ne se privent pas d'accabler de critiques leur poulain. « Vous serez une pendule entre deux candélabres », glisse à Chirac une Marie-France Garaud acide et furieuse quand elle apprend, début 1976, que Michel Poniatowski et Jean Lecanuet vont être nommés ministres d'Etat. Cette petite phrase, dont elle est très satisfaite, circulera dans Paris. Ils sont libres, Juillet et Garaud, mais aussi actifs et plus résolus que jamais. Après la démission fracassante de Chirac, leur offensive continue. La conquête de la mairie de Paris, qu'ils imaginent et organisent de près en 1977, est un succès. Pourtant, les relations commencent à se tendre. Chirac est conscient du rôle, évidemment excessif, que jouent ces conseillers de l'ombre. Il apprend qu'en privé Garaud et Juillet ironisent sur lui en des termes cruels. « C'est la première fois qu'un cheval remercie son jockey », commente Pierre Juillet devant quelques amis quand Chirac le remercie pour ses conseils. La phrase, assassine, fait le tour des rédactions. Bernadette, qui entretient avec les deux des relations détestables, s'impatiente. A l'occasion du trop fameux appel de Cochin, avec sa référence au « parti de l'étranger » (voir : [Chirac-Giscard](#)), puis après la lourde défaite aux élections européennes de 1979, elle fait pression sur

son mari (« ce sera eux ou moi ») et obtient leur départ. Plus tard, dans ses Mémoires, Chirac, évoquant Georges Pompidou et son entourage, les jugera « foncièrement plus conservateurs que celui dont ils affirment refléter les convictions ». Il a tourné cette page depuis longtemps.

Si leurs points communs sont nombreux, Marie-France Garaud et Pierre Juillet sont aux antipodes sur un sujet essentiel : l'ambition personnelle. Pierre Juillet n'en a pas. Discret, secret, ce fils de préfet se réfugie en famille, au milieu de ses moutons, dans la Creuse, dès qu'il quitte Paris. Mais il veut convaincre, diriger dans l'ombre, manœuvrer et influencer. Les passages qui lui sont consacrés dans La Tragédie du pouvoir d'Edouard Balladur sont, de ce point de vue, saisissants. On y voit un Juillet exercer dans la coulisse, pendant les derniers mois de la présidence Pompidou, une énorme pression pour obtenir que le Président, à bout de forces, désigne d'une manière ou d'une autre Pierre Messmer comme son successeur. Avec cette scène surréaliste, décrite dans le détail par Balladur, le soir même de la mort du Président. Pierre Juillet va jusqu'à demander au fils de Georges Pompidou, dont le père est décédé depuis quelques heures seulement, de lire à haute voix le testament présidentiel pour être sûr qu'il n'y a rien de politique ! Pierre Juillet a le goût du secret et du pouvoir occulte. En revanche, il déteste la lumière et refuse toutes les propositions. Son nom est un moment évoqué pour Matignon, en 1974, par certains de ceux qui ne veulent pas de Chirac ? Giscard lui propose formellement le ministère de la Défense ? Il écarte catégoriquement, préférant rester dans l'ombre.

A l'opposé, Marie-France Garaud pense très vite à sa carrière politique. En 1974, cette juriste de formation

n'apprécie pas que Chirac ait préféré insister pour faire rentrer Simone Veil au gouvernement plutôt que de plaider sa cause à elle, une fidèle de toujours. Et dès 1979, quittant ses fonctions auprès de Chirac, elle s'occupe de son avenir personnel. Candidate à la présidentielle de 1981, elle ne réalise qu'un peu plus de 1 % des voix. Elle devra attendre 1999 pour être élue au Parlement européen, sur la liste menée par Pasqua et Villiers. Celle qu'on surnomme, au choix, « Cruella » ou « la vipère du Poitou » dans les rédactions et les dîners parisiens s'oppose désormais radicalement à son ancien patron Jacques Chirac. Les jugements assassins pleuvent. « C'est un trop beau cheval. Nous lui avons appris à courir, il le fait ; nous lui avons appris à sauter les haies, il le fait ; le problème, c'est que, quand il court sur le plat, il continue à sauter. » Ou encore, allusion à la citation d'un humoriste anglais : « Il ment tellement que l'on ne peut pas croire le contraire de ce qu'il dit », s'amuse-t-elle dans les sphères dirigeantes qu'elle fréquente assidûment et où son humour féroce est à la fois redouté et apprécié. Plus généralement, elle s'oppose à tous les locataires de l'Élysée. « Mitterrand a détruit la Ve République par orgueil, Giscard par vanité, Chirac par inadvertance. » Mais sa cible favorite reste l'Europe, « un berceau où il n'y a pas d'enfant ». Une forte personnalité, qui n'hésitera jamais devant un bon mot, souvent cruel, quitte à humilier. Ses ennemis sont innombrables. Elle s'en moque. Sa vision politique est parfois binaire. Peu importe. Elle ignore ses détracteurs. Brutale jusqu'à l'excès verbal, séduisante et cultivée, instinctive, manipulatrice, elle prend souvent quelques libertés avec la vérité. Incontournable pendant près de vingt ans sur la scène politique.

## Giroud (Françoise)

« On ne tire pas sur une ambulance. » Nous sommes fin avril 1974. Quelques semaines plus tôt, Georges Pompidou a disparu, emporté en deux jours par une aggravation soudaine de la maladie qui le rongait depuis des années. La campagne présidentielle bat son plein. Dans L'Express, qu'elle dirige depuis près de vingt ans, Françoise Giroud exécute ainsi Jacques Chaban-Delmas. C'est l'une des phrases qui marqueront cette campagne, une phrase terrible, définitive, dont un candidat ne se remet pas. La conclusion d'un éditorial féroce dans lequel on peut aussi lire : « On a envie de demander, sans acrimonie, à M. Chaban-Delmas : "Et vous, qu'est-ce que vous faites au juste dans cette affaire ?" Il encombre. Ce n'est pas sa faute, il encombre. » Chaban est laminé au premier tour par Giscard. Ce dernier succède à Georges Pompidou. Quelques semaines plus tard, Françoise Giroud, bien qu'ayant voté aux deux tours de la présidentielle pour son ami François Mitterrand, rentre au gouvernement comme secrétaire d'Etat à la condition féminine, malgré l'hostilité du Premier ministre Jacques Chirac. Mais elle reste avant tout journaliste. Une « flingueuse » de grand talent.

De toutes les grandes plumes du journalisme contemporain, Françoise Giroud est sans doute la plus percutante, la plus brillante. La plus cruelle aussi. Mieux vaut, dans le milieu politique, ne pas être « ciblé » par la patronne de L'Express. Jean-Jacques Servan-Schreiber, la passion de sa vie, l'avait surnommée « la panthère ». Elle sort ses griffes à chaque occasion. Pour défendre le féminisme, dont elle sera l'une des plus ardentes militantes, auprès d'Hélène Lazareff à la rédaction de

Elle à L'Express et au gouvernement : « La femme serait vraiment l'égale de l'homme le jour où, à un poste important, on désignerait une femme incompétente. » Pour évoquer la brutalité de la vie politique : « Tout chef politique doit avoir l'instinct du tueur. » Pour ironiser sur telle ou telle personnalité : Raymond Barre, « flexible comme une barre de fer », Edouard Balladur, « plat, lisse, gris, ronronnant » ou Marie-France Garaud, la conseillère omniprésente et toute-puissante de Jacques Chirac : « En face d'elle, quiconque nourrit le moindre idéal a le sentiment d'être le docteur Schweitzer. »

L'une de ses cibles privilégiées, c'est Chirac. « Ses discours peuvent servir à ouvrir un banquet, enterrer un illustre défunt, inaugurer une foire, décerner une décoration. » Ou encore, dans les colonnes de son magazine, alors qu'elle négocie difficilement son entrée au gouvernement, face à un Premier ministre qui lui reproche en privé son antigauillisme : « Il va me demander d'installer mon bureau dans les cuisines de Matignon et de faire un café pour ces messieurs de l'UDR. » Après la démission de Chirac, elle devient secrétaire d'Etat à la Culture dans le gouvernement Barre et se présente, à la demande de Giscard, aux élections municipales à Paris. Une expérience douloureuse. Un affrontement brutal avec les chiraquiens. Battue, elle quitte le gouvernement et la vie politique pour se consacrer définitivement au journalisme et à l'écriture. Sa plume est de plus en plus acérée, ses éditos assassins, ses coups de patte redoutés. Deux de ses livres, La Comédie du pouvoir et, plus tard, Le Bon Plaisir, l'histoire de l'enfant caché d'un président en exercice, suscitent commentaires et polémiques. Elle n'en a cure. C'est une combattante, parfois de mauvaise foi, qui n'hésite pas à taper fort, à

blessé, comme elle l'a fait avec Chaban. Une vraie figure tutélaire aussi, un mentor pour nombre de journalistes, surtout des femmes, qui lui doivent leur carrière et qu'elle couve littéralement. Un caractère comme il y en a peu. Un talent rare et précieux. A la fois séductrice et brutale, charmeuse et féroce. Rarement bienveillante, sauf avec les journalistes qu'elle a aimé former. Souvent injuste. Et parfois vraiment méchante. Un sacré caractère. Une personnalité complexe, mais lumineuse.

## Girouettes

« Personne changeante, versatile, inconstante dans ses avis, opportuniste dans ses opinions, ses sentiments, ses attitudes » : ainsi, selon les dictionnaires, se définit la « girouette ». Sur le champ politique, la girouette est un cas répandu, une espèce en voie de développement. On en croise partout et sous tous les régimes. De la Révolution à l'Empire, de l'Empire à la Restauration, sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques, pendant les mandats des sept premiers présidents de la V<sup>e</sup>. Les girouettes sont partout. Dans les gouvernements, au Parlement, à l'Assemblée nationale comme au Sénat, dans les cabinets ministériels et les administrations. Bien entendu, à les écouter, les girouettes ne se renient jamais. C'est le contexte qui change, le climat politique qui évolue, la situation qui se modifie (voir : [Faure Edgar](#)). La girouette n'est pas typiquement française. C'est un phénomène international. Mais il y en a chez nous peut-être davantage qu'ailleurs. Le « retournement de veste »,

spécialité hexagonale ? Question de tempérament et d'opportunisme. Affaire de nature pour certains, d'habitude pour beaucoup, de nécessité pour une poignée. Le cardinal de Retz avait expliqué, voire excusé ces revirements dans ses Mémoires : « Il faut souvent changer d'opinion pour être toujours de son parti. »

Voici un vieil ouvrage de quatre cent quarante-trois pages. Ecrit tout juste après 1815 et l'abdication de Napoléon, il recense, en les distinguant une par une, les principales girouettes de l'époque. Des artistes, des poètes, des peintres, des romanciers, mais surtout des diplomates, des militaires et des politiques de tous bords et de tout poil. Ce Dictionnaire des girouettes, réédité en 1923, est édifiant. On ne compte plus les personnalités passées avec armes et bagages de la Révolution à l'Empire, de l'Empire à la monarchie. Avec, chaque fois, quelles que soient les circonstances, les mêmes arguments, les mêmes réflexes, les mêmes arrière-pensées, les mêmes calculs, les mêmes ambitions.

Talleyrand occupe bien entendu une place de choix (voir : [Talleyrand Charles-Maurice de](#)). Nommé président de la Commission chargée du gouvernement provisoire par le Sénat le 1<sup>er</sup> avril 1814, trois jours avant la première abdication de Napoléon à Fontainebleau, Talleyrand se tourne alors vers les armées françaises dans une longue adresse de cinq pages. Un texte cruel pour l'empereur déchu, cruel aussi, avec le recul de l'histoire, pour son auteur, un Talleyrand qui, même s'il a pris à cette époque quelques distances avec l'Empereur, ne pense alors qu'à maintenir son rang. « Voyez, écrit-il aux soldats, tout ce que vous avez souffert de sa tyrannie [de Napoléon]. Vous étiez naguère un million de soldats ; presque tous ont péri ; on les a livrés au fer de l'ennemi, sans subsistance,

sans hôpitaux ; ils ont été condamnés à mourir de misère et de faim. [...] Vous n'êtes plus les soldats de Napoléon. [...] Dès ce moment, vos souffrances et vos fatigues cessent. [...] Tant de milliers de braves n'ont été que les instruments et les victimes d'une force sans prudence qui voulait fonder un empire sans proportion. [...] Combien sont morts inconnus pour augmenter la renommée d'un seul homme ? »

D'autres que Talleyrand sont largement cités dans ce dictionnaire à la fois féroce et utile. Ainsi Bernadotte, maréchal d'Empire, qui a prêté « plus de dix serments de fidélité différents ». Et plus encore, Murat, dont la trahison de 1814 est pointée du doigt. Napoléon fit sa carrière, sa gloire et sa fortune. Roi de Naples, beau-frère de l'Empereur puisqu'il épousa sa sœur Caroline, Murat fait alliance avec les ennemis de Napoléon, les Autrichiens, le 11 janvier 1814. Le 30 janvier, à Bologne, sa proclamation, opportuniste et définitive, le fera rentrer dans la catégorie des girouettes de haut vol. Ce texte mérite d'être cité : « L'Empereur ne veut que la guerre. Je trahirais les intérêts de mon ancienne patrie [...] si je ne séparais pas sur-le-champ mes armes des siennes pour les joindre à celles des puissants alliés dont les intentions magnanimes sont de rétablir la dignité des trônes et l'indépendance des nations. [...] Comme s'il y avait de l'honneur et de la fidélité à assujettir le monde à la folle ambition de l'empereur Napoléon. » Tout est là, sec et tranchant, derrière un discours convenu et diplomatique. Napoléon ne ménageait personne, ni les rois, ni les soldats, ni les peuples. Il déclenchait la passion et la haine. Sa brutalité était parfois sans limites (voir : [Bonaparte, famille](#)). Ce jour-là, ce 30 janvier 1814, il subit les foudres et la trahison d'un de ses plus proches.

Plus de cent soixante-dix ans après, en 1993, un Nouveau Dictionnaire des girouettes est publié. Tout aussi instructif, tout aussi ravageur. Signé Sophie Coignard et Michel Richard, il liste les personnalités politiques contemporaines qui « méritent » cette distinction. Avec des catégories, une hiérarchie, un classement. Parmi les mieux placés, François Mitterrand, féroce pourfendeur de la Constitution de 1958 avant d'en endosser avec délectation les habits et Jacques Chirac, héraut de la social-démocratie et du « travaillisme à la française » à l'automne 1976 avant de passer au libéralisme bon teint pour la bataille législative de 1986 et pendant ses deux années à Matignon. L'ouvrage pointe aussi l'itinéraire de Michel Jobert, successivement collaborateur de Pierre Mendès France, secrétaire général de l'Élysée puis ministre des Affaires étrangères sous la présidence Pompidou avant de soutenir François Mitterrand dont il devient le ministre d'État en charge du Commerce extérieur. Ou encore Bernard Kouchner, qui passera de Mitterrand à Sarkozy, assumant sans broncher, lui, l'ancien fondateur de Médecins sans frontières, la visite en France du Libyen Kadhafi en 2007 et la présence du Syrien Bachar el-Assad au défilé du 14 juillet 2008. Joli cas d'école. L'humoriste Jean Amadou avait, de son côté, dressé ce subtil portrait de Jean-Pierre Soisson, ministre de Valéry Giscard d'Estaing puis de François Mitterrand : « La gauche de la droite et la droite de la gauche, c'est le même point, et autour de ce point les majorités tournent. De quoi il s'ensuit que Jean-Pierre Soisson est l'homme le plus stable de la vie politique française. Il se met au service de celui qui a été élu par le peuple. Il soumet, en quelque sorte, ses convictions personnelles à la volonté populaire. » Quant à André Santini, il s'est amusé à

recenser les caméléons, que, pour des questions de couleur, on distingue des girouettes : « C'est Cohn-Bendit passant du noir au vert, Jospin ou Julien Dray du rouge au rose, Olivier Stirn ou Maurice Leroy du rouge au bleu, Eric Besson ou Fadela Amara du rose au bleu... » La prolifération des girouettes politiques n'est pas, assurément, une spécificité française. Mais notre vie politique est riche de ces personnalités, brillantes ou plus modestes, qui oublient leurs convictions en espérant attirer ainsi les électeurs. Cynique, dévastateur, et, hélas, parfois efficace.

## Giscard d'Estaing (Valéry)

19 mai 1974. Peu avant 20 heures, Valéry Giscard d'Estaing, seul dans son bureau du ministère des Finances, alors installé au Louvre, apprend au téléphone par son ami Michel Poniatowski qu'il est élu président de la République. A 20 heures, toujours seul, il regarde la soirée spéciale consacrée sur la première chaîne à cet événement politique. C'est la séquence la plus étonnante d'Une partie de campagne, le remarquable documentaire du réalisateur et photographe Raymond Depardon, qui a suivi pas à pas Giscard pendant les courtes semaines de la campagne. Tourné en mai 1974, ce film n'est sorti sur les écrans qu'en... 2002, vingt-huit ans plus tard. Pourquoi ? Sans doute parce qu'à la fin de cette séquence, voyant sur le petit écran son ami Michel d'Ornano participer à un débat, Giscard s'emporte. « J'avais demandé que personne ne s'exprime », dit-il au téléphone à Michel Poniatowski avec des mots très durs à l'égard de

d'Ornano : « casse-pied... assommant... pénible ». Dans le vocabulaire giscardien, le signe d'une vraie colère. Curieux, compte tenu des circonstances et de ses liens étroits avec l'intéressé. Et vraiment cruel, et injuste, pour son ami Michel d'Ornano, l'un des plus proches lieutenants du nouveau président.

Fin mai, quelques semaines plus tard. Plusieurs dispositions, très libérales par rapport à la période précédente, ont déjà été prises, en particulier la suppression des écoutes téléphoniques et la fin des saisies de la presse, même lorsque le Président est personnellement mis en cause. Du coup, le quotidien Libération, à la façon de Charlie Hebdo, va s'en donner à cœur joie. On est plus dans l'humour potache et la pure provocation que dans la méchanceté, mais le rappel historique mérite d'être signalé. Voici donc une (petite) sélection des adjectifs ou expressions visant Giscard : « pourri de bourgeois, naze, pisse-froid, fils à papa, vautour, tête d'œuf, chacal perfide, vipère lubrique... ». En 1979, l'écrivain et journaliste Jean-Edern Hallier publiera une Lettre ouverte au colin froid. On reste dans le même vocabulaire, mais plus féroce, plus violent. De la vraie polémique, cette fois.

Comme tous les grands fauves politiques, VGE n'hésite pas, de son côté, à manier l'arme de la cruauté. D'où son surnom, le « cobra ». Il le fait à sa manière, pour le moins maîtrisée. Rarement au premier degré et sur la place publique. Assez souvent en privé, sur le mode de l'ironie. Peu fréquemment dans l'excès. Quand il qualifie Chirac d'« agité » entre 1974 et 1976, puis de « traître » à partir de sa démission, fin août 1976, et jusqu'à... aujourd'hui, on sait et on sent qu'il est à bout (voir : [Chirac-Giscard](#)) et qu'il n'a pas vraiment, pour reprendre sa célèbre expression, « jeté la rancune à la

rivière ». Quand il parle en petit comité de son successeur, François Mitterrand, il le fait avec violence. Et quand il évoque son ancien Premier ministre Raymond Barre, son « sentiment de supériorité absolue », « la très haute opinion qu'il a de lui-même », l'humour grinçant n'est jamais loin. « Lorsque dans la classe, la lumière s'éteint soudain, il y a toujours un élève qui donne un coup à un autre. Eh bien ! C'est Pompidou ! », aurait-il méchamment lâché un jour de 1967, à un moment où les relations avec le Premier ministre du Général sont au plus bas.

Avec de Gaulle, c'est un curieux mélange d'estime et de réserve, d'admiration et de critique. Leurs relations étaient cordiales, sans plus. Il n'avait pas apprécié la fameuse phrase gaullienne : « Il a un problème, c'est le peuple. » Et il dit à ses amis en 1966, lorsqu'il est remplacé par Michel Debré au ministère des Finances, qu'il a été « traité et congédié comme un domestique ». Giscard n'a jamais voulu affronter frontalement et brutalement le Général quand il était hors du gouvernement, entre 1966 et 1969. En revanche, il a multiplié les flèches et les « cactus ». De « l'exercice solitaire du pouvoir » au « oui mais », qui lui valut une réponse cinglante du Président en Conseil des ministres, « on ne gouverne pas avec des mais ». Et surtout, en 1969, il y a l'hostilité affichée au référendum. En privé, il affirmera longtemps après avoir voté blanc. Publiquement, il explique en 1969 qu'il « n'approuvera pas » ce projet. Quoi qu'il en soit, il contribuera largement, et activement, à l'échec de cette consultation qui provoque la démission du Général. Après le 27 avril 1969, les deux hommes ne se reverront plus. Se sont-ils jamais compris ?

Et puis, il y a ces phrases très giscardiennes, ces

formules mi-improvisées, mi-préparées, qui doivent marquer les esprits. Au début des années 1970, c'est assez nouveau. Vingt ou trente ans plus tard, c'est devenu une habitude. VGE en raffole. L'exercice l'amuse. Le « monopole du cœur » de 1974 a fait mouche (voir : [Face-à-face télévisé](#)). Dans le même débat face à Mitterrand, la référence à « l'homme du passé » s'est révélée tout aussi efficace. Sept années après, à l'occasion du match retour, pas de formule magique. Le résultat du débat... et de l'élection sera en sens inverse. Dès lors, Giscard jouera alternativement sur plusieurs registres. Polémique, avec les « déçus du socialisme » après 1981, humoristique avec son commentaire sur le référendum chiraquien du 29 mai 2005 sur le traité européen : « C'est une bonne idée d'avoir choisi le référendum, à condition que la réponse soit oui. » Cette réponse, ce sera la victoire très nette du non, avec 54,7 % des voix. Giscard était en réalité étroitement associé à cette consultation, puisqu'il avait été chargé de rédiger le texte du traité. L'occasion, assez rare, de jouer, au choix, selon l'interprétation, la carte de l'autodérision ou de l'autosatisfaction : « Ce texte est facilement lisible, limpide et assez joliment écrit. Je le dis d'autant plus aisément que c'est moi qui l'ai rédigé. » Il y a enfin quelques superbes perles. Et notamment celle-ci, à propos de sa défaite de 1981, qu'il qualifiait en privé de « non-victoire » : « Aucun roi de France n'aurait été réélu au bout de sept ans. » Une manière très giscardienne d'évoquer la campagne et la polémique des derniers mois de son septennat sur la « dérive monarchique ».

# Gouvernement

« C'est la dernière fois. » Le climat est franchement polaire, ce mercredi 2 octobre 2013 dans le salon Murat, au rez-de-chaussée du palais de l'Élysée. Réunis en Conseil des ministres, comme chaque mercredi, les membres du gouvernement sont surpris, voire stupéfaits. Ils n'ont pas l'habitude de voir François Hollande aussi sec, brutal et glacial. « Une lame d'acier », commentera un ministre quelques heures plus tard. Six jours auparavant, le psychodrame a éclaté. Manuel Valls « est allé au-delà de ce qui met en danger le pacte républicain », lance, consciente de la gravité de ses propos, une Cécile Duflot qui, en outre, en appelle assez solennellement au chef de l'État. En cause, une déclaration du ministre de l'Intérieur sur les Roms, dont les modes de vie « sont extrêmement différents des nôtres » et qui ont « vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie ». La polémique est lancée. Elle balaie tout. Le gouvernement est partagé. L'Élysée enrage d'autant plus que, ce jour-là, au moment où la ministre du Logement et de l'Égalité des territoires tenait ces propos incendiaires, le Président était en déplacement à Florange pour une rencontre hautement symbolique avec les ouvriers d'ArcelorMittal. Le feu couve donc au sein de l'équipe gouvernementale. François Hollande doit réagir. Il le fait devant le Conseil des ministres d'une façon particulièrement grave. Et, exceptionnellement, ses propos seront enregistrés, afin que le compte rendu soit le plus exact possible. Une manière nouvelle de marquer la solennité de la déclaration. Durant une quinzaine de minutes, le Président, tranchant, insiste sur la nécessité absolue de la collégialité, de la solidarité, de la discipline et de la responsabilité. Et il

demande parallèlement à Jean-Marc Ayrault « d'assurer encore davantage la coordination du travail et de l'expression du gouvernement ». Une mission à vrai dire impossible à l'heure de l'information permanente et des réseaux sociaux. Déjà, en leur temps, de Raymond Barre à François Fillon, en passant par Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Jean-Pierre Raffarin ou Dominique de Villepin, la plupart des Premiers ministres avaient échoué à cadrer, ou même simplement à canaliser la communication et la parole gouvernementales. Cette mise en garde présidentielle du 2 octobre 2013 calmera provisoirement le jeu. Et, aussitôt nommé Premier ministre, Manuel Valls, lui aussi, resserre le dispositif et la stratégie de communication. Mais les affrontements entre ministres reprendront, sans doute, avec leurs cortèges de peaux de banane, de coups tordus et de petites phrases assassines, publiques ou privées. La vie gouvernementale, c'est souvent (le plus souvent ?) la cruauté au quotidien.

Inutile de revenir, ni d'épiloguer, sur les soubresauts de la IV<sup>e</sup> République, ses crises gouvernementales à répétition, ses valse de ministres et de présidents du Conseil, son instabilité chronique, ses combats de chapelle, ses violents règlements de comptes. Vingt-quatre gouvernements en douze ans, seize mois pour le plus long, trois jours pour le plus court ! Arrive la Ve République, la solidité de ses institutions et la clarté dans les règles du jeu entre l'exécutif et le législatif. 1959-2014. Depuis cinquante-cinq ans pourtant, aucun gouvernement, ou presque, n'échappe à la règle. Bien sûr, selon le caractère et l'autorité du président, le désordre, la confusion et la férocité entre collègues ne sont pas identiques. Et les rappels à l'ordre du Premier

ministre sont plus ou moins entendus et écoutés. Mais les crises et les règlements de comptes sont toujours là. Sous le général de Gaulle, alors même qu'une discipline de fer est recommandée, les coups de sang ne manquent pas. C'est la crise algérienne, le remplacement mouvementé de Valéry Giscard d'Estaing au ministère des Finances en 1966, le tohu-bohu au moment des élections législatives de 1967, le sauve-qui-peut pendant les événements de Mai 68, le remplacement mal maîtrisé de Pompidou par un Couve de Murville totalement transparent en juillet 1969, la discorde au moment du référendum perdant et perdu de 1969. Avec Georges Pompidou, c'est la guerre dans la coulisse entre Jacques Chaban-Delmas et les conseillers de l'Élysée, une lutte permanente sur le contenu de la « nouvelle société », puis, après l'arrivée de Pierre Messmer à Matignon, une bataille feutrée et usante pour la succession d'un président courageux mais affaibli par la maladie. Pendant les sept ans du mandat de Valéry Giscard d'Estaing, c'est, quelques jours seulement après la nomination de Chirac à Matignon, le début d'une lutte au couteau : directe, et virile, entre le Président et son Premier ministre, de juin 1974 à août 1976 (voir : [Chirac-Giscard](#)), puis, toujours aussi brutale, avec Raymond Barre en troisième homme, harcelé quotidiennement au Parlement, pendant cinq ans. Au total, sept longues années de bruit et de fureur à l'intérieur de la majorité. Du jamais vu.

Tous les coups restent permis après l'installation de François Mitterrand à l'Élysée. Observés, et arbitrés, par un président orfèvre et tacticien, qui ne déteste pas manœuvrer dans la coulisse pour régler ou, à l'inverse, envenimer quelque temps une difficulté ou une vraie crise. On le verra ainsi à l'œuvre, maître de lui et

dominateur, pendant les deux premières cohabitations. Jacques Chirac en 1988 et Edouard Balladur en 1995 en sortiront laminés, épuisés... et battus à la présidentielle qui suit. On le verra aussi ferrailer contre les communistes avant de s'en séparer tout naturellement, comme une évidence. On le verra encore affronter, directement ou plus sournoisement, la deuxième gauche, jusqu'à nommer Michel Rocard à Matignon pour mieux le combattre (voir : [Mitterrand François](#)). Dans ces circonstances la cruauté est à la fois florentine et machiavélique.

De 1995 à 2007, le conflit opposera le président Chirac aux balladuriens devenus très vite les sarkozystes et, entre 1997 et 2002, aux socialistes emmenés par un Lionel Jospin qui déteste les querelles personnelles, mais qui rend coup pour coup quand il s'agit de débats de fond. Sous Nicolas Sarkozy, c'est, dans l'agitation et la fébrilité, une succession de crises brutales, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement. Et, avec François Hollande, les désaccords entre les sociaux-démocrates et la gauche de la gauche deviennent, dès l'automne 2012, un feuilleton régulier. Jusqu'à éclater au grand jour après le virage économique et social de janvier 2014 et l'annonce du pacte de responsabilité. Jusqu'à dominer l'actualité politique entre les deux tours des désastreuses élections municipales de mars 2014. Deux camps (deux clans ?) s'opposent publiquement : d'un côté ceux, emmenés par Cécile Duflot, les Verts et la gauche du PS qui poussent au maintien de Jean-Marc Ayrault ; de l'autre, pour la plupart proches du président de la République, qui font clairement campagne pour la nomination de Manuel Valls. Les pressions exercées sur François Hollande sont lourdes. Chacun, ou presque, se

positionne. Le choix de Valls calmera les esprits. Provisoirement ? Car, avec ces sept présidents successifs, il y a eu des périodes de rémission, quelques moments de calme relatif. Mais jamais pour très longtemps.

Cette violence politique dans le quotidien des gouvernements, elle s'exprime d'abord par les coups de gueule et les coups de sang. Ce sont, par exemple, les démissions fracassantes ou les limogeages brutaux. Il y a ceux qui claquent bruyamment la porte : Chirac en 1976 pour mieux affronter Giscard, Rocard en 1985 pour protester contre l'instauration de la proportionnelle, Chevènement à deux reprises, en 1983 et en 2000 (voir : [Chevènement Jean-Pierre](#)). Il y a les ministres remerciés ou poussés à la démission, Jean-Jacques Servan-Schreiber en 1974 après treize jours au gouvernement, Alain Bombard en 1981, Alain Savary en 1984 au moment de la crise avec l'école privée, Alain Devaquet en décembre 1986, le professeur Léon Schwartzberg en 1988, Michèle Alliot-Marie début 2011 ou encore, tout récemment, en juillet 2013, Delphine Batho pour avoir publiquement critiqué l'insuffisance de son budget. Ce sont aussi les crises entre ministres, les duels au couteau entre l'Intérieur et la Justice, la compétition parfois agressive pour le leadership à Bercy. Après le remaniement du 2 avril 2014, chacun scrute par exemple le baromètre des relations entre Sapin, ministre des Finances, et Montebourg, ministre de l'Economie. Et ce sont les désormais célèbres « couacs » qui rythment, alimentés par les « amis » et envenimés par les concurrents, la vie gouvernementale. Dans la période récente, on a en mémoire le débat sur la fiscalité et la taxe des 75 %, la crise de l'écotaxe, le gaz de schiste et le report de la loi sur la famille. En réalité, et avec tous

les gouvernements, les couacs ont toujours existé. Qui a oublié, au cours du quinquennat précédent, le désaccord entre François Fillon et Christine Lagarde sur l'éventualité d'un plan de rigueur, les protestations fréquentes de Rama Yade sur le dossier des droits de l'homme, ou les recadrages du Premier ministre par le président de la République à propos des régimes spéciaux de retraite ou de la « faillite » de la France ? A l'heure des chaînes d'information continue et des réseaux sociaux, impossible de passer sous silence la moindre divergence, la plus petite contradiction à l'intérieur de l'équipe gouvernementale. Le « buzz » est garanti.

Il y a enfin les vrais clashes, ceux qui feront date, parce que, au-delà des querelles personnelles, ils portent sur un sujet essentiel. Un seul exemple, le plus récent, parmi de nombreux autres depuis les débuts de la Ve République : l'incident, majeur, qui oppose fin novembre 2012 Jean-Marc Ayrault et Arnaud Montebourg sur le dossier explosif de Florange. L'épisode est à la fois violent, révélateur et cruel. Violent car le ministre du Redressement productif n'accepte pas, c'est un euphémisme, la décision du Premier ministre d'écarter toute nationalisation partielle du site. Révélateur car il met en scène, face à face, deux personnalités aux antipodes, et deux conceptions de la politique industrielle et de la gestion de la crise économique. Cruel car les mots prononcés vont loin. « Comment t'as pu me faire ça ! Dans une situation exceptionnellement grave, j'ai besoin de moyens exceptionnels. Et toi, t'envoies l'aviation mitrailler tes troupes, c'est ça ? T'es vraiment un chef de guerre ! Et, après ça, tu fais chier la Terre entière avec ton aéroport de Notre-Dame-des-Landes dont tout le monde se fout ! Tu gères la France

comme le conseil municipal de Nantes ! », lance, excédé, au téléphone, et devant témoin, Arnaud Montebourg à son Premier ministre. Cet épisode musclé est raconté par Valérie Astruc et Elsa Freyssenet dans *Florange, la tragédie de la gauche*. Jean-Marc Ayrault ne démentira pas ces propos ravageurs. Avant ce coup de téléphone explosif, il aura fallu toute la patience et l'habileté de François Hollande pour ramener un calme relatif et convaincre Montebourg de ne pas démissionner. Un long rendez-vous, le samedi 1<sup>er</sup> décembre 2012 au matin, dans le bureau présidentiel. Sous la V<sup>e</sup> République, et davantage encore depuis l'instauration du quinquennat, le Président doit éteindre lui-même la plupart des incendies, surtout lorsqu'ils concernent son Premier ministre. Quitte parfois, comme aimaient à le faire deux hommes aussi différents que le général de Gaulle et François Mitterrand, à répondre à la brutalité par la férocité.

## Haine

En politique, elle est toujours durable et tenace. Elle transcende, traverse le temps, renverse tout sur son passage. En général, elle vient de loin et dure le temps d'une carrière, d'un destin. Les grandes haines politiques sont entrées dans l'histoire. Fouché-Talleyrand sous Napoléon, Clemenceau-Poincaré pendant la III<sup>e</sup> République, de Gaulle-Pétain en 1940... Elles reposent sur des désaccords politiques, des chocs d'ambitions, des divergences culturelles et des conflits personnels. Aujourd'hui, elles sont d'autant plus fortes et solides qu'elles opposent souvent des personnalités du même camp politique. Du coup, les batailles personnelles, souvent haineuses, prennent largement le dessus sur les débats d'idées. Avec le recul, quelques épisodes de l'histoire politique contemporaine le confirment.

En 1962, la décision du Général de modifier la Constitution et d'instaurer l'élection du président de la République au suffrage universel a bouleversé le paysage politique. Ce qui se déroulait dans la coulisse, à l'Assemblée nationale et au Sénat, au prix de tractations clandestines et de négociations secrètes, surgit désormais au premier plan, sur le devant de la scène. La compétition est ouverte, les ambitions affichées au grand jour... et les haines attisées. Entre les prétendants à la magistrature suprême, on passe de la concurrence feutrée à l'affrontement public, avec ses

cruautés, ses chausse-trappes et ses coups tordus. Après de Gaulle, aucune élection présidentielle ne fera exception. Ni à droite, ni à gauche, ni au centre.

En 1969, après la démission du Général, Georges Pompidou, qui affronte le centriste Alain Poher et le socialiste Gaston Defferre, doit faire face à l'extravagante affaire Markovic, utilisée et manipulée par ceux des gaullistes qui voient en lui un « usurpateur » (voir : [Markovic, affaire](#)). En 1974, à la mort de Pompidou, Jacques Chaban-Delmas est déstabilisé par trois proches de l'ancien président, Jacques Chirac, Marie-France Garaud et Pierre Juillet, qui ne cachent pas leur aversion pour le projet de « nouvelle société » du maire de Bordeaux. Le président élu, Valéry Giscard d'Estaing, bénéficiera de leur soutien... le temps de la campagne. 1981 : la guerre fait rage entre Giscard et Chirac. Le premier tour est au couteau, souvent haineux. Entre les deux tours, les chiraquiens restent flous et ambigus. Nombre d'entre eux voteront Mitterrand, qui est victorieux le 10 mai. De son côté, le premier président socialiste a dû ferrailer face à un Michel Rocard plus populaire que lui, après un congrès de Metz houleux, avant de se porter candidat. A droite, le premier tour de 1988 entre Chirac et Barre ne faillira pas à cette nouvelle règle. Tendus, nerveux. Et comment qualifier la véritable bataille rangée qui va opposer, sept années plus tard, Chirac et Balladur ? Entre les deux anciens amis de trente ans, la haine est désormais totale. Tous les coups sont permis. Les entourages se déchirent. Nicolas Sarkozy, un ancien fidèle chiraquien, est accusé de trahison. Battu, Edouard Balladur se désiste clairement pour le futur président. Mais les traces seront profondes, et Chirac ne prendra aucun balladurien dans son gouvernement « chiraquo-chiraquien ». A chaque

reprise, dans chacune de ces grandes occasions, c'est un climat de haine qui a marqué la campagne.

En 2002, pas de candidat à droite face au président sortant, mais une cacophonie à gauche qui, selon Lionel Jospin, lui coûtera son élimination dès le premier tour. La réélection de Chirac face à Le Pen passée, une féroce guerre de succession s'engage à droite, une rugueuse guerre de position à gauche dans la perspective de 2007. Dans le désordre à droite, à travers la préparation des primaires à gauche. Qui, de Chirac ou Villepin, déteste le plus Sarkozy ? Difficile de répondre, même avec le recul. Chirac n'a jamais pardonné à Sarkozy de choisir Balladur contre lui en 1995. Villepin, lui, ne supportera jamais l'idée que Sarkozy puisse accéder à l'Élysée. Et l'affaire qui va les opposer pendant de longs mois (voir : [Clearstream](#)) poussera cette détestation réciproque à son paroxysme... et devant les tribunaux. Au demeurant, l'issue de ce duel politique à trois acteurs ne fera guère de doute. Sarkozy est sur orbite. Comme Chirac l'avait fait en 1974 avec l'UDR, il prend d'assaut l'UMP, ses militants, son appareil et ses moyens. La voie royale est ouverte. Il gagne par K-O face à un président vieillissant et affaibli et à son Premier ministre. Pendant ce temps, à gauche, c'est le poker menteur, puis la bataille rangée. Pour la première fois, une compétition interne devra départager les candidats à la candidature. La haine y occupera une large place, en 2006 comme en 2011 (voir : [Primaires](#)).

Mai 2012, lendemain de l'élection présidentielle. A droite, comme en 1981 après la défaite de Giscard, on va très vite compter les points... et les coups. Sarkozy défait, les rescapés se déchirent. Quelques mois plus tard, ce sera l'épisode, peu glorieux, presque pathétique, de la bataille pour la présidence de l'UMP.

Sur l'échelle de Richter de la violence politique, le duel Copé-Fillon frisera quelques records. Spectateur actif, gourmand et attentif, le centriste Jean-Louis Borloo imagine « des années de haine » chez les duellistes d'une UMP en morceaux. Deux mois durant, les attaques se multiplient, chaque fois plus brutales, chaque fois plus guerrières. Dans le camp Fillon, on parle ouvertement, comme en Sicile ou dans les bas-fonds de New York, de « mafia », d'« omerta », des « méthodes de voyou » et de « fraude industrielle » dignes d'Al Capone. Chez Copé, Fillon est décrit comme un « traître ». Après l'épisode de la création par Fillon d'un groupe parlementaire dissident, le R-UMP, après la confirmation de l'installation de Jean-François Copé à la tête de ce mouvement, l'accord au forceps scellé entre les deux ennemis, désormais irréductibles, est censé calmer le jeu. Bien sûr, il n'en est rien. C'est une guerre au long cours qui est déclarée. Elle ne prendra fin qu'avec la victoire de l'un et la défaite de l'autre. A moins que les deux ne soient disqualifiés, les militants et les électeurs de droite ne leur pardonnant pas cet affrontement fratricide. François Baroin, dans *Le Point*, résume avec humour début 2013 la situation interne à l'UMP. « Avant chaque réunion, on dépose son borsalino à l'entrée. Puis, à chaque tentative d'entourloupe, on écarte un pan de sa veste pour laisser apparaître la crosse du revolver. » Sans commentaire... jusqu'au livre *Le Coup monté*, signé Carole Barjon et Bruno Jeudy, un ouvrage décapant qui relance une polémique pas vraiment enterrée. Tout y passe, tout est décrit et raconté avec précision par les deux journalistes : « l'oubli » de trois fédérations et de 1 304 voix, les travaux de la célèbre COCOE, et les jugements au vitriol des uns sur les autres. Dans ce livre, les

phrases assassines apparaissent en effet quasiment à chaque page. « Copé a ajouté l'inacceptable à l'intolérable », lance ainsi François Baroin, avant d'ajouter : « Sa soif de pouvoir et sa dérive populiste le font apparaître comme un putschiste. » Feu sur Copé ! D'autant que Laurent Wauquiez, soutien de Fillon, renchérit : « En politique, on peut être un peu voyou, mais on ne peut pas être une crapule. » Et déjà d'autres combattants entrent sur le ring. De nouveaux affrontements se préparent. Bruno Le Maire contre Xavier Bertrand, ennemi intime d'un Copé qui, dès 2009, mettait en garde Sarkozy : « Tu donnes à Jean-François les clés de l'UMP. Tu devrais en garder un double. » Digne de Michel Audiard et des Tontons flingueurs (voir : [Dialoguistes](#)). Nathalie Kosciusko-Morizet contre Valérie Pécresse ? Et bien sûr, tout simplement, parce que chacun semble l'attendre, un ancien Premier ministre contre son ancien président (voir : [Fillon-Sarkozy](#)) comme en 1981 avec Chirac et Giscard ? Ou plutôt Juppé contre Sarkozy ? Le maire de Bordeaux, au zénith dans les sondages, fort de son expérience et de son image d'homme d'Etat, réélu triomphalement au premier tour à Bordeaux avec plus de 60 % des voix, apparaît en ce printemps 2014 comme un recours sérieux, talentueux et solide dans une opposition qui, en attendant l'éventuel retour de Nicolas Sarkozy se cherche un leader incontestable, au-dessus des querelles partisans et des luttes de clans. Ou encore un match à trois Juppé-Fillon-Sarkozy ? Jusqu'en 2017, avec des hauts et des bas, quelques moments d'accalmie et des périodes d'hystérie, la compétition à l'UMP sera pour le moins virile. La haine à l'état pur et à fleur de peau. Comme dans toute l'histoire de la droite depuis 1974.

# Hallier (Jean-Edern)

Lui-même le reconnaît : il est d'une « férocité joyeuse ». Jean-Edern Hallier, c'est un écrivain polémiste, talentueux, vindicatif, hargneux. Des convictions politiques plutôt changeantes, un zeste de mythomanie, une vraie plume, acérée et cruelle, une capacité réelle à créer l'incident, à mettre le feu aux poudres. Et, pour le créateur de L'Idiot international, deux cibles de choix dans ces années 1970-1980 : par ordre chronologique, Giscard puis Mitterrand, contre lesquels il va s'acharner sans répit et sans merci. Avec deux livres au vitriol, et même au bazooka, contre ceux qu'il combat : Lettre ouverte au colin froid pour VGE, L'Honneur perdu de François Mitterrand pour le premier président socialiste.

« Vous ne cessez d'augmenter le débit du robinet d'eau tiède dans la baignoire à la française, genre Louis XV, où vous laissez patauger le pays » : c'est un pamphlet, un vrai, que Jean-Edern Hallier publie en 1979. Violent, brutal, très littéraire, provocateur, volontairement blessant et accusateur. Une succession de petites phrases ciselées, de crochets et d'uppercuts. Giscard n'en sort pas indemne : « Son culte : l'image. Son maître-mot : le marketing. Son code : l'universelle tromperie. » Démocratie française, le livre publié par l'ancien président pendant son mandat, en 1976 ? « Correcteur en première année de Sciences Po, je ne lui aurais même pas donné la moyenne. » Et l'auteur, pourfendeur du giscardisme et de la giscardie, de dénoncer en bloc « l'air blasé du spécialiste, le professionnalisme de l'insuffisant, le consensus de la juste médiocrité ». « Force singulière de Giscard, les coups qui pleuvent glissent sur l'écaille. Son art

suprême, l'esquive par le néant. » Une véritable exécution littéraire. Hallier avait pour Giscard une haine solide et tenace. Politique, personnelle, psychologique, obsessionnelle. De ces haines qui peuplent les œuvres pamphlétaires.

Avec Mitterrand, c'est autre chose. Le polémiste est plutôt proche de lui avant de s'en éloigner, sans doute par dépit. Dès lors, il ne le lâchera plus. Ce livre, L'Honneur perdu de François Mitterrand, en est l'illustration parfaite. Un livre de combat, excessif, souvent caricatural, qui fera scandale. A ce niveau de détestation pour un homme, la férocité n'est plus « joyeuse » mais volontairement blessante, comme pour Giscard. Ainsi, la description peu flatteuse des compagnons de François Mitterrand le jour de l'intronisation officielle, lors de la cérémonie au Panthéon : « A travers eux, c'est la société secrète qui est aux commandes. Elle est une police invisible, omniprésente, une société anonyme à irresponsabilité illimitée dont les délits inavouables ne peuvent se perpétrer qu'à condition de rester ignorés : le glauque est mis, la couleur mitterrandouteuse par excellence. » Et encore ce jugement définitif, sans fioritures, sur Mitterrand : « Il n'a ni le pouvoir ni l'envergure d'un président de la République, par vice de fond, vacuité ontologique. » Hallier tire sans sommation. Il n'écrit pas, il exécute. Il cherche à humilier, et Mitterrand et Giscard. Il veut tuer par le verbe. Un exercice de cruauté littéraire comme on en a rarement vu sous la V<sup>e</sup> République.

## Hollande (François)

« Flamby », « fraise des bois », « capitaine de pédalo », « culbuto », « petit mécano », « le Pingouin », « M. Bricolage », « Potiron, l'ami de Oui-Oui », « petit notaire de province », « l'enfant de deux hôtels, le Sofitel et le Fouquet's », « Pépère », ou, plus gentiment, presque affectueusement, « Babar » : les expressions fleuries, plus ou moins blessantes, ne manquent pas pour qualifier la personnalité du successeur de Nicolas Sarkozy. Mais, derrière son côté patelin, le septième président de la Ve République, qui cultive spontanément un vrai sens de l'humour, de la dérision et de l'autodérision, ne se prive pas, depuis le début de sa vie politique, de décocher des flèches. Et certaines d'entre elles font mal. Aussi mal que celles qu'il reçoit, presque quotidiennement, depuis son élection (voir : [Bashing](#)). Il est plus grinçant que méchant, plus caustique que féroce, plus mordant qu'haineux. Pourtant, quand il le juge utile, il oublie sa jovialité, n'hésite pas à frapper, à taper là où ça fait mal. Il a le sens de la formule qui fait mouche. « C'est un faux gentil », dit de lui son ami Michel Sapin. Ses adversaires et certains de ses alliés s'en souviennent.

Sa cible préférée, c'est bien sûr Nicolas Sarkozy. On leur a prêté un temps, notamment en 2005, à l'occasion d'une photo commune en couverture de Paris Match, une sorte de complicité, de bienveillance réciproque entre deux grands espoirs politiques. En réalité, il n'en est rien. Sarkozy méprise Hollande. Hollande déteste la personnalité de son prédécesseur. Les deux hommes ont peu en commun. La froideur de leurs relations rappelle l'époque de Giscard et de Mitterrand : un accueil glacial à l'Élysée le jour de l'installation du successeur, une passation de pouvoir polaire, des confidences cruelles, des commentaires au vitriol, une

concurrence permanente, une vraie guerre feutrée. Déjà, entre 2007 et 2012, Hollande ne le ménage pas. « Il a tout confondu : chef de l'Etat, chef de la majorité, chef de parti » ; « Il avait dit que tout serait possible pendant son mandat. Il l'a prouvé » ; « Il est passé de la présidence bling-bling à la présidence couac-couac. C'est un président zig-zag » ; « Il ne pratique pas la politique mais la magie. Il pense que ses mots suffiront à faire une politique » ; « Il connaît les erreurs à éviter. La preuve, il les a toutes commises » ; « Il devait être le président de la rupture. La seule qu'il aura réussie est celle avec les Français ». Et deux attaques aussi rudes qu'efficaces : l'une, personnelle et presque familiale, au moment de la polémique sur Jean, le fils aîné de Sarkozy : « Ce n'est pas le fils qui est un problème, mais le père » ; l'autre, dévastatrice, sur le positionnement stratégique de l'ancien chef de l'Etat et sa dérive droitière : « Le Pen me fait penser à un vieil avare qui court après Sarkozy en criant "ma cassette, ma cassette". » En comparaison, la fameuse saillie du Salon de l'agriculture, le 23 février 2013, lorsqu'il répond « Bah ! Tu ne le verras plus ! » à un jeune garçon qui regrettait de n'avoir jamais vu Nicolas Sarkozy, passe avec le recul pour une « petite blague » sans conséquence. Entre les deux, quel que soit l'avenir, quels que soient leurs destins, la bataille ne s'arrêtera jamais. Quoi qu'il arrive, elle sera féroce.

Dans son propre camp, depuis son apprentissage des années 1980 jusqu'à son élection du 6 mai 2012 en passant par ses onze longues années à la tête du parti socialiste, sa petite traversée du désert et la rugueuse primaire de 2011, et même après son installation à l'Elysée, François Hollande recevra des coups en permanence. C'est Arnaud Montebourg qui lance sur le

plateau de Canal+ en janvier 2007, en pleine campagne présidentielle : « Ségolène Royal n'a qu'un seul défaut : c'est son compagnon ! » C'est Laurent Fabius qui confie en off, en avril 2011 : « Franchement, vous imaginez Hollande président ? On rêve ! » C'est Guillaume Bachelay, un proche du même Fabius, qui s'exclame : « La présidentielle, François Hollande y pense en nous rasant », référence directe à la célèbre quasi-déclaration de candidature de Nicolas Sarkozy sur France 2 en novembre 2003. C'est Martine Aubry qui, durant toute la campagne pour la primaire socialiste, pilonne littéralement, matin, midi et soir, son rival : « candidat du système », tenant de la « gauche molle » (voir : [Primaires](#)). Un véritable tir de barrage qui offrira sur un plateau quelques solides arguments aux adversaires du candidat socialiste. C'est, un an après la victoire de Hollande, au printemps 2013, quand les sondages de popularité sont au plus bas, un député de Paris, Pascal Cherki, qui s'en prend directement au style présidentiel : « Quand on est président, on n'est pas conseiller général de canton, on prend la mesure de la situation et on change de braquet. » C'est encore Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, qui cogne vigoureusement sur les mesures, pourtant imaginées, préparées et annoncées par le Président lui-même, et visant à renforcer la transparence des élus au lendemain des aveux de Jérôme Cahuzac. En octobre 2013, quand l'affaire Leonarda enflamme la classe politique, l'aile gauche du PS et le Front de gauche s'en prennent directement, et parfois violemment, au chef de l'Etat. Et dès le soir du second tour des élections municipales, le 30 mars 2014, nombre d'élus socialistes ne cachent pas que le responsable du grave échec qu'ils viennent de subir se trouve à l'Elysée, qu'il est

temps de changer de cap, de méthode, d'équipe. Ils seront partiellement entendus. En réalité, tout au long de sa carrière, François Hollande ne sera jamais épargné. Il a du coffre, une manière bien à lui d'essuyer des tempêtes en souriant. Il confie après un an de présidence disposer d'une bonne dose de sang-froid. Mais il n'encaisse pas toujours sans broncher. Et il a, pour reprendre le mot d'un de ses proches, « une mémoire qui tue ».

En ce printemps 2014, les Français s'interrogent toujours sur la personnalité de leur président. Est-il ce « roseau d'acier » décrit par Serge Raffy dans sa biographie François Hollande, itinéraire secret ? Est-il ce chef de l'Etat dur, sévère, blessant, qui s'empporte fréquemment contre ses ministres et ses conseillers tel que le révèle Cécile Amar dans Jusqu'ici, tout va mal ou tel qu'on le voit dans une scène du film Le Pouvoir, de Patrick Rotman en 2013 ? Est-il plutôt ce Hollande affable, souriant, accessible, maniant l'humour avec gourmandise, tel que ses proches nous le présentent ? Est-il tout cela à la fois ? A ce jour, la question reste posée.

La relation politique la plus singulière, c'est assurément celle qu'il entretient avec Jacques Chirac. Outre la Corrèze, ils ont en commun, dans l'exercice de la fonction présidentielle, le souci de l'apaisement et du consensus, une volonté permanente de proximité, de la fidélité en amitié, et le goût du terrain. Tous les deux, chacun dans son camp, se reconnaissent dans Georges Pompidou. Chirac sur le terrain affectif, Hollande dans le style. Tous les deux conseillers à la Cour des comptes, ils ont connu, avant et pendant leur présidence, des hauts et des bas, des échecs et des succès, des moments de grande solitude et des périodes de

consensus national : l'Irak en 2003 pour Chirac, le Mali pour Hollande en 2013. Et pourtant leur premier contact a été direct, brutal et viril. C'est en 1981 qu'ils se rencontrent et s'affrontent. Mitterrand est à l'Élysée depuis quelques semaines. Les législatives anticipées de juin approchent. François Hollande, jeune énarque de vingt-six ans, est parachuté en Corrèze, sur les terres du tout-puissant patron du RPR, imbattable dans son fief depuis 1967 et leader de l'opposition après la défaite de Giscard à laquelle il a largement contribué (voir : [Chirac-Giscard](#)). « Hollande ? Il est moins connu que le labrador de Mitterrand ! » C'est la première réaction de l'ancien Premier ministre. « J'essaierai de mordre aussi bien », réplique le jeune candidat socialiste qui tente, et réussit, un coup d'éclat qui va séduire les Corrèziens. Avec quelques amis, dont Jean-Pierre Jouyet, il s'invite à un meeting de Chirac, à Neuvic, au milieu de quatre cents militants RPR. Il lève la main, demande la parole, prend un micro et se lance, à la surprise générale : « Bonjour, monsieur le Premier ministre. Je m'appelle François Hollande, je suis votre adversaire aux législatives. » Un culot qui fera date sur les terres chiraquiennes. Chirac reste maître chez lui, mais Hollande, omniprésent sur le terrain, fait son trou avec obstination. Il est élu député en 1988 avant de conquérir la mairie de Tulle et la présidence du conseil général. Chirac est à l'Élysée, et Hollande en fait l'une de ses cibles favorites. Florilège. « Un prometteur incorrigible » ; « Il ne reste que deux moments forts de l'activité élyséenne, le 14 Juillet et le 31 décembre. Franchement, en matière de réduction du temps de travail, nous n'aurions jamais pensé aller aussi loin ! » ; « Tout le monde peut être élu président de la République. La preuve, Jacques Chirac l'a été. Sauf

que, si on peut gagner sur le mensonge, après il faut payer sa dette » ; « A droite, personne n'est responsable de rien, même pas Jacques Chirac ».

Sarkozy élu, Chirac, physiquement très affaibli, prend sa retraite, populaire et inquiet de voir son ancien ministre de l'Intérieur lui succéder. Avec Hollande, le climat va radicalement changer. On passe de l'artillerie lourde à la lune de miel. Sarran, fief de l'ancien président, 11 juin 2011. C'est le coup de théâtre. Malade, épuisé, las, loin de tout, Chirac n'en est pas moins totalement lucide et parfaitement sincère lorsqu'il prononce ces mots : « Je peux dire que je voterai Hollande. » Les explications embarrassées de sa famille, la référence comique et presque surréaliste à « l'humour corrézien » que les images balaient en quelques secondes n'y feront rien. Pour l'opinion, Chirac soutient Hollande et souhaite ardemment le voir battre Sarkozy. Ses proches, qui voteront en majorité pour le candidat socialiste, ne le cachent d'ailleurs pas. Et le score d'environ 65 % des voix atteint par Hollande en Corrèze le 6 mai 2012 le confirme. Sur le terrain, à l'exception notable de Bernadette Chirac, les chiraquiens ont plébiscité Hollande. La lune de miel se poursuivra après l'élection. En juillet 2012, le nouveau président se rend au château de Bity pour y rencontrer Chirac, très fatigué mais toujours lucide. L'entretien se déroule à merveille. Les deux hommes plaisantent, ironisent sur Sarkozy (difficile de savoir lequel des deux le déteste le plus, sans doute Chirac) et, plus sérieusement, se rejoignent lorsqu'ils évoquent la responsabilité de l'Etat français lors de la Seconde Guerre mondiale. Chirac, le premier, l'avait souligné avec courage en 1995. Hollande lui emboîtera le pas. En juillet 2013, nouvelle visite. Toujours chaleureuse, mais plus difficile car, entre-

temps, l'état de santé de l'ancien président s'est considérablement aggravé. Hollande est vraiment touché et impressionné. Pour les témoins, il y a une authentique complicité entre l'ancien et le nouveau président, bien au-delà de leurs convictions politiques. Il arrive parfois, même si le phénomène est rare, que le temps fasse son œuvre, que la cruauté d'hier laisse la place à un attachement sincère. Le couple improbable Chirac-Hollande en est l'exemple. Sans doute l'un des seuls.

## Hugo (Victor)

Victor Hugo poète, écrivain, aura été au centre de tant de critiques, d'attaques, de calomnies et de piques en tout genre que des années d'inventaire ne suffiraient pas à en faire le tour. Rançon de la gloire et du génie littéraire. Un seul exemple de la violence des attaques que le poète eut à subir, jusqu'à ses obsèques nationales en 1885, l'écrivain polémiste Léon Bloy écrit dans *Le Désespéré* : « Victor Hugo était parvenu à tellement déshonorer la poésie qu'il a fallu que la France inventât de se déshonorer elle-même un peu plus qu'avant, pour se mettre en état de lui conditionner un dernier adieu. » Mais le Victor Hugo politique est tout autant cible de choix pour des adversaires écrasés par la dimension du personnage. Il est aussi, au gré d'une carrière riche en revirements, celui qui ferraille et fracasse, avec fureur et démesure. Qu'il parle ou écrive, c'est chaque fois Jupiter qui descend parmi les hommes. Clemenceau lui-même s'en amusait : « Il a toujours l'air de sortir d'un déjeuner avec les dieux de

l'Olympe. On s'attend constamment à ce qu'il vous dise : "Zeus me disait tout à l'heure : 'Mon cher Victor Hugo, les deux seules choses dont je sois fier dans ma création du monde, c'est vous et le soleil.'" »

Hugo est nommé pair de France en 1845, puis il siège comme député à partir de 1848. Ses convictions royalistes, autrefois exprimées en faveur de Charles X, se transforment en soutien à Louis-Napoléon Bonaparte devenu président de la République. Est-ce à cause d'un portefeuille ministériel vainement espéré que Hugo se rallie à la gauche en 1849, et par là même s'impose comme un des principaux opposants ? Quoi qu'il en soit, l'expression célèbre « Napoléon le Petit » sort de sa bouche au cours d'un discours prononcé le 17 juillet 1851 devant l'Assemblée législative. Lyrique, torrentiel : « Quoi ! Parce que après dix ans d'une gloire immense [celle de Napoléon I<sup>er</sup>], d'une gloire presque fabuleuse à force de grandeur, il a, à son tour, laissé tomber d'épuisement ce sceptre et ce glaive qui avaient accompli tant de choses colossales, vous venez, vous, vous voulez, vous, les ramasser après lui, comme il les a ramassées, lui, Napoléon, après Charlemagne, vous voulez prendre, dans vos petites mains, ce sceptre des Titans, cette épée des géants ! Pour quoi faire ? Quoi ! Après Auguste, Augustule ! Quoi ! Parce que nous avons eu Napoléon le Grand, il faut que nous ayons Napoléon le Petit ! » Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 donne raison à Hugo, et sur les décombres de la brève II<sup>e</sup> République naît le second Empire. Le futur auteur de *Les Misérables* s'exile et publie son pamphlet naturellement intitulé *Napoléon le Petit*, en attendant *Les Châtiments*. Les attaques contre le nouvel empereur atteignent une virulence inédite. Napoléon III, « Corbeau qui veut imiter l'Aigle », n'est plus simplement « le

Petit », c'est « l'avorton », « le Pygmée ». Il est dénommé « Césarion », « Napoléon le Nain », et, au détour d'un poème, « l'infiniment petit, monstrueux et féroce ». Hugo enfonce la lame. Napoléon III est résumé en deux rimes : « embryon » et « vibrion ».

De la façon la plus cohérente, Hugo s'en prend aussi à ceux qui, de près ou de loin, ont participé au coup d'Etat de décembre 1851. Ainsi du maréchal de Saint-Arnaud, que le poète présente dans Histoire d'un crime : « C'était un coupe-jarret, mais mal élevé. Il prononçait "peuple souverain". Morny en riait. "Il ne prononce pas mieux le mot qu'il ne comprend la chose", disait-il. » Et, bien sûr, le duc de Morny lui-même ne pouvait être épargné<sup>1</sup>. Victor Hugo se fait alors grand portraitiste : « Qu'était-ce que Morny ? Un important gai, un intrigant, mais point austère, ayant les manières du monde et les mœurs de la roulette, content de lui, spirituel, combinant une certaine spiritualité d'idées avec l'acceptation des crimes utiles, viveur tueur, ayant toute la frivolité conciliable avec l'assassinat, aucune conscience, une élégance irréprochable, infâme et aimable, au besoin parfaitement duc ; tel était ce malfaiteur. »

Le Victor Hugo assassin, le pamphlétaire fracassant, on le retrouve dans Choses vues, avec ce jugement au vitriol sur Talleyrand : « Noble comme Machiavel, défroqué comme Fouché, spirituel comme Voltaire et boiteux comme le diable . [...] Tout en lui boitait comme lui. » Cette envolée enfin, aussi lyrique que féroce, écrite à l'emporte-pièce dans ce même texte de 1838, deux jours après la mort de Talleyrand : « Avant-hier 17 mai 1838, cet homme est mort. Des médecins sont venus et ont embaumé le cadavre. Pour cela, à la manière des Egyptiens, ils ont retiré les entrailles du ventre et le

cerveau du crâne. La chose faite, après avoir transformé le prince de Talleyrand en momie dans une bière tapissée de satin blanc, ils se sont retirés, laissant sur une table la cervelle, cette cervelle qui avait pensé tant de choses, inspiré tant d'hommes, construit tant d'édifices, conduit deux révolutions, trompé vingt rois, contenu le monde. Les médecins partis, un valet est entré, il a vu ce qu'ils avaient laissé : Tiens ! Ils ont oublié cela. Qu'en faire ? Il s'est souvenu qu'il y avait un égout dans la rue, il y est allé, et a jeté ce cerveau dans cet égout. »

## Humour politique

C'est désormais une qualité indispensable, un ingrédient nécessaire à la réussite politique. Humour potache ou grinçant, caustique ou fielleux, bon enfant ou transgressif, volontaire ou involontaire, au premier ou au second degré. Souvent méchant, parfois ravageur. Aucun des vrais grands leaders n'en a manqué. Churchill en raffolait (voir : [De Gaulle-Churchill](#)). En France, depuis 1958, les sept présidents en ont manifesté. De Gaulle avec hauteur, Pompidou avec malice, Giscard d'Estaing avec distinction, Mitterrand avec férocité, Chirac avec appétit, Sarkozy avec hargne, Hollande avec gourmandise. En revanche, ils n'ont pas tous, loin de là, apprécié l'humour à leur détriment. Et leur sens de l'autodérision fut, en général, assez limité.

Il existe, heureuse initiative, un prix annuel de l'humour politique. Créé en 1988, organisé autour d'un jury de qualité, il récompense la « petite phrase » de l'année. Un palmarès de vingt-cinq ans, riche et varié,

sujet à débats enflammés. Petit florilège.

1988. « Quand le moment est venu, l'heure est arrivée », Raymond Barre. Prix de logique.

« L'immobilisme est en marche, rien ne pourra l'arrêter », Edgar Faure. Prix du souvenir.

1989. « Saint Louis rendait la justice sous un chêne, Pierre Arpaillange [garde des Sceaux à l'époque] la rend comme un gland », André Santini.

1990. « En 1974, les Français voulaient un jeune : ils ont eu Giscard. En 1995, ils voudront un vieux : ils auront Giscard », Philippe Séguin.

1993. « Les socialistes aiment tellement les pauvres qu'ils en fabriquent », Jacques Godfrain, député de l'Aveyron.

1998. « On était dans un appartement avec une fuite de gaz. Chirac a craqué une allumette pour y voir clair », Patrick Devedjian commentant la dissolution-boomerang de 1997.

2003. « Villepin fait tout. Je fais le reste », Renaud Muselier, alors secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin.

2005. « Je ne suis candidat à rien », Nicolas Sarkozy.

2006. « Même quand je ne dis rien, cela fait du bruit », Ségolène Royal.

2008. « Sarkozy, c'est le seul qui a été obligé de passer par l'Élysée pour devenir Premier ministre », Jean-Louis Borloo.

2009. « Le vrai changement au PS, ce serait de gagner », Bertrand Delanoë.

2011. « Mitterrand est aujourd'hui adulé, mais il a été l'homme le plus détesté de France. Ce qui laisse pas mal d'espoir à plusieurs d'entre nous », Laurent Fabius.

2012. « Etre ancien ministre, c'est s'asseoir à l'arrière d'une voiture et s'apercevoir qu'elle ne démarre pas »,

François Goulard, ancien ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.

2013. « Hollande est favorable au mariage pour tous... sauf pour lui », Gérard Longuet.

2014 (première sélection) :

« Si Nicolas Sarkozy n'avait pas été là, il n'y aurait plus de démocratie en France, en Europe et dans le monde », Henri Guaino.

« Un retour de Nicolas Sarkozy ? Peut-être, mais menotté », Arnaud Montebourg.

« On a une recrudescence de violence, par exemple le vol des portables à l'arraché. Ça n'existait pas avant que les portables existent », Nadine Morano.

On retrouve également quelques pépites dans le lot, assez fourni, des petites phrases qui n'ont pas été couronnées mais présélectionnées, ou ayant obtenu d'autres prix.

« Monseigneur Decourtray n'a rien compris au préservatif. La preuve, il le met à l'index », André Santini, 1990.

<sup>2</sup>« Votre peuple a eu l'intelligence de vous élire deux fois », Valéry Giscard d'Estaing s'adressant, en 1995, à Benazir Bhutto, alors Premier ministre du Pakistan.

« J'ai décidé de dissoudre l'Assemblée nationale », Jacques Chirac, 1997.

« Cette semaine, le gouvernement fait un sans-faute, il est vrai que nous ne sommes que mardi », François Goulard, député du Morbihan, 2003.

« Si Bush et Thatcher avaient eu un enfant ensemble, ils l'auraient appelé Sarkozy », Robert Hue, 2005.

« Je ne l'ai pas beaucoup côtoyé à l'Élysée, on peut ne pas prendre le même escalier », Bernadette Chirac évoquant en 2006 ses relations difficiles avec Dominique

de Villepin.

« Pour faire face à la hausse du prix du pétrole, je conseille aux Français de faire du vélo », Christine Lagarde, 2008.

« A l'UMP, nous apprenons la démocratie. C'est assez nouveau », Jean-François Copé, 2013. Prix spécial du jury, 2013.

« Un gay qui vote à droite, c'est comme une dinde qui vote pour Noël », Jean-Luc Romero, conseiller régional d'Ile-de-France, 2013.

« Pourquoi démissionner quand on est innocent ? », Jérôme Cahuzac, 2013.

« Manuel Valls est rentré d'Algérie sain et sauf. C'est déjà ça », François Hollande, 2013.

Cette petite phrase du président de la République, devant le CRIF, le Conseil Représentatif des Institutions juives de France, provoquera un tollé en Algérie. Ce que l'Elysée n'a pu expliquer ouvertement, c'est que cette plaisanterie ne visait en rien les autorités algériennes. Elle faisait référence aux relations difficiles entre le ministre de l'Intérieur et l'ancien Premier ministre français, qui rentraient ensemble d'un voyage officiel de quelques jours en Algérie...

1 Morny était le demi-frère de Napoléon III. Leur mère était Hortense de Beauharnais, fille de Joséphine et donc belle-fille de Napoléon. Hortense épousa Louis, frère de Napoléon, dont elle eut Louis-Napoléon devenu Napoléon III. De sa liaison avec le comte de Flahaut, elle eut un enfant adultérin : Morny. Le comte de Flahaut était lui-même le fils naturel de Talleyrand et de la comtesse de Flahaut. Le duc de Morny était donc le petit-fils de Talleyrand, et dans le portrait de Morny que fait Victor Hugo, on croirait reconnaître Talleyrand...

## Légion d'honneur

S'il fallait une preuve supplémentaire du peu d'illusion qui habitait Clemenceau au sujet de la nature humaine, on pourrait la trouver dans cette question désabusée : « La Légion d'honneur a-t-elle poussé à autant de belles actions qu'elle a fait commettre de bassesses ? » Bonaparte, lui, pensait qu'en lui distribuant des médailles on pouvait plus facilement mener un peuple. La création de l'ordre de la Légion d'honneur en 1802 répondit à cette conviction. Ce ne fut pas aisé à obtenir. Bonaparte dut vaincre bien des réticences et, l'institution une fois établie, surmonter une insolente contestation. Un rapport de police indiquait que certains individus se moquaient ouvertement de la Légion d'honneur en portant un œillet rouge à la boutonnière. Bonaparte nota en marge du rapport : « Prendre une mesure répressive. » Fouché, ministre de la Police, annota à son tour le rapport : « Attendre que la saison des œillets soit passée. »

Le compositeur Erik Satie est l'auteur d'un mot aussi injuste que méchant : « Maurice Ravel refuse la Légion d'honneur, mais toute sa musique l'accepte. » Fataliste, Jacques Chirac laissa tomber un jour : « S'il fallait que tous ceux qui l'obtiennent l'aient méritée, on en ferait, des économies ! » Le général de Gaulle était très sourcilleux dans l'attribution de cette distinction. C'est même pour éviter l'encombrement, et préserver le prestige de la Légion d'honneur, qu'il crée en 1963

l'ordre national du Mérite. Mais de Gaulle manifeste rapidement de l'humeur lorsqu'on lui soumet certains noms. Le commentaire cruel n'est alors jamais loin.

Ainsi cet échange entre le Général et André Malraux en Conseil des ministres au sujet de Jules Romains, à qui le ministre des Affaires culturelles voudrait voir attribuer la grand-croix de la Légion d'honneur. De Gaulle grogne. Jules Romains ne s'est pas rangé à ses côtés en 1940, et il pilonne systématiquement le gaullisme dans ses éditoriaux de L'Aurore. Malraux voit pointer le refus présidentiel et adopte une autre tactique. Il expose les graves ennuis de santé que connaît Jules Romains. De Gaulle marque un temps.

— Il est si malade que ça ?

— Il est alité, mon général, répond Malraux, qui en rajoute dans la désolation.

— Et il reçoit du monde ?

— Plus personne, mon général.

De Gaulle balance la tête à gauche et à droite, sa manière de peser le pour et le contre, puis lâche :

— Eh bien, si personne ne peut le voir, qu'il la porte, la grand-croix !

On ne sera pas surpris de trouver un échange semblablement blessant entre Georges Clemenceau et l'écrivain Pierre Loti, qu'il n'appréciait guère (voir : [Fauteuils](#)). Clemenceau avait reçu Loti venu lui parler de son oncle, ancien soldat blessé à Reichshoffen. Le vieil homme vivait seul dans son sixième étage et n'avait pas été pensionné. Il n'espérait plus que la Légion d'honneur.

— Il ne voit jamais personne et il veut la Légion d'honneur ? demanda Clemenceau.

— Oui, monsieur le président.

— Eh bien dites-lui de la porter.

Loti en resta stupéfait. Le Tigre insista :

— Oui, qu'il la mette chez lui ! Ça lui fera plaisir et ça nous évitera toutes les formalités !

Revenons au général de Gaulle. Conseil des ministres du 31 juillet 1962. C'est au tour d'un autre écrivain, Roland Dorgelès, d'être proposé au grade de grand officier de la Légion d'honneur.

— C'est la consécration d'une brillante carrière vichyste, laisse tomber de Gaulle.

Sentant venir l'orage, Georges Pompidou, Premier ministre, intervient :

— Mon général, c'est parce qu'il a été vichyste que la carrière de Dorgelès dans la Légion d'honneur a été ralentie.

— Je vois donc que ça a changé, réplique de Gaulle. Le vichysme ne ralentit plus, il accélère !

Ultime précision : le Général goûtait particulièrement ce mot de Jules Renard dans son Journal : « Oui, je porte ma décoration. Il faut avoir le courage de ses faiblesses. »

## Littérature politique

Le Coup d'Etat permanent avait donné le ton (voir : [Mitterrand François](#)). D'une qualité littéraire proche des Mémoires du général de Gaulle, cet ouvrage de combat politique donnait une dimension particulière à son auteur, le futur premier président socialiste de la Ve République. Quarante années plus tard, les Mémoires respectifs de Chirac et de Giscard, plus académiques, confirmaient une nouvelle tendance : la littérature politique. Une mode qui ne s'use pas, un bon moyen de

multiplier les interventions dans les médias, notamment dans des talk-shows à forte audience, une manière efficace de passer des messages, d'améliorer une image, de préciser une stratégie, de détailler un programme. Et puis, il y a les livres défouloirs, les ouvrages polémiques, qui permettent de régler des comptes. Parfois une sorte de thérapie ou de psychanalyse pour leurs auteurs. Des petits ou des grands événements littéraires. Des œuvres souvent cruelles.

Bachelot, Yade, Bayrou, Léotard, Le Maire (voir : [Droit \(et devoir\) d'inventaire](#)), Frédéric Mitterrand, Villepin : dans la période récente, quelques-uns de ces livres, plus ou moins féroces, certains en forme de réquisitoire, quelques-uns pour régler des comptes, d'autres encore pour simplement raconter et éclairer le passé, ont frappé les esprits. Curieusement, ils étaient plutôt écrits par des personnalités de la droite et du centre. Comme si les dirigeants de gauche, à l'exception de Jean-Luc Mélenchon, auteur à succès de livres-programmes très musclés, rechignaient à se livrer réellement, à tourner des pages politiques, à marquer leur originalité. Comme si, après dix années passées dans l'opposition, ils ne pensaient plus qu'à gouverner.

A feu et à sang : le titre même du livre publié par Roselyne Bachelot donne le ton. Inutile d'imaginer autre chose qu'un procès à charge. L'ouvrage était déjà écrit au soir de l'élection, dont elle prévoyait l'issue depuis longtemps. Le registre, c'est le défouloir. Elle n'en pouvait plus, Roselyne. Cinq ans de pressions, de reproches, de coups de sang, puis deux mois de campagne dont elle rejette, en bloc et en détail, la stratégie et la tactique. Désormais, c'est dit, elle se lâche. Sur Bayrou, méchamment : « Il a prudemment

attendu le lendemain du grand débat [le face-à-face du 2 mai 2012] afin de s'assurer que son favori ne s'était pas écroulé, et que les dés étaient jetés, pour orchestrer son ralliement personnel en fanfare. » Sur Copé, « qui éprouve une jalousie féroce à l'égard de François Fillon et consacre une partie non négligeable de son temps et de ses brillantes ressources intellectuelles à lui mettre des bâtons dans les roues ». Et surtout sur Sarkozy et ses lieutenants directs, Guéant, et Buisson notamment. En octobre 2013, c'est Frédéric Mitterrand qui prend la plume. Dans *La Récréation*, il raconte, amusé, quelques épisodes marquants de son passage au ministère de la Culture, en particulier les frictions entre Sarkozy et Fillon. Comme cette confidence du Président à propos de son Premier ministre : « Il lit les journaux. Et quand il a fini de lire les journaux, qu'est-ce qu'il fait ? Il les relit ? » Terrifiant de mépris et de haine. Et ce cri du cœur de Fillon sur Sarkozy : « Il est tellement mal élevé. C'est incroyable ce qu'il peut être mal élevé. » Edifiant.

Ça va mal finir : en 2008, le livre prémonitoire de François Léotard fait sensation. L'ancien grand espoir de la politique française ne fait pas dans la dentelle. Cinglant, brillant, impulsif, intuitif, il taille en pièces le nouveau président, Nicolas Sarkozy, son comportement, ses premières décisions, son omniprésence. Et il le fait si brutalement, avec quelques accents du Coup d'Etat permanent, que le réquisitoire fait mouche. « Il semble que notre président n'ait lu ni Tocqueville, ni Montesquieu, ni Benjamin Constant, il semble que la séparation des pouvoirs lui soit une énigme. Si l'on rend la justice place Beauvau, ce sera plus rapide. Et surtout, plus près de l'Elysée. » Et Léotard de dénoncer « le déferlement des milliardaires », « la chasse aux nigauds baptisée modestement ouverture », « le drapeau

tricolore relooké par Prada », « un gouvernement tétanisé par les engueulades ». Une charge au canon. Sarkozy n'appréciera vraiment pas. Il ne goûte pas non plus, des années plus tard, certaines des confidences de Rama Yade dans ses Carnets du pouvoir publiés en octobre 2013.

L'ancienne secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, qui a rejoint l'UDI de Jean-Louis Borloo après la défaite de 2012, raconte les moments difficiles qu'elle a vécus pendant le quinquennat sarkozyste. Et notamment le profond malaise qui a suivi sa violente réaction à l'arrivée en France, avec tous les honneurs, du Libyen Kadhafi en décembre 2007. « Qu'est-ce qui t'a pris ? Pourquoi tu ne m'as pas prévenu ? », lui reproche vigoureusement Sarkozy. Son interview dans Le Parisien avait enflammé en quelques heures le milieu politique. « Notre pays n'est pas un paillason sur lequel un dirigeant, terroriste ou non, peut venir s'essuyer les pieds du sang de ses forfaits. La France ne doit pas recevoir ce baiser de la mort », avait-elle courageusement lancé. Ils seront nombreux, à l'exemple de Claude Guéant, à ne jamais lui pardonner ce propos fracassant (voir : [Sarkozy Nicolas](#)). En décembre 2008, après son refus d'être candidate aux élections européennes, Rama Yade doit affronter un nouveau feu présidentiel. Florilège, recueilli dans ses Carnets du pouvoir : « T'as pris le melon. Tu n'as aucun droit, tu n'as que des devoirs [...]. Tu viens de faire la plus grosse bêtise de ta carrière politique [...]. Tu n'as pas à m'emmerder. » Sic. Autre épisode. Novembre 2010. Remaniement ministériel. Rama Yade sort du gouvernement. Explications de Sarkozy au téléphone : « Je crois en ton talent [...]. Il y a eu des provocations. Tu as mis en cause mon autorité [...]. Tu ne peux pas faire en permanence l'enfant gâtée. »

Révéléateur, le livre de l'ancienne secrétaire d'Etat aux droits de l'homme. Instructif, lorsque l'on navigue ainsi dans les coulisses du pouvoir, lorsque l'on voit l'envers du décor, des attitudes, des méthodes, des styles, des personnalités. Une grande violence, une vraie brutalité.

Abus de pouvoir, publié en 2009 par François Bayrou, est tout aussi virulent. Le leader centriste, fort des 18,5 % réalisés au premier tour de la présidentielle de 2007, et très courtisé entre les deux tours, en particulier par Ségolène Royal, n'a pas donné de consigne de vote pour le second tour. Très vite, il devient l'un des premiers opposants au nouveau président. Il s'en explique dans cet ouvrage qui rencontrera un grand succès. Comparant Nicolas Sarkozy à « l'enfant barbare », il se pose en défenseur du modèle républicain que « ceux qui gouvernent ont entrepris de jeter au panier ». Il consacre un chapitre entier, violent et argumenté, à l'affaire Tapie. « C'est en pleine connaissance de cause de l'illégalité de la décision, écrit-il, que le pouvoir issu de l'élection présidentielle de 2007 relance dès son installation la procédure d'arbitrage. » Et il reproche avec vigueur au Président ses relations avec « les nantis ». « De Gaulle ne les voyait pas, Giscard les regardait de haut, Mitterrand de loin, Chirac du coin de l'œil [...]. Enfin le jour de gloire était arrivé, enfin ils pouvaient s'asseoir, enfin chez eux, à la table des maîtres. » Fermez le ban.

Un an plus tard, en 2010, Dominique de Villepin, avec De l'esprit de cour, choisit le ton de l'épique et du lyrisme. Quelques cibles sont privilégiées. Giscard, Mitterrand, Balladur et Sarkozy. VGE ? « L'homme demeure un mystère ; conjugaison d'une intelligence foudroyante et de petites vanités, d'un grand sens de l'Etat et d'un égoïsme féroce. » Mitterrand ? « Jouant en

virtuose des passions, il veille à augmenter considérablement le pouvoir de nomination de l'Élysée afin de mieux tenir ses entours et satisfaire sa clientèle. » Balladur ? « Impatient de passer de l'ombre à la lumière, il ne considérait pas la fonction de Premier ministre comme un don mais bien comme un dû. » Sarkozy, enfin ? « Tout tourne autour de sa personne. [...] Il ne vit pas la politique comme une mission, mais comme une réparation des blessures de son passé. [...] Il a fait prospérer une cour invraisemblable de perroquets apeurés distillant en boucle les mêmes éléments de langage, de flatteurs impénitents, de roseaux plus penchés que pensants qui ne vivent qu'à travers le regard du prince. » A Matignon, et auparavant à l'Élysée, Villepin n'a jamais laissé indifférent. Pour parler vrai, il a été contesté, critiqué, voire détesté. Il raconte lui-même que, croisant Bernadette Chirac quelques jours après la dissolution-boomerang de 1997, il avait pris de plein fouet un vigoureux « Vous êtes encore là, vous ? » de la part d'une première dame qui n'hésitait pas à le traiter de « Néron ». L'ancien Premier ministre a tant subi, et fait subir, qu'il a trempé sa plume dans le vitriol. Décapant.

## Marchais (Georges)

« Taisez-vous, Elkabbach ! » Ce n'est pas, et de loin, la flèche la plus acérée lancée par l'ancien patron du Parti communiste français. Mais c'est sans nul doute la plus célèbre. Elle résume un style, une personnalité, une forme de brutalité verbale aussi. Georges Marchais, c'est un bulldozer. Des attaques tous azimuts, des provocations, d'interminables discours, et surtout des interventions télévisées qui feront date. Dans les années 1970-1980, Marchais est l'une des vraies vedettes du petit écran. Omniprésent, tonitruant, vengeur, souvent drôle. Un spectacle familial, des répliques de théâtre, du grand art. Dans les cafés, les transports en commun, les cours d'école, on imite Marchais, sa gouaille, son français approximatif, ses lapsus, ses vraies ou fausses colères contre la droite, les patrons et les journalistes. Un physique imposant, toujours à l'abordage en public, plutôt sympathique en privé, le secrétaire général du parti communiste est partout.

« Vous hésiteriez avant de le prendre en auto-stop », dit de lui le gaulliste Alain Peyrefitte fin 1972. C'est encore la guerre froide. Georges Marchais vient de prendre les rênes du PC. Il restera vingt-deux ans, une génération entière, secrétaire général... et porte-parole permanent et combatif. Marchais adore le combat politique. De la boxe, de la lutte, du corps à corps. Il livre bataille contre les présidents de droite et de gauche, Pompidou, Giscard, Mitterrand. Le leader

socialiste, avec lequel il négocie le Programme commun de la gauche, est sa cible préférée. « Chaque fois que je le vois, j'ai envie de lui mettre ma main sur la gueule », dira-t-il un jour de 1977. C'est l'époque où socialistes et communistes se déchirent dans les médias matin, midi et soir sur les grands dossiers : politique économique et sociale, politique étrangère et défense. Cette bataille interne à la gauche durera jusqu'à la présidentielle de mai 1981 avec, en 1978, la défaite des législatives. Quelques épisodes laisseront des traces profondes. L'été 1979, Georges Marchais, en vacances en Corse avec sa femme, entend François Mitterrand prendre quelques libertés avec le Programme commun sur la stratégie de défense. Ce sera le fameux « Liliane, fais les valises. On rentre à Paris. » En janvier 1980, le leader communiste est à Moscou, où il réaffirme son soutien à l'intervention soviétique en Afghanistan. Ce sera la célèbre interview fleuve, près d'une heure, dans le JT de TF1 à 13 heures. Un Marchais offensif, agressif, qui ferraille et bataille. Le socialiste Pierre Joxe a critiqué les communistes ? « Je n'ai pas de leçon à recevoir de ce paltoquet », réplique-t-il. On retrouve ce jour-là le Marchais du bilan « globalement positif » de l'URSS. L'homme des coups de griffe, des coups de gueule, des coups de sang.

Arrive le 10 mai 1981. Blême, défait, le secrétaire général du PC a compris depuis peu, après son score, modeste à l'époque, d'à peine plus de 15 % au premier tour : François Mitterrand va accélérer le déclin du PC. Quelques semaines plus tôt, il ne croyait pas à la victoire du candidat socialiste. Il sait que ce succès historique est, d'une certaine façon, son échec personnel. Quatre ministres communistes entrent au gouvernement. Ils s'en iront en 1984, quand Laurent

Fabius remplace Pierre Mauroy, quand le virage de la rigueur et du réalisme économique se confirme. A partir de là, Marchais ira d'échec en échec. Le PC se marginalise peu à peu. La fin de parcours sera terrible. Le numéro un communiste assiste, fatigué et impuissant, à la descente aux enfers. Moins présent, moins rugueux, moins combatif, moins féroce. En 1994, un an avant la fin du second mandat de Mitterrand, il passe la main. Une page se tourne. L'acteur quitte la scène. Discrètement, sur la pointe des pieds. A l'opposé de ce qu'il fut pendant vingt ans.

## Markovic (affaire)

C'est sans aucun doute l'affaire la plus cruelle de la Ve République. Une affaire d'Etat, curieusement assez peu connue, une gigantesque manipulation visant à empêcher la candidature de Georges Pompidou à la succession du général de Gaulle. Un simple fait divers au début, une véritable campagne de déstabilisation politique ensuite, puis un affrontement imprévisible, à peine feutré, entre le Général et son ancien Premier ministre.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1968, un corps sans vie est retrouvé dans une décharge à Elancourt, dans les Yvelines. L'affaire Markovic démarre, avec ses surprises, ses rebondissements nauséabonds, ses coups de théâtre et ses coups tordus. Stefan Markovic, exécuté d'une balle dans la tête dans la nuit du 22 au 23 septembre, est déjà connu des services de police. Tour à tour photographe, chauffeur et petit dealer, ce Yougoslave de trente et un ans est aussi et surtout un play-boy

minable, gigolo à ses heures, un joueur de poker à mauvaise réputation, petit maître chanteur et organisateur de soirées très « spéciales ». Un temps, il sera très proche d'Alain et Nathalie Delon, homme à tout faire, garde du corps de la star, et même parfois doublure au cinéma. Il quittera le couple après l'été 1968 et reprendra du service dans le « milieu » avant d'être abattu quelques semaines plus tard. Cette « exécution » ne sera jamais élucidée. Mais l'affaire Markovic n'est pas celle-là. C'est l'incroyable utilisation de ce fait divers sans grand intérêt pour tenter d'abattre le futur successeur du général de Gaulle.

Il suffit en effet qu'un détenu yougoslave, Akow, un petit escroc sans envergure et totalement manipulé, proche de Markovic, fasse depuis sa prison de Fresnes des « révélations » et lance des accusations sans aucune preuve sur la présence de personnalités politiques dans des soirées libertines organisées par Stefan Markovic pour que la machine à rumeurs s'emballer. Ragots divers et variés, fausses confidences et vrais mensonges, montages photos grossièrement truqués. Parmi les personnalités qui auraient participé à ces « soirées », et contre toute vraisemblance, le nom de Claude Pompidou est lâché. Une véritable bombe, malgré l'absence totale de preuves. L'« information » fait le bonheur de quelques dîners en ville et commence à circuler dans les salles de rédaction. L'affaire Markovic devient une affaire politique puis, très vite, une affaire d'Etat. Georges Pompidou est informé. « Je viens de découvrir une affaire ignoble. On essaie de m'éliminer politiquement en attaquant la moralité de ma femme », dit-il à son fils Alain qui le relate dans un livre-document publié en novembre 2012, Lettres, notes et portraits. « Que comptes-tu faire ? lui demande son fils. — Je vais

me battre, ce n'est pas tolérable, je serais capable de tuer, je me vengerai. » Le futur président prépare la contre-offensive et charge ses conseillers, dont Marie-France Garaud, qui sera dans cette affaire d'une grande efficacité et d'une fidélité particulière, de suivre le dossier en permanence et de préparer toutes les ripostes nécessaires. Il mobilise ses réseaux et ses soutiens politiques les plus solides, notamment Olivier Guichard, Jacques Chirac, Michel Jobert et Edouard Balladur, et quelques journalistes politiques scandalisés par ces ragots. En face de lui, certains gaullistes qui lui sont hostiles, des gaullistes de gauche pour la plupart, emmenés par le garde des Sceaux de l'époque René Capitant, s'organisent. La manipulation est claire. Et pourtant, l'affaire va, de jour en jour, prendre de l'ampleur.

A l'Élysée, le général de Gaulle laisse faire. Lors d'une réunion au palais, deux camps s'affrontent. D'un côté, le nouveau Premier ministre, Maurice Couve de Murville, qui a succédé quelques mois plus tôt à Georges Pompidou, le secrétaire général de la présidence, Bernard Tricot, et surtout le ministre de la Justice, René Capitant, qui veulent clairement utiliser cette affaire pour affaiblir l'ancien Premier ministre. De l'autre, Olivier Guichard, alors ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, et le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, qui défendent leur ami Pompidou. Le Général tranche et indique que la justice doit suivre son cours. Sous-entendu, le juge et la police peuvent approfondir la piste Pompidou. De fait, pendant des semaines, l'enquête va privilégier tout ce qui peut mettre en cause Claude et Georges Pompidou. On cherche des photos compromettantes, qui bien sûr n'existent pas. On va même interroger la patronne de l'agence

immobilière de Saint-Tropez qui louait de temps en temps une villa au couple Pompidou pour leurs vacances ! Quant au nouveau Premier ministre, Maurice Couve de Murville, par lâcheté, par calcul ou par ambition personnelle, sans doute les trois à la fois, il ne veut ou n'ose rien dire à son prédécesseur à Matignon. Pour Georges Pompidou, le coup est rude. « Rarement ai-je été aussi près du désespoir », écrira-t-il plus tard dans Pour rétablir une vérité, rédigé en 1973 et publié en 1982, huit ans après sa mort. L'ancien Premier ministre découvre que, informé de « l'affaire », Bernard Tricot, le secrétaire général de l'Élysée, s'est « rué » à Colombey en hélicoptère pour en informer de Gaulle. Pompidou est « indigné » que le Général n'ait pas « tout balayé d'un revers de main ». Il sait que la machination est politique, mais n'en connaît pas encore tous les ressorts. Leur fils Alain décrit ses parents « meurtris » et évoque une blessure « profonde » et une confiance « ébranlée », notamment vis-à-vis du Général dont l'attitude « stupéfie » Pompidou. De Gaulle ne croit pas vraiment à toutes ces rumeurs. Mais, en privé, il critique le style de vie et les fréquentations des Pompidou, les artistes invités à leur table, Bernard et Annabel Buffet, Françoise Sagan, Jacques Chazot et quelques autres. Il se murmure au palais que le Président et sa femme s'étonnent de ces relations. « Quand on est Premier ministre, on dîne en tête à tête avec sa femme », aurait lâché le Général devant des proches. Face à la tempête, Georges et Claude Pompidou font face. Ils passent par des hauts et des bas, mais résistent. Le couple est solide, fusionnel. Pas une ombre depuis leur mariage, trente ans plus tôt. Un fils unique, adopté, Alain, qu'ils adorent et qui, pendant qu'il termine ses études de médecine, va se battre efficacement et courageusement

à leurs côtés. Claude n'aime pas la politique, encore moins les hommes politiques. Elle souffrira beaucoup de cette affaire qui, racontera-t-elle plus tard dans un livre, « empoisonnera » leur vie pendant des mois.

L'affaire Markovic, montée de toutes pièces, en réalité totalement fantaisiste s'agissant de l'implication du couple Pompidou, laissera des traces profondes chez le futur président. Déjà affectée par la gestion des événements de Mai 68, la relation de Gaulle-Pompidou se détériore. Plusieurs tête-à-tête et un dîner à l'Élysée n'y changeront rien. « Que voulez-vous, Pompidou, la presse est basse, on n'y peut rien », se contentera de lui dire un jour de Gaulle. Georges Pompidou encaisse difficilement et s'émancipe davantage encore de la tutelle du Général. Paradoxalement, cette affaire le conforte dans sa volonté d'accélérer l'allure et de s'engager au plus vite dans l'après-de Gaulle. A Rome, en janvier 1969, et un peu plus tard à Genève, il annonce clairement sa future candidature. Le Général n'apprécie pas et le fait savoir. En avril 1969, c'est la démission à la suite du référendum perdu. Le 15 juin, Georges Pompidou lui succède. De Gaulle le félicite sobrement, mais les deux hommes ne se reverront jamais. L'affaire Markovic est passée par là.

Jusqu'à sa mort, le 2 avril 1974, Pompidou gardera sur lui, en permanence, dans un petit porte-carte en cuir noir, écrits à la main sur un bristol, les noms de personnalités soupçonnées de les avoir trahis, sa femme et lui. Des policiers, dont le secrétaire général de la police et plusieurs responsables de la préfecture, des hauts fonctionnaires, des membres des services secrets, des journalistes... Et dans ce livre en forme de testament, Pour rétablir une vérité, il consacre dix-sept longues pages à cette affaire. Il ne cache ni son

indignation, ni l'abatement de sa femme, ni l'ambiguïté du Général, ni son mépris pour ceux de ses adversaires qui ont répandu et utilisé contre lui ces rumeurs infondées. L'un d'entre eux, un ministre gaulliste, avait déclaré au plus fort de la tempête politique : « Pompidou, c'est fini. L'affaire Markovic l'a tué. » Pompidou a survécu politiquement à cette affaire. Il en est même sorti renforcé, avec son élection, le 15 juin 1969, à la présidence de la République. Mais, pour lui comme pour sa femme, injustement et cruellement mise en cause par des rumeurs sans fondement, rien ne sera plus jamais comme avant...

## Mauriac (François)

« Lorsque Mauriac pensait à Mauriac, il ne pensait pas à grand-chose mais il pensait. Il cesse de penser dès qu'il s'occupe de politique. » C'est Jean Cocteau qui exécute ainsi François Mauriac, dont on peut imaginer que la stature littéraire et le prix Nobel obtenu en 1952 entretenaient toutes les jalousies confraternelles. Au demeurant, le jugement est injuste. Mauriac polémiste, éditorialiste, journaliste politique, chroniqueur de la société, c'est toujours Mauriac écrivain. Grand écrivain. En 1965 pourtant, Jacques Laurent s'adressait une fois encore à son cher et vieil ennemi : « Je ne vous demande pas de cesser d'être un courtisan, vous le fûtes toute votre vie, mais je vous souhaite de redevenir un écrivain – vous le fûtes aussi presque toute votre vie. »

Du Figaro à L'Express, en passant par des revues comme La Table Ronde ou des publications comme

Témoignage chrétien, soit pendant près de quarante ans, Mauriac a jeté son regard singulier sur la politique et ceux qui la font<sup>1</sup>. Si on retient généralement son soutien inconditionnel à de Gaulle à partir de 1958, on oublie parfois qu'il fit auparavant le choix de Mendès France, et même qu'il avait cédé quelques mois aux sirènes pétainistes en 1940, avant de se tourner résolument vers le général de Gaulle. Jacques Laurent le lui avait cruellement rappelé : « L'appel du 18 Juin ne vous avait inspiré, sur le moment, dans Le Figaro où vous écriviez, qu'une apologie éperdue du maréchal Pétain, et quelques propos un peu cinglants, contre celui qui, à la radio, s'était opposé aux thèses du Maréchal<sup>2</sup>... »

Mauriac chroniqueur politique, c'est un festival d'attaques, ironiques mais mordantes, polies mais vachardes, délicates mais blessantes. En 1957, patelin, il juge l'action du président de la République René Coty, plus que jamais à la peine avec les furtifs gouvernements de la IV<sup>e</sup> République : « Autant que nous puissions juger du dehors et de la place infime que nous occupons, M. René Coty, dans les moments de sa carrière où il lui appartient de choisir un nouveau cheval, incline à revenir aux vieilles montures qu'il connaît. Ne se trouve-t-il donc, dans les haras du régime, que des chevaux de retour ? » On ne saurait mieux instiller l'idée que l'heure est venue de faire appel à de Gaulle... Du grand art.

Les cibles de Mauriac ont été aussi nombreuses que ses flèches étaient acérées. Jean-Jacques Servan-Schreiber a beau avoir été le fondateur de L'Express, auquel Mauriac collabora huit années durant, le fait que JJSS s'oppose à de Gaulle et vante le modèle américain le condamne, lui et toute la gauche progressiste, aux

yeux de Mauriac, qui quitte l'hebdomadaire et retourne au Figaro. Quand Servan-Schreiber évoque en 1961 une France devenue « obscurantiste », Mauriac réplique, avec un coup de griffe à Françoise Giroud, inventeur de l'expression « nouvelle vague » : « Les vieux, c'est vous : la nouvelle vague d'hier et d'avant-hier. Ah ! Comme vous vous êtes bien nommés vous-mêmes ! » Lorsque, l'année suivante, Jean-Jacques Servan-Schreiber tente de se faire élire en Normandie... et échoue, Mauriac se déchaîne : « Pourquoi notre Kennedillon resterait-il sur sa faim ? Il y restera, je l'en assure. Si loin qu'il ait toujours vécu du peuple, il l'a pourtant approché d'assez près durant la dernière campagne électorale pour mesurer les abîmes qui l'en séparent. »

Il n'est toutefois pas inutile de distinguer des cibles favorites chez Mauriac. Nous en sélectionnerons trois. En 1955 c'est Edgar Faure, alors président du Conseil. Le processus devant conduire à l'indépendance du Maroc suscite l'inquiétude de Mauriac : « De tous les pavés qui pavent notre enfer, les bonnes intentions de M. Edgar Faure auront été les pires. Son excuse est que, dans son esprit, il importe au salut de la patrie que tout soit subordonné au maintien de M. Edgar Faure à la présidence du Conseil. » En 1962, Mauriac retrouve une de ses vieilles connaissances, Georges Bidault, maintes fois étrillé depuis qu'il a fait le choix, contre de Gaulle, de l'Algérie française et de l'OAS. « Et Bidault ? Rien ne lui sera plus, plus ne lui sera rien. Il ira, la nuit, coller sa pauvre petite figure de défroqué MRP aux grilles du Quai d'Orsay. Depuis le trottoir, il verra flamber les grands lustres, il imaginera l'huissier, les secrétaires tremblantes, et cette ivresse permanente du pouvoir dont aucun alcool ne nous console, quand nous l'avons perdu. Alors Bidault pleurera, accroché des deux mains

à la grille, jusqu'à ce qu'un agent paternel le prenne par l'épaule et lui dise doucement de circuler. »

Dernière cible privilégiée de François Mauriac : le centriste Jean Lecanuet, qui a contribué en 1965 à la mise en ballottage du Général. Deux extraits du Bloc-notes de 1966 : « Son sourire et ses dents relèvent pour moi du cauchemar. » Six mois plus tard : « Ce politicien avantageux nous paraît moins jeune qu'il n'imagine. Un spectre n'est jamais jeune : quoi qu'il fasse, il sera toujours un revenant, c'est-à-dire chargé d'un amas d'années – et de quelles années ! » Le coup de grâce est porté en 1969, après le départ du général de Gaulle, avant l'élection présidentielle : « Ce qui nous menace est horrible. Je ne pense pas tant à M. Poher, que je ne connais pas, qu'aux hommes que l'on aperçoit derrière lui, car il est transparent... Il y a là tous les revenants de la IV<sup>e</sup> République. Et en particulier ce politicien qui me paraît de tous le plus redoutable : Lecanuet. Il souhaiterait le ministère des Affaires étrangères. C'est à pleurer de désespoir. »

C'est donc bien de Gaulle qui inspire à Mauriac des pages d'anthologie, où le grand homme est célébré sans que l'écrivain oublie jamais de régler leur compte non seulement aux adversaires, mais aussi aux amis... Ainsi de ce texte paru dans *Le Figaro littéraire* en décembre 1958, quelques jours avant que le Général ne s'installe à l'Élysée : « Chez de Gaulle, à ce tournant de son destin, ce qui frappe, c'est la solitude. Ses partisans ne paraissent pas pétris de la même argile que lui. L'histoire de France devient une fable où le grand lion tient sa cour : les animaux font cercle. Toutes les sortes de babines découvrent des dentures et des crocs inégalement redoutables, tandis que bougent de longues oreilles en cornet. Aucune des bêtes de cette

fable n'aspire à beaucoup plus qu'à contenter son appétit. » A bon entendeur...

François Mauriac savait parfaitement que le combat politique ne peut s'exempter de morsures et de sang. Dans un article publié en 1967, intitulé De la cruauté en politique, il notait : « Il est certain que les passions de la politique ne nous rendent pas doux, et qu'en cas de victoire nous éprouvons un merveilleux plaisir à regarder saigner l'adversaire. » Bel exercice de lucidité, de sincérité et de brutalité !

## Mélenchon (Jean-Luc)

Il aurait, selon ses partisans, le culot de Georges Marchais, la perfidie de François Mitterrand et le style oratoire d'Hugo Chávez, l'une de ses idoles. Il est entré au parti socialiste en 1977, a gravi les échelons un par un, tranquillement, sans trop en faire, avant de connaître, en mars 2000, une première consécration en entrant dans le gouvernement Jospin, qu'il admire et respecte, comme ministre délégué à l'Enseignement professionnel. En 2008, il a créé le Parti de gauche, tremplin idéal vers la candidature à l'élection présidentielle de 2012, avec le soutien du parti communiste. Sa campagne est tonitruante. « Du bruit et de la fureur ». Auteur d'un livre à succès, Qu'ils s'en aillent tous !, star et chouchou des médias, qu'il ne cesse pourtant de brocarder, il progresse dans les sondages, jusqu'à 15 % des intentions de vote, et devient très vite l'une des vedettes de la campagne. Des interventions tonitruantes à la radio et à la télévision, un face-à-face électrique contre Marine Le Pen, des

meetings géants à Toulouse et à Marseille, plus de cent mille personnes à la Bastille. Il vise la troisième place de la compétition, cible en priorité la candidate du Front national, se pose en tribun efficace et populiste et se démarque déjà des socialistes. Ce sera le fameux « on ne fait pas la guerre à la finance avec un pistolet à bouchon » et le célèbre « Hollande, capitaine de pédalo dans la tempête ». En fait-il trop ? Sans doute. Il termine le premier tour avec près de quatre millions de voix et plus de 11 % des suffrages. Inespéré au début de la campagne, décevant au regard des ambitions affichées. Il soutient sans trop d'états d'âme François Hollande, tout en conservant une autonomie vindicative, écartant l'idée de participer à un gouvernement « Hollandréou », en référence à la crise grecque qui a rythmé la campagne. Le candidat socialiste élu, il revendique une partie de la victoire mais se démarque immédiatement, critiquant haut et fort les premières décisions du gouvernement Ayrault. En réalité, il est déjà à la lisière de la majorité avant de devenir très vite – les leaders de l'UMP étant embourbés dans leurs querelles internes – l'opposant le plus frontal, le plus pugnace et le plus violent.

Après le 6 mai 2012, c'est l'escalade verbale. Hollande ? « Aussi aveugle que Louis XVI. » Ayrault, que Mélenchon déteste cordialement ? « Un petit politicien de province sans imagination », « un sectaire... il ne lit rien, ne connaît rien ». A chaque occasion, au risque de mécontenter des alliés communistes qui jugent en privé son discours jusqu'au-boutiste et contre-productif, Jean-Luc Mélenchon cogne, frappe et tape tous azimuts. 24 février 2013, Le Parisien : le Président « veut être le meilleur élève de la classe de Mme Merkel ». Le Premier ministre « a gavé le MEDEF de

bienfaits » et, dans l'affaire Arcelor, « baissé les yeux devant Lakshmi Mittal ». Quant aux socialistes pris dans leur ensemble, « arrogants et sectaires », « il ne leur suffira pas de mépriser tout le monde pour avoir raison ». 17 mars 2013, France 5 : « Hollande me méprise, mais je le lui rends bien » ; « Le gouvernement ne voit ni n'entend plus les souffrances des citoyens ». Bordeaux, congrès du Parti de gauche, 24 mars. Mélenchon ajuste une nouvelle cible et vise cette fois Pierre Moscovici : « Un petit intelligent qui a fait l'ENA et ne pense plus en français mais dans la langue de la finance internationale. » « Provocation délibérée », lui répond le ministre de l'Economie et des Finances. Mélenchon récuse, s'énerve et vitupère. Nouvelle polémique, nouvelle escalade. Mélenchon aime la bataille politique. Il adore les bagarres rugueuses et médiatiques. Il en use et en abuse.

En permanence, Jean-Luc Mélenchon tire à boulets rouges. Sa couleur préférée. A tout moment, il dénonce, il condamne. Un imprécateur talentueux et bruyant, qui ne recule devant rien, qui a tout compris du ring médiatique, où il faut parler fort, « dru et cru », pour se faire entendre. Mélenchon ose tout. Sur France 2, le 25 avril 2013, au moment où le « Hollande bashing » bat son plein, il s'en prend avec violence à la « duplicité » et aux « mensonges » du Président... et présente, sans rire, et arguments à l'appui, sa candidature au poste de Premier ministre. Un leader politique, provocateur, qui met publiquement au défi le Président de le nommer Premier ministre, c'est une première depuis 1958. Jean-Luc Mélenchon va même, rejoint par Eva Joly, jusqu'à organiser, entre la Bastille et la Nation, une grande manifestation le 5 mai 2013, un an tout juste après l'élection de François Hollande, pour mobiliser contre le

gouvernement éclaboussé et affaibli par l'affaire Cahuzac, appeler à l'élaboration d'une Constituante et à l'avènement d'une VI<sup>e</sup> République. A la fin de l'été 2013, il s'en prend au ministre le plus populaire du gouvernement, Manuel Valls, « contaminé » par le Front national et « minable » sur le dossier des Roms. Un peu plus tard, après l'expulsion controversée de Leonarda, une jeune collégienne kosovare, il demande tout simplement la démission du ministre de l'Intérieur. Et son parti parle de « cruauté abjecte » quand François Hollande, un « personnage pitoyable », va jusqu'à affirmer Mélenchon, déclare le 19 octobre que Leonarda peut revenir en France, mais seule, sans sa famille.

En réalité, c'est désormais l'ensemble de l'action gouvernementale que dénonce le leader du Front de gauche. Ainsi, avant même l'annonce de la réforme des retraites, il la compare tout simplement à un « crime ». Son objectif, maintes fois répété, affiché et assumé : donner « un coup de balai ». Au lendemain de la forte poussée du Front national à l'élection cantonale partielle de Brignoles, François Hollande est accusé par Mélenchon d'être un « président fusible » et « le pourvoyeur de voix » de l'extrême droite. Plus tard, il parlera d'un « petit président [...] sorti du frigidaire des années 1970-1980 ». Il le fera huer lors d'une manifestation contre la politique fiscale du gouvernement, le 1<sup>er</sup> décembre 2013. Et après la conférence de presse présidentielle du 14 janvier 2014, c'est littéralement le tir au bazooka : Mélenchon parle de « trahison », accuse Hollande de « martyriser les travailleurs » et condamne le gouvernement de gauche « le plus à droite depuis Guy Mollet » (1956). Un peu plus tard, il ira crescendo, parlant de la « nullité d'une équipe qui ne sait pas où elle va » et d'une « bande de

bras cassés ». « La gauche est trompée, la droite est cajolée », renchérit-il après la décision du gouvernement de repousser le projet de loi sur la famille. Et, au lendemain de l'échec, cuisant pour les socialistes, des élections municipales, il hausse encore le ton : « Un désastre », dit-il en commentant les résultats. Et un « suicide politique » à propos de la nomination de Valls à Matignon.

Désormais, c'est clair, le Jean-Luc Mélenchon de 2013 et 2014 est aussi brutal avec François Hollande que Georges Marchais l'était avec François Mitterrand après le départ des ministres communistes, en 1984. Son discours, évidemment excessif, est déstabilisateur pour toute la gauche. D'autant qu'il exaspère ses alliés communistes par ses outrances verbales et qu'il s'en prend même directement à la direction du PC, ironisant début 2014 sur sa « danse du ventre » à propos de ses négociations avec les socialistes dans la perspective des municipales. Le risque, pour Mélenchon, qui évoque une situation prérévolutionnaire et considère que la France est « en 1788 », c'est l'usure, et le choix entre l'excès et la banalisation. Jusqu'où ira le patron du Front de gauche dans la radicalisation et l'invective ? Son calcul, c'est évidemment, à l'occasion des prochaines échéances électorales, de devenir l'alternative à gauche. Au prix d'une rupture plus violente encore, et sans doute durable, avec le diable, cette social-démocratie qu'il exécère ? C'est le grand pari de Jean-Luc Mélenchon.

## Mensonges

Dans l'histoire politique, depuis des siècles, il y a les

erreurs volontaires, les imprécisions, les approximations. Il y a aussi, et surtout, les mensonges. Lourds ou futiles, légers ou grossiers, graves ou insignifiants. Des mensonges par omission, des mensonges par calcul, des mensonges par provocation. Des mensonges dont les conséquences sont parfois considérables. Des mensonges qui déclenchent une onde de choc, une véritable déflagration. Certains restent non élucidés, d'autres sont reconnus sur la place publique. L'affaire Gordji, en 1988, et bien sûr l'affaire Cahuzac, en 2013, font partie de ceux-là. Par leur ampleur, par leur dimension, ils ont pesé, et continuent de peser, sur la vie politique.

« Pouvez-vous vraiment contester ma version des faits en me regardant dans les yeux ? — Dans les yeux, je la conteste. » Ce 28 avril 1988, entre les deux tours de l'élection présidentielle, c'est le temps fort du face-à-face qui oppose Chirac à Mitterrand. Les deux adversaires, qui viennent de cohabiter deux années durant, se déchirent sur l'affaire Gordji, ce « diplomate » iranien, officiellement interprète à l'ambassade d'Iran à Paris, mais généralement considéré comme un terroriste impliqué dans les graves attentats de 1986 à Paris. En juillet 1987, Gordji se réfugie dans son ambassade pour échapper à la justice. Tollé international, bras de fer politique, rupture des relations diplomatiques, menaces et prise d'otages à Téhéran. Après quatre mois de crise intense, Gordji est finalement entendu par la justice, puis expulsé en Iran. Au cours de ce débat, Mitterrand affirme donc que, selon des déclarations faites par Chirac dans son bureau élyséen, le dossier de Gordji était « écrasant », et la complicité dans les attentats de Paris « démontrée ». Chirac dément. En réalité, on ne saura jamais, entre le président sortant, bientôt réélu, et

son Premier ministre, qui a menti, qui a dit vrai. A moins que les deux n'aient eu raison et tort à la fois. Mais, ce soir du 28 avril, l'affrontement est cruel. Chirac : « Vous dérapez dans la fureur. » Mitterrand : « Ce n'est pas de la fureur mais de l'indignation. » Sur le plateau, la tension est palpable. Le soir même et le lendemain, chacun, des deux candidats aux simples téléspectateurs, dira sa vérité. Vingt-cinq ans après, la réponse n'a toujours pas été réellement apportée. Le mensonge de l'un des deux, Chirac ou Mitterrand, restera pour longtemps un mystère.

Ce 2 avril 2013, le mensonge de Jérôme Cahuzac éclate comme un coup de tonnerre. Une explosion nucléaire. La première réaction, c'est l'incrédulité face aux aveux de l'ancien ministre du Budget, la sidération, un monde politique tétanisé, de la gauche à la droite, de l'Élysée à Matignon, du Palais-Bourbon au palais du Luxembourg. Ensuite, c'est la colère froide pour certains, explosive chez d'autres. Le sentiment d'avoir été cruellement floué, trompé, trahi. Le ciel qui tombe sur la tête du Président, du Premier ministre et de nombre de ministres, à Bercy comme ailleurs. Le soir même, le coup de gueule d'un socialiste sur LCI fait sensation. Gérard Filoche, c'est un vrai militant, ancien inspecteur du travail, membre du bureau politique du PS depuis vingt ans. Que dit-il, ou plutôt que crie-t-il ce soir-là, au bord des larmes, au micro de Michel Field ? « C'est un jour de colère... De qui se moque-t-on ?... Je ne peux pas tolérer cela... On ne peut pas être salis par des histoires comme cela... Il y en a assez. » Authentique, sincère, et sacrément efficace. Car, qu'y a-t-il de plus éprouvant, en ce début de printemps 2013, pour François Hollande et Jean-Marc Ayrault ? La crise économique qui s'aggrave, le chômage qui progresse

encore, inexorablement, ou cette crise de confiance qui semble toucher l'ensemble de la société française, des plus favorisés aux plus démunis ? La crise morale sans doute, avec son cortège de frustrations, de soupçon généralisé et d'incompréhension face à un monde politique qui réagit en ordre dispersé. A l'Elysée, l'espace de quelques jours, le temps semble s'être arrêté. Puis la contre-attaque s'organise. Publication du patrimoine de tous les membres du gouvernement, adoption en Conseil des ministres d'une loi de moralisation de la vie politique, une sorte d'opération « mains propres » : l'exécutif réagit au plus vite. Mais peut-il, d'un coup, éteindre l'incendie moral et politique ? « Un seul mensonge fait plus de bruit que cent vérités », écrivait Georges Bernanos. Celui de Jérôme Cahuzac, terrible pour ses amis, dévastateur pour l'ensemble du monde politique, restera dans les annales. Paradoxalement, il aura peut-être aussi donné le signal d'un sursaut.

## Mitterrand (François)

« Qui est-il, lui, de Gaulle ? Duce, Führer, caudillo, conducator, guide ?... J'appelle le régime gaulliste dictature parce que, tout compte fait, c'est à cela qu'il ressemble le plus. » Il faut lire et relire *Le Coup d'Etat permanent*. De la cruauté à l'état pur. François Mitterrand écrit ce pamphlet politique aussi violent que lyrique en mai 1964. De Gaulle est revenu au pouvoir six ans plus tôt. En 1965, les deux hommes se retrouveront, contre toute attente, au second tour de la première élection présidentielle au suffrage universel de la Ve

République. Mais déjà, dans cet ouvrage féroce, au vitriol, le face-à-face est là, en caractères gras. On y voit un président brocardé, littéralement agressé par un adversaire résolu, combatif, qui ne lui passe rien et démonte point par point, presque article par article, une Constitution dont, dix-sept ans plus tard, en 1981, il endossera les habits sans le moindre état d'âme. Un monument de talent littéraire et de polémique politique.

Le Coup d'Etat permanent, pugnace et cinglant, c'est un livre de combat, un tour de force littéraire, une bombe politique, un Scud contre la Constitution de la Ve République. Le futur président y brosse un portrait d'une violence inouïe du Général. Celui qui entame une longue route vers la conquête du pouvoir lâche ses coups comme jamais. Il fait du Général, des institutions, de sa pratique du pouvoir, de ses méthodes, de ses gouvernements, de son entourage, une cible presque obsessionnelle. Il engage résolument, par tactique politique et par goût littéraire, un combat singulier qui lui permet de se placer en adversaire direct et frontal, en premier opposant de l'homme du 18 Juin. « De Gaulle ne ressemble à personne sinon, à la rigueur, à un Louis-Napoléon Bonaparte qu'habiteraient les vertus bourgeoises de Louis-Philippe. [...] Entre de Gaulle et les républicains, il y a d'abord, il y aura toujours le coup d'Etat. [...] Le pouvoir absolu a des raisons que la République ne connaît pas. » Sans oublier quelques définitions très musclées du gaullisme : « Qu'est-ce que le gaullisme depuis qu'issu de l'insurrection il s'est emparé de la nation ? Un coup d'Etat de tous les jours. [...] Le gaullisme, c'est de Gaulle plus la police. » François Mitterrand ne passe et n'oublie rien. Ni l'élection du président au suffrage universel, ni l'équilibre de l'exécutif et le partage du pouvoir avec un

Premier ministre « qui est son aide de camp, et les autres ses ordonnances », ni le secteur réservé « qui viole la Constitution », ni le contrôle des médias, ni le Conseil constitutionnel, ni le Conseil d'Etat, ni la justice, ni la police. Il parle de dictature, remet en cause la nature même du régime gaulliste et la personne du Général. Dans la littérature politique contemporaine, on n'a jamais vu et lu un ouvrage d'une telle violence. Avec ce Coup d'Etat permanent, dont il reconnaîtra beaucoup plus tard, une fois installé à l'Elysée, le caractère excessif, François Mitterrand marque un point décisif. Il fait déjà, un an avant de mettre le Général en ballottage, un pas significatif vers la conquête du pouvoir, ce même pouvoir présidentiel qu'il combat et qu'il pourfend.

Le général de Gaulle n'est pas, loin de là, le seul à subir les foudres politiques ou littéraires de François Mitterrand. Le premier président socialiste de la Ve République n'a pas seulement la dent dure, le verbe acéré, la petite phrase qui tue ou qui blesse. En matière de cruauté politique, c'est un expert, un véritable artiste. Tous ses amis, à quelques très rares exceptions près, tous ses ennemis, et ils sont nombreux, la plupart de ses interlocuteurs le vivront, et le subiront, à un moment ou à un autre. Sur la scène internationale comme en France. A l'étranger, sa cible privilégiée est sans doute Margaret Thatcher, celle qui a « les yeux de Caligula et la bouche de Marilyn Monroe ». Entre le socialiste français et la libérale britannique, le courant est alternatif. Un premier contact réussi, mais bientôt des relations rugueuses, en particulier sur le budget européen, Mitterrand jugeant très sévèrement les perpétuelles exigences britanniques visant à réduire leur participation financière. C'est le célèbre « we want our money back », « nous voulons récupérer notre argent »,

de Thatcher. « Insupportable », « vraiment pénible », « perfide » ou « inacceptable », répondait au choix, mais invariablement, le président français. Neuf ans durant, de 1981 à 1990, leurs duels rythmeront les sommets européens et les différentes réunions internationales, au grand plaisir de partenaires, Helmut Kohl et Mikhaïl Gorbatchev notamment, qui s'amuse de ces escarmouches. « Vous avez tort de croire, madame, que vous avez toujours en face de vous des Argentins ou des travaillistes », lui lancera un jour le Président. Un modèle d'esprit bien français, à la fois drôle, piquant et arrogant.

Mais c'est évidemment vers les responsables français que François Mitterrand décoche en priorité ses meilleures flèches. Dans les trois tomes du Verbatim de Jacques Attali, qui raconte dans le détail, jour après jour, les dix ans passés à l'Élysée aux côtés du Président, les anecdotes et les petites phrases fourmillent. Contre ses adversaires, d'abord. Ceux qu'il combat face à face, ceux avec lesquels il doit cohabiter, en 1986 comme en 1993. Giscard ? « Il est difficile d'être un aussi bon candidat et un aussi mauvais président. [...] Il a une spécialité, c'est d'avoir du cœur, beaucoup de cœur, deux mois tous les sept ans. » Et cette confidence, terrible de méchanceté, rapportée par Attali, faite par Mitterrand à son prédécesseur le 21 mai 1981, pendant la passation de pouvoir : « Vous n'avez commis qu'une seule erreur dans votre campagne, celle de vous représenter. » Balladur ? « Cet homme est un formidable dissimulateur. Plaise au ciel qu'il n'ait jamais le pouvoir », dit-il à son conseiller spécial en septembre 1987, pendant la première cohabitation, Chirac étant Premier ministre et Balladur aux Finances. Et l'on sait que la cohabitation de 1993 à 1995 fut plus dure, plus

sournoise, plus hypocrite, plus brutale encore que celle, déjà rude, de 1986. Si virile, un Mitterrand affaibli supportant difficilement l'action et les méthodes de Balladur, que le président en exercice ne fit pas mystère de sa préférence personnelle pour Chirac contre le Premier ministre sortant avant l'élection présidentielle de 1995. Chacun se souvient encore, Edouard Balladur le premier, de ce 25 août 1994, de cette commémoration du cinquantième de la libération de Paris, à l'Hôtel de Ville, qui voit Mitterrand et Chirac s'attarder très longuement, en tête à tête, dans le bureau du maire pendant que le Premier ministre, en direct devant les caméras de télévision, reste seul, blême, en attendant leur retour. Un moment saisissant de violence raffinée vis-à-vis de Balladur, de satisfaction pour un Chirac alors largement distancé dans les sondages. Des années plus tôt, pourtant, François Mitterrand jugeait sévèrement la personnalité et la stratégie du fondateur du RPR, « un hanneton dans un bocal », « un de Gaulle sans 18 Juin, mais disponible pour un 13 mai », référence aux conditions du retour du Général. Plus tard, lors de la première cohabitation, en 1986, le Président restera toujours blessant. Conversations avec Jacques Attali : « Quand Chirac vient me voir à l'Élysée, il monte le perron avec ses idées et il redescend avec les miennes. [...] Il parle comme il serre les mains. [...] Il court tellement vite qu'il peut oublier qu'il a franchi la ligne. » Le 22 mars 1988, en déclarant sur Antenne 2 sa candidature pour un nouveau mandat, il étrille, visant Chirac, « les clans et les bandes qui exercent leur domination sur le pays au risque de déchirer le tissu social et d'empêcher la cohésion ». Du Mitterrand pur et dur. Un slogan rassembleur, la France unie, mais, à côté, en coulisse comme pendant ses quelques

meetings, des arguments au vitriol, des attaques ciblées, un discours de combat.

« Je suis un sanglier. Quand on me menace, j'attaque. » Cette confidence, lâchée devant Edouard Balladur, dévoile un autre aspect de la personnalité complexe de François Mitterrand. Il esquive, mais répond coup pour coup. Il séduit, mais poignarde en même temps. Il cajole, et prépare déjà la riposte. Il toise et méprise avant d'exécuter. Un certain nombre de dirigeants socialistes en savent quelque chose. Le Verbatim d'Attali regorge d'exemples : « Vous êtes tombés dans le piège de la droite. Vous n'avez pas trouvé le ton juste. Maintenant, c'est moi qui vais payer cela pour longtemps », reproche-t-il avec véhémence à quelques ministres socialistes après le congrès de Valence où l'on avait fait valser les têtes sur l'air des lampions dans des envolées dignes de Saint-Just et de Robespierre. En octobre 1987, c'est un jugement sans appel, « des imbéciles doublés de paresseux », qu'il portera sur des socialistes accusés de ne pas s'opposer plus rudement et plus efficacement au gouvernement Chirac. « Des lâches, des traîtres, des imbéciles », lance-t-il, toujours devant Attali, en mai 1990, après que le Premier ministre Michel Rocard eut obtenu des socialistes qu'ils renoncent au projet présidentiel de droit de vote des étrangers aux élections locales. Critiques collectives, mais aussi, et surtout, mises en cause individuelles et très personnelles, par exemple contre un Jacques Delors jugé en privé « pas courageux et très hésitant ». Florilège des flèches mitterrandiennes empoisonnées entendues et rassemblées par Franz-Olivier Giesbert dans ses Derniers Carnets : Delors ? « Ce serait un mauvais candidat et un mauvais président. Dieu merci, il le sait. » DSK ? « Un jouisseur

sans destin. » Martine Aubry ? « Trop méchante pour réussir. Un jour, elle se noiera dans son fiel. » Kouchner ? « Il finira là où était sa vraie place : au Club Méditerranée. » Les plus proches n'y échappent pas, comme Jack Lang, qualifié d'« enfantin » lorsqu'il décide de ne pas se rendre au festival du cinéma américain de Deauville, ou Edith Cresson. « Quand je l'ai nommée, je lui ai dit qu'elle avait le devoir d'être impopulaire. Je ne pensais pas qu'elle réussirait aussi bien », dit-il de la première femme Premier ministre, qui a succédé à Rocard en 1991. Idem pour Laurent Fabius, taillé en pièces en privé après qu'il eut affiché son « trouble » à l'annonce de la visite à Paris du Polonais Jaruzelski en décembre 1985. « N'hésitez pas à être cruels », recommandait fréquemment Mitterrand à ses ministres. Et il s'appliquait souvent cette règle à lui-même.

Dans le viseur gauche de l'ancien président, il y avait en priorité Rocard. Presque une obsession, tant la détestation de l'ancien président pour l'inspirateur de la deuxième gauche, « tout juste bon pour un secrétariat d'Etat aux PTT », était notoire, palpable, évidente au premier regard. Entre le congrès de Metz, ravageur, de 1979, et son départ de l'Élysée, en 1995, cette haine ne se calmera jamais. Et le véritable tir d'artillerie contre le maire de Conflans-Sainte-Honorine ne connaîtra aucune trêve. Devant ses plus proches, Attali et Charasse notamment, Mitterrand ne passera rien à son allié-prétendant-partenaire-adversaire, au choix, selon les périodes. « Une création des médias... J'en pense ce que pensait Clemenceau de Poincaré : il sait tout et il ne comprend rien », raille un président qui haussera encore le ton... lorsqu'il le nommera Premier ministre. « Il n'a ni la capacité ni le caractère pour cette fonction. Mais puisque les Français le veulent, ils l'auront. En

revanche, c'est moi qui ferai le gouvernement », confie-t-il à Attali... quelques heures avant la nomination de Rocard à Matignon, en mai 1988. « Au bout de six mois, on verra au travers », ajoute-t-il devant des proches. Et, quelques mois plus tard, le jugement reste brutal. « Qu'a fait Rocard depuis qu'il est là ? Rien. » Sommaire, et bien sûr injuste au regard du premier bilan : règlement de la crise calédonienne, création du RMI et de la CSG... Mais rien n'y fait. Et en 1994, l'Élysée encouragera en sous-main la liste Tapie aux européennes contre un certain Rocard. Face à ce déluge, l'ancien Premier ministre choisit plutôt de ne pas répondre. Mais, ici et là, et surtout après 1995, il se lâchera et répliquera sur le même ton. Avec, notamment, cette fameuse saillie de 1998, « Mitterrand n'était pas un honnête homme », qui provoquera de très vives réactions. Mitterrand versus Rocard. C'est, avec le duel Chirac-Giscard, l'affrontement le plus violent, le plus rugueux, le plus brutal de la Ve République. Un choc de personnalités, un choc culturel, un choc politique. Avec cet épisode surréaliste, et totalement inédit, d'un président en exercice qui, clairement, nomme Premier ministre un adversaire de son camp pour l'affaiblir et mieux le combattre.

Qui est vraiment François Mitterrand ? Aujourd'hui encore, la question reste posée. L'adversaire résolu du Général, le socialiste pur et dur combattant rudement Pompidou puis Giscard, le président lyrique de 1981 qui nationalise et lance nombre de réformes sociales, celui qui change de politique en 1984 avant de se faire réélire quatre ans plus tard en père de la nation au nom de la France unie, le chef d'État visionnaire respecté et écouté sur la scène internationale, le grand manipulateur de Chirac puis de Balladur pendant les deux cohabitations

de 1986 et 1993, le président usé et affaibli des dernières années ? Et qui était réellement l'homme ? L'ami fidèle ? Le tueur politique sans scrupule, de Giscard à Rocard ? Le Mitterrand dont on disait : « Il a deux amis avocats, Robert Badinter pour le droit, Roland Dumas pour le tordu » ? Autant de mystères sur cette personnalité hors du commun. Mais toujours deux dominantes, un sens tactique admirable, digne de Machiavel, et une férocité semblable à celle d'un Clemenceau ou d'un de Gaulle. Dans les avions présidentiels, François Mitterrand s'amusait à faire séparer par le protocole les couples, officiels, officieux ou clandestins, qu'il invitait à bord. Entre 1986 et 1988, il demandait parfois que l'on fasse disparaître les cendriers de son bureau élyséen juste avant l'arrivée de son Premier ministre Jacques Chirac, un gros fumeur, alors qu'il supportait très bien les cigares de son ami et conseiller Charasse. Pure méchanceté ? Humour potache ? Simple mesquinerie ? Volonté de domination, quel que soit le sujet, quelles que soient les circonstances ? Sans doute tout cela à la fois. Mitterrand tempêtait et enrageait sur tout. Il lui arrivait de rire et de s'amuser de tout, et surtout de tous. Il ne résistait pas au commentaire blessant, à la petite phrase qui fait mouche ou qui fait mal. Président écrivain ou écrivain président, c'est peut-être, finalement, ce mélange un peu explosif entre la politique et la littérature qui a forgé, au fil des ans, le caractère et la personnalité de celui que Raymond Barre décrivait comme un « prince de l'équivoque ». Avec ses qualités, rares et précieuses, et ses défauts, nombreux, qui ont depuis longtemps laissé la place à la légende.

1 François Mauriac ne s'est évidemment pas limité à la politique dans la distribution de ses piques. Le monde littéraire a reçu son lot. Ainsi lorsque l'écrivain Daniel-Rops fit paraître son essai Jésus en son temps qui rencontra un succès considérable, mais qui empruntait quelque peu à La Vie de Jésus, de François Mauriac, parue dix ans auparavant. Avisant dans une réception Mme Daniel-Rops portant fourrure, Mauriac effleura le vison en murmurant, tout sourire : « Doux Jésus... »

2 Ces propos de Jacques Laurent datent de 1965. Mauriac vient de publier son De Gaulle, et Laurent lui répond par un pamphlet, Mauriac sous de Gaulle.

## Parlement

Admirable. Digne. Malgré les assauts permanents des députés hostiles à la réforme, Simone Veil tient le choc. Ce 26 novembre 1974, elle présente à l'Assemblée nationale le projet de légalisation de l'avortement souhaité par Giscard. Trois jours durant, les adversaires du texte vont se déchaîner. Dans l'histoire parlementaire, c'est l'un des moments les plus cruels vécus au Palais-Bourbon. On entend pendant trois longues journées des propos qui, quarante ans après, font encore froid dans le dos. Certains députés lancent des mots comme « euthanasie », « eugénisme », « génocide ». Un ancien garde des Sceaux, Jean Foyer, évoque des « avortoirs », des « abattoirs où s'entassent des cadavres de petits hommes ». Pour Hector Rolland, un grognard gaulliste, la réforme de l'IVG s'apparenterait à « une sorte de Saint-Barthélemy où des enfants en puissance de naître seraient quotidiennement sacrifiés ». Le maire de Nice, Jacques Médecin, parle d'une « barbarie organisée et couverte par la loi ». Albert Liogier, député gaulliste de l'Ardèche, imagine « des manifestations au cours desquelles des femmes, ou plutôt des viragos car elles ne méritent pas le nom de femmes [interruptions sur les bancs socialistes, radicaux de gauche et communistes, peut-on lire dans le compte rendu de la séance], étaient prêtes à donner le triste spectacle de leur propre avortement pour mieux narguer la loi et démontrer l'impuissance de

l'Etat ». Un député républicain indépendant du Jura, René Feit, fera même entendre à la tribune un enregistrement des battements de cœur d'un fœtus. Simone Veil est parfois injuriée dans la rue. Un torrent de haine.

Dans l'histoire mouvementée de l'Assemblée nationale et du Sénat, les incidents graves, les mises en cause insultantes, voire diffamatoires, les grandes joutes verbales, et même les chocs physiques, ne manquent pas. On se souvient de ce 9 décembre 1893, ce jour où un anarchiste, Auguste Vaillant, lance une bombe à partir des tribunes du public, faisant un blessé léger. Stoïque, le président de la Chambre des députés lancera un célèbre « la séance continue ». Ces « grands moments », on les compte par dizaines. Comme les historiens du Parlement ont en mémoire les envolées lyriques de Lamartine, Hugo, Chateaubriand, Clemenceau, Blum ou Jaurès. Ces rudes batailles, fréquentes sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques, sont aujourd'hui plus feutrées, sauf en d'assez rares occasions. On pointe ici un bras d'honneur de l'écologiste Noël Mamère, là un doigt d'honneur d'Henri Emmanuelli. On relève, dans la période récente, ce 20 juin 2006, lorsque Dominique de Villepin, alors Premier ministre, et François Hollande, simple député de Corrèze, s'opposent violemment : « irresponsabilité », dit l'un, « lâcheté », répond l'autre. Les socialistes quittent la séance. « Quel spectacle », lâche le président de l'Assemblée, Jean-Louis Debré. Les caméras ont désormais envahi les deux hémicycles de l'Assemblée nationale et du Sénat, et les parlementaires savent que les téléspectateurs-électeurs n'apprécient pas forcément les bagarres de chiffonniers ni les débordements intempestifs. Mais, dans l'histoire et la tradition

républicaines, l'affrontement fait partie des habitudes, des rites, des codes et des usages. Les empoignades sont parfois retenues, parfois violentes. Le plus souvent viriles, et rageuses, comme en témoignent quelques épisodes marquants d'une histoire parlementaire chaotique et tumultueuse.

1<sup>er</sup> juin 1958. Le général de Gaulle est de retour, appelé par le président René Coty dans un climat passionnel en raison des événements d'Algérie. La séance d'investiture à l'Assemblée nationale donne lieu à une sévère altercation. Le nouveau président du Conseil dresse un réquisitoire vigoureux contre la IV<sup>e</sup> République. Il évoque un pays « menacé de dislocation et peut-être de guerre civile ». Dès que son discours, bref et ravageur, est terminé, il quitte l'hémicycle. Ses opposants vont répondre sur le même ton, incisif, polémique, sans la moindre complaisance. « Je ne puis admettre de donner un vote contraint par l'insurrection et la menace d'un coup de force militaire », note le socialiste Pierre Mendès France. Quant à François Mitterrand, il est déjà sur la ligne du Coup d'Etat permanent, totalement et frontalement hostile au général de Gaulle. Sans surprise, le général de Gaulle obtient la majorité, 329 voix contre 224. C'est le début d'une longue confrontation, plus de dix ans, entre le fondateur de la V<sup>e</sup> République et la gauche. Dix années d'une bataille politique et parlementaire sans répit. Et sans concession.

Depuis le début de la V<sup>e</sup> République, c'est essentiellement sur les grands sujets de société que les débats parlementaires sont les plus marquants, généralement les plus agités, toujours les plus suivis par l'opinion et les médias : commercialisation de la pilule, légalisation de l'avortement, abolition de la peine

de mort, création du PACS, autorisation du « mariage pour tous ». Le plus souvent, à l'exception notable du débat sur l'abolition de la peine de mort, des discours violents, une ambiance survoltée, des incidents multiples, des rebondissements. Et, à l'arrivée, même dans la difficulté et la douleur, les projets sont adoptés.

18 mai 1966. Un député gaulliste, Lucien Neuwirth, dépose sur le bureau de l'Assemblée une proposition de loi révolutionnaire. Son objet : autoriser la commercialisation de la pilule. C'est après avoir convaincu de Gaulle que le député a pris cette initiative. Une tâche délicate, le Général étant encore, deux années plus tôt, très hostile à cette idée. « La pilule ? Jamais, disait-il à Alain Peyrefitte en 1965. On ne peut pas réduire la femme à une machine à faire l'amour. Si on tolère la pilule, on ne tiendra plus rien. Le sexe va tout envahir. Nous n'allons pas sacrifier la France à la bagatelle. » En 1967, Neuwirth parvient finalement à faire changer d'avis le président en fonction. « Les mœurs se modifient. Nous n'y pouvons à peu près rien », explique le Général en Conseil des ministres en 1967. Fort de ce feu vert, Lucien Neuwirth avance, résolument. Le 1<sup>er</sup> juillet 1967, l'examen du texte commence au Palais-Bourbon. Un festival ! Neuwirth est traité de « fossoyeur de la France ». Un député prévoit « une vague d'érotisme ». Un autre évoque « un relâchement des mœurs ». Un troisième affirme que les femmes « vont devenir un objet de volupté stérile ». Neuwirth sera même menacé de la Haute Cour par un parlementaire ! Un amendement précise que la pilule sera délivrée en pharmacie sur présentation d'un carnet à souches. La loi est finalement votée le 19 décembre 1967. De Gaulle la promulgue le 28 décembre. Mais la totalité des décrets d'application ne sera publiée qu'en...

1972. Le combat courageux de Lucien Neuwirth est couronné de succès. Mais il aura dû accomplir, dans la douleur, un vrai parcours du combattant.

« J'ai l'honneur, au nom du gouvernement de la République, de demander à l'Assemblée nationale l'abolition de la peine de mort en France. » Ce 17 septembre 1981, quatre mois après la victoire de François Mitterrand, c'est un Robert Badinter solennel qui ouvre la séance. Les débats, courts, tiendront en deux jours. Ils seront dignes, et d'une grande noblesse politique. Certes, le nouveau garde des Sceaux sera interrompu par des « Mesrine ! », « Buffet ! », « Bontems ! » lancés par les adversaires les plus résolus de la réforme. Mais, du côté de l'opposition de droite et du centre, quelques grandes voix, Jacques Chirac, Philippe Séguin, Bernard Stasi et Jacques Barrot notamment, se prononceront en faveur du texte. 331 voix contre 225. C'est l'exemple même du débat de haute tenue et de haute volée. A méditer chez les partisans, assez nombreux, de la droite à la gauche de l'hémicycle, de la violence verbale et de l'agitation systématique.

Octobre 1998. A l'inverse de ce 17 septembre 1981, la discussion du projet sur le PACS – le PActe Civil de Solidarité – va donner lieu à des empoignades homériques. Des querelles de procédure, des obstructions, des provocations de part et d'autre, des attaques perfides, des procès d'intention : près d'un an s'écoulera entre le démarrage des débats et le vote définitif, en octobre 1999. Deux mille amendements, cent heures de discussions en première lecture... plus les suspensions de séance : le Palais-Bourbon connaît des heures particulièrement chaudes. Christine Boutin, la plus militante des adversaires du PACS, prononce un

discours de plus de cinq heures. Elle prend à témoin... la Bible et taille en pièces l'homosexualité. Elle fondra en larmes ce jour de novembre 1998 où le Premier ministre Lionel Jospin la jugera « marginale et outrancière ». Le député écologiste Noël Mamère pourfend une droite « inspirée par les porteurs de crucifix et les grenouilles de bénitier ». De l'autre côté d'un hémicycle chauffé à blanc, Philippe de Villiers parle d'un socialisme « démolisseur » et d'un « retour à la barbarie ». « Nous ne reconnaissons ici qu'une seule communauté : la République », souligne, très émue et très applaudie par la gauche, Roselyne Bachelot, favorable à la réforme, à l'inverse de l'ensemble de sa formation, l'UMP. Quinze années après, le PACS est entré dans les mœurs. Quasiment personne, parmi ses adversaires de 1998, ne songerait aujourd'hui à le remettre en cause. Ainsi va la vie parlementaire. Une réforme de société, des débats houleux, des agressions verbales, des regrets, des explications, des rappels à l'ordre, un vote final et, le plus souvent, un large consensus quelques années après, comme ce fut déjà le cas il y a quarante ans pour la libéralisation de l'avortement. Et ils sont nombreux, les parlementaires de tous bords qui regrettent amèrement, plus tard, et en privé bien sûr, d'avoir commis ces excès. Pourquoi diable n'y réfléchissent-ils pas davantage avant de transformer leur hémicycle en un véritable ring politique ?

Et pourtant, en 2013, à l'occasion du débat explosif sur le « mariage pour tous », le Parlement reprend ses mauvaises habitudes. Seule évolution positive depuis l'examen de la création du PACS : les travaux parlementaires, à l'Assemblée et au Sénat, seront plus courts, ramenés à deux mois et demi. En revanche, le

ton et l'ambiance sont plus violents encore. Cinq mille amendements, souvent inutiles ou simplement provocateurs, de nombreux incidents, quelques rares éclats de rire, une tension extrême, jour et nuit. « Assassins d'enfants », entendra-t-on un jour dans l'hémicycle. Et, à l'extérieur, souvent devant l'Assemblée et le Sénat, de nombreuses manifestations des adversaires résolus et irréductibles du projet. Le climat s'alourdit encore lorsque, hors du Parlement, quelques personnalités ajoutent à la confusion et à la tension du moment. Ainsi, à Lyon, le cardinal Barbarin, qui reviendra plus tard sur ses propos, surprend-il en déclarant : « Après, ils vont vouloir faire des couples à trois ou quatre. Après, un jour peut-être, l'interdiction de l'inceste tombera. » Tollé général. A l'Assemblée, pour ne retenir que le dérapage le plus grave, au petit matin du 19 avril 2013, à quelques jours de l'adoption définitive du texte, une vive altercation est déclenchée par quelques députés UMP irrités par... la moue d'un collaborateur de Christiane Taubira. Tumulte, menaces, injures. Certains voient même des échanges de coups. Claude Bartolone, le président de l'Assemblée, appelle au calme et juge la séquence « inacceptable ». Doux euphémisme...

La polémique va parfois jusqu'à perturber le travail, d'habitude calme, sérieux et plutôt routinier, des commissions parlementaires, hors et loin de l'hémicycle. Ainsi, ce 26 février 2014 à la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, en pleine crise ukrainienne. Agacé par les critiques de Pierre Lellouche, député UMP de Paris, Laurent Fabius a décidé de lui répondre sur le mode de l'humour grinçant. « L'un de mes collaborateurs m'a fait passer une petite liste de positions que vous avez prises sur des événements

importants. Par exemple, dans cette affaire de l'Irak. En février 2003, vous avez fait cette déclaration qui reste : "Tout le monde sait que, depuis vingt-cinq ans, Saddam Hussein accumule des armes de destruction massive..." En 2008, avec les événements d'Afghanistan, vous avez prononcé cette phrase définitive : "La France doit rester en Afghanistan." Et, en 2013, au moment des événements du Mali, vous avez dit qu'il n'y avait pas de coalition pour aider la France. Je veux vous remercier parce que, au vu de cette liste, lorsque les ministres des Affaires étrangères, d'une façon générale, auront des hésitations, ils essaieront de connaître quelle est votre position et, en prenant le chemin inverse, ils auront de grandes chances de ne pas se tromper. » Perfide et humiliant.

Revenons à l'hémicycle, à ce théâtre politique où les débats de fond passent de plus en plus souvent au second plan. D'incident en incident, de guérilla en guérilla, d'obstruction en obstruction, le Parlement, désormais sous le regard permanent des médias et de réseaux sociaux prompts à s'enflammer, risque d'abîmer son image et de voir réduits son influence, son rôle et sa place sur l'échiquier des institutions. Car on s'habitue au rituel des affrontements stériles et des coups de sang soigneusement programmés à l'heure des retransmissions télévisées. Un spectacle souvent cruel. Et toujours inutile.

## Pasqua (Charles)

« Il faut terroriser les terroristes. » Avec le recul, elle est plus comique que méchante, cette phrase « culte »

de Charles Pasqua. Chez lui, le goût de la formule qui fait mouche est obsédant. C'est presque un fonds de commerce. Proche de Chirac à partir de 1974, adversaire farouche de Giscard durant tout son septennat, parlementaire actif jusqu'en 2011, ministre de l'Intérieur pendant les deux cohabitations, de 1986 à 1988 puis de 1993 à 1995, soutien de Balladur contre le maire de Paris, la défaite de son candidat à la présidentielle et de nombreux démêlés avec la justice le rejettent dans l'ombre.

Charles Pasqua, c'est un cas à part sur la scène politique. Une carrière de commercial talentueux et imaginatif chez Pernod Ricard ; un engagement militant au très controversé SAC, le Service d'Action Civique, chargé de sombres opérations spéciales chez les gaullistes ; un activisme débridé pour combattre Giscard et propulser Chirac aux portes de l'Élysée ; d'étonnantes relations, un curieux mélange de profondes divergences et d'estime, avec le président Mitterrand, pendant les deux cohabitations ; des initiatives pour le moins contestées au ministère de l'Intérieur, comme cette expulsion par charter de cent un Maliens en octobre 1986 ou, en 1993, le net durcissement de la législation sur le droit du sol pour les enfants d'immigrés. Et, en permanence, avec son physique à la Fernandel, son accent méditerranéen, sa façon à la Pagnol, une vraie jovialité et un appétit gourmand pour le combat politique, le corps à corps électoral, la bataille pour la conquête ou la reconquête des villes, des cantons et des circonscriptions. Si l'on y ajoute une connaissance exceptionnelle de la carte électorale et un sens inné de l'organisation qui en faisait le grand ordonnateur des meetings géants des partis gaulliste et néogaulliste, on comprend que, pour un homme comme Chirac, Pasqua

fut longtemps irremplaçable. Et lorsque, début 2014, à quelques encablures des élections municipales, l'UMP et Nicolas Sarkozy voient s'accumuler les affaires, organisent la contre-attaque et poussent à la faute un gouvernement maladroit et approximatif sur le terrain de la communication, chacun se souvient des propos prêtés jadis à Charles Pasqua : « Quand on est emmerdé par une affaire, il faut provoquer une affaire dans l'affaire et, si nécessaire, une autre affaire dans l'affaire de l'affaire. Jusqu'à ce que personne n'y comprenne plus rien. » Tout est dit.

« A l'Assemblée, on tue au poignard. Au Sénat, on empoisonne avec le sourire. » Dans toutes les circonstances, à toutes les périodes de sa carrière mouvementée, Pasqua combattait avec les mots. Furieusement, mais avec un regard moqueur, il bataillait contre tous ceux qui se trouvaient sur son chemin ou, pendant près de vingt ans, sur celui de Jacques Chirac. Quelques exemples. Sur Valéry Giscard d'Estaing, son ennemi numéro un de l'époque, en 1981 : « Il peut encore rendre un service à la France : ne pas se représenter. » Sur le centriste François Bayrou : « C'est le seul homme politique à m'avoir assuré que la Sainte Vierge lui était apparue et lui avait prédit qu'il serait président de la République. » Sur Raymond Barre, Premier ministre combattu par le RPR tout au long de ses cinq années à Matignon et adversaire de Jacques Chirac au premier tour de la présidentielle de 1988 : « Quand on a de tels amis, on n'a pas besoin d'ennemis. » Sur Michèle Alliot-Marie, une concurrente au RPR : « Elle ne fait rien, mais elle le fait avec ténacité. » Et puis cette phrase qu'il répétait à l'envi, ce bon mot en forme d'aveu attribué à nombre de dirigeants depuis Clemenceau : « Les promesses des

hommes politiques n'engagent que ceux qui les reçoivent. » Cynique à souhait, dévastateur dans l'opinion, moralement condamnable. Charles Pasqua la prononçait si souvent qu'on lui en accorde à tort la paternité. Il la répétait à sa manière, souriante et glaçante. Avec une gouaille provençale qui ne pouvait cacher une vraie violence politique.

## Pompidou (Georges)

« Soyez dur, Pompidou. » Ce conseil du général de Gaulle, son successeur l'a suivi à la lettre. Onze années durant, de 1962 à 1968 à Matignon puis de 1969 à 1974 à l'Élysée, il a gouverné le pays avec une aimable fermeté, mais sans cacher ni ses antipathies personnelles ni ses commentaires assassins sur certains de ses adversaires et même de ses amis politiques. Sa plume était féroce, son esprit acéré, ses jugements souvent au vitriol. Les portraits talentueux qu'il a rédigés pendant sa présidence, et publiés longtemps après, en 2012, sous le titre Georges Pompidou. Lettres, notes et portraits, 1928-1974, à l'initiative de son fils Alain, sont des modèles de cruauté littéraire et politique. Même le général de Gaulle n'échappera pas à ses critiques, notamment pendant les événements de Mai 68, puis, quelques mois plus tard, à l'occasion de la douloureuse affaire Markovic (voir : [Markovic, affaire](#)).

Mitterrand ? « Il suffit de le voir pour se rendre compte qu'il n'est pas socialiste. [...] On peut tout attendre de quelqu'un qui fut un des premiers à pressentir la décolonisation et qui n'hésita pas, pour autant, à s'engager dans la guerre d'Algérie. [...] Il s'intéresse,

paraît-il, à l'histoire de Florence et des Médicis. Je le crois, pour ma part, plutôt apparenté aux Borgia et j'imagine qu'il a beaucoup lu Machiavel. » Celui que Georges Pompidou considère comme « un aventurier expert en coups tordus » ne cessera de critiquer avec vigueur le successeur du général de Gaulle pendant ses six années à Matignon et ses cinq ans à l'Élysée. En revanche, le futur président socialiste ne cachera pas son admiration pour le combat des derniers mois contre la maladie et la mort. Mais les deux hommes ne s'estiment pas. Leur opposition politique sera totale, sans répit ni bienveillance. Une lutte au couteau permanente dont le point d'orgue restera la période mouvementée de Mai 68.

Dur, Pompidou l'est aussi avec ses plus proches. Lorsque Le Canard enchaîné révèle que Chirac a acheté Bity, un château corrézien, il réagit sévèrement. « Quand on a une ambition politique, on n'est pas propriétaire d'un château. Sauf s'il est dans la famille depuis Louis XV. » Chirac encaisse. Pompidou ne lui en tiendra pas trop rigueur. Mais il déplore parfois l'activisme de son jeune ministre. En janvier 1974, raconte Edouard Balladur dans La Tragédie du pouvoir, des négociations acharnées sur le prix de la viande provoquent une crise européenne. A Bruxelles, Chirac, alors ministre de l'Agriculture, quitte la séance en claquant la porte. Commentaire de Pompidou devant son secrétaire général : « J'en ai assez, des drames ! Je ne romprai pas avec l'Allemagne sur le prix de la viande, et ce n'est à personne de le décider à ma place. Je dirai son fait à Chirac ! » Avec ses adversaires, il est plus rancunier. Le portrait le plus rude de ce livre, c'est assurément celui du centriste Alain Poher. Le courant n'est jamais passé entre les deux adversaires du second

tour de la présidentielle de 1969. A l'hostilité traditionnelle des gaullistes vis-à-vis du Sénat, qu'Alain Poher préside depuis octobre 1968, est venue s'ajouter une réelle antipathie personnelle entre les deux hommes. « Quel interprète il aurait fait du rôle de Tartuffe ! », écrira Georges Pompidou. « J'ai rarement rencontré quelqu'un d'aussi dissimulé, de plus tortueux, de plus assoiffé d'honneurs et prêt à tout pour les obtenir », ajoute le successeur du Général qui pointe en particulier son « hypocrisie odieuse » durant l'intérim de 1969. « Quand on l'attaque en force, il s'aplatit, on ne le voit ni ne l'entend plus. » Assez injuste, mais cinglant, et sans appel.

Pompidou n'est pas tendre non plus avec Giscard, malgré leur réconciliation de 1969 et le soutien qu'apporte alors VGE au futur président. « Giscard se croit tout permis. Je vais le convoquer pour lui dire que, s'il veut quitter le gouvernement, la porte est ouverte », confie-t-il en février 1974, deux mois avant sa disparition, à Balladur. Dans Lettres, notes et portraits, Pompidou étrille sévèrement Edgar Faure, avec lequel les relations sont notoirement médiocres. Il y dénonce « l'égoïsme excessif, le défaut absolu de convictions » d'un homme « capable de réussir n'importe quelle combinaison » et chez qui « l'acte et la parole sont rarement en accord ». Mais on sent aussi, derrière la critique, une sorte d'admiration devant le talent et le sens tactique de celui qu'il nommera d'ailleurs ministre d'Etat chargé des Affaires sociales en juillet 1972, dans le premier gouvernement Messmer. Aucune estime en revanche pour son successeur à Matignon, Maurice Couve de Murville. Georges Pompidou ne lui pardonnera jamais son attitude dans l'affaire Markovic. « Je le tuerais de mes propres

mains », aurait-il confié, hors de lui, à son ami, l'industriel et patron de presse Jean Prouvost, au plus fort de l'affaire. Quant à son épouse, Claude, elle refusera désormais de serrer la main de l'ancien ministre des Affaires étrangères du Général. Le nom de Couve ne figure pas dans le petit carnet que conservait sur lui en permanence Pompidou, et sur lequel ce dernier avait dressé la liste de tous ceux qui lui avaient gravement « manqué ». Sans doute parce qu'il n'avait pas besoin de ce rappel pour se souvenir du rôle notoirement actif de son successeur à Matignon dans l'opération de déstabilisation engagée contre lui fin 1968.

Plus étrange est le portrait au vitriol de Jacques Chaban-Delmas brossé par celui-là même qui, aussitôt élu, en 1969, l'a nommé Premier ministre. Que s'est-il réellement passé entre les deux hommes ? On connaît le désaccord politique sur la « nouvelle société » prônée par le maire de Bordeaux dans son discours de politique générale. « Il m'embête avec sa nouvelle société, j'ai déjà suffisamment de mal avec l'ancienne », lâchera même, excédé, le président Pompidou devant quelques journalistes. On n'ignore rien des réticences de l'omniprésent entourage pompidolien vis-à-vis de Chaban et de ses conseillers. La bataille entre Marie-France Garaud et Pierre Juillet côté Pompidou, Simon Nora et Jacques Delors notamment côté Chaban, ne cessera jamais pendant ces trois années de véritable cohabitation, de 1969 à 1972. Elle portera sur des sujets très différents : la politique économique et sociale, l'ouverture de la majorité, la libéralisation de l'information télévisée, souhaitée par Chaban et violemment rejetée par l'Elysée. « Vous avez livré la télévision à nos pires adversaires », lui reprochera le chef de l'Etat. En juillet 1970, sur un tout autre sujet, Georges Pompidou prend

la plume pour écrire une lettre courroucée à son Premier ministre. Objet de la fureur présidentielle : une circulaire de l'Administration, en l'occurrence la Direction des routes et de la circulation routière, qui recommande un abattage systématique des arbres le long de certaines routes pour des raisons de sécurité. Le Président est outré. Il demande instamment que cette circulaire soit « rapportée », c'est-à-dire tout simplement nulle et non avenue. « Les arbres, eux, écrit-il d'une plume acerbe, n'ont, semble-t-il, d'autres défenseurs que moi-même, et il apparaît que cela ne compte pas. » Cette circulaire, ajoute-t-il, « marque la plus profonde indifférence à l'égard des souhaits du président de la République ». On sent, derrière ces lignes furibondes, l'exaspération monter. Mais tout cela n'explique en rien la vigueur des critiques de Pompidou qui confie à son fils Alain que son Premier ministre « le fatigue par son goût de la provocation, doublé d'un réel talent de comédien ». Et l'ancien président, dont ces textes étonnants figurent dans l'ouvrage présenté par son fils et par son biographe Eric Roussel, multiplie les jugements aussi cinglants qu'assassins. Florilège : Chaban « refuse de vieillir. [...] Il aime les femmes. [...] Il meurt de peur d'être classé à droite. [...] Il veut plaire à tout le monde et être aimé. [...] Sera-t-il un jour capable de tenir tête, de se brouiller, d'affronter un besoin d'impopularité ? [...] Tout entier centré sur sa carrière [...], il n'attache finalement que peu d'importance aux problèmes eux-mêmes. [...] Il est malheureusement de ces hommes politiques qui, à longueur de semaine, ne se préoccupent que des éditoriaux d'une douzaine de journalistes, trop heureux d'être pris au sérieux ». En réalité, Georges Pompidou et son Premier ministre sont partis en 1969 sur un malentendu. Et sans la confiance

mutuelle nécessaire. Ainsi, en juillet 1969, le maire de Bordeaux n'est-il pas associé aux premières réflexions, très secrètes, sur la dévaluation qui interviendra le 8 août suivant. Et il n'enverra pas préalablement à l'Elysée, comme le veut l'usage de la Ve République, le texte de son discours de politique générale prononcé le 16 septembre. Simple oubli, ou volonté d'émancipation ? Le Président n'appréciera pas, et le fera savoir. Plus globalement, Chaban pensait disposer d'une large autonomie. Sa « nouvelle société » n'avait pas été réellement évoquée avec le successeur du Général. Dès le début de leur collaboration, il était clair qu'ils ne tiraient pas les mêmes enseignements de Mai 68 et ne partageaient pas la même vision de la société. Plus ouverte et décentralisée pour le Premier ministre, plus autoritaire et jacobine pour le Président. La suite était écrite. Un conflit personnel latent aggravé par les querelles d'entourage, des désaccords fréquents, de vraies divergences sur les problèmes de société, des stratégies politiques différentes : le divorce était inévitable. En lisant Georges Pompidou quarante ans plus tard, en découvrant la férocité de sa plume, on imagine un tandem chaotique, un duo improbable, un exécutif miné de l'intérieur. Trois années durant, la France a été gouvernée par un couple déchiré.

De la même manière, mais dans un contexte particulier, celui de l'après-Mai 68, les relations entre Pompidou et de Gaulle apparaissent avec le recul tout aussi conflictuelles (voir : [De Gaulle-Pompidou](#)). Georges Pompidou avait le goût et l'ambition du pouvoir. Son mandat présidentiel, écourté de deux ans par la maladie qui l'emporte le 2 avril 1974, fut paradoxal et contradictoire. Il y a le Pompidou avant-gardiste sur le plan culturel, réformateur en matière économique et

sociale, actif et influent sur la scène internationale, celui qui fait entrer la Grande-Bretagne dans l'Europe. Et il y a le Pompidou plutôt frileux sur les réformes de société et l'évolution des mœurs alors qu'il arrive à l'Élysée moins d'un an après les événements de Mai 68, qu'il a gérés avec lucidité et réalisme, et qui ont secoué une société française quelque peu poussiéreuse. Un chef de l'État à la fois moderne et conservateur. Deux facettes d'un président qui a laissé une vraie marque dans l'histoire politique contemporaine. Jusqu'à présent, jusqu'à la publication opportune de ces portraits au laser, on connaissait beaucoup moins la dureté et le tranchant de son regard sur les responsables politiques qu'il a côtoyés. Une plume cinglante, celle d'un normalien qui a connu la violence d'un milieu que, par ailleurs, sa femme ne supportait pas. Une plume acérée et rugueuse, celle d'un président qui avait appris très vite, en particulier au contact du général de Gaulle, les règles, les codes et les excès du combat politique.

## Primaires

C'est la plus récente innovation majeure de la vie politique française. Bien sûr, en 1995, au parti socialiste, après la défection de Jacques Delors, un duel, tranché par les militants, avait déjà opposé Lionel Jospin, facile vainqueur, à Henri Emmanuelli. Mais il ne s'agissait pas encore de larges primaires. Celles-ci existent réellement, avec une vraie campagne, depuis le match interne au parti socialiste, en novembre 2006, pour départager les prétendants à l'élection présidentielle de 2007. Cinq ans plus tard, on passe des simples primaires aux primaires

« ouvertes » et « citoyennes ». Plus simple, plus efficace, plus démocratique, plus porteur pour le vainqueur qui bénéficie ainsi d'une bonne rampe de lancement. Plus dangereux aussi, car l'ardeur des candidats et la rugosité des débats laissent des traces et donnent aux adversaires des munitions et des arguments pour la campagne à venir. Des primaires à gauche et, dans la foulée, à droite. Mêmes avantages, mêmes inconvénients. L'amorce d'une vraie dynamique pour le vainqueur. Le risque d'une rude bataille interne qui peut profiter à l'autre camp. Rappel de quelques moments fondateurs.

2006, 2011, 2013... 2016 ? En 2006, ils sont trois sur la ligne de départ pour ces premières primaires socialistes. Face à face, Ségolène Royal, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn. D'autres ténors socialistes ont hésité avant de renoncer. Lionel Jospin, un moment tenté et sollicité par ses amis, reste finalement fidèle à sa décision du 21 avril 2002 et ne revient pas sur le terrain politique actif. Jack Lang choisit de rallier Ségolène Royal. Quant à François Hollande, il laisse sa compagne Ségolène partir au combat. Car il s'agit bien d'une bataille, avec ses chausse-trappes, ses polémiques et ses coups bas. Seuls les militants socialistes peuvent voter. Ils seront environ deux cent mille à le faire. Très vite, la seule femme candidate va bénéficier d'une large couverture médiatique. Les sondages la plébiscitent. Les news magazines la propulsent à la une. Trois débats télévisés, âpres et disputés, ne changeront pas la donne. Ségolène Royal l'emporte largement : 60,65 % des suffrages contre 20,69 % pour DSK et 18,66 % pour Fabius. Pourtant, la dynamique incontestable dont elle bénéficie ne suffira pas. Les éléphants du PS, très critiques, voire ironiques,

en privé, très tièdes en public, la soutiennent du bout des lèvres. Ses initiatives personnelles troublent et déstabilisent ses partisans, très nombreux sur le terrain. Elle sera clairement et nettement distancée par Nicolas Sarkozy. Les socialistes, son premier secrétaire notamment, en tireront les leçons.

Cinq ans plus tard, le décor est franchement différent. Pour la première fois, il s'agit de primaires « citoyennes ». Les sympathisants vont pouvoir voter, et pas seulement les militants. Un succès indéniable, avec 2 700 000 votants au premier tour, 2 900 000 au second, contre 200 000 cinq ans plus tôt. Pour y parvenir, la route a été longue et les rebondissements nombreux pendant ces six mois de campagne active et tumultueuse. Premier coup de théâtre : dans la nuit du 15 au 16 mai 2011, les Français, stupéfaits, apprennent que DSK a été arrêté à New York, accusé d'avoir abusé d'une femme de ménage à l'hôtel Sofitel. Le directeur général du FMI était le grand favori des sondages, des médias et de la plupart des barons du PS. La primaire est donc totalement relancée. Ils seront finalement six, à l'automne, sur la ligne de départ. Martine Aubry, la patronne du parti, le radical de gauche Jean-Michel Baylet, François Hollande, qui a démarré sa campagne le premier, presque en solitaire, Arnaud Montebourg, qui a « porté » cette idée des primaires ouvertes, Ségolène Royal et Manuel Valls. C'est une lutte au couteau. Les coups pleuvent, tous azimuts. « Les Français peuvent-ils citer une seule chose que François Hollande aurait réalisée en trente ans de vie politique ? Une seule ? », aurait confié Ségolène au Figaro. « Propos sortis de leur contexte... conversation informelle », explique la candidate. « Valls n'a qu'un pas à faire pour aller à l'UMP », lance Montebourg. Les trois débats télévisés,

notamment le premier sur France 2, sont tendus. Le duel Aubry-Hollande se durcit. « Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup », ironise méchamment Martine Aubry, citant... sa grand-mère, à propos des propositions de Hollande. Mais le président du conseil général de Corrèze a trop d'avance. Déterminé, sûr de lui, il a parcouru la France dans tous les sens et pendant des mois, dans une indifférence quasi générale. Et, d'un coup, après l'élimination de DSK, il devient le favori. Comme Ségolène Royal cinq ans auparavant, il est porté par les études d'opinion. C'est le réflexe, classique et presque incontournable, du « vote utile ». Hollande a réussi son premier pari. Une montée en puissance progressive, un réseau efficace, des arguments bien rodés, une personnalité sympathique, consensuelle et rassurante : l'ensemble a parfaitement fonctionné. En tête au premier tour, avec plus de 39 % des voix devant Martine Aubry, il l'emporte facilement au second avec près de 57 %. La bataille a cependant été rude. Et, durant toute la campagne présidentielle, Jean-Luc Mélenchon d'un côté, Nicolas Sarkozy et ses lieutenants de l'autre reprendront jour après jour les petites phrases en forme de flèches décochées pendant la primaire.

2013. Cette fois, ce sont les primaires internes à l'UMP, dans la perspective des élections municipales des 23 et 30 mars 2014. Tout nouveau pour ce parti de tradition bonapartiste. Le succès des primaires socialistes, même s'il a été d'abord maladroitement contesté par Jean-François Copé et quelques autres flingueurs de l'UMP, a rendu a priori ce processus irréversible et inévitable. La nouvelle vague du mouvement, de Nathalie Kosciusko-Morizet à Bruno Le Maire en passant par Valérie Pécresse, Xavier Bertrand et François Baroin, a poussé le projet. Les sarkozystes

purs et durs, pour le moins réservés, n'ont rien pu faire. François Fillon a habilement soutenu l'idée. Dès lors, tout était joué. Et la calamiteuse élection interne de novembre 2012 (voir : [Haine](#)), avec ses tricheries et ses embrouilles, a en principe rendu cette innovation incontestable. A l'automne 2016, une primaire « ouverte » devrait donc permettre de départager les candidats. Mais dès juin 2012, à Paris en particulier, l'UMP organise ce scrutin interne, pour sélectionner les candidats aux municipales. Une sorte de test grandeur nature. La primaire parisienne est d'une brutalité particulière. NKM, largement favorite, doit faire face à un tir groupé, venant notamment des adversaires du « mariage pour tous ». Sa faute : s'être abstenue sur le texte à l'Assemblée et avoir affirmé, comme quelques autres dans sa formation politique, que la loi Taubira ne serait pas modifiée en cas de victoire de la droite en 2017 car « on ne pourra ni démarier ni désadopter ». Guillaume Peltier, l'un des porte-parole de l'aile droite, proche de Patrick Buisson, va même jusqu'à souhaiter sa défaite, avant de se faire « blâmer » par la direction du parti. NKM l'emporte largement, avec plus de 60 % des voix. Mais la participation est faible, presque symbolique, vingt mille votants seulement. Et le scrutin est soupçonné d'irrégularités techniques. Décidément impitoyable, Buisson lui-même, pas encore déconsidéré chez Nicolas Sarkozy par la révélation de ses écoutes de l'ancien président, monte en ligne et juge NKM « trop clivante, trop bling-bling, trop mariage gay ». « Elle n'est pas la meilleure pour gagner, mais la meilleure pour perdre », ajoute le théoricien de la droite dure, l'ancien patron de Minute, l'inventeur du « populisme chrétien », le stratège des deux dernières campagnes présidentielles de Sarkozy. A l'UMP, l'union reste

durablement un combat. Car il s'agit clairement de modifier la culture interne du mouvement, de faire accepter ces nouvelles règles du jeu, d'éviter les couacs, d'organiser la transparence et de préparer des primaires indiscutables et indiscutées. Un sacré chantier.

A gauche également, dans la même perspective des municipales, les duels internes sont souvent de vigoureux affrontements. Ainsi, en octobre 2013, la primaire organisée à Marseille pour sélectionner le candidat aux municipales tourne très vite à la foire d'empoigne. Et c'est dans un climat violent et passionné que Patrick Mennucci est finalement désigné pour affronter le maire sortant Jean-Claude Gaudin. Plus de 57 % au second tour à l'issue d'un face-à-face électrique et musclé avec la bouillante sénatrice Samia Ghali. Mais la bataille a laissé des traces. Au soir de cette primaire, Samia Ghali est amère. Il faudra des jours et des jours de discussions et des trésors de diplomatie pour lui faire accepter la défaite et négocier son ralliement. Et l'échec cuisant de Patrick Mennucci et de ses listes cinq mois plus tard le confirmera de manière spectaculaire : au-delà de la vague politique qui a marqué les dernières municipales, la férocité du combat interne a considérablement affaibli le candidat choisi par les socialistes. Cruelle leçon pour le PS marseillais.

Prochaine grande étape pour les primaires, l'automne 2016. A gauche, le sujet est tabou tant que François Hollande n'a pas fait connaître ses intentions. S'il est candidat à un second mandat, l'hypothèse de primaires est assez improbable. S'il ne l'est pas, les ambitions et les ambitieux sont déjà au rendez-vous. A l'UMP, même si, on l'a vu, le principe en a été clairement adopté dans les nouveaux statuts, même si l'organisation semble

déjà se mettre en place, le débat sur l'opportunité de la primaire à la présidentielle de 2017 n'en finit pas de commencer. Et, sauf surprise, il s'amplifiera dans les deux années à venir. Un débat viril, de la base jusqu'à l'état-major, et qui porte en réalité sur la nature même de ce parti où la culture du chef reste solidement ancrée. D'un côté, les tenants de la primaire, du plus ancien – du plus légitime aussi puisqu'il a créé le mouvement avec Jacques Chirac en 2002 –, Alain Juppé, jusqu'aux plus jeunes, NKM, Valérie Pécresse, Bruno Le Maire, Xavier Bertrand, François Baroin, en passant par François Fillon bien sûr, Jean-Pierre Raffarin et un Jean-François Copé prudent, qui s'efforce de ménager les uns et les autres. De l'autre, les sarkozystes historiques, Henri Guaino et Brice Hortefeux en particulier, qui jugent difficile, voire impossible, que leur homme providentiel, l'ancien président, puisse imaginer ou même simplement envisager de se soumettre à cette sélection interne. Nicolas Sarkozy lui-même ironise en privé, et parfois moins discrètement, sur cette perspective de primaire. Entre ces deux camps, la bataille est lancée. Elle se déroule beaucoup en coulisse, un peu devant les micros et les caméras. Elle va s'accroître dès l'automne 2014. C'est un combat politique, psychologique et institutionnel. Les partisans de la primaire, pour le moins réservés sur le retour de l'ancien président, mettent en avant le respect des statuts, la modernité du processus démocratique de sélection, l'importance de la dynamique électorale ainsi créée. Les adversaires affichés, ceux qui entourent Nicolas Sarkozy, misent sur le choc que son retour officiel provoquera et qui devrait d'évidence, selon eux, aboutir à l'élimination immédiate, ou presque, de tous les concurrents potentiels. Débat de fond, débat

tactique, aussi. Débat brutal et musclé, en perspective...

Cette innovation politique modifie aussi la pratique électorale. Car les primaires donnent sans doute aux sondages d'opinion un rôle et un impact démesurés. En 2006, Ségolène Royal l'a emporté parce qu'elle apparaissait comme la mieux placée. En 2011, dès le lendemain de l'affaire du Sofitel, même observation pour François Hollande. En toute logique, les militants et les sympathisants privilégient le favori des sondages, le candidat le plus efficace six mois avant le scrutin présidentiel. En 1980, Michel Rocard, chouchou des sondages, l'aurait peut-être emporté contre un François Mitterrand largement distancé par son jeune rival dans l'opinion. En 1994, six mois avant l'élection de Jacques Chirac, Edouard Balladur faisait nettement la course en tête, au point qu'un certain Sarkozy envisageait sa victoire... au premier tour ! Les promoteurs, les organisateurs, les candidats et les électeurs de ces primaires à venir devront donc, sans doute, adapter et affiner leurs stratégies, leurs comportements, leurs tactiques, leurs arguments. Pour éviter que les sondages préélectorales ne deviennent, à travers ces primaires, les vrais arbitres de la sélection pour les présidentielles à venir.

## Remaniement

C'est l'un des moments les plus douloureux, ou les plus heureux, pour les dirigeants politiques. Le moment où tout bascule, dans le bon ou le mauvais sens. Le moment où l'on se fait de nouveaux amis, où l'on se découvre de nouveaux ennemis. Le moment où tout peut s'écrouler, en une minute. Une entrée au gouvernement, a fortiori une nomination à Matignon, c'est la consécration. Un départ, c'est le plus souvent l'assurance d'une traversée du désert. De 1958 à aujourd'hui, les exemples ne manquent pas. Ce sont, pour les intéressés, en particulier les anciens Premiers ministres, des souvenirs fondateurs. Et souvent cruels.

8 avril 1962. Les Français approuvent par référendum les accords d'Evian et l'indépendance de l'Algérie. A Matignon, où il a été nommé près de quarante mois plus tôt, le 8 janvier 1959, Michel Debré sait déjà que son sort est scellé. Le Général ne lui a pas caché qu'il voulait donner un nouveau départ à l'action du gouvernement. Le vieux grognard du gaullisme, l'inspirateur de la Constitution de la Ve République, l'homme qui n'avait pas caché un attachement profond à l'Algérie française ne manifeste pas trop sa déception. Il espère revenir bientôt au gouvernement, ce que le Général lui a laissé entendre. Mais il devra attendre quatre longues années, une éternité pour ce gaulliste fervent, fidèle et loyal. Quatre années difficiles, avant d'être nommé ministre de l'Economie et des Finances.

Celui qui lui succède en avril 1962 est, lui aussi, un proche collaborateur du Général. Georges Pompidou se préparait depuis quelques mois. Efficace, pragmatique, travailleur, autoritaire : pour de Gaulle, ces qualités sont indispensables. Le couple exécutif vivra sans trop de nuages les toutes premières années. Ils s'estiment et se complètent. Mais Pompidou aime son indépendance. A partir de 1967, le Président envisage de le remplacer (voir : [Pompidou Georges](#)). Intuitif, le Premier ministre le sent, et finit par le savoir. Les événements de 1968 interviennent à un moment où les divergences apparaissent déjà entre l'Élysée et Matignon (voir : [De Gaulle-Pompidou](#)). Après le triomphe du second tour des législatives, le 30 juin 1968, et avant l'annonce du départ de Pompidou, le 10 juillet, c'est un véritable psychodrame qui se joue. Dix jours de cache-cache, de mensonges, de coups fourrés. Dix jours qui laisseront des traces. La pièce se joue en trois actes : Pompidou fait d'abord connaître sa lassitude après six ans à Matignon, un record toujours inégalé ; devant les pressions, très fortes, de ses nombreux amis politiques, notamment Jacques Chaban-Delmas, et de quelques proches du Général, il accepte de rester ; « C'est finalement trop tard. J'ai proposé le poste à Couve de Murville ! », se serait, selon son secrétaire général Bernard Tricot, écrié le Général. Un jeu de dupes. Pompidou, blessé, comprend qu'il a été floué. « Quelque chose en moi était ébranlé. Nos rapports [avec de Gaulle] étaient donc des rapports de fonctions et de circonstances et non pas des rapports privilégiés entre un grand homme et quelqu'un qui lui était tout dévoué et mettait à son service toutes ses capacités et sa fidélité », écrira-t-il plus tard dans *Pour rétablir une vérité*. Cet épilogue sera le début du vrai divorce entre

de Gaulle et son futur successeur. Un épisode difficile à vivre pour Georges Pompidou. Après la terrible affaire Markovic, peut-être le plus dur moment de sa vie politique.

1968-1972. Quatre ans plus tard, c'est son Premier ministre, le très populaire Jacques Chaban-Delmas, qui vivra de tels moments. Après trois ans et quinze jours à Matignon, le maire de Bordeaux est remplacé par Pierre Messmer. On ne connaîtra peut-être jamais toute la vérité sur cette décision de Georges Pompidou. Le Président, désormais informé sur la gravité, sinon sur la nature, de sa maladie, était-il déjà trop influencé par le duo Juillet-Garaud, dont l'hostilité politique et personnelle pour Chaban-Delmas était notoire ? Préparait-il sa succession, Messmer étant dès lors chargé de protéger Chirac et de le placer au plus tôt sur une orbite présidentielle ? Ce qui est certain, c'est que Chaban, très populaire dans l'opinion, soutenu par les barons gaullistes, ne s'attendait pas à ce scénario. Il en gardera de l'amertume, un goût d'inachevé, un sentiment d'injustice, aussi. Il en sortira psychologiquement un peu « cassé ». Sa campagne présidentielle manquée de 1974 trouve peut-être là une part d'explication.

17 juillet 1984. L'émotion est palpable au palais de l'Élysée. Pierre Mauroy s'en va, remplacé par le jeune Laurent Fabius. Trois ans et deux mois de bons et loyaux services pour ce Premier ministre qui a mis en musique avec détermination la première alternance politique de la Ve République. Retraite à soixante ans, nationalisations, abolition de la peine de mort, cinquième semaine de congés payés, création de l'impôt sur les grandes fortunes. Son bilan est considérable. Le maire de Lille a bataillé avec succès pour convaincre François

Mitterrand de prendre le tournant de la rigueur, en 1983. Mais il est un peu usé. Et la polémique nationale sur l'école privée incite le Président à changer d'équipe. Exit Pierre Mauroy. Moment de forte tension à la présidence. Pour la première, et sans doute dernière fois, depuis 1981, ses proches collaborateurs voient quelques larmes dans les yeux de Mitterrand. Une émotion sincère. Et, chez Mauroy, le sentiment du devoir accompli. Rude, malgré tout.

1991. Sept années plus tard, le scénario est radicalement différent pour le départ de Michel Rocard et l'arrivée d'Edith Cresson. Mitterrand ne supporte plus son Premier ministre. Ce dernier est excédé par l'attitude du Président et les rumeurs hostiles qui lui parviennent chaque jour du « château ». C'est un divorce par consentement mutuel, mais pour le moins rugueux. Une sorte de soulagement réciproque aussi, les relations entre la présidence de la République et l'hôtel Matignon étant devenues franchement exécrables. Aujourd'hui encore, Michel Rocard en conserve une vraie blessure et une solide hostilité envers son vieil ennemi (voir : [Mitterrand François](#)). Les départs d'Edith Cresson, puis de Pierre Bérégovoy, se déroulent dans un climat plus affectif et plus affectueux. La première femme chef de gouvernement sous la Ve, critiquée, déstabilisée, victime dès ses débuts d'attaques misogynes (voir : [Sexisme \(machisme, misogynie\)](#)), tiendra un peu plus de dix mois. Mitterrand sait qu'il doit s'en séparer. Elle en est consciente. Avec le soutien du chef de l'Etat, elle tente de résister. Sans succès. Inéluctable, le remplacement est annoncé le 2 avril 1992. Un départ attendu, mais qui a lieu dans la douleur. Edith Cresson estime qu'elle a été victime d'un véritable complot technocrates. Et François Mitterrand culpabilise un peu, ce qui n'est

pourtant pas franchement dans sa nature, conscient d'avoir propulsé sa protégée à la tête du gouvernement sans qu'elle ait été réellement préparée. Son successeur, Pierre Bérégovoy, reste à Matignon moins d'un an. Des mois de crise, ponctués d'affaires et de polémiques. Le prêt personnel qu'il a négocié avec un industriel proche du Président, Patrice Pelat, se transforme en scandale d'Etat. Les dernières semaines, qui précèdent les élections législatives de mars 1993, sont un véritable calvaire pour lui. C'est un raz-de-marée pour la droite. Balladur le remplace. Deuxième cohabitation. Pierre Bérégovoy, réélu dans la Nièvre, est lâché par ses amis. Il craque, profondément convaincu de sa responsabilité personnelle dans le grave échec de la gauche. Le 1<sup>er</sup> mai, il se tire une balle dans la tête.

En 2005, c'est aussi un échec électoral qui provoque la chute du Premier ministre. Jean-Pierre Raffarin est à Matignon depuis la réélection de Chirac, après le coup de tonnerre du 21 avril 2002. Cette fois, c'est le référendum sur la Constitution européenne qui cause la perte du locataire de Matignon. Le non l'emporte largement. Villepin piaffe, s'agite et met la pression sur Chirac. Raffarin sera fidèle et loyal jusqu'au bout. Il partira tranquillement, comme il est arrivé. Un exemple, assez rare, de sérénité et de calme. Et pourtant, le Premier ministre sortant se souviendra longtemps des coups de boutoir quotidiens des deux ennemis et prétendants qui lui savonnaient la planche en permanence, Sarkozy et Villepin. Ils n'avaient qu'un point d'accord : la nécessité impérieuse de remplacer Raffarin. Parvenus à leur fin, ils continueront de s'entretuer.

Tous les Premiers ministres de la V<sup>e</sup> République n'ont pas quitté Matignon dans le même climat de fureur ou

de crise, dans le même état d'épuisement ou de simple frustration. Certains sont partis soulagés. D'autres ont connu un départ évident et automatique après un échec aux élections législatives ou présidentielles : Barre en 1981, Fabius en 1986, Chirac en 1988, Bérégovoy en 1993, on l'a vu, Balladur en 1995, Jospin en 2002, Fillon en 2012. Mais la plupart d'entre eux gardent de ce chassé-croisé à la tête du gouvernement un souvenir pour le moins contrasté. Le 31 mars 2014, c'est un Jean-Marc Ayrault amer qui quitte l'hôtel Matignon. L'ancien maire de Nantes a tout fait pour rester chef du gouvernement. Dans le bureau du Président, le matin de son remplacement, il a mis en avant sa loyauté et sa capacité de rassembleur. Rien n'y a fait. L'échec des municipales était trop lourd. Son départ écrit. Cruel, bien sûr, mais inscrit en caractères gras dans les résultats du scrutin du 30 mars. Décidément, on ne sort pas indemne de cet « enfer » de Matignon, de cette machine à broyer, de cette lessiveuse où se prennent chaque jour des dizaines de décisions, où se rendent à chaque instant, sous le regard rarement bienveillant de l'Élysée, des arbitrages difficiles.

Cette violence politique ne frappe pas seulement les Premiers ministres de la Ve République au moment de leur départ. Elle atteint aussi souvent des ministres ou secrétaires d'Etat. Des situations parfois humiliantes pour les ministres qui apprennent leur limogeage par la radio ou la télévision. Des chemins de croix pour celles et ceux dont le départ est annoncé par la presse depuis des jours et des jours. Et que dire des ministres qui attendent près de leur téléphone l'appel du Président ou du Premier ministre ? Les exemples sont innombrables de ces promesses non tenues, de ces nominations avortées, de ces choix modifiés au tout dernier moment.

Car la formation d'une équipe gouvernementale réserve toujours des surprises, souvent cruelles. Sans remonter jusqu'à la IV<sup>e</sup> République, où les remaniements donnaient le tournis et le vertige, les anecdotes fourmillent. C'est ce député gaulliste qui devient ministre des PTT dans les années 1970 parce qu'il appelait par hasard son ami Premier ministre... au téléphone au moment du remaniement. C'est cet autre député qui entre au gouvernement... car il a été confondu avec son frère, également député, et qui, lui, devra en conséquence attendre un an avant d'être nommé. C'est, en 2005, cette scène inédite (contée par Bruno Le Maire dans *Des hommes d'Etat*) qui voit Chirac, en compagnie de sa fille Claude et de son tout nouveau Premier ministre Dominique de Villepin, former la nouvelle équipe. Un gouvernement à seulement trente ministres ? « Une connerie ! Vous allez amuser les journalistes pendant quinze jours et vous faire des ennemis pour dix ans », lâche Chirac très sérieusement. Et les deux hommes de chercher longuement le nom d'un, ou plutôt d'une, ministre de l'Environnement en téléphonant tous azimuts pour trouver des idées. L'heureuse élue sera finalement Nelly Olin, une sénatrice UMP du Val-d'Oise. C'est aussi, à l'automne 2010, cette annonce faite officieusement à Jean-Louis Borloo de préparer son équipe car il va remplacer Fillon, que le président Sarkozy supporte de moins en moins. On connaît la suite. C'est encore, en juin 2011, ce psychodrame qui agite, dans la coulisse, l'Elysée, Matignon, Bercy, l'UMP et les couloirs du Parlement à l'occasion du remplacement de Christine Lagarde, nommée à la tête du FMI à la place de DSK. Face à face Valérie Pécresse, Bruno Le Maire et François Baroin. Chacun des trois a, bien entendu, reçu des promesses.

Chacun a déjà préparé son cabinet. Baroin l'emportera, fort de son poids politique et de l'impact électoral de ses racines chiraquiennes. Et les deux autres candidats devront ronger leur frein. Difficile à vivre aussi, le départ d'un fidèle de François Hollande, Pierre Moscovici, principale victime du remaniement qui suit le désastre électoral du 30 mars 2014. C'est ainsi, dans la vie politique, où l'on va souvent de fausses promesses en vraies déceptions.

## Revanche

Battus ou humiliés, trahis ou lâchés, critiqués ou brocardés, les responsables politiques ont souvent une revanche à prendre. Un Lionel Jospin renonçant à la vie politique dans l'heure qui suit l'annonce de sa défaite, le 21 avril 2002, et tenant ensuite cet engagement, est un cas unique. Avec, bien sûr, en remontant plus loin encore dans le temps, et comme il l'avait annoncé, le général de Gaulle après son échec au référendum de 1969. Au soir d'un échec, ou d'une déception, quel responsable politique ne prépare pas déjà, dans sa tête, son retour, qu'il imagine forcément victorieux et fulgurant ? Quel dirigeant oserait confier honnêtement qu'il ne pense pas à sa revanche prochaine ? Les témoignages des proches sont à peu près unanimes. Personne n'échappe réellement à cette règle.

Si l'on s'en tient aux seuls présidents de la République ou chefs du gouvernement, la revanche n'a cessé d'être un moteur essentiel. Même le général de Gaulle, à son niveau, y a songé. Le 20 janvier 1946, lançant à ses ministres son célèbre « Je fous le camp »,

il démissionne avec fracas de ses fonctions de président du Gouvernement provisoire, refusant le jeu médiocre des partis et les petites combinaisons de la IV<sup>e</sup> République. Le 16 juin suivant, c'est le discours de Bayeux, et la présentation dans le détail de nouvelles institutions articulées autour, et à partir, d'un exécutif fort. Il lui faudra attendre plus de douze longues années avant de mettre en œuvre ce programme. Ce sera la Constitution de la V<sup>e</sup> République. Douze années pendant lesquelles il fulmine, rumine et ronge son frein. Son retour, en 1958, aura un vrai parfum de revanche. A de rares exceptions, les personnalités en pointe sous la IV<sup>e</sup> seront toutes écartées ou marginalisées.

Ses successeurs, dans des circonstances bien différentes, régleront leurs comptes à leur arrivée à l'Élysée. Georges Pompidou avec les gaullistes qui lui étaient hostiles, et avec celles et ceux, assez nombreux, qui avaient contribué de près ou de loin à alimenter l'affaire Markovic. Valéry Giscard d'Estaing en éloignant ceux, des gaullistes en particulier, qui avaient, en 1966, huit ans avant son élection, organisé son départ, qu'il avait jugé « humiliant », du gouvernement. Mitterrand bien sûr, qui, le 10 mai 1981, tient sa revanche sur trois fronts différents : la droite et le centre, au pouvoir sans discontinuer depuis vingt-trois ans ; ses adversaires au parti socialiste, les rocardiens notamment ; et la plupart des médias, publics en particulier, dont il modifiera au plus vite, sans ménagement ni précautions, la direction, les états-majors et l'organisation. Cette triple revanche, Mitterrand la goûtera au début avec appétit, de façon plus discrète et plus distanciée par la suite. A la fin de ses deux mandats, il lui arrivera même de regretter en privé les excès de cette période.

Pour Jacques Chirac, c'est clair et net, simple et

précis, sans bavures et presque sans exceptions lorsqu'il s'installe à l'Élysée, le 17 mai 1995 : l'ennemi, ceux qu'il faut punir et repousser dans les meilleurs délais, et avec une certaine agressivité politique, ce sont d'abord les balladuriens. Le premier gouvernement, mené par un Alain Juppé pourtant plus ouvert et plus rassembleur, sera pour l'essentiel chiraco-chiraquien. Ceux qui ont manqué au nouveau président avant et pendant la campagne devront, à l'image de Nicolas Sarkozy, patienter. En mai 2007, le choix est différent. Nicolas Sarkozy tient, lui aussi, sa revanche. Il apprécie et s'en amuse à la fois. En 2005, deux ans plus tôt, à son retour au ministère de l'Intérieur après un bref passage à l'Économie et aux Finances, il répétait en petit comité, pensant très fort à l'affaire Clearstream : « Je vais redevenir le patron de ceux qui font des enquêtes sur moi. Il y en a qui doivent mal dormir depuis qu'ils savent que je reviens. » Son commentaire avait fait le tour des salles de rédaction. Cette fois, en 2007, il est arrivé au sommet. Il a en tête ses échecs passés, des élections présidentielles auprès de Balladur en 1995 au scrutin européen de 1999. Il se souvient avec une précision impressionnante de ces réunions du RPR où il était accueilli avec une franche hostilité, parfois même sifflé, pour avoir « trahi », choisi Edouard Balladur plutôt que Jacques Chirac. Les chiraquiens les plus proches, François Baroin par exemple, seront donc, dans un premier temps, oubliés ou, plus simplement, ignorés. En même temps, Nicolas Sarkozy pratique l'ouverture à haute dose et à marche forcée. Ceux qui, dans son camp, ne font pas partie du premier cercle, ont donc le sentiment d'être rejetés.

Arrive François Hollande et le 6 mai 2012. Il tient, lui aussi, sa revanche politique après des années difficiles

et des moments de grande solitude. Mais il a axé sa campagne sur l'unité et le rassemblement. En conséquence, son gouvernement tiendra compte de toutes les sensibilités socialistes, des accords conclus entre les deux tours des primaires « citoyennes » et des alliances électorales avec les Verts. Parmi les personnalités « oubliées » ne figurent réellement que Martine Aubry, sans doute pour incompatibilité réciproque d'humeur, et Ségolène Royal pour des raisons personnelles.

Et puis, au chapitre des revanches politiques, il y a ces phrases cultes et ces moments, ces images que l'on ne peut oublier. En 1981, quelques mois après sa défaite contre François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing assure publiquement « avoir jeté la rancune à la rivière » dans son conflit ouvert et violent avec Jacques Chirac (voir : [Chirac-Giscard](#)). Réponse de Chirac, des années plus tard : « Ce jour-là, la rivière devait être à sec, tant cette rancune est demeurée tenace et comme inépuisable. » En septembre 2008, Ségolène Royal tient meeting au Zénith de Paris. Seize mois plus tôt, elle a nettement perdu face à Nicolas Sarkozy. Elle ne cesse de penser à l'attitude rugueuse, virile, mi-ironique, mi-condescendante, de ses « amis » socialistes pendant cette campagne. Son one-woman show au Zénith va lui permettre de répondre. Et d'évoquer, mordante, cinglante, le souvenir des « riantes primaires, des gentils coups bas, des tendres attaques, des amicales pressions ». « Rien ne me fera reculer », ajoute-t-elle, combative. Environ quatre ans après, le soir même de sa défaite aux élections législatives à La Rochelle, en juin 2012, alors que chacun pense encore au tweet vengeur de Valérie Trierweiler en faveur de son concurrent local, elle cite cette fois Cyrano de Bergerac :

« On n'abdique pas l'honneur d'être une cible. »  
Toujours ce parfum de revanche. Toujours cette volonté,  
en politique, de rendre coup pour coup. Et de ne jamais  
laisser le ring désert, même pour quelque temps...

## Santini (André)

« Très bien, les obsèques de Mitterrand. Mais je ne me souviens pas qu'on en ait fait autant pour Giscard. » Signé André Santini. Le député-maire d'Issy-les-Moulineaux s'est fabriqué une spécialité : croquer en formules acides personnalités et situations politiques. A la manière d'un chroniqueur jamais dupe des jeux de pouvoir. A preuve cette remarque que lui fit un jour Valéry Giscard d'Estaing : « Vous lisez Le Canard enchaîné, monsieur Santini ? Je croyais que c'était vous qui l'écriviez... » Il faut dire qu'en plus de quarante ans de carrière (élu maire en 1980, député en 1988, ministre dans les gouvernements Chirac de 1986 à 1988 et Fillon de 2007 à 2009), André Santini a peaufiné une méthode toute personnelle, dont le but avoué est de mettre les rieurs de son côté. Il ne suffit toutefois pas de fréquenter les allées du pouvoir et ceux qui les arpentent. Encore faut-il poser le juste regard. Dans son autodictionnaire *Le Santini*, il explique que, tout imprégné d'humour corse – un mélange d'ironie, d'autodérision et de joyeuse méchanceté –, il n'a guère à se forcer... Ce qui lui vaut, entre autres titres de gloire, de siéger au jury du Club de l'humour politique – où l'abondance de son œuvre lui interdit d'être candidat – et d'être président à vie du jury du prix Iznogoud, qui jusqu'en 2007 récompensait « une personnalité qui a tenté de devenir calife à la place du calife, s'est vantée et a lamentablement échoué ». Edouard Balladur en avait

été l'inconsolable lauréat en 1995 après la présidentielle, et André Santini se l'était attribué à lui-même en 2004 après son échec à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France.

Tous les politiques – ou peu s'en faut – ont été ses cibles. Devenu député dans les années 1980, l'ancien Premier ministre Raymond Barre faisait la joie d'André Santini : « C'est mon compagnon de chambre. Il dort à côté de moi à l'Assemblée » ; « Je le vois roupiller. Mais, quand il ne dort pas, il se tourne les pouces et je me dis : "Tiens ! Il fait son jogging !" ». On attribue aussi à Santini le surnom donné au même Raymond Barre : « Sancho Pansu. » Autre locataire de Matignon à recevoir les flèches santiniennes : Alain Juppé. Santini reconnaît que c'est par dépit – il n'a pas été nommé ministre en 1995 – qu'il n'a pas hésité, quelques mois plus tard, à juger le gouvernement Juppé : « Il va dans le mur, et en plus il klaxonne », et plus tard, après un remaniement allégeant le nombre de ministres mais qui ne produisait pas le succès escompté : « Le Premier ministre souhaitait un gouvernement ramassé, il a parfaitement réussi. »

Ne pas croire cependant que les piques de Santini sont réservées à son propre camp. Le passage de la socialiste Edith Cresson à Matignon et l'écho négatif de son action dans l'opinion publique lui avaient inspiré ce commentaire : « A force de descendre dans les sondages, elle va finir par trouver du pétrole<sup>1</sup>. » Jack Lang, qui, en 1981, au lendemain de la victoire de François Mitterrand, avait salué le « passage de l'ombre à la lumière », fut visé par cette remarque astronomique : « Si l'éclipse du 11 août 1999 avait été de gauche, cela se saurait. Jack Lang aurait déjà claironné qu'il était à l'origine de ce spectacle populaire

et gratuit. »

En 2002, André Santini publie *Bestiaire politique*. Le carnaval des animaux. On y découvre que le personnel politique est composé de brebis – « candidats rentrant penauds au bercail après avoir tenté sans succès une aventure dissidente » ; de chèvres – « candidats venus de nulle part, élus grâce au seul pouvoir de leur étiquette, laquelle s'enlève aussi facilement qu'elle se colle » ; d'autruches et de boas – « la politique est affaire d'estomac » ; de grenouilles – « qu'on retrouve dans toutes les mares » ; de hannetons – « qui s'acharnent à butter contre les portes qui leur sont fermées » ; de chiens huskys – « qui fonctionnent en attelage appelé groupe parlementaire. Difficile d'éviter qu'ils se mordent ». On y trouve aussi des anguilles, des escargots, des crocodiles, des requins, et naturellement des caméléons (voir : [Girouettes](#)).

A son tour, André Santini a reçu quelques flèches. Son collègue centriste Hervé Morin a dit un jour, évoquant une réunion de groupe parlementaire : « Rien ne change. Quand je suis parti, Santini dormait. Quand je suis revenu, il dormait encore. » La réplique, référence aux sondages de popularité, fut d'une cuisante férocité : « Morin, l'inépuisable, l'indécollable 1 %. » C'est ce genre de vacherie qui vaut à Santini l'estime de la plupart des politiques. « Ce n'est pas Clemenceau, mais c'est son stagiaire », a dit de lui, avec sympathie, un connaisseur, Michel Charasse.

## Sarkozy (Nicolas)

La scène se déroule le 2 mars 2012. Le président en

exercice démarre sa campagne électorale. Il visite une ferme à Ixassou, dans les Pyrénées-Atlantiques. Dialogue pris sur le vif avec une exploitante agricole. Elle : « On n'est pas aux trente-cinq heures. » Lui : « Moi non plus. » Elle : « Oui, mais on n'a pas le même salaire. » Lui : « Moi, je ne suis pas propriétaire de quarante hectares, hein ! » Elle : « Mais vous avez autre chose en banque, peut-être... » C'est dans son comportement, dans son attitude, dans son style, dans son langage, que le sixième président de la Ve République manifeste une réelle brutalité. Parfois vulgaire, comme ce 23 février 2008 au Salon de l'agriculture lorsqu'il répond « casse-toi, alors, pauv'con » à un visiteur qui refuse de lui serrer la main. Ou ce 2 mars 2012, lorsqu'il lance « si t'as quelque chose à dire, t'as qu'à venir ici » à un pêcheur du Guilvinec qui l'interpelle. Déjà, ministre de l'Intérieur, il avait choqué, y compris chez ses partisans, en parlant de « racailles » à Argenteuil ou en annonçant qu'il allait « nettoyer au Kärcher » la cité des 4 000 à La Courneuve. Le ton était donné.

Avant, pendant et après son passage à l'Elysée, il se montre, quasiment en permanence, et à la moindre occasion, acide et blessant quand il parle de ses adversaires, de ses concurrents... ou de ses « amis » politiques. Juppé ? « Un second, comme Villepin. » Séguin ? « Une grande envolée et ensuite plus personne. » Les prétendants à l'élection présidentielle de 2012 dans sa majorité ? « Un bal de nains ! » Même Copé, accusé d'affaiblir l'UMP, et qui pourtant ne lui ménage pas son soutien à cette époque, est une cible. La bataille rageuse qui oppose pendant des mois Sarkozy à Dominique de Villepin est l'un des symboles de cette exaspération permanente (voir : [Clearstream](#)).

Le tir de barrage contre Chirac n'est pas moins rude. Le célèbre « Je décide, il exécute » du 14 juillet 2004 vient après les propos musclés de son ministre sur le goût prononcé du Président pour le sumo. « Comment peut-on être fasciné par des combats de types obèses aux chignons gominés ? Ce n'est vraiment pas un sport d'intellectuel. Mitterrand, lui, au moins, il avait du goût », glisse avec gourmandise, devant des journalistes, le futur président. Un an après, le 14 juillet 2005, il ironisera sur ceux « qui ont vocation à démonter des serrures à Versailles pendant que la France gronde ». Avant de dénoncer, un peu plus tard, les « rois fainéants ». Ces deux-là, Chirac et Sarkozy, sont en conflit permanent depuis qu'en 1995 le jeune maire de Neuilly, alors ministre du Budget, a choisi de soutenir activement Edouard Balladur à l'élection présidentielle. Et il le fera à sa manière, brutale et frontale, allant jusqu'à lâcher pendant cette campagne, à un moment où le maire de Paris est encore largement distancé dans les sondages : « L'électro-encéphalogramme chiraquien est plat. Ce n'est plus l'Hôtel de Ville, c'est l'antichambre de la mort », lit-on dans *Le Roman d'un président* de Nicolas Domenach et Maurice Szafran. « Chirac est mort, il manque juste les trois dernières pelletées de terre. » Sans commentaire.

Chirac élu, personne ne parviendra alors à les rapprocher des années durant, même si Villepin, pendant un temps, et surtout Bernadette Chirac déploient des trésors de diplomatie. « Chirac, il est méchant. Chirac, il est solitaire. Chirac, il est intelligent. Mais surtout, il est méchant. Moi, je suis peut-être méchant, mais je suis un enfant de cœur à côté de lui », lâche, début 2007, lors d'un déjeuner, Nicolas Sarkozy, comme le raconte Bruno Le Maire dans *Des*

hommes d'Etat. Quant au président alors en exercice, il ne cesse de dénoncer en petit comité la « trahison » de son ministre, en 1995, alors qu'il faisait presque partie de son cercle familial. Même après 2002, et l'entrée de Sarkozy dans le gouvernement Raffarin, la déception chiraquienne n'aura d'égale que sa fureur chaque fois que son ministre prend ses distances avec le gouvernement et l'Élysée, à chacune des petites phrases assassines qui fuient régulièrement dans la presse. « Celui-là, il faut lui marcher dessus pour deux raisons : d'une part, il ne comprend que cela, et en plus il paraît que ça porte bonheur ! », lancera Jacques Chirac devant des proches. Et à plusieurs reprises devant Dominique de Villepin, qui s'empressera d'aller le répéter en ville. Ces relations explosives ne cesseront jamais. Sarkozy ne cache pas sa colère quand Chirac, le 11 juin 2011, annonce très clairement, et malgré les mises au point de sa famille, qu'il choisit son compatriote corrézien François Hollande pour la présidentielle de 2012. « Chirac n'a jamais eu de convictions. [...] Et maintenant qu'il n'a plus le pouvoir pour le tenir, tout s'effondre, tout. [...] Comment on peut faire trente ans de politique sans une conviction, hein ? Comment ? [...] C'est pas la maladie, tout ça ; c'est lui, c'est Chirac », cite Bruno Le Maire dans *Jours de pouvoir*. Cette férocité, qui vient de loin, vise en réalité tout le monde. Ses proches, ses adversaires, les plus anciens, les plus jeunes, les vrais et les faux amis. Personne n'y échappe. « La route est longue, mais la tienne va bientôt s'arrêter. » Cette phrase menaçante, lancée à l'automne 1994 à l'adresse du chiraquien François Baroin dans les couloirs de l'Assemblée, et citée par le jeune ancien ministre dans son livre *Journal de crise*, ils sont nombreux à l'avoir entendue.

« Je vais l'exploser, ce nul ! L'éparpiller façon puzzle ! » ; « Je vais les ridiculiser, ces connards des médias ! » ; « Prenez un sucre, mettez-le dans un verre d'eau, vous aurez Hollande ! ». Pas un jour, sans doute pas une heure pendant la campagne de 2012 sans que le président sortant lâche une de ces petites phrases perfides dont il pense avoir le secret. Même les journalistes qui le suivent, pourtant friands de bons mots et amateurs de formules assassines, en seront vite lassés. Quant à François Hollande, à quelques exceptions près, il répond aux charges d'artillerie par l'humour. « J'ai la banane ! », s'écrie un jour de campagne le président sortant ? « Aux Français, il reste la peau ! », réplique aussitôt le candidat socialiste. Nicolas Sarkozy est d'abord sincèrement convaincu que l'annonce de sa candidature va suffire à changer la donne. Conscient que sa campagne patine, il enrage. Tout le monde en fait les frais. Son équipe de campagne, ses ministres, du plus proche au plus sceptique, les médias bien entendu, les sondeurs, le CSA, le Conseil constitutionnel... Du matin au soir, c'est le tir au bazooka. Pour lui, rien ne fonctionne. Ni l'organisation, ni les meetings, ni l'écriture de ses discours, ni la participation de ses ministres. « Il y a une élection dans trois mois, au cas où ça vous aurait échappé. Vous pourriez sortir, défendre le bilan du gouvernement ; ce serait une idée, non ? », lance, déjà à bout, le président sortant le 25 janvier 2012 à la fin du Conseil des ministres, raconte Bruno Le Maire dans *Jours de pouvoir*. Un avertissement musclé qui circulera aussitôt dans les médias. Un signe de colère et de lassitude. Dès lors, il va parallèlement durcir ses messages, suivant ainsi à la lettre les conseils de Patrick Buisson, et radicaliser encore ses attaques contre

Hollande. C'est la spirale de l'échec assuré. A cet égard, le face-à-face de l'entre-deux-tours est révélateur. Certain d'être supérieur, convaincu de l'emporter, il rate son émission. Et laisse à la surprise générale, devant des partisans stupéfaits, le futur président dérouler ses thèmes, ses arguments, et cette désormais célèbre tirade en forme d'anaphore : « Moi, président... » Ce 2 mai au soir, la messe est dite.

A l'Élysée même, pendant cinq ans, Sarkozy tranche avec ses prédécesseurs. Super actif, survolté, zappeur. Et transgressif. Encore que... « Emmener Jean-Marie Bigard au Vatican ou lire ses SMS devant le pape, ce n'est en rien de la transgression. Plutôt un clin d'œil à des copains de bistrot », écrit dès 2008 François Léotard. Le président de 2007 est sans tabou, sans retenue, sans complexe. Ce 22 janvier 2010, il reçoit les familles des deux journalistes de France Télévisions enlevés par les talibans en Afghanistan, Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier. Dans son livre 547 jours, Hervé Ghesquière évoque cette scène, que ses proches lui ont relatée. Il parle d'un président « agressif » qui pointe, sans davantage de précisions, « cinq manquements à la sécurité » de la part des otages. Il évoque un accueil « glacial » et des familles « abasourdies ». « Nous réglerons nos comptes avec eux [les deux otages] quand ils sortiront », ajoute Sarkozy. Un mois plus tard, à la demande de l'Élysée, le chef d'état-major des armées explique publiquement que les militaires ont déjà dépensé plus de dix millions d'euros pour s'occuper de cette affaire...

Sur la scène internationale, la méthode sarkozyste, directe et souvent brutale, sera diversement appréciée. Et finalement modérément efficace. Certes, son énergie et sa capacité d'entraînement sont saluées sur un

certain nombre de dossiers : la Géorgie, la crise financière de 2008, la Libye. En revanche, le style, la virilité des relations personnelles et la manière dont il traite ses interlocuteurs et dont il lâche certaines phrases définitives laissent des traces profondes. Chacun se souvient du discours de Dakar, le 26 juillet 2007, et de cette évocation pour le moins controversée de l'homme africain qui « n'est pas assez entré dans l'histoire ». D'autres épisodes sont moins connus. Le 9 juillet 2007, à Luxembourg, avant le déclenchement de la crise financière, le président fraîchement élu vient dire à ses anciens collègues ministres des Finances de la zone euro que la France, bousculant ses engagements précédents, repousse de deux ans le retour à l'équilibre budgétaire. La réaction est faite à la fois de surprise et de consternation. Dans son livre *Ces Français, fossoyeurs de l'euro*, le journaliste Arnaud Leparmentier raconte. Le ministre des Finances allemand s'étonne et réagit fermement. « C'est qui, ce gros con ? », réplique Sarkozy... La relation franco-allemande en sera sérieusement affectée. D'autant que la familiarité de son homologue français froisse, et choque par moments, la chancelière Angela Merkel, peu habituée à ce type d'attitude. Il se murmure à Berlin, dans les couloirs de la chancellerie et du Bundestag, que le discret mari d'Angela Merkel, Joachim Sauer, aurait offert à son épouse quelques DVD de films de Louis de Funès pour qu'elle essaie de mieux comprendre l'étonnant comportement de ce Français qu'elle ne comprend pas. En privé, et même devant des journalistes reçus à l'Élysée, le nouveau président tient d'ailleurs, dans les premiers mois de son quinquennat, des propos bien peu diplomatiques sur la dirigeante allemande, son discours, ses choix politiques, sa personnalité. Déjà, pendant la

campagne présidentielle, Sarkozy avait choqué outre-Rhin. A deux reprises, le 9 mars 2007 à Caen puis le 17 avril à Metz, il avait tapé sur le même « clou ». La France « n'a pas inventé la solution finale, n'a pas commis de crime contre l'humanité ni de génocide ». Gros malaise à Berlin où l'entente franco-allemande interdisait jusque-là ce type de propos. Peu à peu, les chancelleries et les dirigeants étrangers doivent s'habituer à ce nouveau comportement. « Netanyahou ? Je ne veux plus le voir. C'est un menteur ! », dit en aparté le chef de l'Etat à Barack Obama en marge du G20 de Cannes, début novembre 2011. La phrase sera répétée. Quelques semaines plus tôt, à l'ONU, Nicolas Sarkozy se prononçait pour la création d'un Etat palestinien. Seul problème : contrairement aux usages diplomatiques, et balayant les principes de la coopération franco-américaine, il n'en avait pas informé préalablement le président américain. La réunion qui suit est tendue. Cette fois, c'est François Baroin qui en fait le récit dans son excellent Journal de crise. Et qui cite Barack Obama : « Moi, dit-il au président français, j'ai le prix Nobel, et pourtant je n'ai pas encore fait la paix. Toi, tu n'as pas encore fait la paix et tu n'as pas le prix Nobel. J'ai de l'avance. Entre amis, on se dit tout. » Ambiance... Entre Sarkozy et Obama, le courant n'est en réalité jamais vraiment passé. Une sourde rivalité, une concurrence médiatique, des désaccords de fond et, bien sûr, la méfiance traditionnelle entre des alliés malgré l'attachement personnel de l'ancien président français aux Etats-Unis. « Il vaut mieux pas être un allié des Etats-Unis. [...] On voit comment ils vous traitent, les Etats-Unis. On vous écrase sous la semelle et on discute après », accusait Nicolas Sarkozy, à propos des événements en Egypte, devant le Conseil des ministres

du 2 février 2011, rapporte Bruno Le Maire dans Jours de pouvoir. Et que dire de ce propos privé lâché par Sarkozy sur le Syrien el-Assad en décembre 2010, et cité par Frédéric Mitterrand dans La Récréation : « Chirac ne voulait plus parler à Bachar el-Assad. Quelle erreur ! Moi, j'ai rétabli le courant et ça se passe très bien entre nous. C'est quand même pas un pestiféré, ce type-là, et on ne peut rien faire sans la Syrie » ? Bien embarrassant pour Sarkozy, avec le recul...

Brutal ? Vache ? Cruel ? Parfois, Nicolas Sarkozy cumule. Les exemples ne manquent pas. Nombreux sont celles ou ceux à avoir quitté le bureau présidentiel, entre 2007 et 2012, stupéfaits des propos du chef de l'Etat. Le grand classique, c'est un début de rendez-vous tonitruant. Le plus souvent, jusqu'à sa nomination au ministère de l'Intérieur, le secrétaire général Claude Guéant est présent et assiste au « spectacle ». Nicolas Sarkozy démarre en trombe, direct et tendu. Les critiques et les reproches pleuvent. « Pourquoi dis-tu autant de mal de moi dans les dîners ? Ne discute pas, je le sais. N'est-ce pas, Claude ? » Et Guéant, un petit dossier sur les genoux, acquiesce. Du théâtre. La suite du rendez-vous se déroule généralement beaucoup mieux. Et il arrive fréquemment que l'ancien président termine l'entretien en se félicitant de la franchise de l'échange, ponctué par un : « Tu sais, finalement, je t'aime bien ! » Au téléphone, c'est le plus souvent un volcan en éruption. Comme ce désormais célèbre coup de fil au patron de PSA, un soir de novembre 2011. Dans ses Scènes de la vie quotidienne à l'Elysée, l'ancien conseiller de Sarkozy, Camille Pascal, relate l'épisode avec précision et drôlerie. Le président de l'époque vient d'apprendre que l'annonce d'un plan social chez le constructeur automobile est imminente. Il

essaie, en vain, de joindre le patron du groupe. Coup de colère. Philippe Varin, le directeur du groupe, le rappelle. Et là, c'est l'explosion. Morceaux choisis. « Je vous rappelle [...] que ces Français que vous semblez prendre pour des imbéciles [...] sont vos premiers clients. [...] C'est votre marque [...] que vous êtes sur le point d'abîmer ! Il ne faut pas être sorti major d'HEC pour le comprendre. [...] Vous êtes peut-être comptable devant vos actionnaires, mais moi je suis comptable devant les Français ! [...] Vous voyez de qui je veux parler. Ces gens qui achètent vos voitures. Ou, plus exactement, qui achetaient vos voitures. » Authentique et plutôt savoureux, sauf pour Philippe Varin, qui renvoie à plus tard son plan social, et qui n'a sans doute pas oublié cette scène. Autre scène : « Tout de suite à l'Elysée ! » C'est ce que dit au téléphone le Président à Rama Yade en ce jour de décembre 2007 dont elle se souviendra longtemps (voir : [Littérature politique](#)). Secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, elle a vivement réagi dans la presse avant l'arrivée à Paris du Libyen Kadhafi. Arrivée au palais, Rama Yade entre dans le bureau présidentiel. Sarkozy est en compagnie de Claude Guéant, son secrétaire général, et de Jean-David Levitte, le conseiller diplomatique. De longues minutes de silence, une éternité. Le Président regarde le parc, sans rien dire. Et, d'un coup, il explose. Un ouragan. « Courageusement » suivi par ses deux collaborateurs présents, et jusque-là muets. En réalité, Nicolas Sarkozy, quitte à humilier, faisait de ces colères, froides ou chaudes, de ces éclats de voix, une véritable méthode de gouvernement. Ce qui explique sans doute, chez certains de ses « amis » comme chez ses ennemis, une hostilité personnelle à peine voilée. Du coup, lorsque Le Canard enchaîné puis le site Atlantico

publient le 5 mars 2014 les incroyables enregistrements de Patrick Buisson, les habitués ne sont pas surpris des propos tenus par Sarkozy. Son ami Hortefeux, qui va quitter le ministère de l'Intérieur ? « Brice dit que le sentiment d'insécurité a régressé. Toutes les études montrent que ce n'est pas vrai. Et puis, il y a les perspectives judiciaires. » Le remplacement de François Fillon par Jean-Louis Borloo à Matignon ? « Grottesque. » Des propos honteusement volés, bien sûr. Mais aussi, des saillies quotidiennes et presque banales pour qui fréquentait régulièrement l'Élysée entre 2007 et 2012.

Aussitôt installé dans ses nouveaux bureaux proches de l'Élysée, après sa défaite du 6 mai 2012, l'ancien président multiplie les critiques privées et les petites phrases assassines contre le milieu politique. Cinglant envers ses amis, notamment en décembre 2012 pendant la crise Copé-Fillon à l'UMP, mais ne parvenant pas à calmer le jeu dans son ancien parti, il continue de distribuer régulièrement les bons, et surtout les mauvais points. Sur Copé par exemple. « Il est vraiment nul. Il ne sait même pas tricher correctement », lit-on notamment dans *Le Coup monté*, de Carole Barjon et Bruno Jeudy. Et, plus récemment, à plusieurs reprises, il compare le président de l'UMP à un « Harlem Désir de droite ». Une phrase bien sévère quand on connaît les sentiments de la droite sur l'ancien patron du PS.

Brutal, il l'est tout autant avec son successeur. Un communiqué vengeur en plein mois d'août 2012 à propos de la situation en Syrie, des attaques permanentes soigneusement distillées en off sur la politique économique et sociale du gouvernement Ayrault, une vraie fausse interview début mars 2013 dans l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*. En mettant

violemment en cause l'intervention au Mali, le jour même où un quatrième soldat français est tué, il rompt curieusement le consensus national. Dès lors, le moindre de ses propos est disséqué, commenté, amplifié, déformé, interprété. Même les chansons de Carla Bruni donnent lieu à polémique, comme le « Pingouin », son « petit air souverain », qui « n'a pas de manières de châtelain ». L'épouse de l'ancien président, qui démentira, aurait ainsi réglé ses comptes avec le successeur de son mari. Régulièrement, presque chaque jour par moments, des confidences plus ou moins contrôlées sortent des bureaux discrets qu'il occupe rue de Miromesnil. Certains affirment qu'il est déjà dans les starting-blocks pour le lendemain des élections européennes ou l'automne 2014, d'autres qu'il piaffe d'impatience de revenir dans l'arène mais préfère attendre le printemps 2015, après le scrutin régional. Lorsque le Conseil constitutionnel, le 4 juillet 2013, invalide les comptes de sa campagne présidentielle, confirmant ainsi les conclusions de la Commission nationale des comptes de campagne, lorsqu'il se rend quatre jours plus tard devant le bureau politique de l'UMP pour une opération de communication préparée au millimètre, chacun en convient dans son entourage : il n'a pas changé, il est en permanence « déchaîné », en particulier contre Fillon et Hollande. Et, en privé, depuis son bureau du huitième arrondissement, il triomphe et, en même temps, annonce sa prochaine revanche lorsqu'il apprend avec satisfaction, le 7 octobre 2013, qu'il bénéficie d'un non-lieu dans l'affaire Bettencourt. « Préparez-vous... La situation politique dépasse nos espérances », lâche-t-il devant quelques partisans un peu plus tard. A un autre visiteur, il explique, que « le recours n'existe pas ». Comme s'il voulait volontairement

brouiller les cartes.

Mais, surtout, il est, en permanence, d'une violence toute particulière, à la fois politique et personnelle, contre son successeur, « ce gros nul », « le nullissime », « le p'tit gros ridicule qui se teint les cheveux », n'hésite-t-il pas à lancer en privé, bravant ainsi tous les codes. A la mort de Nelson Mandela, lorsque François Hollande l'invite à l'accompagner aux cérémonies, c'est lui qui fait savoir qu'il ne souhaite pas partager l'avion présidentiel. « Ils ne se parlent pas à zéro mètre. Pourquoi se seraient-ils parlé à douze mille mètres ?... Ces onze heures ensemble auraient été insupportables », commente son ami, le sénateur de Paris Pierre Charon.

En privé, début mars 2014, Sarkozy est vengeur, batailleur, et ne décolère pas lorsqu'il commente en termes vigoureux la révélation des écoutes diligentées par les juges d'instruction dans l'affaire du financement de sa campagne présidentielle de 2007. L'une des nombreuses affaires judiciaires auxquelles l'ancien président, soupçonné de trafic d'influence, doit faire face en ce printemps 2014. Et c'est un long texte, d'une violence inédite, que Sarkozy publie le 21 mars dans Le Figaro. Il s'en prend frontalement, et brutalement, au gouvernement, au Conseil constitutionnel, dont il fait pourtant partie, à la police, à la justice, à Christiane Taubira, à Manuel Valls. Et il va jusqu'à évoquer les méthodes de la Stasi, l'ancienne police politique de la dictature d'Allemagne de l'Est. Les réactions sont indignées dans la majorité. « Injurieux » pour la garde des Sceaux. « Infamant » selon le ministre de l'Intérieur. « Une grave faute morale » pour Jean-Marc Ayrault. Et « insupportable » pour le président de la République. Ce n'est sans doute que le début d'un long feuilleton

politico-judiciaire.

Nicolas Sarkozy électrise, et parfois hystérise, le milieu politique, ses partisans comme ses adversaires. Il était transgressif, presque abrasif, à l'Élysée. Il l'était tout autant après son échec. Il le reste aujourd'hui, bien décidé à repartir au combat. A-t-il d'ailleurs, une seule minute, quitté réellement la scène ? Commentaire d'un proche : « Nicolas n'a pas changé. C'est le même qu'avant. Le goût de la revanche en plus. »

## Séguin (Philippe)

Volcanique, éruptif, susceptible, parfois colérique. Philippe Séguin était totalement hors normes. Un physique impressionnant, une intelligence rare, une vraie culture, un talent oratoire exceptionnel : sa carrière politique sera rapide et atypique, brillante et tumultueuse, à son image. A sa mort, à soixante-six ans, l'hommage de la classe politique est unanime et réellement sincère. On sent une véritable émotion dans l'opinion et dans les médias, où sa personnalité était respectée. On aimait ses coups de gueule et ses envolées lyriques. On appréciait ses intuitions et ses fulgurances. On ne détestait pas ses colères. Séguin était un affectif. Mais il avait aussi ses têtes de Turc, ses ennemis, ceux qu'il combattait, ceux qu'il méprisait. Et, se réclamant du gaullisme social, un attachement profond et sourcilleux à quelques valeurs : l'indépendance nationale, la solidarité, la réduction des inégalités, la défense de l'intérêt général. Ses nombreuses batailles, il les mènera tambour battant, à la hussarde. Féroce, et avec une cible privilégiée :

Edouard Balladur.

Juin 1993. Balladur est Premier ministre depuis fin mars. Séguin n'approuve pas les premières décisions du nouveau gouvernement. Elu président de l'Assemblée nationale, sa parole est attendue. Evoquant dans un colloque la politique de l'emploi, il lance un Scud politique. L'extrait du discours, aussi brillant que violent, mérite d'être cité in extenso : « Nous vivons depuis trop longtemps un véritable Munich social. Nous retrouvons sur la question du chômage tous les éléments qui firent conjuguer en 1938 la déroute diplomatique et le déshonneur : aveuglement sur la nature du péril, absence de lucidité et de courage, cécité volontaire, silence gêné, indifférence polie à l'égard de générations d'exclus. » La polémique est vive. Balladur demande à Chirac d'intervenir. Le maire de Paris ne bougera pas. Les dégâts seront importants. Le conflit Balladur-Séguin ne se calmera jamais. Il rebondira à l'approche de la campagne présidentielle de 1995.

Fin janvier 1995. Chirac est candidat depuis deux mois, Balladur depuis quelques jours. A Bondy, Philippe Séguin, l'un des rares à soutenir Chirac, lance l'offensive contre le Premier ministre. Il le fait à sa manière, virulent, ironique, blessant, très efficace. Une attaque au canon qui marquera le début de la campagne. Balladur est alors ultra-favori. Les ralliements se multiplient. Sarkozy, son porte-parole, envisage même sa victoire... dès le premier tour ! Séguin va donc cogner. « Circulez, il n'y a rien à voir... Le vainqueur a déjà été désigné. Proclamé. Fêté. Encensé. Adulé. Il est élu. Il n'y a pas à le choisir. Il n'y a qu'à le célébrer. » Dès lors, les grenades étant dégoupillées, la campagne va prendre une autre tournure. Les courbes vont se croiser. Séguin aura mis

un Chirac isolé et distancé en orbite présidentielle.

Chirac élu, Philippe Séguin peut espérer Matignon. Ce sera Alain Juppé, « le meilleur d'entre nous », avait dit un jour le futur président. Le propos rend Séguin déçu et amer. Il est vrai qu'entre Chirac et lui les relations n'ont jamais été de tout repos. Houleuses, cyclothymiques. Dans ses Mémoires, Jacques Chirac fait de Séguin un portait amical, presque affectueux, mais aussi pour le moins balancé. « J'admire, écrit-il, sa stature intellectuelle, sa rigueur morale et la force de ses convictions. » Mais les réserves suivent : « La moindre contrariété, le moindre désaccord pouvaient le blesser et soulever chez lui des tempêtes fracassantes qui mettaient du temps à retomber et s'apaiser. Il n'était pas rare, dans ces cas-là, qu'il m'adresse des lettres orageuses ou qu'il refuse de me prendre au téléphone après avoir brutalement interrompu notre conversation quelques instants auparavant. » Et Chirac décrit un Séguin « fougueux, exigeant, passionné, mais imprévisible et incontrôlable ». « Je ne suis pas sûr, pour tout dire, que sa personnalité fût adaptée à la fonction de Premier ministre, même s'il avait, naturellement, toute la compétence pour l'occuper. » Chirac et Séguin, une relation étrange. De l'estime réciproque, une vraie complicité. Mais aussi des déceptions, des regrets, des rendez-vous manqués. Deux générations, deux styles, deux parcours, deux caractères. Séguin était entier. Il détestait les concessions, les compromis, les petits arrangements entre amis. « Certains ont choisi de faire cuire leur petite soupe dans leur petit coin », raillait-il en évoquant les calculs politiques. Du de Gaulle pur sucre. Pupille de la nation, énarque dans la promotion Robespierre, député-maire d'Epinal, ministre des Affaires sociales, président

de l'Assemblée nationale, patron du RPR, premier président de la Cour des comptes : un parcours brillant, malgré quelques revers. Une carrière exceptionnelle. Il lui a sans doute manqué peu de choses pour avoir un vrai destin.

3 septembre 1992. C'est peut-être le moment le plus intense de la vie politique de Séguin. Dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, il affronte le président Mitterrand en direct sur TF1. Dix-sept jours plus tard, les Français voteront par référendum pour ou contre le traité de Maastricht. Les sondages se resserrent. Séguin est dans le camp du non. Après une campagne active, marquée par un discours tonitruant à la tribune de l'Assemblée nationale, il en est même le vrai leader. Ce soir-là, il est à la fois tendu et impressionné. Mitterrand, épuisé, équipé pour l'occasion d'une sonde, est exsangue. Sa souffrance est visible, presque palpable. Le débat sera même interrompu pendant quelques minutes pour qu'il se fasse soigner. L'émotion de Séguin crève l'écran. Il développe ses arguments avec force et conviction. Mais il se refuse à aller plus loin, à prendre le Président, affaibli, à la gorge, comme d'autres auraient pu le faire. Le 20 septembre, le oui l'emporte de peu, avec 51,04 % des suffrages et une petite avance de cinq cent trente mille voix. Ce jour-là, sobrement, dignement, Philippe Séguin est apparu en homme d'Etat. Il réservait sa férocité à ceux qui ne méritaient pas son respect.

## Sexisme (machisme, misogynie)

Elle s'appelle Véronique Massonneau. Cette députée écologiste de la Vienne s'interrompt, stupéfaite,

lorsqu'elle entend à quelques mètres d'elle un collègue imiter le caquètement de la poule pendant qu'elle intervient dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale sur la réforme des retraites. Le machiste du jour, c'est Philippe Le Ray, député apparenté UMP du Morbihan. Il est 22 h 30 ce mardi 8 octobre 2013. Claude Bartolone, le président de l'Assemblée, met aussitôt fin à la séance. Colère, incrédulité. Dès le lendemain matin, le buzz se déclenche. Les réseaux sociaux se déchaînent. Le coupable est sanctionné à l'unanimité par le bureau de l'Assemblée. Il sera privé d'un quart de son indemnité pendant un mois. Scène de sexisme ordinaire.

Sur le terrain politique, cet épisode navrant n'est pas exceptionnel. Les exemples sont si nombreux qu'il serait fastidieux et laborieux de vouloir en dresser une liste exhaustive. Mais certains méritent d'être rappelés.

Palais de l'Élysée, sous la présidence du général de Gaulle. Ce soir-là, le Président a invité à dîner d'anciens camarades de Saint-Cyr. L'un d'entre eux, un général lui aussi, interroge le plus sérieusement du monde l'homme du 18 Juin. « Pourquoi avez-vous donné le droit de vote aux femmes ? », allusion à l'ordonnance du 21 avril 1944 prise depuis Alger par le Comité français de libération nationale. Selon plusieurs témoins, de Gaulle hésite entre la surprise, le rire et la colère. Il choisit l'humour. « Je me suis en effet demandé si je n'avais pas commis une erreur. Mais je crois qu'il y en a eu une pire encore : c'est quand j'ai décidé de laisser le droit de vote aux militaires ! » Les mêmes témoins ont raconté plus tard que la boutade, très gaullienne, n'avait déclenché que quelques rires polis et gênés...

Dans l'histoire politique, le sexisme est partout, cruel par nature, discret ou affiché, brutal ou feutré, provocateur ou allusif. Dans la période récente, il y a les

affirmations sexistes incontournables : « La présidentielle n'est pas un concours de beauté », « Femme, ce n'est pas un programme politique », et bien d'autres, toutes de même nature, toutes dans le même sens, toutes répétées à l'envi, sous le manteau ou plus ouvertement. Ce sont les éléphants socialistes qui, pour la plupart, ironisent sur les capacités de Ségolène Royal lors des élections primaires au parti socialiste, puis pendant la campagne présidentielle de 2007. C'est François d'Aubert, alors député UDF de la Mayenne, qui, en 1991, compare Edith Cresson, la première femme Premier ministre sous la Ve République, à la Pompadour. Curieusement, le sexisme n'est pas un monopole masculin, même si, bien sûr, il est très marginal chez les femmes. Mais il y a parfois des exceptions, comme ce jour où Valérie Pécresse, hostile au congé parental, se demande si « le plus grand nombre de pères ont envie de changer les couches ». Et puis, il y a ces moments irréels, presque indéfinissables, où le sexisme apparaît au grand jour, assumé, presque revendiqué. Cette séance des questions d'actualité, à l'Assemblée nationale, en juillet 2012, lorsque l'ancienne ministre Cécile Duflot est sifflée sur les bancs de la droite parce qu'elle porte une robe à fleurs. Et ce débat au Sénat, en janvier 2013, pendant lequel une sénatrice socialiste de l'Oise, Laurence Rossignol, nommée au gouvernement en avril 2014, est interrompue par un très audible « C'est qui, cette nana ? », lancé par un sénateur UMP de Haute-Marne, Bruno Sido. L'épisode est d'autant plus symbolique que la sénatrice intervenait sur la... parité aux élections cantonales. Quant au sénateur, il a reçu la palme de la « misogynie beauf » de la part d'une Laurence Rossignol connue pour ses engagements féministes.

« On ne prend pas une femme par le raisonnement, on ne la prend pas par la prière, on la prend tout court » : signée Napoléon 1<sup>er</sup>, cette analyse politique et psychologique de haut niveau donne une idée très claire du sexisme ordinaire au XIX<sup>e</sup> siècle dans les cercles du pouvoir. Aujourd'hui, par-delà les épisodes éclairants précédemment évoqués, le machisme a bien entendu reculé. Les courageux combats des femmes ont largement porté leurs fruits. Et cette bataille traverse désormais les partis et les courants. Ainsi, fin novembre 2013, un manifeste est signé par une cinquantaine d'élues. Son titre : « Sortons la politique du Moyen Age ». Ce texte, très combatif, est soutenu par les deux candidates aux municipales à Paris, Anne Hidalgo et NKM, mais aussi par Eva Joly, Rama Yade et Chantal Jouanno. Mais, si la mobilisation est aujourd'hui permanente, le sexisme reste présent sur la scène politique. Plus discret, moins bruyant, plus silencieux, moins outré. Mais toujours aussi blessant. Et méprisable.

1 Il est toujours gratifiant, pour un distributeur de vacheries comme André Santini, de faire des émules. En février 2014, le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, reprend la formule de Santini pour commenter la forte baisse de François Hollande dans les sondages. Mais il ajoute : « Lui, ce qu'il va trouver, c'est du gaz de schiste. »

## Talleyrand (Charles-Maurice de)

Moins de cent cinquante mètres de long. A quelques pas de l'esplanade des Invalides, c'est la petite rue de Talleyrand, percée au début du <sup>xx</sup>e siècle à proximité de l'une des nombreuses anciennes demeures parisiennes de Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord. A chaque extrémité de la rue, une plaque, et ce texte : « rue de Talleyrand ; 1754-1838 ; ministre des Affaires étrangères du Directoire, du Consulat, de l'Empire et de la Restauration ». Tout est là, dans ces deux dates et ces quelques mots : la longévité, l'opportunisme, l'habileté, la dimension particulière de cette personnalité géniale autant que sulfureuse qui jouera un rôle majeur jusqu'à son dernier souffle, à plus de quatre-vingt-quatre ans.

Talleyrand, c'est l'intelligence et la cruauté, l'esprit et la méchanceté, la séduction et le cynisme, l'orgueil et la perversité, la vanité et la duplicité. Un grand amoureux qui collectionne les aventures, un géant de la diplomatie, un agent double par périodes, un négociateur hors pair, comme au congrès de Vienne, en 1815, où il parvient, d'abord simple observateur, et sans grand pouvoir, à influencer les débats avant d'imposer quelques-unes de ses solutions aux quatre puissances vainqueurs de Napoléon. Talleyrand, aux Affaires étrangères d'abord, aux Relations extérieures ensuite, c'est d'immenses qualités et une somme impressionnante de défauts. Corrupteur et corrompu, prévaricateur, manipulateur, il a servi tous les maîtres et

presque toutes les causes. Il a tout vu, et d'abord les couronnements de Louis XVI, de Napoléon, de Charles X et de Louis-Philippe. Il a tout entendu, des plus vibrants hommages aux critiques les plus virulentes. Il a toujours joué un rôle, dans la coulisse ou sur le devant de la scène. Il a accumulé les titres et les richesses. Il a collectionné les faux amis et les vrais ennemis, au premier rang desquels Fouché, ministre de la Police sous le Directoire et l'Empire, dont il disait : « M. Fouché fait un sale métier, mais au moins le fait-il salement. » Il a aussi multiplié les bons mots, les phrases les plus venimeuses, les jugements les plus féroces, les attaques les plus violentes. Parfois au nom d'un humour plutôt ravageur, souvent par pure méchanceté. Salué par les lâches, stipendié par les rares courageux qui osaient lui tenir tête. Docteur ès trahisons, il subira bien sûr quelques affronts, en particulier ceux de l'Empereur (voir : [Bonaparte, famille](#)). Il n'en souffrira pas.

Au palmarès de ces saillies désormais légendaires, il y a bien sûr les « incontournables », qui collent à la peau du « diable boiteux », un méchant surnom en référence à ce pied bot qui le handicapera toute sa vie : « La trahison est une question de date » ; « Ne dites jamais du mal de vous, vos ennemis en disent toujours assez » ; « En politique, il n'y a pas de convictions, il n'y a que des circonstances » ; « La parole nous a été donnée pour déguiser notre pensée » ; « On peut violer les lois sans qu'elles crient » ; « Le meilleur moyen de renverser un gouvernement, c'est d'en faire partie » ; « Appuyons-nous sur les principes, ils finiront bien par céder ». « Il y a une chose plus terrible que la calomnie, c'est la vérité ». Citons aussi les portraits de ses amis-ennemis, comme l'écrivain qu'il jalouse, Chateaubriand,

« qui croit qu'il devient sourd quand il n'entend plus parler de lui<sup>1</sup> ». Il y a enfin la citation la plus faussement lucide : « On dit toujours de moi ou trop de mal ou trop de bien. Je jouis des honneurs de l'exagération. » Une modestie rare et peu sincère chez cet homme singulier qui n'a jamais douté de son talent, de son intelligence ni de sa bonne étoile. A un aristocrate qui, en 1808, l'appelle « Votre Altesse », il répond le plus sérieusement du monde : « Je suis moins et peut-être plus, dites simplement M. de Talleyrand. » La vérité est plutôt là, dans cette réplique spontanée où percent l'ambition démesurée et l'idée, très particulière, qu'il se fait de lui-même.

C'est par un sens tactique hors du commun que Talleyrand est toujours sorti à peu près indemne des situations a priori désespérées. Le 21 mars 1804, il est associé à l'assassinat du duc d'Enghien dans les fossés de Vincennes. Véritable instigateur, comme le dira Chateaubriand ? Simple conseiller ? Il est montré du doigt et se retrouve en première ligne. Ses mensonges le sauveront. « Ce n'est pas parce que Bonaparte s'est rendu coupable d'un crime que je dois me rendre coupable d'une sottise », dit-il, avec un culot d'enfer, pour sa défense. Une fois de plus, son cynisme fera mouche. Dix ans plus tard, le 1<sup>er</sup> avril 1814, au lendemain de la capitulation de Paris, cinq jours avant la première abdication de Napoléon, Talleyrand est nommé par le Sénat président de la Commission chargée du gouvernement provisoire. Son « adresse » aux armées françaises est très édifiante de la part de celui qui avait accompagné l'Empereur pendant si longtemps : « La France vient de briser le joug sous lequel elle gémit avec vous depuis tant d'années... » (voir : [Girouettes](#)). Saisissant moment de violence politique de la part de

celui qui s'exclamera à la mort de Napoléon : « Ce n'est pas un événement, c'est une nouvelle. » Après l'abdication de Napoléon, Talleyrand se met au service du roi Louis XVIII, qui ne l'aime guère, se méfie beaucoup, mais n'a d'autre choix que de faire appel à lui. Talleyrand n'a aucune estime pour le roi, surtout lorsque celui-ci tient à présider lui-même les réunions du gouvernement. En mai 1814, à l'issue d'un conseil qui avait duré trois heures, un courtisan s'était inquiété auprès du ministre des Affaires étrangères :

— Le roi est resté trois heures en son conseil ! Que s'est-il passé ?

— Trois heures, avait répondu Talleyrand.

Au même Louis XVIII, qui entendait que les députés remplissent leur fonction gratuitement, Talleyrand, peu naïf en matière de corruption, avait lancé cette phrase hautement politique et franchement cynique : « Si vous ne les payez pas, Sire, ils vous coûteront beaucoup plus cher. »

Drôle et impertinent, calculateur, cultivé, retors, illusionniste et vénal, Talleyrand bénéficie aujourd'hui d'un statut à part. On reconnaît son génie et son sens inné de la manœuvre. On souligne davantage ses qualités que ses défauts. On lui consacre en permanence des thèses, des biographies, des analyses à la fois savantes, pointues, précises et le plus souvent élogieuses. Mais, malgré Victor Hugo qui écrivait : « Talleyrand : ni âme, ni conscience, ni regard, face livide et morte, spectre cité pour ses bons mots, quelque chose comme un cadavre faisant de l'esprit », on oublie, ou on sous-estime, cette violence politique et psychologique qui lui a permis de sortir de toutes les situations, de traverser tous les régimes. Dans le Dictionnaire des girouettes, publié en 1815, il bénéficie,

comme son ennemi Fouché, d'une place de choix. Et il la mérite largement. Laissons le dernier mot, un brin cruel, au roi Louis-Philippe, lorsqu'il apprit, le 17 mai 1838, la mort de Talleyrand : « Avec lui il ne faut jamais juger sur les apparences, et je me demande quel intérêt il pouvait bien avoir à mourir en ce moment. »

## Troisième République (présidents de la)

De 1870 à 1940, la III<sup>e</sup> République vit passer au palais de l'Élysée quatorze présidents. Qu'y faisaient-ils ? Pas grand-chose. Leur rôle se bornait à représenter la fonction. Tout pouvoir politique réel était exclu de leurs attributions. Certains ont parfois cherché à combler ce vide avec plus ou moins de bonheur. Sous la III<sup>e</sup> République, le président était en effet élu par les parlementaires réunis en congrès à Versailles. Jeux d'influences, alliances diverses et inattendues, guerre des clans, c'était alors le rendez-vous de toutes les manœuvres politiciennes. Ce qui n'empêcha pas, parfois, des hommes de valeur de l'emporter. Mais, le plus souvent, un candidat consensuel et fade était sûr de gagner. D'où l'abondance des critiques, rosseries et perfidies en tout genre qui se sont abattues sur les épaules de ces infortunés présidents. La plupart d'entre eux ont eu à subir les attaques du plus redoutable de leurs contempteurs : Georges Clemenceau.

Le premier président est Adolphe Thiers, dont le surnom de « Foutriquet » lancé par la Commune de Paris en cachait bien d'autres, inspirés par sa petite taille (il mesurait un mètre soixante-cinq) : « Sanguinaire Tom Pouce », « Gnome versaillieux », « Pygmée », ayant

« le cœur plus bas encore que la taille ». Clemenceau l'avait jugé : « Thiers était de ces idiots bornés qui se figurent qu'avec un ordre sur un bout de papier on vient à bout de tout. » Quant à Talleyrand, il eut le temps, deux ans avant sa mort, de voir Thiers accéder au poste de président du Conseil en 1836 : « M. Thiers n'est pas parvenu, il est arrivé. »

Mac Mahon est élu en 1873. L'année suivante, un journal est condamné pour avoir écrit : « Le maréchal de Mac Mahon, président de la République, est arrivé à Lyon à cheval. Il a l'air intelligent, le cheval. » Puis c'est Jules Grévy qui s'installe à l'Élysée. En 1887, Sadi Carnot fait l'unanimité par défaut. « Il n'est pas très fort, mais nous n'avons personne d'autre », déclare Clemenceau. Carnot est assassiné en 1894. Jean Casimir-Perier lui succède et démissionne au bout d'un an. Le 17 janvier 1895, Félix Faure est élu sixième président de la République française. Le ton est rapidement donné par Clemenceau qui, dans son journal, L'Aurore, déchiquette Félix Faure en évoquant « son inintelligence naturelle », et « sa pauvre cervelle bouffie de vanité ». Et encore : « Tout sentiment de droiture lui est étranger, de même que le ridicule mélange de snobisme et de fausse bonhomie qui le caractérise est d'un fourbe assez bas. » Clemenceau pilonne. Il parle de l'« inqualifiable sottise » de Félix Faure, de sa « vanité monstrueuse », mais lorsque le Président meurt dans les bras de sa maîtresse, là le Tigre se déchaîne : « Dans le néant où il retourne, Félix Faure va se sentir chez lui. » Pour faire bonne mesure, Clemenceau évoquera de nouveau l'insolite trépas du Président deux ans plus tard, en 1901, avec les accents du carabin qu'il avait été jadis : « Une simple artère athéromateuse, cassée dans un paroxysme qui n'avait

rien de protocolaire, nous enleva ce merveilleux grotesque, quasi couronné. Nous ne retrouverons plus, d'ici à bien longtemps, un si riche élément de joie. »

Emile Loubet succède à Félix Faure, Armand Fallières à Emile Loubet. Voici 1913 et une nouvelle élection. Le président du Sénat, Antonin Dubost, est candidat. Il s'en va protester auprès de Clemenceau : « Vous avez une drôle de façon de soutenir ma candidature. Vous dites partout que je suis un imbécile. Je ne suis pourtant pas plus bête qu'un autre ! » Clemenceau regarde à droite et à gauche, et laisse tomber : « Quel autre ? » C'est Raymond Poincaré qui est élu. Un intellectuel. « Il a le cœur bourré de dossiers », commente Clemenceau. Léon Daudet le surnomme « Nabotlén » et « le bas Tartuffe » quand la guerre éclate en septembre 1914. Poincaré souffre d'être, par sa fonction, condamné à l'immobilisme. En novembre 1917, il est contraint d'appeler Clemenceau à la présidence du Conseil. Le Tigre ne se calme pas pour autant : « Poincaré invente des costumes, des couvre-chefs et dit des choses convenues à un signe donné. Il imite à la perfection le vivant. » A la fin de sa vie, Clemenceau n'aura toujours pas oublié la haine farouche qui le lie à Poincaré : « Promettez-moi qu'il n'y aura pas sur ma tombe de discours de Poincaré. Ce serait vraiment mourir deux fois. »

L'hostilité d'Aristide Briand empêche Clemenceau de succéder à Poincaré et de devenir président de la République en 1920. Briand, que Clemenceau appelait « le voyou de passage », Jaurès « le polichinelle sinistre » et Léon Daudet « le pelliculaire souteneur » (à cause d'une chevelure approximativement entretenue et d'un goût marqué pour les dames de vertu légère), avait en effet juré que, lui vivant, Clemenceau « resterait à la

porte de l'Elysée ». Paul Deschanel fut donc élu président. On constata quelques mois plus tard que Deschanel n'avait pas tout son esprit, et Clemenceau, alors âgé de soixante-dix-neuf ans, commenta : « Vous n'avez pas voulu d'un gâteux, vous l'aurez eu quand même. » Et lorsque Deschanel fut contraint à la démission, le Tigre lâcha cette ultime perfidie : « Il a un bel avenir derrière lui... »

Sur Alexandre Millerand, successeur de Paul Deschanel, que Daudet surnommait « le sanglier de carton », Jean Martet, secrétaire de Clemenceau, rapporte que, au cours d'un dîner, le Tigre avait demandé à brûle-pourpoint :

« Est-ce que M. Millerand est terminé ? »

Le silence interrogateur qui avait suivi avait naturellement incité Clemenceau à expliquer sa rosserie :

« Depuis que je le connais, on me dit “M. Millerand se forme, M. Millerand se fait...” Alors je voudrais savoir s'il est enfin terminé ! »

Lorsque Millerand démissionne en 1924, c'est encore Clemenceau qui assène le coup de grâce : « Millerand ouvre son journal, lit dedans qu'il faut partir : il part ! »

Gaston Doumergue devient président en 1924, Paul Doumer lui succède en 1931. Jean Jaurès avait dit de lui quelques années plus tôt : « Je ne veux pas employer pour M. Doumer le mot d'ambitieux, ce serait rabaisser l'ambition. »

Le dernier président de la III<sup>e</sup> République fut Albert Lebrun, que ses yeux constamment humides, rougis par la myopie et les crises de conjonctivite avaient fait surnommer « le sot pleureur ». C'est le général de Gaulle qui, dans ses Mémoires de guerre, en fit le plus bref et le plus cruel des portraits : « Comme chef de

l'Etat, deux choses lui avaient manqué. Qu'il fût un chef, et qu'il y eût un Etat. »

## Twitter (et réseaux sociaux)

« Four more years. » « Quatre ans de plus. » Tout le monde, sur Twitter, n'a pas le style, la sobriété, pour tout dire la classe de Barack Obama commentant ainsi sa réélection à la présidentielle américaine. Car sur Twitter en particulier, sur les réseaux sociaux en général, le niveau du débat politique français mériterait d'être singulièrement rehaussé. On y trouve parfois le pire, rarement le meilleur.

En cent quarante caractères, les responsables politiques peuvent donc désormais, et à tout moment, communiquer. A certaines occasions, utilement. C'est par un tweet que Laurent Fabius, pendant la crise ukrainienne de février 2014, fait le point depuis Kiev sur les négociations, les exigences et les demandes de l'Union européenne. C'est par un tweet que l'hôtel Matignon fait savoir que la ministre Delphine Batho est convoquée par le Premier ministre avant d'être limogée. C'est par un tweet que Nicolas Sarkozy remercie les militants de l'UMP qui ont permis le succès de sa souscription après le rejet de ses comptes de campagne par le Conseil constitutionnel. Sur Twitter, il y a tout, mais aussi n'importe quoi. On parle d'un plat cuisiné, comme Cécile Duflot et son chili con carne. On commente une compétition sportive en cours. On réagit à chaud sur une déclaration politique, une émission de radio ou de télévision, un événement inattendu. On applaudit, on dénonce, on dérape, on regrette, on

s'excuse, on polémique, on réplique, on attaque, on condamne, on accuse. Très souvent méchamment. Souvent sans réfléchir. On simplifie ainsi le débat politique jusqu'à la caricature. La priorité est à l'émotion, au réflexe du plus rapide. La prime va au plus blessant, au plus féroce, au plus drôle, au plus agile.

Dans la période récente, c'est bien sûr le tweet de Valérie Trierweiler, le 12 juin 2012, qui reste le plus célèbre, et le plus commenté. « Courage à Olivier Falorni qui n'a pas démerité, qui se bat aux côtés des Rochelais depuis tant d'années dans un engagement désintéressé. » Envoyé par la nouvelle première dame pour encourager l'adversaire de Ségolène Royal entre les deux tours des élections législatives, ce tweet fait l'effet d'une bombe. A l'Élysée, François Hollande est, selon ses proches, littéralement abasourdi. L'explication avec sa compagne sera orageuse. Dans un premier temps, les politiques et les médias sont incrédules. Certains, assez nombreux, croient à une mauvaise plaisanterie. Mais le tweet, ravageur, est bien réel. Valérie Trierweiler le regrettera, mais il est trop tard. Le mal est fait. Ségolène Royal sera battue. Le tweet vengeur du 12 juin 2012 restera dans l'histoire.

19 novembre 2013. La France se qualifie brillamment pour la phase finale de la Coupe du monde de football en battant l'Ukraine trois buts à zéro. L'occasion est sans doute trop belle. Au gouvernement comme dans l'opposition, c'est un festival. Jean-Marc Ayrault : « Allez les bleus. Il ne faut jamais renoncer, et même quand c'est difficile, il faut encore se battre davantage. » Stéphane Le Foll : « Magnifique. Impossible n'est pas français. » En face, c'est le tir de barrage habituel. Un sénateur UMP : « L'Ukraine, c'est fait. Et maintenant, pour la dette, le déficit et la compétitivité, on fait quoi ? »

Geoffroy Didier, secrétaire général adjoint de l'UMP : « Hollande essaie déjà de récupérer la victoire de la France... mais n'est pas Deschamps qui veut. Pour Hollande, c'est carton rouge. » Tweeter, ou le moyen moderne de récupérer ou d'utiliser chaque événement à des fins politiques, voire politiciennes.

Il y a aussi, et c'est déjà mieux, les humoristes du tweet. Ce conseiller communiste de Paris, quand François Fillon renonce à se présenter aux municipales dans la capitale : « On ne signale toujours pas de Parisien en pleurs. » Le député socialiste Bernard Roman, au moment du débat sur le mariage gay : « Le mariage pour tous, ça avance ! L'UMP a deux papas. » L'ancien ministre UMP Benoist Apparu, en pleine crise à droite : « Un nouveau courant pour l'UMP : la droite morte ! » Le député socialiste Jérôme Guedj, à propos de la présence commune de François Hollande et Nicolas Sarkozy aux obsèques officielles de Nelson Mandela, et en référence au trop fameux discours de Dakar de l'ancien président : « Nicolas va prendre l'avion pour honorer l'un de ces hommes africains qui ne sont pas rentrés dans l'histoire. Merci, François. » Le socialiste Jean-Jacques Urvoas, au lendemain de la tribune rageuse de Nicolas Sarkozy dans Le Figaro, trois jours avant le premier tour des municipales : « Ce n'est pas Paul Bismuth [nom d'emprunt utilisé pour le second téléphone portable, plus « discret », de l'ancien président] qu'il fallait choisir comme pseudo pour Nicolas Sarkozy mais Narcisse. » L'humour par Twitter, Facebook ou les réseaux sociaux. Une nouvelle manière pour les politiques, notamment en direction des plus jeunes, d'améliorer une image, de préciser un profil, de ciseler une personnalité.

Et puis, il y a les obsédés, les maniaques, les agités

de Twitter. Celles et ceux qui ne peuvent pas s'en passer. A ce niveau de fébrilité, c'est presque du harcèlement. En tête, numéro un toutes catégories, Nadine Morano, ancienne ministre de François Fillon, une groupie de Nicolas Sarkozy. On a le sentiment qu'elle tweete en permanence, nerveuse, matin, midi et soir, vacances, week-ends et jours fériés compris. Petit florilège. 28 mars 2013, pendant une interview télévisée de François Hollande : « Voilà le mariage pour tous. Mais pas pour lui qui n'a jamais épousé la mère de ses enfants et vis [sic] en concubinage à l'Elysée. » Août 2013, le jour où le gouvernement annonce une augmentation des naturalisations : « Le PS ne fera pas le droit de vote des étrangers pour les municipales mais trouve une parade : la naturalisation massive. La France bradée » ; et, un peu plus tard : « Ceux qui portaient des drapeaux étrangers le 6 mai [jour de l'élection de Hollande] doivent être heureux ! La France aux étrangers devient-il le nouveau slogan de la gauche ? » 28 novembre 2013, après des propos assez ambigus tenus par le Président à quelques heures de l'annonce d'une baisse du chômage : « Hollande ment aux Français. » 25 décembre 2013, le jour de Noël : « Pas un message de l'Elysée pour Noël, une nouvelle bourde de Hollande. Le mépris de nos traditions en dit long. » Le Président souhaitera, comme prévu, un peu plus tard dans la journée, un joyeux Noël aux Français en réactivant son compte Twitter. La polémique lancée et souhaitée par Nadine Morano n'aura pas lieu. Pour elle, Twitter est une véritable aubaine. En permanence, c'est un tir de barrage nourri contre le gouvernement, la majorité et le Président. Aucune trêve, presque une obsession.

A gauche, le plus compulsif, c'est incontestablement

Jean-Luc Mélenchon. Littéralement addict, comme Nadine Morano. Rapide sélection : « Hollande et Gattaz, c'est du sérieux » le jour de la conférence de presse du Président, le 14 janvier 2014, allusion au fameux « Avec Carla, c'est du sérieux » de Nicolas Sarkozy. A la mort de Margaret Thatcher, en avril 2013 : « Margaret Thatcher va découvrir en enfer ce qu'elle a fait aux mineurs. » Le 31 décembre 2013, après les vœux présidentiels : « Hollande a parlé. Les huîtres bâillent ! Passons aux choses sérieuses : à taaable ! » Le 16 mai 2013, pour commenter la conférence de presse du Président : « Même les dindons arrivent à s'envoler un peu. Hollande doit faire un effort. » Un curieux mélange de hargne, d'agressivité, d'humour et de dérision.

On peut, au choix, le regretter ou s'en féliciter : Twitter est devenu quasiment incontournable. Régulièrement, la presse écrite présente une sélection ou un classement des meilleurs tweets politiques. Quotidiennement, ou presque, c'est la surenchère. Au moment où triomphe l'immédiateté, un phénomène si bien décrit et décortiqué par Gilles Finchelstein dans son livre de référence *La Dictature de l'urgence*, Twitter participe activement à la simplification, et parfois à la caricature, de la vie politique. Tout est émotion, tout devient spectacle. On mélange la réaction à chaud, le commentaire lapidaire, la polémique, l'humour et, parfois même, le voyeurisme. Pour avoir une chance d'être entendus dans le tohu-bohu médiatique, dans la déferlante de l'information permanente et des réseaux sociaux, les responsables politiques doivent impérativement se distinguer. C'est le règne, certes éphémère, de la phrase qui tue, du mot qui blesse, de l'expression qui fera le buzz pendant quelques heures, au mieux quelques jours. Et, à ce jeu, les deuxièmes et les troisièmes couteaux connaissent de

temps à autre leur heure de gloire. Sous la III<sup>e</sup> République, l'invective dominait les débats au Parlement, là où tout se passait. Au rythme actuel, c'est d'abord sur Twitter et les réseaux sociaux que dialogueront bientôt les responsables politiques. Un progrès ou un recul ? Les deux sont encore en balance... Répétons que la qualité et la bonne tenue d'un débat n'excluent pas, fort heureusement, violences, piques et saillies. C'est un signe de bonne santé démocratique, en même temps qu'une efficace tactique pour mettre les rieurs de son côté. Mais si l'utilisation des nouvelles technologies en matière de communication politique se réduit à l'échange de formules et d'invectives plus ou moins inspirées, ouvrant grand sur l'excès, la facilité, sans idée ni hauteur de vue, il ne faudra pas s'étonner que la démocratie s'affaiblisse. Et qu'on en vienne à regretter des temps moins contraints où la forme avait du fond.

1 Chateaubriand dira de Talleyrand : « Quand il ne conspire pas, il trafique » et, après la chute de Napoléon, rapportera dans ses Mémoires d'outre-tombe la vision qu'il eut le 6 juillet 1815 à l'abbaye de Saint-Denis, alors qu'il attendait d'être reçu par Louis XVIII : « Tout à coup une porte s'ouvre. Entre silencieusement le vice appuyé sur le bras du crime, M. Talleyrand soutenu par M. Fouché. »

# Bibliographie

- Adler (Laure), Françoise, Grasset, 2011.
- Amadou (Jean), Les Pensées, Le Cherche-Midi, 2003.
- Amar (Cécile), Jusqu'ici tout va mal, Grasset, 2014.
- Astruc (Valérie) et Freyssenet (Elsa), Florange, la tragédie de la gauche, Plon, 2013.
- Attali (Jacques), Verbatim, tomes 1, 2 et 3, Fayard, 1993 et 1995.
- , C'était François Mitterrand, Fayard, 2005.
- Audiard (Michel), Vive la France, Julliard, 1973.
- , Audiard par Audiard, La Mémoire du cinéma français, 1995.
- Azéma (Jean-Pierre) et Winock (Michel), La III<sup>e</sup> République, Calmann-Lévy, 1969.
- Bachelot (Roselyne), A feu et à sang, Flammarion, 2012.
- Balladur (Edouard), La Tragédie du pouvoir, Fayard, 2013.
- , Le pouvoir ne se partage pas. Conversations avec François Mitterrand, Fayard, 2009.
- Barjon (Carole) et Jeudy (Bruno), Le Coup monté, Plon, 2013.
- Baroin (François), Journal de crise, Jean-Claude Lattès, 2011.
- Barre (Raymond), Questions de confiance. Entretiens avec Jean-Marie Colombani, Flammarion, 1988.
- Bayrou (François), Abus de pouvoir, Plon, 2009.
- , De la vérité en politique, Plon, 2013.
- Bedos (Guy), Pointes, piques et répliques, Le Cherche-Midi, 1998.
- Bernis (Cardinal de), Mémoires, Mercure de France, 1986.
- Bouchet (Thomas), Noms d'oiseaux, Stock, 2010.

Breton (Guy), Tout l'humour de Clemenceau, Jacques Grancher, 1995.

Chateaubriand (François-René de), Mémoires d'outre-tombe, tomes 1 et 2, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1951.

—, De Buonoparte et des Bourbons, Félix Girard, 1872.

Chirac (Jacques), Mémoires, tome 1 : Chaque pas doit être un but, Nil, 2009.

—, Mémoires, tome 2 : Le Temps présidentiel, Nil, 2011.

Churchill (Clémentine et Winston), Conversations intimes 1908-1964, Tallandier, 2013.

Churchill (Winston), Mémoires de guerre, tomes 1 et 2, Tallandier, 2009 et 2010.

Coignard (Sophie) et Richard (Michel), Le Nouveau Dictionnaire des girouettes, Robert Laffont, 1993.

Courage (Sylvain), L'Ex, Editions du Moment, 2012.

Daudet (Léon), Les Nouveaux Châtiments, Editions du Capitole, 1931.

—, Député de Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 1992.

—, Le Stupide XIX<sup>e</sup> siècle, Robert Laffont, « Bouquins », 1992.

Delachair (Elsa), L'Art de l'insulte, Editions Inculte, 2010.

Domenach (Nicolas) et Szafran (Maurice), Le Roman d'un président, Plon, 2000.

Duhamel (Alain), Portraits souvenirs, Plon, 2012.

Duhamel (Jérôme), Le Grand Méchant Dictionnaire, Seghers, 1985.

Dulong (Claude), La Vie quotidienne à l'Elysée au temps de Charles de Gaulle, Hachette, 1974.

Eymery (Alexis), Dictionnaire des girouettes, ou nos contemporains peints d'après eux-mêmes, 1815 et 1923.

Finchelstein (Gilles), La Dictature de l'urgence, Fayard, 2011.

Fouchet (Christian), Mémoires d'hier et de demain, tome

1 : Au service du général de Gaulle, Plon, 1971.

—, Mémoires d'hier et de demain, tome 2 : Les lauriers sont coupés, Plon, 1973.

Fuligni (Bruno) (sous la direction de), Petit Dictionnaire des injures politiques, L'Editeur, 2010.

Gaulle (Charles de), Mémoires de guerre, Plon, 1954 et 1959.

—, Lettres, notes et carnets, Plon, 1980 et 1981.

Gaulle (Philippe de), De Gaulle, mon père, entretiens avec Michel Tauriac, Plon, 2003 et 2004.

Ghesquières (Hervé), 547 jours, Albin Michel, 2012.

Giesbert (Franz-Olivier), Jacques Chirac, Le Seuil, 1987.

—, Le Président, Le Seuil, 1990.

—, La Tragédie du Président, Flammarion, 2006.

—, Monsieur le Président, Flammarion, 2011.

—, Derniers Carnets, Flammarion, 2012.

Giscard d'Estaing (Valéry), Le Pouvoir et la Vie, Compagnie 12, 1988, 1991 et 2006.

Guilleminault (Gilbert), Le Roman vrai de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République, 1870-1958, Robert Laffont, « Bouquins », 1991.

Guy (Claude), En écoutant de Gaulle. Journal, Grasset, 1996.

Hadley (Kathryn) et Malye (François), Dans le secret des archives britanniques, Calmann-Lévy, 2012.

Halimi (André), Du bon usage de l'insulte en période électorale, Saint-Germain-des-Prés, 1973.

Hallier (Jean-Edern), Lettre ouverte au colin froid, Albin Michel, 1979.

—, L'Honneur perdu de François Mitterrand, Les Belles Lettres, 1992.

Hildesheimer (Françoise), Richelieu, Flammarion, 2004.

Jeanneney (Jean-Noël), Concordance des temps, chronique sur l'actualité du passé, Le Seuil, 1987.

—, Georges Mandel, l'homme qu'on attendait, Le Seuil, 1991.

—, Victor Hugo et la République, Gallimard, 2002.

—, Le Duel : une passion française, 1789-1914, Le Seuil, 2004.

—, Clemenceau, portrait d'un homme libre, Mengès, 2005.

Jeanson (Henri), Jeanson par Jeanson, La Mémoire du cinéma français, 2000.

—, 70 Ans d'adolescence, Stock, 1971.

Jouan (Hélène), Le Petit Hollande illustré par l'exemple, Nouveau Monde Editions, 2012.

Juin (Hubert), Victor Hugo, tomes 1, 2 et 3, Flammarion, 1980, 1984, 1986.

Jullian (Marcel), De Gaulle, Pensées, répliques et anecdotes, Le Cherche-Midi, 1994.

—, Mémoire buissonnière, Albin Michel, 2000.

Kersaudy (François), De Gaulle et Churchill, Perrin, 2003.

—, De Gaulle et Roosevelt, Perrin, 2003.

Lacouture (Jean), De Gaulle, Le Seuil, 1986.

—, Mitterrand, une histoire de Français, Le Seuil, 1998.

Laurent (Jacques), L'Esprit des lettres, tomes 1 et 2, Editions de Fallois, 1999 et 2013.

Le Maire (Bruno), Des hommes d'Etat, Grasset, 2007.

—, Jours de pouvoir, Gallimard, 2013.

Léotard (François), Ça va mal finir, Grasset, 2008.

Leparmentier (Arnaud), Ces Français, fossoyeurs de l'euro, Plon, 2013.

Lescuyer (Georges) et Prélot (Marcel), Histoire des idées politiques, Dalloz, 1986.

Maloux (Maurice), Traits et mots d'esprit dans l'Histoire, Albin Michel, 1977.

Malraux (André), Les chênes qu'on abat..., Gallimard,

1971.

Martet (Jean), *La Mort du Tigre*, Albin Michel, 1930.

Mauriac (Claude), *L'Après de Gaulle. Notes confidentielles (1969-1989)*, Fayard, 2006.

Mauriac (François), *La Paix des cimes*, Bartillat, 2000.

—, *D'un bloc-notes à l'autre*, Bartillat, 2004.

—, *Bloc-notes, tomes 1, 2, 3, 4 et 5*, Seuil, 1958, 1961, 1968, 1970, 1971.

Meritens (Patrice de), *Il a dit... Petits mots et grandes phrases de François Mitterrand*, Michel Lafon, 2006.

Mitterrand (François), *Le Coup d'Etat permanent*, Plon, 1964.

—, *La Paille et le Grain*, Flammarion, 1975.

Mitterrand (Frédéric), *La Récréation*, Robert Laffont, 2013.

Monod (Jérôme), *Les Vagues du temps*, Fayard, 2009.

Mopin (Michel), *Les Grands Débats parlementaires de 1875 à nos jours*, La Documentation française, 1988.

Nay (Catherine), *Les Sept Mitterrand*, Grasset, 1987.

Orieux (Jean), *Talleyrand*, Flammarion, 1970.

Peyrefitte (Alain), *C'était de Gaulle, tomes 1, 2 et 3*, Editions de Fallois et Fayard, 1994, 1997, 2000.

Pfaadt (Laurent), *Pensées, bons mots et traits d'esprit de François Mitterrand*, City, 2011.

Pompidou (Claude), *L'Elan du cœur*, Plon, 1997.

Pompidou (Georges), *Lettres, notes et portraits, 1928-1974*, Robert Laffont, 2012.

—, *Pour rétablir une vérité*, Flammarion, 1982.

Picard (Olivier) et Wattier (Pascale), *Parlez-vous le politique ?*, Chifflet et Compagnie, 2011.

Poniatowski (Michel), *Talleyrand aux Etats-Unis*, Librairie académique Perrin, 1977.

Raffy (Serge), *François Hollande, itinéraire secret*, Fayard, 2011.

Retz (Cardinal de), Mémoires, Pamphlets, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1984.

Rivarol (Comte de), Journal politique national.

—, Le Petit Almanach de nos grands hommes.

—, Petit Dictionnaire des grands hommes de la Révolution, par un citoyen actif ci-devant Rien.

Rivoire (Jean), Vacheries, Le Cherche-Midi, 1990.

Roosevelt (Elliott), Mon père m'a dit, Flammarion, 1947.

Rouanet (Anne et Pierre), Les Trois Derniers Chagrins du général de Gaulle, Grasset, 1980.

—, L'Inquiétude outre-mort du général de Gaulle, Grasset, 1985.

Rouanet (Pierre), Pompidou, Grasset, 1969.

Roussel (Eric), Georges Pompidou, Jean-Claude Lattès, 1994.

—, De Gaulle, Gallimard, 2002.

Saint-Robert (Philippe de), Les Septennats interrompus, Robert Laffont, 1977.

Santini (André), Bestiaire politique. Le Carnaval des animaux, Plon, 2002.

—, Le Santini, Le Cherche-Midi, 2011.

Tapie (Bernard), Un scandale d'Etat, oui ! Mais pas celui qu'ils vous racontent, Plon, 2013.

Tauriac (Michel), Vivre avec de Gaulle, Plon, 2008.

Valance (Georges), VGE, une vie, Flammarion, 2011.

Villepin (Dominique de), De l'esprit de cour, Perrin, 2010.

Winock (Michel), Clemenceau, Perrin, 2011.

Yade (Rama), Carnets du pouvoir 2006-2013, Editions du Moment, 2013.

# Remerciements

Les conversations informelles que nous avons eues au fil des années avec de nombreuses personnalités nous ont permis de réunir de précieuses informations sur les mœurs de la politique et les arcanes du pouvoir. Que soit donc saluée ici la mémoire de Raymond Barre, Jacques Chaban-Delmas, Georges Conchon, Jean-François Deniau, Jean François-Poncet, Olivier Guichard, Robert Hersant, Raymond Joyon, Marcel Jullian, Pierre Lefranc, Roland Leroy, Georges Lescuyer, Georges Marchais, Pierre Mauroy, René Monory, Pierre Messmer, Michel d'Ornano, Alain Peyrefitte, Alain Poher, Jean-Marie Poirier, Michel Poniowski, Philippe Ragueneau, Philippe Séguin, Aymeric Simon-Lorière.

Nous exprimons également notre gratitude à tous les témoins d'aujourd'hui qui nous ont fait partager leur expérience, leurs souvenirs, leurs analyses, leurs observations et leur savoir : Georges-Marc Benamou, Christian Blanckaert, Yvan de Boishue, William Bourdon, Patrick de Carolis, Arlette Chabot, Yves de Chaisemartin, Michel Charasse, Pierre Charon, Marie-Hélène Descamps, Michel Drucker, Alain Duhamel, Jean-Pierre Elkabbach, Franz-Olivier Giesbert, Xavier

Gouyou-Beauchamps, Marie-France Lavarini, Jacques Mailhot, Jean Miot, Constance et Ladislav Poniowski, Jean-Marie Rouart, Philippe Sainteny, André Santini, Nicolas Traube.

Nous n'aurons garde d'oublier notre éditrice, l'irremplaçable Muriel Beyer, l'équipe éditoriale emmenée par Grégory Berthier-Gabrièle, la responsable de la communication Bénédicte Avel et notre documentaliste Elisabeth Grange. Qu'ils soient ici remerciés pour leur confiance, leur efficacité et leur patience.